Constantin Pikramenos
Savvas Kalenteridis

Préface d'Éric Denécé

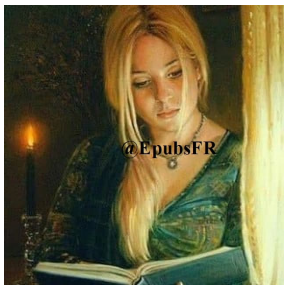
MILLÎ ISTIHBARAT TESKILATI

Le service secret turc

Guerre sur tous les fronts…

Libye - Maghreb - Syrie - Liban
Arménie - Grèce - Chypre
Islam de France - Qatar
Daech - Frères musulmans

VA ÉDITIONS


@EpubsFR

© V.A. Éditions, 2020
98, boulevard de la Reine,
78000 Versailles

Créateur de la couverture : Hubert de Langle

http://www.vapress.fr/
https://www.va-editions.fr/

ISBN Numérique 978-2-36093-144-6
ISBN 978-2-36093-135-4
Réalisation des versions numériques : IS Edition, via son label Libres d'écrire

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L122-5, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayant cause est illicite » (art L 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

À nos familles

Remerciements

La veille de l'impression de ce livre, une affaire de plus d'espionnage concernant le MIT a été rendue publique par la presse grecque. Le secrétaire du consulat de Turquie à Rhodes et le cuisinier d'un navire de transport de passagers ont été arrêtés par la police et le service de contre-espionnage grecs. Ils collectaient des informations sur les positions de la flotte grecque en Méditerranée de l'est et sur les horaires de la relève de la garde de soldats grecs dans les camps et les zones militaires sur l'île de Kastellórizo.

Le livre enquête que vous tenez entre vos mains est probablement (à ce jour) la seule tentative au monde de présentation et analyse du service de renseignement turc. Un tel livre n'existait pas encore, du moins dans les littératures anglo-saxonne et francophone.

À la fin des années 90, un livre enquête sur le MIT a été publié en grec pour la première fois. Il a été traduit en turc par l'état-major de l'armée turque, illégalement et sans l'autorisation de l'auteur et de la maison d'édition.

Nous voudrions remercier ici M. Éric Denécé pour sa contribution et ses conseils, ainsi que M. Georges Filis pour sa participation et la rédaction de l'introduction du livre. Nous gardons bien sûr et garderons toujours vif le souvenir de M. Manos Iliadis (journaliste grec et spécialiste du MIT) qui est l'auteur du premier livre enquête en grec sur le MIT.

Notre livre a été écrit et édité à une époque où la Turquie de M. Erdogan tente de ressusciter le cadavre de l'Empire ottoman et de le faire sortir des oubliettes de l'Histoire. Une Turquie agressive, arrogante, extrémiste qui veut prendre sa revanche sur l'Histoire. Elle cherche son *Lebensraum*

(espace vital) de la même façon qu'un certain Adolf Hitler avant elle. L'Histoire se répète comme une farce…, disait Karl Marx.

Ce livre offre au lecteur une analyse du jeu turc et une projection sur les évolutions à venir au XXI^{e} siècle si la Turquie d'Erdogan continue à profiter de la tolérance et de l'aveuglement de l'Occident, et plus précisément des Européens.

Bonne Lecture !

« *Grâce à nos réalisations dans le domaine de la diplomatie du renseignement, nous sommes en mesure de mener à bien nos autres projets avec plus de force et de détermination.*

Dieu merci, nous avons relevé le défi de l'intelligence, comme nous le faisons dans tous les domaines. En ligne avec nos objectifs pour l'année 2023 (centenaire de la République de Turquie), nous avons augmenté les capacités technologiques de notre organisation nationale du renseignement qui se concentre dorénavant constamment sur le recrutement de nouveaux talents.

Le nouveau siège central à Ankara et les bâtiments de l'antenne régionale du MIT à Istanbul sont le fruit de cet entendement ».

Recep Tayyip Erdogan
Discours à l'occasion de l'inauguration
des nouveaux bâtiments de l'antenne régionale du MIT

Istanbul, 26 juillet 2020

Préface

Les services turcs, bras armé d’un mégalomane islamiste

Depuis l’arrivée au pouvoir d’Erdogan en 2003, la Turquie a connu un net infléchissement de son destin qui a peu à peu fait d’elle un dangereux et imprévisible perturbateur international. Le chef de l’État turc est un démagogue et un autocrate qui a longtemps caché son jeu, et qui a su exploiter les règles démocratiques pour accaparer tous les pouvoirs et museler toute opposition interne.

Depuis son accession à la présidence (en 2014), ce nostalgique de la puissance ottomane déchue a trois objectifs clairs :

- réislamiser le pays et effacer toute trace de l’héritage kémaliste ;
- rétablir la prééminence de la Turquie sur ce qu’elle considère comme sa zone d’influence historique ;
- rétablir le califat islamique et assurer la domination des Frères musulmans – confrérie à l’origine de tous les mouvements terroristes sunnites – sur le monde arabe.

Erdogan a su tirer parti du développement économique et démographique de son pays, des conditions favorables liées à la fin de la Guerre froide et de son statut de membre de l’OTAN. Il a d’abord renoué avec les peuples d’Asie centrale avec lesquels la Turquie partage un fonds culturel commun. Puis, Ankara a profité de l’intervention américaine de 2003 en Irak, des « révolutions arabes » et de la guerre en Syrie, pour développer son

influence politique et économique, culturelle et religieuse, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

Certes, à partir de 2011, en raison de la guerre en Syrie, la Turquie a fait face à un afflux de 3,5 millions de réfugiés sur son sol. Toutefois, cela a été aussi pour la stratégie d'Erdogan une formidable opportunité. D'une part, cela lui a permis d'exercer une très forte pression sur les Européens, en les menaçant de laisser déferler des millions de migrants sur leur sol s'ils n'accédaient pas à ses requêtes.

D'autre part, cela a rendu possible le renforcement de l'influence turque sur l'islam africain et moyen-oriental, car Istanbul est devenue un refuge pour les Frères musulmans ; la Turquie a accueilli d'importantes communautés musulmanes étrangères qu'elle a récupérées et endoctrinées au profit de la confrérie terroriste en direction de leur pays d'origine. Elle est ainsi devenue un foyer de prosélytisme et d'intolérance islamiste.

Enfin, Ankara a largement profité du chaos régional pour apporter un soutien significatif aux djihadistes d'Al-Qaïda et de Daech opérant en Syrie contre le régime de Bachar El-Assad, reprendre ses offensives contre le PKK et les Kurdes syriens et irakiens et apporter son appui aux Frères musulmans en Égypte et en Libye. Par ailleurs, il convient de rappeler que la Turquie a su nouer des liens étroits avec le Qatar, émirat islamiste principal soutien de la confrérie terroriste, et bénéficier de son soutien financier.

Erdogan a ainsi parfaitement exploité toutes les « conditions favorables » de son environnement et s'est retrouvé dans une position de partenaire incontournable vis-à-vis des acteurs internationaux majeurs – Chine, Russie, États-Unis, Union européenne – qui doivent composer avec lui sans pour autant l'apprécier.

Fort de ces succès, le dirigeant turc semble alors avoir perdu toute mesure, multipliant les actions inconsidérées et les provocations. La Turquie a d'abord envahi – et pillé –, de manière tout à fait illégale, une partie du territoire syrien ; puis a installé des bases militaires au Qatar, en Somalie et en Irak du Nord – pour y contrer le PKK. Par ailleurs, elle s'est lancée dans une politique d'extension de son domaine maritime en Méditerranée orientale, multipliant les violations de zones économiques exclusives

grecques et chypriotes, et a signé un accord totalement illégal au regard du droit international avec le très instable gouvernement provisoire de Tripoli. Enfin, Ankara viole ouvertement l'embargo décrété par les Nations unies sur les livraisons d'armes à la Libye, allant jusqu'à provoquer des incidents graves avec la marine française en Méditerranée.

Ainsi, au cours des dernières années, la très hasardeuse politique turque a déclenché de nombreuses réactions négatives, en Europe bien sûr, mais aussi au Moyen-Orient, où aucun État n'a oublié la période sombre de l'occupation ottomane.

Si ces provocations sont symptomatiques de la mégalomanie d'Erdogan, elles sont aussi révélatrices de la fragilité de sa position dans son propre pays. Ces actions et le discours ultra nationaliste qui les accompagnent ont pour but de détourner la population turque de la situation économique de plus en plus difficile dans laquelle se trouve le pays, de la disparition des libertés démocratiques et religieuses au cours de la dernière décennie et surtout, du rejet définitif de sa demande d'adhésion à l'Union européenne, véritable camouflet pour le dirigeant turc.

Aujourd'hui, Erdogan est de plus en plus un homme seul. Il a décapité l'armée et la police pour y placer ses affidés, en majorité incompétents. Il s'en est aussi pris à la presse et au monde des affaires en faisant arrêter nombre de leurs représentants. Tout ce qui pouvait lui faire de l'ombre a été neutralisé. Mais, s'il a renforcé son pouvoir, il a considérablement affaibli le pays : plus personne n'ose prendre de décisions qui n'iraient pas dans le sens voulu par le président. De nombreux dysfonctionnements en résultent, provoquant une baisse d'efficacité dans tous les domaines, notamment en matière militaire. Cela a pu être observé à travers l'absence de succès significatif de l'armée turque face aux forces kurdes de Syrie ou à celles du régime de Damas.

Si le risque d'un incident malencontreux ou délibéré en Méditerranée ou en Libye – qui pourrait conduire à une forme d'affrontement – ne peut être écarté, les Turcs ne semblent guère en mesure, en dépit de leurs rodomontades, d'agir durablement hors de leur territoire : ils dépendent encore largement de l'étranger pour leurs technologies militaires avancées et n'ont qu'une très faible expérience des opérations extérieures et de la logistique nécessaire à celles-ci ; leurs armées restent régies par un système

hiérarchique pesant et, surtout, ils ne disposent d'aucun allié majeur si une confrontation devait avoir lieu.

N'oublions pas toutefois que si le premier responsable des tensions actuelles est bien Erdogan, ses prédécesseurs sont loin d'être exempts de reproches. Il convient de rappeler que la Turquie occupe de manière totalement illégale une partie de l'île de Chypre par suite de son invasion de l'été 1974. Par ailleurs, elle n'a jamais signé la convention des Nations unies sur le droit de la mer (1982). Enfin, Ankara persiste dans son refus de reconnaître le génocide arménien de 1915, en dépit des preuves historiques accablantes à son encontre. Il existe donc bel et bien un problème turc.

Le *Millî İstihbarat Teşkilatı* (MİT) – l'« Organisation nationale du renseignement » – constitue l'un des piliers du pouvoir d'Erdogan. Cela confère beaucoup d'atouts au président turc : des renseignements intérieurs et extérieurs de première qualité, des moyens d'action clandestins pour appuyer sa politique étrangère, notamment une société militaire privée (la SADAT) que le MIT peut utiliser comme couverture pour ses opérations à l'étranger comme à l'intérieur, etc. Cependant, le service turc a lui-même connu une mise au pas afin de servir aveuglément les objectifs du chef de l'État.

Une centaine de membres du MIT soupçonnés d'avoir eu des sympathies pour le mouvement Gülen ont été démis de leurs fonctions à la suite du putsch du 15 juillet 2016. Hakan Fidan, le directeur du MIT depuis mai 2010 – avec rang de sous-secrétaire d'État –, a été attaqué pour sa gestion des affaires, notamment après le putsch avorté. Il a été accusé de n'avoir rien vu venir, Erdogan allant jusqu'à affirmer qu'il avait été alerté de la tentative de coup d'État par son beau-frère et non par son service de renseignement. Il semble que cette assertion soit fausse, car le président turc a démontré à maintes reprises qu'il ne s'embarrassait pas de collaborateurs en qui il n'avait plus confiance.

En revanche, lorsque Hakan Fidan manifesta le désir de se présenter aux élections législatives, et donc de démissionner de son poste – on lui prête l'ambition de vouloir devenir ministre des Affaires étrangères –, Erdogan remit rapidement son collaborateur au pas en le maintenant à la tête du MIT. Il est évident que si Fidan ne donnait pas toute satisfaction à son président,

il serait aujourd'hui au fond d'une prison poursuivi sous des prétextes plus fantaisistes les uns que les autres.

J'ai eu l'occasion de rencontrer Hakan Fidan, en juin 2012 à Ankara, à l'occasion d'un séminaire international restreint organisé par l'ISAMER, le centre de recherches sur le renseignement du MIT, consacré aux relations entre les dirigeants politiques et leurs services spéciaux.

En faisant abstraction du régime fort critiquable qu'il sert de manière loyale, Hakan Fidan est un homme ouvert et sympathique. Après une courte carrière militaire, cet universitaire de formation a su développer au cours des années une vraie compétence à la tête MIT et est devenu l'un des grands chefs des services de renseignement du monde contemporain, reconnu et respecté par ses pairs.

Je me souviens en particulier de la réception qu'il donna, le soir, pour ses hôtes étrangers, dans une ancienne villégiature de Mustapha Kemal sur les hauteurs d'Ankara, à disposition du directeur du MIT. Il s'agissait d'une villa nichée au milieu d'un parc, au centre duquel se trouvait un bassin représentant la mer de Marmara, véritable îlot de fraîcheur au cœur de la capitale turque. J'ai appris depuis qu'Erdogan avait fait raser ce joyau pour y bâtir le nouveau siège de son gouvernement, mais surtout afin de faire disparaître une nouvelle trace d'Atatürk, liquidateur de l'empire ottoman et grand critique de l'islam.

À l'occasion de cette réunion de l'ISAMER, j'avais également été frappé par la qualité de mes interlocuteurs du MIT. Étaient présents des représentants de l'ancienne génération, aux attitudes très « orientales », mais aussi de jeunes analystes, hommes et femmes très occidentalisés, dont beaucoup avaient une parfaite maîtrise des langues étrangères, notamment du français.

Les femmes semblaient y tenir toute leur place sans ostracisme, s'affichant dans des tenues fort éloignées des règles vestimentaires qu'impose désormais l'islam rigoriste rétabli par Erdogan. J'avais toutefois relevé la détestation anti-syrienne de plusieurs membres haut placés du MIT présents à ce séminaire, d'autant que je rentrais moi-même d'un séjour de terrain à Damas, Hama et Homs et que nos analyses divergeaient.

Je crains fort que depuis 2012 le MIT ait changé en profondeur et que l'image que j'en garde ne soit plus la réalité actuelle. C'est malheureusement une tendance nouvelle que de voir les services de renseignement perdre leur indépendance d'esprit vis-à-vis de leurs autorités, pour ne leur dire que ce qu'elles veulent entendre. Depuis 2003, les Américains et les Britanniques ont malheureusement montré la voie, avec les conséquences que l'on sait.

Certes, le MIT n'a jamais vraiment été un service « démocratique » comme ceux du monde occidental. Mais sous la pression d'Erdogan, il revêt aujourd'hui de plus en plus les caractères d'un service moyen-oriental, véritable bras armé d'un président mégalomane et dangereux.

Éric Denécé

Directeur du Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R).

Avant-propos

L’instrumentalisation de l’immigration clandestine

Au printemps 2020, le gouvernement turc, utilisant ses mécanismes étatiques, a tenté de transférer 140 000 migrants en une semaine vers la Grèce et de créer un climat de déstabilisation politique dans cet État membre de l’UE. Le but était l’anéantissement géopolitique de la Grèce et la manipulation des gouvernements présent et futurs, en utilisant l’immigration comme « arme », afin de créer des conditions favorables à Ankara dans la gestion des enjeux énergétiques et politiques sur les dossiers « Chypre-Méditerranée orientale », « Crète-Libye » et « Mer Égée ».

Un autre objectif, en ce qui concerne l’Europe, était la diffusion d’images de l’invasion massive de migrants en Grèce et la création de panique à Bruxelles et dans les capitales des pays de l’UE : La menace de l’entrée en Europe de (4 + 3) millions de réfugiés syriens : soit les quatre millions qui ont été déjà « accueillis » par la Turquie plus les trois millions qui se trouvent actuellement dans la région d’Idlib en Syrie.

Les conseillers d’Erdogan croyaient que l’Europe – qui a vu sa géographie politique changer et les partis nationalistes et xénophobes se renforcer avec l’invasion massive de 1,5 million de réfugiés et d’immigrants en 2015 – aurait été conduite à des bouleversements politiques et sociaux et à satisfaire les demandes d’Erdogan comme précisées ci-dessous.

Les revendications officiellement exprimées par le gouvernement turc sont les suivantes :

- 10 milliards de dollars supplémentaires, en plus des dispositions de la déclaration commune de 2016.
- Suppression des visas pour les citoyens turcs.
- Accélération du processus d'adhésion de la Turquie à l'UE.
- Soutien politique et financier de l'UE pour le projet turc de construire des villes dans les zones à majorité kurde du nord-ouest de la Syrie. Le but étant d'installer des réfugiés syriens sunnites en Turquie et de changer la démographie afin d'annihiler la possibilité de créer un État kurde autonome dans la région.

La Turquie a joué un rôle de premier plan dans le déclenchement de la guerre « civile » en Syrie. L'une des armes utilisées pour renverser Bachar el-Assad était les « réfugiés » afin que les Frères musulmans prennent le pouvoir, transformant la Syrie en protectorat d'Ankara.

Afin de créer les conditions du déclenchement d'une guerre civile, la Turquie a accueilli des déserteurs de l'armée syrienne qui, basés dans la préfecture d'Antioche (Hatay), ont été équipés, entraînés et déployés en tant qu'« Armée Syrienne Libre » depuis le territoire turc. Avec le déclenchement de la guerre « civile » en Syrie (2011), l'État turc a voulu provoquer une vague de « réfugiés », afin de créer une crise humanitaire et justifier son intervention en Syrie. En fait, avant même le début des hostilités, un camp de réfugiés de dix mille personnes avait été construit dans la préfecture d'Antioche (Hatay).

Au cours des premières années (2011-2014), la Turquie a utilisé les réfugiés de Syrie comme « arme » pour effectuer un changement démographique des préfectures turques qui ont une population mixte de Kurdes, d'Arabes et de Turcs, afin de réduire le pourcentage de Kurdes dans la population locale. C'est pourquoi elle a créé treize camps de réfugiés tout au long de la frontière turco-syrienne.

Jusqu'en 2014, la Turquie a fidèlement suivi la politique de changement démographique et de création d'un obstacle au projet des Kurdes de s'étendre vers Adana et Mersin, dans le but d'avoir, en temps opportun, un accès de leurs territoires sur la mer Méditerranée.

Jusque-là, l'installation permanente de réfugiés dans les préfectures proches de la côte égéenne était pratiquement interdite, à l'exception des riches

Syriens, qui pouvaient s'installer où ils le voulaient, en Turquie et même en Europe. Ceux qui voulaient traverser les îles grecques ont été transportés par des trafiquants jusqu'aux côtes de celles-ci, avec la tolérance et sous le contrôle de l'état turc, du MIT, de la direction générale de la sécurité, et du commandement militaire.

La politique des « frontières ouvertes » du gouvernement grec d'Alexis Tsipras a permis à la Turquie de développer sa stratégie de marginalisation géopolitique de la Grèce et sa transformation de facto en pays musulman en quelques années. En même temps, Erdogan voulait faire chanter les pays d'Europe, réalisant d'énormes gains économiques et politiques, tout en créant une masse critique de la communauté musulmane en Europe, dont le patron serait Erdogan et la Turquie.

Pour cette raison, à partir du milieu de 2015, il a commencé à transférer des masses de populations vers les préfectures de l'ouest de la Turquie, principalement vers les préfectures d'Izmir, de Bursa et bien sûr d'Istanbul. Des rapports suggèrent que l'Allemagne n'a pas réagi à l'ouverture de la frontière avec la Grèce, parce que l'Union des industriels allemands avait fait pression pour obtenir une main-d'œuvre très « bon marché ».

Ce qui est certain, c'est que les États de l'UE ont été durement touchés par l'afflux de plus d'un million de réfugiés et d'immigrants principalement à travers la Grèce, mais aussi en provenance d'Italie. Les discussions et consultations qui ont débuté à l'automne 2015 ont abouti à un plan d'action conjoint le 29 novembre 2015. En fait la signature de la déclaration commune entre l'UE et la Turquie du 18 mars 2016, distribuait des milliards d'euros à la Turquie qui, en contrepartie, a pris un certain nombre d'engagements.

Ainsi, la Turquie a réussi à réaliser ce qu'elle voulait : Une source de revenus de plusieurs milliards de dollars de la part de l'UE, mais aussi le contrôle du mouvement et de l'afflux de réfugiés et de centaines de milliers de migrants, dont beaucoup sont désormais transportés à bas coûts en Turquie par Turkish Airlines (THY).

La Turquie, voyant que le gouvernement grec traite tous ceux qui entrent en Grèce de la même manière, c'est-à-dire que tout demandeur d'asile acquiert le droit de rester sur le territoire européen, a commencé à accueillir des

centaines de milliers d’immigrants de pays asiatiques et africains, renforçant ainsi son arsenal de négociation et de chantage avec l’UE.

La menace

À partir de 2018, la Turquie a commencé à menacer d’ouvrir ses frontières et noyer l’Europe de réfugiés et de migrants. En faisant ce pari, elle voulait persuader les dirigeants européens, d’une part, de faire pression sur Poutine pour qu’il devienne plus indulgent avec Erdogan sur la question d’Idlib et, d’autre part, de soutenir le gouvernement turc dans son objectif de construire des villes peuplées majoritairement de réfugiés dans les zones kurdes de Syrie.

Erdogan voulait également obtenir dix milliards de dollars supplémentaires pour maintenir sa frontière fermée et arrêter le flux, mais il souhaitait également la suppression du visa Schengen pour les 80 millions de citoyens turcs. Il convient de souligner que pour le citoyen turc, la question du visa est d’une importance fondamentale pour des raisons à la fois psychologiques et pratiques.

Des menaces similaires à celles d’Erdogan contre l’Europe viennent également d’Iran. Des responsables iraniens ont déclaré fin 2019 que si l’embargo sur l’Iran se poursuivait, 3 millions de réfugiés afghans vivant en Iran se dirigeraient vers l’Europe. Le 6 avril 2018, la *BBC Turc* a rapporté que, selon certaines ONG d’Erzurum traitant avec des Afghans, 1,5 million de ressortissants afghans à la frontière turco-iranienne attendaient d’entrer sur le territoire turc.

Selon une enquête, environ un million de migrants afghans sont entrés en Turquie depuis l’Iran. Sur ce nombre, 170 000 seulement ont été enregistrés auprès du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR). Les autres attendent dans des régions comme celle d’Istanbul, d’où ils peuvent rejoindre la Grèce en peu de temps.

Il ne subsiste aucun doute que l’Iran et la Turquie sont prêts à fournir un soutien logistique aux dizaines de millions de personnes qui sont prêtes à émigrer d’Afghanistan, du Bangladesh, d’Inde, du Pakistan, d’Iran, d’Irak

et de Syrie. Plus précisément, il est extrêmement difficile avec un tel exode de distinguer qui est vraiment un réfugié, qui est un terroriste ou une personne malveillante. C’est pourquoi l’Europe doit inévitablement penser à la sécurité de ses propres peuples.

En plus de ce qui précède, il existe des rapports selon lesquels Erdogan a commencé à organiser des mouvements similaires de migrants d’Afrique, via la Libye, vers l’Europe. Et il ne faut pas oublier que l’un des buts pour lesquels Erdogan a envoyé ses milices islamistes de Syrie et de Turquie vers la Libye est d’organiser cette vague de migration et faire chanter l’Europe.

Introduction

Turquie 2020
Un « homme malade » aux ambitions planétaires

Toute analyse concernant la Turquie moderne de Recep Tayyip Erdogan devrait commencer par cette question comme point de départ : *Le Kémalisme en tant que cadre de formation sociopolitique qui a émergé à une époque où des idéologies totalitaires extrêmes se développaient, telles que le communisme, le national-socialisme et le fascisme, est-il encore vivant et fonctionnel aujourd'hui ?*

Toute continuation de ces ébauches idéologiques, développées au cours des premières décennies du XX^{e} siècle, semble avoir été largement retirée de la scène et avoir pris sa place dans les livres d'histoire. Mais le Kémalisme a jusqu'à présent montré une étonnante capacité d'adaptation aux conditions actuelles et a survécu aux changements des quatre-vingts dernières années, depuis le décès de son fondateur (1938).

Malgré les coups qui lui ont été infligés par l'élite politique actuellement au pouvoir en Turquie, nous pouvons affirmer que le Kémalisme, en tant que continuation directe de l'idéologie néo-turque, continue de survivre dans différentes manifestations, internes et externes, de la Turquie moderne. Mais cela n'a pas été réalisé sans pertes et, bien entendu, il ne peut plus être décrit comme l'idéologie dominante de l'élite politique au pouvoir en Turquie. Cependant, prétendre que le kémalisme a été complètement vaincu est une simplification et une analyse superficielle de la réalité.

C’est cette réalité complexe et multidimensionnelle que connaît la Turquie avec le choc des idéologies et des identités, et non avec la victoire totale de certaines d’entre elles, qui rend ce pays instable en interne et dangereux à l’étranger. C’est dans ce contexte que l’on voit clairement que cette guerre d’identité a de nouveau conduit la Turquie à se désintégrer de l’intérieur et à chercher à se renforcer par expansion à l’extérieur.

Si le kémalisme semble s’effondrer, le néo-ottomanisme semble se stabiliser en tant qu’idéologie dominante, tandis que d’autres identités ethnoreligieuses telles que les Kurdes et les Alévis s’organisent et se renforcent dans le pays. Une telle désintégration interne ne peut que mettre en évidence le concept d’« homme malade » de l’Europe du XIX^{e} siècle, qu’était l’Empire ottoman.

La Turquie tente de montrer le poing en exportant des crises, en essayant, par le panislamisme, mais aussi par le panturquisme, d’étendre son influence et montrer qu’elle peut fonctionner comme un pôle de pouvoir régional qui rivalise avec les acteurs géopolitiques mondiaux dans une zone qui s’étend de la côte atlantique à la Grande Muraille de Chine.

Ce n’est pas un hasard si l’objectif déclaré de Recep Tayyip Erdogan est de faire de la Turquie l’un des dix pays les plus puissants du monde au cours de la prochaine décennie et l’une de ses superpuissances d’ici le milieu du siècle. Mais pour réaliser cette vision, elle doit d’abord, au niveau du récit géopolitique, de la planification géostratégique et des tactiques opérationnelles, s’imposer sur ce qu’elle considère être sa sphère d’influence.

Mais dans quel domaine la Turquie veut-elle s’imposer, quel est le récit géopolitique à l’appui de cette ambition et quelle est la tactique suivie ?

Les différents cadres explicatifs à travers lesquels les actions politiques de la Turquie à l’étranger sont justifiées et soutenues par les élites turques sont en relation avec trois récits principaux, à savoir, le « néo-ottomanisme », le « panislamisme », et le « panturquisme ».

– **Néo-ottomanisme** : en tant que figure idéologique, il souligne l’importance pour l’espace géopolitique/géoculturel de la mer Noire et de la mer Égée-Méditerranée orientale qui a fonctionné pendant des siècles de manière positive pour les peuples. Ce qui a garanti le développement

économique et culturel, la paix et la sécurité. Par conséquent, le passé positif de la période ottomane peut être un tremplin pour une nouvelle organisation de la région sous un nouveau « Commonwealth » ottoman. Bien sûr, le lien de connexion de cette région pour les musulmans est le caractère islamique et sunnite de l'État ottoman, et pour les non-musulmans, la prospérité et la sécurité que la Turquie peut « offrir » pour tous les pays et peuples de la région.

– **Panislamisme** : Cette approche dicte le rassemblement de tous les États et peuples musulmans, principalement sunnites, par l'intermédiaire du pays qui était le siège du calife jusqu'à l'abolition du califat (en 1924) par Mustafa Kemal. Le pays qui, aux confins occidentaux de l'Eurasie et de l'Afrique du Nord, était l'État musulman le plus puissant, après la « rupture » kémaliste/laïque, revient à nouveau sur la bonne voie du Prophète et de l'islam.

Cette nouvelle Turquie, selon ce récit, représente le modèle de l'islam le plus compatible avec les temps modernes, en contraste avec celui des monarchies du Golfe. Le domaine auquel il se réfère et où l'on tente de promouvoir ce concept est le monde de l'islam sunnite.

– Panturquisme : La fin de l'URSS, se traduisant par l'apparition de nouveaux États turcophones sur la scène internationale (quatre en Asie Centrale et un dans le Caucase), provoqua l'euphorie en Turquie, aussi bien dans les cercles dirigeants que parmi les panturquistes, jusque-là marginalisés. Consciente des bénéfices et du pouvoir qu'elle pouvait en retirer, l'élite dirigeante turque se laissa séduire par le discours panturquiste, à l'instar du Premier ministre de l'époque, Süleyman Demirel, dont la formule appelant à la création d'« un monde turc de l'Adriatique à la muraille de Chine » fit couler beaucoup d'encre. Erdogan et le MHP qui participe au gouvernement de la coalition veulent exploiter l'idéologie panturque pour servir les intérêts de la Turquie avec l'Arménie comme terrain idéal pour appliquer leurs visions expansionnistes.

Nouveau concept de sécurité

Au lendemain du coup d'État manqué de 2016 en Turquie, Recep Tayyip Erdogan a donné un caractère institutionnel à une politique étrangère agressive envers presque tous les voisins de la Turquie. Cette politique se justifiait par l'adoption d'une nouvelle doctrine et d'une nouvelle perception de la sécurité.

Dans un discours prononcé lors d'une conférence à l'Académie de police, le 22 novembre 2016, sur « *la nouvelle perception de la sécurité de la Turquie* », le président turc a déclaré les intéressants points suivants : « *La Turquie a développé un nouveau concept de sécurité à la lumière des événements récents. Désormais, nous n'attendrons pas que les menaces frappent à notre porte. Nous allons les aborder immédiatement et résoudre les problèmes à leur source… La guerre contre le terrorisme est notre principale priorité et pas seulement concentrée sur nos territoires* ».

En outre, Erdogan a souligné que « *nous poursuivrons une politique active soutenue par la force militaire* ». Dans le même esprit, le ministre turc des Affaires étrangères, Mevlüt Çavuşoglu, s'est exprimé de façon arrogante, accusant le gouvernement irakien qui protestait contre les opérations et la présence de l'armée turque sur le sol irakien.

Au nom d'un « ennemi », du « terrorisme », qui est fondamentalement « invisible » et peut toujours être là où il se sent à l'aise, Ankara se sent légitimée pour intervenir dans les pays voisins, y compris militairement, établir des bases et finalement envahir. Sous ce prétexte, au cours des quatre dernières années, la Turquie a mené trois opérations en Syrie, où elle a occupé des territoires qu'elle a progressivement turquifiés.

Le concept de « hard power » est le seul argument institutionnellement acceptable par Ankara. Les pays que les Turcs considèrent comme subordonnés à leur puissance militaire n'ont aucun droit de s'opposer aux projets d'Ankara. Par exemple, Bagdad a souligné par tous les moyens qu'elle exige le retrait des troupes turques de leurs bases dans le nord de l'Irak, chose qu'Ankara refuse de discuter.

Le nouveau concept de sécurité de la Turquie est entré en jeu de la manière la plus visible. À partir de juin 2020, les tensions dans la région vont s'intensifier et conduiront à une crise continue que des pays comme la Grèce, Chypre et la France, n'ont pas acceptée et ils l'ont forcée – pour

l’instant – à se replier. Cette politique se concentre principalement sur la région de la mer Égée et de la Méditerranée orientale. La Turquie tente en même temps de mettre la région du nord de l’Irak sous son contrôle et d’empêcher la création de toute entité autonome/(semi) indépendante kurde en Syrie.

Misak-i Milli et Mavi Vatan

Ces dernières années, il y a une tentative de mettre en exergue les textes turcs, anciens et nouveaux, comme le prétendu « Serment National » (Misak-i Milli), ainsi que la « Patrie Bleue » (Mavi Vatan). Le premier est le texte des termes que les Ottomans ont imposé pour signer la paix avec les forces alliées à la fin de la Première Guerre mondiale et il a été rédigé en 1919 par Mustafa Kemal. Il prédéfinit le statut politique des régions du nord de la Grèce (Thrace occidentale), mais aussi de la Syrie (région d’Alep) et de l’Irak (région de Mossoul) comme devant être décidé par référendum.

Le second texte est une tentative de consolider les revendications maritimes de la Turquie dans la mer Égée et la Méditerranée orientale qui fut proposé en 2006 par un officier de marine turque de haut rang. Du fait de cette doctrine, de ces textes et de ces cartes, la Turquie mettrait la moitié de la mer Égée sous son contrôle et pourrait « encercler » et « isoler » les principales îles orientales de la Grèce. Chypre en substance n’aurait pas droit à une zone économique exclusive, et les îles grecques n’auraient pas droit à un plateau continental, bien que ces zones maritimes soient un droit naturel à revendiquer selon le droit international existant !

Ce révisionnisme a pour but essentiel de modifier, voire d’annuler, le traité de Lausanne (1923) qui a précisément défini les frontières de la région, mais qui est aussi, ironiquement, l’acte de naissance de la République de Turquie elle-même. Si la Turquie devait réviser ce traité qui, s’il était contesté, pourrait changer la carte de l’ensemble de l’axe mer Noire-mer Égée-Méditerranée orientale, y compris le détroit du Bosphore, il est presque certain qu’une action militaire turque dans la région impliquerait beaucoup plus d’acteurs géopolitiques.

La conclusion du Mémorandum de coopération de la Turquie avec le gouvernement de Tripoli (Libye) est l'exemple récent le plus révélateur de cette pratique. Le gouvernement libyen et la Turquie se sont mis d'accord pour la délimitation de leurs zones maritimes économiques exclusives, ne tenant pas compte de l'influence des îles grecques de la mer Égée, y compris la Crète, quatrième île de la Méditerranée en termes de superficie.

En d'autres termes, la Turquie, profitant de la position faible, difficile et instable du gouvernement de Tripoli reconnu par l'ONU, a tenté de contourner la Grèce et de « l'effacer » de la carte ! Avec pour résultat la création des conditions de crise dans un pays voisin en vue de préparer le terrain à une intervention armée visant à « pacifier » la région et à intégrer la Turquie dans les négociations pour l'avenir de celle-ci.

Haut-Karabakh

Par ailleurs, ce qui s'est passé dans le Caucase est un exemple flagrant d'aventure géopolitique, d'immoralité et d'escalade de crise prises par la Turquie. Les affrontements ont pris la forme d'une guerre ouverte entre Bakou et Stepanakert. Les pertes furent importantes en matériel et en personnels des deux côtés.

Le gouvernement arménien ainsi que des experts en sécurité ont ouvertement blâmé la Turquie pour son implication militaire. Les Arméniens accusent Ankara, non seulement d'avoir imposé cette option à Bakou, mais aussi, du fait de ses opérations militaires, d'avoir carrément piégé l'Azerbaïdjan dans un bras de fer dont le seul espoir de survie sera une victoire totale sur l'Arménie.

Dans ce conflit, la Turquie invoque le renversement d'une réalité au Haut-Karabakh, comme elle l'a imposée elle-même à Chypre et à la Syrie. En outre, elle annonce à grand bruit qu'en application de son idéologie panturque, elle se tiendra aux côtés de Bakou dans le cadre de sa nouvelle politique « une Nation, deux États ».

Le fait qu'Erdogan soit le seul leader de la planète qui, au lieu d'exiger la fin du conflit et le début des négociations, encourage une des parties à

intensifier ses efforts offensifs, est une triste originalité qui se révèle dangereuse pour la sécurité et la stabilité mondiales.

L’Afrique

La Turquie, dans le cadre de la révision et de la mise en œuvre d’une partie des récits géopolitiques susmentionnés qu’elle a développés, tente d’accroître son empreinte géopolitique dans des zones d’Afrique, telles que l’Afrique du Nord et l’Afrique subsaharienne, plus spécifiquement au Sahel.

Les raisons principales pour lesquelles Ankara a été actif dans ce sens peuvent être résumées comme suit :

- Premièrement, la Turquie tente de trouver de nouveaux marchés pour une économie qui, jusqu’à récemment, semblait être l’un des marchés émergents les plus dynamiques.
- Deuxièmement, dans le cadre de sa révision géopolitique, la Turquie exporte une idéologie, en particulier la manière dont elle aborde les différents pays de la région qui passe soit par leur passé commun (néo-ottomanisme), soit par la religion commune (panislamisme), soit par les deux. En tout cas, sa tentative de pénétration est facilitée par la volonté de souligner le rôle supposé du pays comme protecteur des « victimes » du colonialisme occidental.
- Troisièmement, Ankara tente de créer une sphère d’influence pour pouvoir s’opposer sur un pied d’égalité aux grandes puissances régionales. Le prétexte par lequel la Turquie s’implique de plus en plus dans les pays africains consiste principalement en la fourniture d’aide humanitaire et de soutiens logistiques de toutes sortes.

Ankara tente de gagner l’avantage d’un accès aux sources d’énergie ainsi qu’aux gisements de minerais. Ce n’est pas un hasard si l’attention portée par les dirigeants turcs se dirige vers les pays d’Afrique de l’Ouest comme

le Mali, le Niger et le Tchad, zones et pays riches en gisements d'uranium d'où proviennent les principales sources d'approvisionnement de ce métal.

L'effort principal d'Ankara, après la consolidation de partenariats bilatéraux avec chaque pays, est de développer la coopération dans le domaine de la sécurité et de la défense, mais aussi de les assister politiquement sur des questions impliquant d'autres acteurs géopolitiques. L'opposition d'Ankara aux initiatives de la France au Mali, au lendemain du coup d'État de 2012, n'est qu'un exemple de cette politique. Il existe de nombreux pays avec lesquels la Turquie a conclu une coopération militaire et la mise en place de bases militaires.

Frères musulmans

Enfin, la manière dont le président turc, en particulier, a décidé de promouvoir les intérêts de son pays à la fois en Afrique et au Moyen-Orient est liée à sa politique vis-à-vis des Frères musulmans et d'autres mouvements islamistes extrémistes. En ce qui concerne la relation d'Erdogan avec les Frères musulmans, il convient de noter qu'elle n'a pas toujours été cordiale.

Lorsque l'actuel président turc a fondé l'AKP, les Frères musulmans l'ont critiqué pour avoir affaibli l'ancien Premier ministre islamiste turc Necmettin Erbakan (1926-2011). Le fait que l'AKP s'éloignait de l'idée de créer un État islamique, sa politique concernant l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, mais aussi les relations entretenues avec Israël ne laissaient aucune place à une plus grande coopération.

L'attitude des deux parties semble avoir progressivement changé au cours de la période 2010-2011 où deux événements importants ont eu lieu. L'incident du Mavi Marmara et la rupture des relations avec Israël qui s'ensuivit, ainsi que le « printemps » arabe ou « hiver » islamique, seraient à détailler dans une description plus précise de ce qui se passe au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

En Égypte, la contre-révolution du 3 juillet 2013 où le général Abdel Fattah al-Sissi a renversé Mohamed Morsi (élu démocratiquement) a conduit au

moins 15 à 30 000 Égyptiens qui étaient, de quelque sorte que ce soit, liés aux Frères musulmans, en exil vers la Turquie. Le président turc s'est opposé dès le départ aux évolutions en Égypte et a refusé de reconnaître le changement politique qui a eu lieu, alors qu'il a transformé depuis la Turquie en une vaste base de soutien aux Frères musulmans.

Dr George Filis

Professeur de Géopolitique
Université d'Athènes

Chapitre 1

Les services de renseignement turcs

Teskilat-i Mahsusa (TM)

Le Comité Union et Progrès (CUP)

Le Comité Union et Progrès a été fondé à Istanbul en 1889. Dans sa forme originale, c'était une organisation révolutionnaire qui acquit plus tard toutes les caractéristiques d'un parti politique, mais qui préféra être appelée « la liaison » au moins jusqu'en 1913, facilitant ainsi, par ses activités secrètes, ses plans de conspiration.

Cette mentalité du « secret » était conforme à l'idée que les jeunes-turcs avaient d'eux-mêmes, c'est-à-dire qu'ils se considéraient comme les sauveurs de l'Empire ottoman en déclin. Ses membres sont restés fidèles à l'esprit conspirationniste du premier groupe d'opposition formé en 1865 qui s'appelait « l'union patriotique ». Imitant des groupes similaires d'Europe, comme la Nouvelle-Espagne, La Nouvelle-France, La Nouvelle-Italie, ils se sont fait appeler « jeunes-turcs ».

Avec la réalisation de ses objectifs de base, le Comité a acquis un grand pouvoir politique, ce qui a encouragé ses dirigeants à revendiquer l'accomplissement d'objectifs de plus en plus radicaux. La tactique du terrorisme et d'intimidation qui l'a conduit d'un succès à l'autre faisait partie de son modus operandi.

Le CUP a finalement utilisé les mêmes méthodes conspirationnistes pour exercer le pouvoir qu'il avait utilisées pour son ascension au pouvoir. Il a été le premier mouvement politique de l'histoire moderne turque à pénétrer dans presque toutes les couches de la société turque. Il a sensibilisé politiquement les masses, exploité les vestiges du fanatisme musulman et pour la première fois de l'histoire, a semé dans l'inconscient collectif des

Turcs les germes d’un nouveau nationalisme qui rejette le pluralisme relatif du monde ottoman et ouvre la voie à la turquisation.

Lawrence d’Arabie

Teskilat-i Mahsusa est le premier service secret turc à recueillir des renseignements militaires et politiques au XX^{e} siècle. Combinant certains éléments endogènes avec ceux des services occidentaux modernes, Teskilat-i Mahsusa a été fondé à la suite des guerres balkaniques (1913) et a opéré principalement pendant la période de la Première Guerre mondiale.

Ses actions, et même son existence, sont restées complètement inconnues. Il est caractéristique que, bien que de nombreuses actions et activités pendant la Première Guerre mondiale aient été signalées par les organisations et services diplomatiques des pays de l’Entente, il reste néanmoins douteux que son existence même n’ait jamais été connue.

Lawrence d’Arabie, qui a souvent été confronté à plusieurs de ses actions au Moyen-Orient, ne mentionne pas l’existence de cette organisation secrète turque dans son livre autobiographique malgré le fait que la guérilla arabe ait arrêté un officier éminent de Teskilat-i Mahsusa du nom de Esref Kusçubasi.

Esref Kusçubasi est considéré par T.E Lawrence comme un « *aventurier notoire dans les échelons inférieurs de la politique turque* » qui, après plusieurs aventures en Arabie, s’est retrouvé à Istanbul et est devenu garde du corps en commettant divers meurtres au nom d’Enver Pacha. Selon T.E Lawrence, lorsque la guerre a éclaté, Esref Bey est descendu à Médine en Arabie Saoudite avec de l’argent et des lettres du Sultan pour des Arabes neutres.

Sa mission était de rétablir le contact avec la Garde turque isolée au Yémen. Lawrence déclare qu’au moment de l’arrestation d’Esref Bey, celui-ci avait dans ses bagages 2000 livres sterling, des cadeaux, des tenues officielles et quelques « documents intéressants » que Lawrence n’a pas identifiés.

Il est à noter que T.E Lawrence évoque également un incident particulier d'acquisition de documents secrets par les Turcs, laissés par le consul de France en Syrie. Esref Kusçubasi lui-même et sa sous-division étaient responsables de cette opération. Ces documents secrets étaient des copies de la correspondance du consul de France avec l'un des clubs secrets d'intellectuels arabes pour leur libération du joug turc. Sur la base de ces documents, Cemal Pacha exécutera la plupart des intellectuels arabes après une parodie de procès. Enfin, pendant le procès des dirigeants des jeunes-turcs en 1919, l'implication directe du TM dans le génocide arménien a été prouvée.

Le Service « personnel » d'Enver Pacha

Fondé à l'initiative d'Enver Pacha, figure de proue du groupe des dirigeants (Enver – Talat – Cemal) du Comité Union et Progrès, le TM était considéré comme le service de renseignement personnel d'Enver. Cependant l'existence du TM n'a pas entraîné la suppression des services secrets du ministère de l'Intérieur ni de la Direction du renseignement de l'état-major.

Avec l'imminence de l'implication de l'Empire ottoman dans la Première Guerre mondiale, le TM est réorganisé et agrandi le 5 août 1914 sous la direction d'Enver Pacha qui avait repris le ministère de la Guerre en janvier de la même année. Une fonction qu'il occupera jusqu'en octobre 1918 en parallèle avec celle de chef d'état-major adjoint. Avec cette réorganisation, Enver Pacha jette les bases d'un service spécial, la première structure unifiée et organisée des services secrets turcs du XX^{e} siècle qui suit les normes d'organisation occidentales.

Malgré les relations d'Enver Pacha avec l'Allemagne où il avait exercé les fonctions d'attaché militaire et l'influence significative de l'Allemagne sur plusieurs membres du Comité Union et Progrès, la réorganisation du TM n'aurait pas eu lieu conformément à des directives allemandes.

Cependant, l'Allemagne, qui était une source importante de financement pour le TM pendant la Première Guerre mondiale, a pu influencer ses opérations grâce au flux contrôlé de fonds. La réorganisation du TM semble

avoir été principalement le résultat de l’application des expériences personnelles et des points de vue d’Enver Pacha lui-même. Le TM a été fondé par lui sous la forme d’une organisation informelle avant même qu’il ne devienne ministre de la Guerre.

Avec sa subordination au ministère de la Guerre d’Enver Pacha, le TM sera essentiellement placé en dehors du champ d’application du contrôle politique, administratif, financier et procédural d’autres services et institutions gouvernementaux. De cette manière, le TM gagna la flexibilité recherchée par Enver pour faire face aux dangers internes et externes qui – suivant son analyse personnelle – menaçaient l’Empire ottoman.

Son intégration au ministère de la Guerre ne signifiait pas sa pleine intégration dans le cadre organisationnel du ministère ou de l’état-major. Cette organisation, après tout, n’a jamais acquis de statut officiel complet. De plus, sa création, son fonctionnement et son action ultérieurs ont été recouverts d’un voile sans précédent – même pour les services secrets – qui est resté impénétrable même pour la plupart des membres du gouvernement.

MAH (1926-1965)

Après la guerre d'Asie Mineure (1919-1922), la situation des services de renseignements et de sécurité de la nouvelle République turque en termes de responsabilités est revenue à ce qu'elle était lors de la période ottomane. En particulier, les missions d'espionnage étaient confiées au service du renseignement de l'état-major, tandis que les tâches de sécurité intérieure restaient du ressort du ministère de l'Intérieur.

À la fin de la guerre (en 1922), l'état-major possédait le seul organisme de collecte de renseignements spécialement organisé dans tout le pays qui, par l'intermédiaire de ses attachés militaires, avait en outre au moins une présence de base à l'étranger. La nécessité de s'attaquer aux problèmes urgents de la Turquie déchirée par la guerre et l'absence de menace extérieure peuvent avoir été les raisons pour lesquelles la question de la mise en place d'un service de renseignement extérieur n'a été abordée que quatre ans après.

En 1926, Mustafa Kemal décide de créer un service de renseignement moderne et annonce sa décision à la direction militaire lors d'une réunion de l'état-major. Pour mettre en œuvre cette décision, les Turcs recourent à nouveau à l'aide étrangère, comme ils l'ont fait dans le passé dans toute tentative de modernisation de l'armée. La tâche de trouver des spécialistes étrangers pour apporter l'assistance nécessaire fut confiée à Naci Eldeniz qui s'était rendu en Europe à la recherche d'experts et de conseillers étrangers pour réorganiser l'armée turque.

L'Allemagne fut à nouveau – pour la recherche de conseillers étrangers – l'alliée la plus adaptée. Le colonel Walter Nikolai, patron du *Nachrichtensdienst* (Espionnage allemand) était le choix le plus approprié. En acceptant la proposition turque, le colonel Nikolai soumit au gouvernement un projet de création d'un service de renseignement en deux

phases. Selon Nikolai, le nouveau service devait s'occuper d'abord des affaires intérieures du pays où il fonctionnerait comme un service de sécurité et de contre-espionnage. Il étendrait ensuite ses opérations à l'étranger en créant une direction de l'espionnage.

Pour les postes du nouveau service, Nikolai sélectionna des officiers et quelques individus qui avaient de l'expérience dans des activités similaires pendant la dernière guerre (1919-1922). La formation de ces cadres commença en 1926 à l'Académie militaire Yildiz d'Istanbul, tandis qu'un noyau de cadres clés était formé en Allemagne.

Après cette étape préparatoire qui dura environ un an, le MAH (Milli Amele Hizmet Teskilati) est fondé le 6 janvier 1927 par ordre secret du chef d'état-major, le maréchal Fevzi Çakmak. Par le même ordre, il fut décidé de la mise en place de services régionaux à Istanbul, Izmir, Adana, Kars et Diyarbakir en dehors du Bureau central d'Ankara. La création du service a ensuite été ratifiée par la loi 644 qui est restée en vigueur jusqu'en 1965, date à laquelle le MIT a été fondé.

La façon dont le MAH a été fondé rappelle la manière par laquelle *Teskilat i Mahsusa* fut fondé, et permet de découvrir que tous les services secrets turcs du XX^{e} siècle étaient organisés et gérés par l'armée. Le MAH adopte les normes d'organisation allemandes qu'il maintient jusqu'en 1955, date à laquelle, en raison de l'entrée de la Turquie dans l'OTAN, le système américain d'organisation et de fonctionnement du service fut adopté.

Sur la base des suggestions de Nikolai et des problèmes de sécurité intérieure posés par les opposants de Mustafa Kemal, de l'action des communistes et des besoins de contrôle de la minorité kurde, le MAH avait un fort caractère d'organisation de sécurité intérieure. Ces raisons sont également dues au fait que le MAH relevait à l'époque du ministère de l'Intérieur.

Guerre froide

L'Allemagne nazie fut vaincue par l'Union soviétique, apparue comme une superpuissance qui contrôlait près de la moitié du monde et exerçait son

influence en intervenant dans le développement de plusieurs pays à travers le monde. Sa présence menaçante à la frontière nord de la Turquie a incité cette dernière à rejoindre le camp occidental sans hésitation et à établir des relations étroites de coopération politique et militaire avec les États-Unis, qui avait remplacé la Grande-Bretagne dans le rôle de superpuissance mondiale.

Le renversement des anciens régimes et l'établissement de gouvernements communistes dans un certain nombre de pays d'Europe centrale et des Balkans avaient créé un fort sentiment d'insécurité en Turquie dont les élites eurent une réflexion inévitable au sujet des missions et du rôle des services secrets turcs. Les migrations massives en provenance des pays du bloc de l'Est et l'afflux d'un grand nombre de réfugiés en Turquie avaient été le nouveau défi des services secrets turcs, car avec les réfugiés, il y avait aussi le risque d'infiltration par des agents du bloc de l'Est.

Comme l'affirme Kim Philby, qui était alors chef de la station de l'Intelligence Service (MI6) en Turquie sous la couverture de premier secrétaire de l'ambassade d'Angleterre, les performances des Turcs étaient modestes. Le renseignement turc produisait des informations limitées sur la Bulgarie grâce à leur coopération avec les passeurs frontaliers et aux interrogatoires de réfugiés.

Selon Philby « *Les services turcs du Contre-espionnage étaient connus comme "l'Inspection de Sécurité" et nos relations avec ce Service définissaient presque toutes nos activités d'espionnage en Turquie. Les Turcs étaient au courant de notre agence et toléraient notre activité à la condition qu'elle s'exerça exclusivement contre l'Union soviétique et les États des Balkans et non contre la Turquie.*

Afin de nous assurer la faveur et la bonne volonté des Turcs, nous avons payé au Bureau d'Inspection de Sécurité à Istanbul une allocation mensuelle camouflée comme paiement pour les différentes enquêtes menées par la Sécurité en notre nom. Comme nous n'avions qu'un petit retour sous forme d'informations, il était tout à fait évident que l'allocation servait juste à augmenter les salaires des Inspecteurs de Sécurité de haut rang.

Le Bureau central était à Ankara à l'époque et était sous le commandement d'un bureaucrate obèse qui ressemblait à une grenouille. J'ai eu le malheur

d’avoir à le rencontrer une fois par mois. Nos réunions sont rapidement devenues une cause permanente de frustration mutuelle. Je commençais habituellement la discussion par une demande de “facilité” pour des opérations telles que le passage d’un agent britannique de la Turquie orientale à l’Arménie soviétique. Le Turc se raclait la gorge, chuchotait quelque chose à son interprète, bougeait ses fesses dans la chaise et demandait du café.

Puis il m’a suggéré de lui donner le nom de l’agent et l’argent afin de diriger l’opération lui-même et de nous donner les résultats. C’était aussi simple que ça. Quand j’ai pu apprendre assez de turc pour comprendre ce qui se passait, ces rencontres se terminaient généralement par une dispute avec mon interprète. Il avait toujours une sorte d’excuse. En fait, l’interprète ne figurait pas sur la liste du personnel diplomatique de l’ambassade britannique et il avait des raisons de craindre la mauvaise humeur des Turcs ».

MIT (1965-1992)

L’examen du MIT sur deux périodes (avant et après 1992) est nécessaire en raison des différences qualitatives dont résulta la dernière réorganisation du MIT, en fait une réforme structurelle que Sonmez Koksal a entreprise après avoir pris la direction à la fin de 1992.

À en juger par sa loi fondatrice, la nature et la mission réelles du MIT, son fonctionnement général et sa place dans le système politique turc montrent des différences significatives. Le résultat final de ces différences a été la transformation du MIT en une organisation presque indépendante et autonome sortant du cadre institutionnel de ses missions et gagnant au fil du temps une position indépendante au cœur des réseaux de pouvoir qui gèrent le destin de la Turquie.

Ce phénomène n’est pas sans explication. Comme tous les services secrets turcs précédents, le MIT a toujours été sous le contrôle de l’armée, qui, comme précédemment mentionné, lui a fourni « les oreilles et les yeux » nécessaires à l’intérieur du pays pour la protection de l’État sous sa tutelle. Le résultat de cette situation est que le rôle du MIT présente plusieurs similitudes avec la position particulière de l’armée dans le système politique turc.

Du fait de ce phénomène, la position du MIT était clairement similaire à celle des services de renseignement et de sécurité de plusieurs pays du tiers monde où les « Services » sont la clé de la stabilité des gouvernements ou des régimes (par exemple la SAVAK iranienne de l’époque du Shah) ou encore avec le KGB de l’ex-Union soviétique.

Dans ce contexte, le rôle du MIT à l’intérieur du pays a rapidement évolué d’une organisation de renseignement à un mécanisme de répression presque identique à celui de l’époque ottomane et avec une réputation à la mesure

de ses prédécesseurs. Une réputation formée par un certain nombre de plaintes et d'incidents connus, de graves violations des droits de l'homme, des « disparitions de suspects », des interrogatoires sous la torture, etc.

Après tout, le contexte traditionnel sur lequel repose l'exercice de toutes les formes de pouvoir en Turquie est resté inchangé et ses effets sur la manière dont le MIT fonctionne sont évidents dans la conception ottomane de l'État. Dans une telle conception, l'existence de l'État se réduit à une fin en soi et les individus qui font partie de la structure étatique ont la charge de sa continuité, en restant « coupés de la société ».

Dans le cas du MIT, cet isolement avait également des caractéristiques pratiques remarquables qui reflètent de manière fiable le climat réel des relations entre le MIT et le peuple turc. Plus précisément, l'ancien siège du MIT (à Yeni Mahalle, Ankara) était le deuxième cas connu au monde – après le KGB – ou le même quartier était également la résidence des cadres du service. La construction de ces maisons fut financée par le MIT lui-même qui fut critiqué pour avoir dépensé des sommes importantes à cet effet.

Au siège du MIT à Ankara, le nombre des résidences pour les cadres avait tellement augmenté que les chauffeurs de bus demandaient aux passagers quand le véhicule approchait la zone « *s'ils voulaient arrêter le bus près des résidences du MIT* ». L'ensemble de ce complexe était entouré de hauts murs et gardé jour et nuit par des soldats armés, des patrouilles ainsi que par des agents de sécurité en civil.

Des mesures de sécurité similaires étaient appliquées au complexe du MIT à Yildiz près du quartier de Besiktas à Istanbul et dans d'autres bureaux régionaux du MIT ainsi que dans la station balnéaire du service du renseignement à Ayvalik, du côté de la mer Égée.

Cependant, ces mesures de sécurité strictes n'ont pas empêché une série d'attaques sanglantes contre les installations et le personnel du MIT par des organisations illégales. Parmi une longue liste d'attaques, quelques-unes sont énumérées ci-dessous. Certaines d'entre- elles contre des bâtiments ou des responsables du MIT ont eu lieu dans les années 90. Leur référence ici est indispensable pour une meilleure compréhension du climat dans lequel opérait le MIT :

– Février 1990

Le major Sarel est assassiné par l'organisation illégale d'extrême gauche « Dev Sol » en tant que bourreau de l'opposition de gauche. Sarel était également connu des services grecs où il s'était « échappé » comme « opposant politique » au régime d'Ankara. Il a été expulsé de Grèce lorsqu'il a été établi – après surveillance – qu'il se dirigeait vers la Thrace occidentale et qu'il était « agent de liaison » entre l'organisation turque « Bati Trakya » et les organisations musulmanes en Thrace.

– Septembre 1990

Assassinat de Hiram Abas (l'ancien chef-adjoint du MIT jusqu'en 1988) par l'organisation illégale d'extrême gauche « Dev Sol ». Abas, qui avait 58 ans, était connu sous le nom de « James Bond turc ». Il était considéré comme un expert en sabotage et en interrogatoire après une formation aux États-Unis et avait été promu en tant que « persécuteur d'opposants et d'extrémistes » après les coups d'État militaires de 1971 et 1980. Abas avait également servi à Athènes de 1963 à 1968 et plus tard à Beyrouth. Il a démissionné du MIT en 1988 après l'échec de la tentative de Turgut Özal de le mettre sous contrôle.

– Octobre 1990

Kemal Caglayan, cadre du MIT, est assassiné par des inconnus à Istanbul alors qu'il quittait sa maison. Le même jour, Kemal Tuncel, 51 ans, chauffeur du directeur du MIT dans la région d'Istanbul, était également tué.

– Avril 1991

Memduh Unluturk, ancien chef-adjoint du MIT est assassiné par Dev Sol.

– Octobre 1991

Assassinat de l'ancien directeur du MIT Adnan Ersoz par Dev Sol. Les auteurs l'ont exécuté alors qu'il regardait la télévision lors d'une courte absence de ses gardes permanents.

– Août 1993

Assassinat de Recep Silo, officier du MIT, par Dev Sol pendant qu'il regardait un groupe d'amis jouer au football à Istanbul.

– Septembre 1993

Attaque à la roquette du PKK contre les bureaux locaux du MIT à Batman.

– Octobre 1994

Attaque du Dev Sol sur un bus du personnel du MIT.

Ces attaques systématiques contre le MIT ne sont évidemment pas étrangères à sa longue implication dans la vie politique du pays. Le suivi par le MIT des activités et développements politiques internes est documenté sans aucun doute et va certainement au-delà de l'interprétation de l'article 4 de sa loi fondatrice en ce qui concerne ses obligations (la collecte des informations sur la sécurité de l'État).

La réforme (1983)

Trois ans après le coup d'État de l'armée turque en 1980, une nouvelle réorganisation du MIT a lieu, et elle lui donne sa forme définitive. En 1983, le général à la retraite Kenan Evren qui avait renversé le gouvernement légitime de Süleyman Demirel était devenu Président de la République turque et Turgut Özal en était le Premier ministre de l'époque.

La décision de réorganiser le MIT a remis au premier plan l'ancienne revendication pour sa « démilitarisation », car la demande n'était ni infondée ni dénuée de signification politique. Les trois Premiers ministres turcs évincés par l'armée dans les années 1960, 1971 et 1980 déclarèrent plus tard que le MIT ne leur avait donné aucun avertissement d'un coup d'État imminent.

Bien sûr, la « démilitarisation » dans le sens recherché par le monde politique du pays – c'est-à-dire le retrait de l'armée et le contrôle réel du MIT par le gouvernement – est restée une fois de plus lettre morte. L'armée conservera le contrôle du MIT ainsi que des affaires politiques du pays en

limitant la « démilitarisation » au niveau des militaires subalternes et en conservant leurs effectifs à tous les postes clés.

La nouvelle loi 2937 redéfinit le cadre des obligations et des responsabilités du Service, définit la forme d'affiliation au pouvoir politique et ses relations avec les autres autorités de l'État, introduit de nouvelles dispositions pour le personnel et réglemente plusieurs questions économiques.

L'article 4 fait référence aux tâches du MIT qui sont définies comme suit :

« *L’organisation d’un mécanisme de collecte d’informations relatives à la sécurité nationale dans tout le pays pour faire face aux activités existantes ou potentielles provenant de l’intérieur ou de l’extérieur du pays et visant l’intégrité nationale et le statut d’État de la République turque dans son indépendance et sa sécurité*. »

L’article 5 de la loi définit les devoirs des ministères et autres organisations et organismes publics liés à l’information de l’État :

- Rassembler les informations nécessaires à leurs tâches.
- Fournir des informations à la demande du MIT.
- Contre-espionnage.
- Transfert immédiat au MIT de toutes les informations et actualités sur la sécurité nationale.

En outre, l’article stipule que les ministères et tous les organismes publics sont tenus de fournir toute assistance et facilités aux cadres du MIT dans l’exercice de leurs fonctions. Le même article prévoit également la création d’un *Conseil national de coordination du renseignement* (MIKK) chargé de coordonner et de diriger les activités d’information des ministères et autres agences et organes gouvernementaux.

Le Conseil présidé par le chef du MIT se réunit tous les trois mois avec la participation du secrétaire général du Conseil national de sécurité, du chef du service de renseignement de l’état-major, des vice-ministres, des directeurs des organismes publics et de tous les fonctionnaires du gouvernement invités par le chef du MIT et enfin des responsables des départements compétents du MIT. En plus de la réunion trimestrielle du Conseil, le chef du MIT peut convoquer une réunion extraordinaire chaque fois que cela est nécessaire ou s’il le juge nécessaire.

L’article 6 concerne la coopération du MIT avec d’autres ministères et organismes et services publics. Il précise que le MIT est également chargé d’établir des relations directes et de mettre en œuvre des méthodes de coordination appropriées avec les directeurs de l’information des ministères

et autres organismes publics en matière de sécurité informatique et de coordination des activités du renseignement et du contre-espionnage.

Les activités et les relations du MIT avec les forces armées et autres services publics en cas d'urgence ou de déclaration de guerre sont définies à l'article 8. Dans ces cas, comme dans le cas de déclaration de la loi martiale ou de mobilisation, les relations du MIT avec les forces armées et autres organes sont déterminées par une circulaire du Conseil des ministres et après prise en compte de l'avis du Conseil national de sécurité.

Dans de tels cas, le personnel supplémentaire jugé nécessaire pour le MIT, tous les moyens et matériels techniques, carburants, armes, munitions, nourriture, bâtiments et installations seront déterminés sur la base de plans à préparer conjointement par le MIT et les ministères de la Défense, de l'Intérieur et autres organismes publics compétents. Enfin, le même article édicte qu'en cas de mobilisation ou de déclaration de guerre, tous les cadres du MIT qui seront convoqués pour se présenter aux différentes unités militaires resteront sous les ordres du MIT.

Ce qui attire immédiatement l'attention et soulève des questions raisonnables, mais non sans réponse, est l'aide logistique apportée par les forces armées pour couvrir les besoins du MIT en armes et en munitions. Normalement, un service de renseignement n'a pas besoin d'armes et de munitions, même pour la garde de ses installations, qui sont généralement sous la responsabilité d'autres services (police, gendarmerie) et pour lesquels aucune consommation particulière de munitions ne devrait être prévue.

Une information publiée dans la revue militaire trimestrielle *Military Review* de l'armée américaine (numéro de décembre 1994/janvier 1995) est révélatrice de la perception turque du rôle particulier des services de renseignement. Selon l'auteur de l'article, le MIT prévoyait à la fin de 1994 de créer une unité restreinte de personnels professionnels qui coopérerait avec les forces spéciales de l'état-major dans la lutte contre le PKK et des unités des opérations spéciales de la police.

L'article 26 édicte que la poursuite des infractions dénoncées ou attribuées à des officiers du MIT dans l'exercice de leurs fonctions ou découlant de la nature de leur mission nécessite l'autorisation préalable du Premier

ministre. Une disposition similaire est contenue à l'article 29, qui rend même impossible pour les dirigeants du MIT de témoigner pour des infractions pénales, car cette possibilité est soumise à des conditions pratiquement insurmontables. En particulier, cet article définit que, dans les cas où il y a des raisons de protéger la confidentialité imposée par les intérêts de l'État, le témoignage des officiers du MIT est soumis à l'autorisation spéciale du directeur du MIT.

L'affaire des cinq

Un exemple classique d'interprétation ou d'exploitation du contexte particulier de l'article 26 est le cas du meurtre par des officiers du MIT de cinq personnes révélé par le magazine turc *Aktuel* dans le numéro 11-17 février 1993. Le magazine rapportait que sept hommes du MIT avaient récupéré cinq personnes soupçonnées de collaborer avec le PKK et qui étaient détenues à la gendarmerie de la ville de Mus. Le lendemain matin (27 mai 1992), les corps des cinq détenus ayant tous reçu une balle dans la tête étaient retrouvés et remis à leurs proches.

Juste un jour après l'exécution, des témoins du meurtre sont apparus et ont témoigné à la suite des poursuites intentées par les avocats des familles des victimes contre les responsables de la sécurité dont on ne connaissait pas l'identité. Le procureur du district de Mus a été très actif dans la clarification de l'affaire et a réussi – après avoir interrogé les soldats de patrouille – à établir que le service de renseignement était responsable des meurtres.

Après des efforts et des enquêtes intensives, le procureur a réussi à localiser les sept officiers qui étaient de service à la station du MIT à Mus, mais il n'a pas pu trouver leurs noms. Il a alors décidé de faire usage de l'article 26 de la loi sur le MIT et a demandé l'approbation nécessaire du Premier ministre pour interroger les responsables du MIT identifiés afin de connaître leurs noms. Sept mois plus tard, il a reçu une réponse du ministère de la Justice : « *L'interrogatoire des fonctionnaires du MIT n'est pas possible si leur identité n'est pas connue au préalable* ». Le dossier d'instruction fut mis aux archives sans suite.

Le Premier ministre « sous écoute »

Les partis légaux et approuvés par l'État, les députés et les membres du gouvernement, pouvaient être surveillés en fonction des circonstances, sans exclure le Premier ministre auquel le MIT est directement rattaché. L'ancien Premier ministre Mesut Yilmaz avait déclaré en 1995 (avant qu'il ne devienne Premier ministre) que ses téléphones étaient surveillés et il avait été contraint d'utiliser un téléphone portable enregistré au nom d'un ami. La situation n'a pas changé même après son accession au poste de Premier ministre, selon ses plaintes juste après avoir pris ses fonctions !

Au début des années 90, des allégations similaires ont été formulées par Erdal Inonu, chef du Parti social-démocrate et membre du gouvernement de coalition ; il était alors considéré comme responsable de l'entrée au Parlement des députés kurdes. Lorsque de tels « accidents » se produisent au sommet de la pyramide du système politique turc, il est facile de comprendre la situation qui prévaut à la base : services publics, mouvements ouvriers et étudiants, presse, organisations et ordres religieux, minorités nationales et religieuses, syndicats et organisations de toute sorte, même la police et la gendarmerie, bref tout était sous la surveillance constante du MIT qui ne se limitait pas à la simple collecte d'informations.

Il y eut assez souvent des interventions spécifiques qui étaient, dans chaque cas, nécessaires pour assurer son contrôle ou pour influencer l'évolution des affaires dans une direction souhaitée. Un domaine spécifique entièrement contrôlé par le MIT était celui de l'enseignement supérieur. Malgré le fait que cette zone soit sous le contrôle étouffant de la police, la pénétration du MIT dans ce domaine a pris des proportions énormes.

Selon un article révélateur du magazine *Ikibin'e Dogru*, le mécanisme comprenait la Direction de l'Espionnage Psychologique et de la Propagande du MIT, connue sous le nom de PIP (Psikolojik Istihbarat ve Propaganda), le Conseil de l'enseignement supérieur (YOK), les secrétaires généraux des universités et les secrétaires des différents départements universitaires, collèges et instituts.

TIB

Le mécanisme était complété par la Direction des Relations Publiques (TIB). Cette organisation a été fondée en 1983 et faisait officiellement partie du Conseil national de Sécurité. Ses relations étroites avec le MIT sont bien connues en Turquie. Il convient de noter que le directeur du TIB jusqu'à la fin des années 80 était le professeur Mahir Kaynak, ancien dirigeant du MIT au sein de la cellule de renseignement financier et invité régulier des chaînes de télévision et de la presse chaque fois qu'un problème lié au MIT se posait. Kaynak lui-même a également déclaré dans ses mémoires publiés dans un journal turc que TIB était utilisé dans le recrutement de jeunes pour le MIT et que c'est ainsi qu'il avait été recruté lui-même.

Foyers idéalistes

Enfin, les fameux « foyers idéalistes », qui sont l'expression la plus extrême du nationalisme turc, apportent une aide et un soutien significatif au travail du MIT dans les universités, tandis que les cadres du parti d'Action Nationaliste (MHP) ont une présence importante dans le même rôle. Les « foyers idéalistes » sont connus en Turquie sous le nom d'« Ülkücü ». En plus de leur coopération bien connue dans la plupart des domaines avec le MIT et les autorités de sécurité, on les trouve également dans les équipes des opérations spéciales de la police (Polis Özel Operasyon Timleri) agissant contre les rebelles kurdes.

Les critiques de cette situation affirmaient que malgré le budget élevé, son personnel professionnel et ses moyens techniques, le MIT avait du mal à faire face à tous les problèmes de sécurité du pays. Pour cela il dépendait dans une large mesure des informations de la police et de la gendarmerie avec lesquelles il n'a cependant pas réussi à établir une coopération efficace.

Bien que le MIT disposa de bureaux dans tout le pays, son efficacité dans les zones rurales, par exemple, était négligeable par rapport à celle de la

gendarmerie. Ces points de vue ont été exprimés avec une insistance particulière dans la presse à la fin des années 1980, lorsque le Premier ministre de l'époque, Turgut Özal, a tenté de placer le MIT sous son contrôle par le biais du processus de « démilitarisation ».

MIT (1992-2010)

Les relations avec la pègre

Le manque de personnel spécialement formé pour les « opérations paramilitaires » a contraint le MIT à rechercher une aide « extérieure », dont des membres du crime organisé, des trafiquants de drogue ou le grand « réservoir » des organisations nationalistes telles que les « Loups gris » du MHP. Dans certains cas, l'implication de ces « éléments » (hors cadre du MIT) avait des effets secondaires indésirables à la fois en termes de succès et – pire encore – en termes de maintien du secret.

Un exemple typique est le cas d'Alaatin Cakici, l'une des figures de proue des « Loups gris » et de la mafia turque, dans l'opération organisée par le MIT contre le centre d'entraînement de l'organisation arménienne ASALA au Liban en décembre 1982. Lorsqu'il faillit être arrêté en septembre 1994 comme suspect dans l'assassinat du directeur d'Emlak Bank (Engin Civan), il a menacé, s'il parlait, qu'il y aurait un « tremblement de terre » en Turquie.

Cakici voulait faire passer le « message », en se référant indirectement, mais clairement, à son implication dans l'opération susmentionnée du MIT. Il convient de noter que selon Mehmet Eymur (ancien directeur du « pôle anti-terrorisme » du MIT), le passeport diplomatique qui permettra à Cakici de s'échapper plus tard à l'étranger, avait été obtenu par le chef du MIT de l'époque, Şenkal Ataşagün.

Encore plus typique fut l'exemple d'utilisation du patron de la pègre turque et des « Loups gris » Abdullah Çatlı dans l'opération d'incendie des îles grecques de la mer Égée en 1993 et 1994. Son implication dans cette opération a été révélée (après la mort de Çatlı dans un accident de voiture à

Susurluk en novembre 1996) par le député Sedat Bucak (du parti de Tansu Çiller) qui était son passager et qui a survécu. De plus, cette « participation » a été indirectement admise par l'ancienne Premier ministre Çiller à la suite de ses déclarations sur le « respect dû » au membre décédé de la mafia en raison des services qu'il avait rendus à la patrie.

Tuez « Apo »

Des changements structurels au sein du MIT avaient eu lieu dans les années 1990 sous la pression de l'opinion publique et des dirigeants turcs qui se demandaient pourquoi « le MIT ne kidnappe pas Apo de Damas ». On notera que « Apo » était le nom de code du chef historique du PKK Abdullah Öcalan.

L'unité, qui avait été fondée, avait reçu une formation militaire identique à celle des agents Bayonet du Mossad et se préparait à des opérations similaires. Cependant, jusqu'en 1995, aucun agent du « Service Action » du MIT n'aurait pu kidnapper « Apo » à Damas ou dans toute autre partie du monde et l'amener en Turquie, car ce dernier savait très bien où et comment se cacher.

En définitive, les membres de cette unité ont participé à l'opération de « rapatriement » d'Abdullah Öcalan du Kenya vers la Turquie en 1999, mais sans aucune autre implication que celle d'attendre à l'intérieur de l'avion où les services de sécurité du Kenya leur ont remis le chef du PKK pieds et poings liés. Quatre mois après son départ « forcé », mais bénévole de Damas (1998), et plusieurs déplacements dans différents pays d'Europe par la suite, « Apo » a trouvé refuge à l'ambassade de Grèce à Nairobi avec un faux passeport fourni par l'EYP, l'Agence grecque du renseignement.

Sönmez Köksal (1992-1998)

En août 1992, le chef du MIT, le général Teoman Koman, mais aussi le général Omer Uruk (l'un des deux sous-chefs du MIT) et la plupart des

officiers des forces armées quittèrent le MIT. L'armée avait enfin accompli son engagement envers les dirigeants politiques de mettre à la retraite les dirigeants militaires. Un engagement qui n'était pas sans rapport avec la certitude des militaires de pouvoir contrôler le service en coulisse grâce à leur influence à long terme sur les différents niveaux de la hiérarchie.

Le nouveau chef du MIT, l'ambassadeur Sönmez Köksal – un civil, pour la première fois – fut bien accueilli par l'opinion publique et la presse turque, car cela fut considéré comme une première étape majeure vers la mise du MIT sous contrôle politique. Cependant, il apparaît que la question du contrôle du MIT par les autorités civiles fut bien posée par la presse turque : « *Dans quelle mesure était-il possible d'exercer un contrôle politique sur un service secret par la nomination au poste de patron d'une personnalité politique, alors que la majorité des dirigeants et cadres du MIT étaient des militaires ou contrôlés par eux ?* »

Dans le passé, la principale préoccupation de tous les gouvernements a été le fait que tous les anciens dirigeants du MIT, en raison de leurs antécédents militaires, avaient fait avant tout allégeance à l'armée plutôt qu'au gouvernement. Ce phénomène, qui s'appliquait à tous les militaires en service au MIT, s'expliquait par le fait qu'en plus de leur dévouement à l'armée en raison de leur formation idéologique bien connue, ces derniers étaient complètement dépendants de l'état-major général des armées. Tout, depuis leur dossier personnel qui restait en permanence dans les archives de cet état-major, jusqu'à leurs futures promotions, mutations et nominations, dépendait du chef des armées et des chefs militaires de leur arme.

Quelques mois après la nomination de Köksal, celui-ci commença à faire ses premiers pas jugés révélateurs de ses intentions de « démilitariser » progressivement le service et de sa perception de la nécessité d'une modernisation substantielle pour répondre aux besoins de la Turquie dans l'environnement international moderne. Ceci, bien sûr, signifiait abandonner les pratiques et méthodes établies et finalement retirer au service l'influence des militaires. Par conséquent Köksal fut rapidement confronté à une réaction organisée à la fois à l'intérieur et à l'extérieur du MIT. Au sein du service, ses fonctionnaires « purs et durs » commencèrent à saper sa position en l'accusant de « laxisme », de ne pas s'acquitter

convenablement de ses fonctions et de ne pas signer suffisamment de documents nécessaires à son fonctionnement efficace.

En même temps, la Premier ministre de l'époque Tansu Çiller, agissant suivant les suggestions faites par l'armée, conduisit une attaque très vive contre le chef du MIT dans le but de le remplacer par un militaire ou une personne de confiance de l'« establishment » militaire. En octobre 1993, la situation s'était aggravée au point que la Premier ministre accusait ouvertement le MIT de ne pas avoir fourni d'informations sur la situation dans les pays voisins. Un peu plus tard, le porte-parole du gouvernement déclara sans équivoque dans une interview télévisée que « *le MIT n'avait aucune information à fournir* ».

En même temps, Tansu Çiller voulait nommer son conseiller à la sécurité et ancien directeur régional du MIT à Istanbul, Nuri Gundes, 68 ans, en tant que nouveau chef du MIT. Cependant, la forte résistance de Köksal et le soutien du Président Demirel n'ont finalement pas apporté le résultat recherché par la Premier ministre Çiller.

Cette polémique n'a bien sûr pas été sans impact sur le MIT, qui montrait des signes évidents de dysfonctionnement. En luttant pour rester au pouvoir, Köksal semblait ne pas avoir pris le contrôle total du service qu'il dirigeait. Les deux vice-dirigeants du MIT, Emre Taner et Ertugrul Güven ont contribué à cette situation en évitant systématiquement de l'informer et en retenant même des informations vitales.

Malgré ces actions, Köksal a progressivement réussi à prendre le contrôle du MIT. S'appuyant principalement sur sa coopération satisfaisante avec les nouveaux cadres non militaires du service et en utilisant en même temps les privilèges juridiques liés à son poste, il provoqua des changements significatifs au niveau des cadres moyens et supérieurs en réorganisant la « structure réactionnaire » à laquelle il était confronté.

À la fin de 1993, il était clair que Köksal, avec le soutien du président Demirel, avait enfin survécu aux attaques de la Premier ministre Tansu Çiller et avait acquis un contrôle considérable au sein du MIT. Cependant Çiller n'a jamais renoncé à évincer Köksal du MIT. En août 1996, en tant que ministre des Affaires étrangères du gouvernement de coalition, elle tenta à nouveau de le révoquer à l'occasion d'un décret présidentiel

concernant la nomination des ambassadeurs de Turquie à l'étranger. Cette décision fut à nouveau « neutralisée » par le président Demirel qui exerçait son droit de veto.

Pour Köksal, il ne restait plus qu'à destituer les deux chefs adjoints du MIT et à nommer à leur place des cadres de confiance de son choix. En janvier 1994, les deux chefs adjoints furent mutés à des postes à l'étranger. Pour des raisons de sécurité, les pays dans lesquels les deux hauts fonctionnaires allaient servir ne furent jamais précisés.

Köksal mit en œuvre son plan de « démilitarisation » complète du Service et de réorganisation basée sur des normes modernes qui répondaient aux nouveaux besoins de sécurité. La direction des ressources humaines du MIT adopta de nouveaux critères et mit en place un nouveau système de recrutement. Le nouveau personnel devait être recruté désormais parmi des universitaires diplômés parlant au moins une langue étrangère.

Outre les diplômés en droit, en sciences politiques et en économie, plusieurs ingénieurs électroniciens, informaticiens et autres furent embauchés. Le but du recrutement de ces derniers était évident : La création de cadres techniques spécialisés au MIT, dont l'absence l'avait contraint à recourir aux forces armées pour répondre à ses besoins courants. Mais le plus grand obstacle à une modernisation substantielle du MIT et à la réduction drastique de l'influence militaire était la présence d'anciens membres de haut rang du Service. Incapable de résoudre ce problème dans le cadre légal d'alors, Köksal sollicita l'aide des trois principaux partis politiques, cherchant une solution juridique au problème et leur présentant pour approbation un projet de loi rédigé à cet effet par lui-même.

En pratique, le projet de loi prévoyait la démission volontaire d'anciens cadres en échange de dédommagements financiers. La voie de démilitarisation du MIT était désormais ouverte en parallèle avec le retrait des militaires qui avait commencé peu après sa nomination. La proportion du personnel militaire était tombée à moins de 10 % et selon les protocoles signés entre le MIT et l'état-major, le pourcentage ci-dessus devait être à zéro en l'an 2000.

Le départ d'un si grand nombre de spécialistes de l'armée n'est pas passé inaperçu en ce qui concerne le bon fonctionnement du MIT. Cependant, le

remplacement des militaires par du personnel civil et professionnel du MIT fut appliqué – pour des raisons évidentes – en toute priorité et fut considéré beaucoup plus important que la réduction temporaire des « performances » des services secrets turcs.

La réforme du MIT ne s'est pas limitée aux changements ci-dessus, mais s'est étendue également à l'amélioration des capacités de collecte des informations par des moyens techniques. Dès le début de 1995, il est devenu bien connu que le MIT cherchait à acquérir de nouveaux équipements aux États-Unis, mais leur exportation s'est heurtée à plusieurs contraintes administratives de la part des services américains compétents.

Cette question a finalement été résolue lors d'une visite – de deux jours – à Ankara, fin juin 1995, du nouveau chef de la CIA, John Deutch, à l'invitation de Köksal. Ce dernier, invoquant la nécessité d'une coopération plus étroite entre la CIA et le MIT, ainsi que la position sensible de la Turquie dans la région, a cherché et réussi à obtenir de son homologue américain son aide pour acquérir des équipements de haute technologie. La rencontre des deux dirigeants confirma le désir d'un nouvel élargissement de leur coopération. La visite de Deutch en Turquie et la coopération plus étroite convenue entre la CIA et le MIT étaient compatibles avec la politique américaine dans l'espace postsoviétique.

« *Dans une région où règnent des pays instables comme la Syrie, l'Iran et l'Irak, les États-Unis ont l'intention de créer un nouveau modèle de sécurité avec la Turquie y jouant un rôle central* », a déclaré le quotidien *Sabah*. Une partie de ce plan consistait à fournir des avions ravitailleurs à la Turquie, une initiative américaine sans précédent. Le même plan incluait également le fait que la Turquie avait été choisie comme premier pays visité par le chef de la CIA après son entrée en fonction.

Şenkal Atasagun (1998-2005)

Şenkal Atasagun a pris la direction du MIT en 1998. Il a été le premier dirigeant du MIT provenant directement du service lui-même. Au cours des sept années de son mandat (le plus long de l'histoire des dirigeants du

MIT), il a survécu à de nombreux changements de gouvernement et aux attaques dont il fut l'objet, y compris celles des militaires.

Ces derniers l'accusèrent – par des fuites dans la presse – d'être responsable de l'assassinat (le 26 avril 1996) du leader autonomiste tchétchène Djohar Dudayef par les Russes. Mais surtout pour sa position exprimée publiquement à l'égard du leader kurde Abdullah Öcalan qui avait été arrêté en février 1999 à Nairobi, au Kenya : « *Nous l'avons ramené et c'est nous qui ne voulons pas qu'il soit exécuté* », avait-t-il déclaré le 28 novembre 2002 aux représentants des journaux turcs, provoquant alors les militaires.

Au cours de son mandat, il est devenu la cible de nombreuses attaques à la fois pour la façon dont il gérait son service et pour ses machinations, ainsi que pour ses actions d'intérêt personnel. Parmi les allégations portées contre lui par les anciens cadres du Service, les principales et les plus dures d'entre elles provenaient de l'ancien cadre bien connu du MIT, Mehmet Eymür. Ce dernier, via son site Web, avait fait des allégations sans précédent particulièrement révélatrices du climat réel qui régnait au MIT à l'époque. Certaines de ces accusations publiées par Mehmet Eymür sont énumérées ci-dessous :

- « *Le vrai problème avec le MIT est que depuis six ans, le chef et ses associés accordent la priorité à leurs propres intérêts* ».
- « *Le MIT au lieu d'agir dans l'intérêt du pays, non seulement ne fait pas son travail correctement, mais en raison d'une mauvaise administration, son action a atteint le point de menacer nos intérêts nationaux* ».
- *« L'agence a cessé de collecter des informations auprès de sources humaines en raison des initiatives d'Atasagun. Une tentative a été faite pour combler le vide créé par les informations collectées à partir d'autres services. La faiblesse du MIT est confirmée par l'enquête qui a suivi les attentats de novembre 2003 contre les synagogues et la Banque HSBC à Istanbul ».*
- « *Quant aux cadres du Service, le directeur a pris soin de leur transmettre l'esprit que nous sommes un satellite de la CIA et de les décharger de la protection de nos intérêts nationaux. Ces faits ont transformé le MIT en club de relations sociales et publiques* ».

- « *Pour résoudre ces problèmes, la première chose à faire est de retirer cet homme de la direction du MIT et de le remplacer par un homme qui aimera et respectera vraiment sa patrie* ».

Pour se débarrasser d'Atasagun, Erdogan décida d'éroder progressivement sa réputation à l'aide de révélations de scandales de corruption, des relations des dirigeants du MIT avec les trafiquants de drogue et les « parrains » de la pègre. À cette fin, il a utilisé la Direction générale de la sécurité du ministère de l'Intérieur, qui lui a fourni toutes les informations nécessaires.

Emre Taner (2005-2010)

Emre Taner a rejoint le MIT en 1967. Il a occupé plusieurs postes importants, notamment celui de chef de la station du MIT à Nicosie. Après sa nomination à Bursa en tant que commandant régional du MIT, il a été nommé commandant régional d'Istanbul en 1984 -1986. Taner a ensuite été nommé directeur de la Direction du renseignement. En 1992, il occupe le poste de directeur adjoint du MIT et deux ans plus tard, il est nommé en poste à l'étranger. Le 7 avril 1999, il devint chef de la Direction des Opérations.

Taner était connu en tant qu'expert de la question kurde, car il avait traité ce dossier pendant la majeure partie de son mandat. Dans les années 70, il a été en place dans une unité ayant la responsabilité de surveiller l'Irak, la Syrie et l'Iran, c'est-à-dire tous les pays impliqués dans la question kurde. Il suivait aussi le mouvement kurde dans le sud-est de la Turquie avant même que ce dernier ne prenne les dimensions d'un soulèvement sous la direction du PKK en 1984. Taner a rencontré le chef du PKK Abdullah Öcalan à la prison de l'île d'Imrali (dans mer de Marmara) en 1999.

La presse turque a souvent décrit Taner comme réaliste dans la résolution du problème kurde. Dès le début, lorsqu'il a pris la direction du MIT, il proposa plusieurs mesures visant à trouver une solution pacifique dans le cadre de la volonté politique du gouvernement d'Erdogan de cette époque. En parallèle avec les mesures de répression et malgré la réaction des

militaires, il proposa des mesures économiques, sociales et culturelles envers la population kurde du sud-est de la Turquie.

Une initiative spécifique de Taner – dans cette direction – fut son déplacement en octobre 2005, quelques mois seulement après sa nomination à la tête du MIT, dans la ville de Selahaddin, dans le nord de l'Irak. Sur place, il rencontra le dirigeant kurde du KDP Massoud Barzani pour discuter et trouver une solution au problème kurde.

Chapitre 2

Drogues, mafia et Loups gris

Le pactole des drogues

La compétition entre le MIT et la direction générale de sécurité de la police nationale ne s'est – bien entendu – pas limitée au domaine du renseignement. La Direction du renseignement de l'état-major et la Direction du renseignement de la Jandarma (Gendarmerie turque) qui est contrôlée par les forces armées turques ont aussi joué leur rôle dans cette guerre souterraine entre « services ».

Ce phénomène, qui avait ses racines dans les décennies précédant l'arrivée au pouvoir d'Erdogan, avait d'autres dimensions importantes en plus de la connaissance de la rivalité professionnelle entre les « services ». Leur participation aux différentes phases de la lutte de pouvoir entre politiciens et militaires, dans laquelle les « services » contrôlés par chaque partie étaient impliqués, fait partie de l'histoire moderne de la République turque.

Mais un aspect qui, aussi étrange que cela puisse paraître, pour un pays comme la Turquie qui aspire à avoir un discours régional important, était le différend sur le contrôle d'énormes sommes d'argent provenant du trafic de drogue à travers du pays. Ce phénomène est documenté et étayé par une mine d'informations et de données provenant non seulement de sources turques, mais également des sources étrangères officielles et d'organisations internationales.

L'implication des services de renseignement de la police, des officiers des forces armées, de la Jandarma et surtout du service spécial JITEM de la gendarmerie turque a été pleinement documentée, incluant même la citation de données et de témoignages d'anciens officiers. Dans le même contexte, il y avait aussi l'implication des « foyers idéalistes » de l'extrême droite (MHP) et de la mafia turque dont les liens avec le MIT sont bien connus.

La Turquie qui était, depuis le milieu des années 1970, essentiellement un territoire de transit de l'héroïne en provenance d'Afghanistan à destination des pays d'Europe est devenue, dans les années 1990, un pays de production-transformation-exportation. La cause de cette évolution réside dans le contrôle accru exercé par un certain nombre de pays sur les produits chimiques permettant la transformation, près des lieux de production, de l'opium afghan et pakistanais en morphine et de cette dernière en héroïne.

Différents facteurs internes ont conduit la Turquie à devenir dans les années 1990 le principal transformateur-exportateur d'héroïne en direction d''Europe de l'Ouest. Les militaires ont utilisé la drogue pour financer certaines opérations, menées en particulier par les supplétifs recrutés dans la région. D'une façon générale, mafia, armée, services secrets, paramilitaires féodaux et guérillas se livraient à une concurrence effrénée pour le contrôle des profits de l'héroïne.

D'après les déclarations de certains militaires turcs qui ont tenu à garder l'anonymat et d'ex-agents du MIT, plusieurs centaines de kilos d'héroïne, confisqués et qui n'étaient jamais déclarés par l'armée lors d'opérations contre le PKK, étaient systématiquement remis aux réseaux constitués de sympathisants de l'extrême droite (Loups gris) et débarqués, plusieurs fois par an, dans des ports espagnols. En Anatolie, une prime de 1 000 dollars le kilo était offerte par les militaires à toute personne indiquant une cachette d'opium ou d'héroïne. À ce prix, il est évident que la marchandise était rarement détruite.

La démission du ministre de l'Intérieur, Mehmet Agar, le 8 novembre 1996, fut provoquée par la présence manifestement trop voyante des liens de la police et des milieux gouvernementaux avec la mafia. Ancien directeur général de la Sûreté, Agar était un protégé de la vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères, Tansu Ciller, chef du Parti de la juste voie (DYP), alors partenaire des islamistes dans la coalition au pouvoir. Il avait été accusé en septembre 1996, dans un rapport du MIT, d'être à la tête d'une organisation mafieuse, liée à l'extrême droite, se livrant au trafic de drogues, au racket et à des enlèvements en Allemagne, aux Pays-Bas, en Belgique et en Azerbaïdjan.

Un accident de la route (Susurluk)

Abdullah Çatlı était président des Foyers idéalistes d'Ankara puis pour toute la Turquie (en 1978), auteur ou organisateur de nombreux assassinats politiques au cours de la décennie 1970, sans toutefois n'avoir jamais été condamné par la justice de son pays. Le 3 novembre 1996, après un accident de la route, les corps de deux personnes furent retirés d'une Mercedes. Le premier était celui d'Abdullah Çatlı, ancien chef des Loups gris et un des chefs bien connus de la mafia, recherché depuis dix-huit ans par la police turque et Interpol pour trafic de drogues. Le second était celui d'Huseyin Kocadag, ex-chef adjoint de la police d'Istanbul.

Çatlı portait une carte de police et un passeport vert, délivré uniquement aux fonctionnaires d'État de haut rang. Lors de son enterrement, le cercueil était enveloppé du drapeau turc et fut suivi par trois mille membres de l'extrême droite et de la pègre turques. Un député du DYP, Sedak Bucak, qui voyageait avec eux, fut seulement blessé. Ce dernier, chef d'un clan kurde, commandait un millier de « gardiens de villages », miliciens kurdes progouvernementaux payés par l'État pour lutter contre le PKK.

En mai 1997, le quotidien *Türkiye* publiait une interview d'un autre personnage ambigu, au regard dur, Ibrahim Çifçi (dit le Tcherkesse). Alparslan Türkes, fondateur historique du MHP venait de mourir et Çiftçi, membre du comité central du MHP, était candidat à sa succession. Il revendiquait fièrement avoir été le premier *ülkücü* condamné à mort par la justice, en 1979. Son nom revient avec insistance dans l'affaire du massacre de sept étudiants à Bahçelievler, le 8 octobre 1978, commandité par Çatlı. Interrogé sur le scandale de Susurluk, il désignait Abdullah Çatlı comme « notre camarade ». Définitivement blanchi par la justice en 2004, devenu homme d'affaires dans l'immobilier, il a été assassiné en 2006.

Cet aspect institutionnel du parti ne doit pas cacher sa face de l'ombre, représentée par les milices et Foyers idéalistes qui font le coup de main. Les relations entre le MHP et les mafias sont structurelles, en Turquie et en Europe, pour les coups de main, le financement et le trafic d'armes. Dans le sud-est, le MHP a toujours cherché à s'adjoindre les tribus, si importantes pour le contrôle de la société, mais aussi pour le trafic d'armes et l'organisation des milices de « protecteurs de villages ».

Dans les années 1990, tous les partis turcs étaient plus ou moins liés à des structures de la mafia. Necmettin Erbakan, Premier ministre et leader du parti islamiste Refah, était pour sa part accusé périodiquement par la presse turque d'être en rapport avec la mafia et l'extrême droite des Loups gris. Les guerres internes sanglantes entre les « babas » turcs, les différentes factions kurdes et les services de renseignements étaient exacerbés par le désir de contrôler le pactole de la drogue. Cette guerre des réseaux ne connaissait pas de limite. Les différentes factions faisaient tomber des agents des partis adverses.

La période 1991-1994 a été celle de la liquidation physique de plusieurs caïds et fonctionnaires mêlés aux trafics de drogues. En 2010 des rapports sur cette question ont été publiés par des organes et autorités compétentes des Nations Unies et de l'Union européenne, ainsi que des données de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, qui classaient la Turquie comme un pays clé dans le trafic de drogue.

Veysel Filiz

Le 9 décembre 2020, près de cent kilos d'héroïne ont été retrouvés dans la voiture de Veysel Filiz, ancien attaché de presse de l'ambassade turque de Bruxelles. Diplômé du Département de Turcologie de l'Université de Strasbourg, Filiz était fondateur et membre actif dans de nombreuses organisations non gouvernementales en Europe. Il s'est surtout fait connaître dans le domaine de la défense des droits fondamentaux des communautés musulmanes et a servi pendant cinq ans à la direction de la Conférence internationale des ONG du Conseil de l'Europe.

En plus Filiz était pendant une certaine période vice-président du Cojep qui est basé à Strasbourg. À ce sujet, le fondateur de Cojep, Ali Gedikoglu, a déclaré sur Twitter que Filiz n'était pas un des fondateurs, mais qu'il est devenu membre du Cojep en 2005 et l'a quitté en 2011. Bien que Gedikoglu tente maintenant de minimiser sa relation avec lui, Filiz était à l'époque directeur des relations internationales de COJEP.

Aujourd'hui il est aussi porte-parole de l'Initiative des musulmans européens pour la cohésion sociale – EMISCO, l'organisation de la lutte européenne contre l'islamophobie. Filiz a reçu le prix du lobbyiste le plus efficace d'Europe en 2018 pour son travail au sein d'organisations intergouvernementales telles que l'OSCE, les Nations Unies, le Parlement européen et le Conseil de l'Europe.

Début décembre 2020, Feliz voulait partir avec sa famille à l'étranger en traversant les frontières turco-bulgares. Les équipes de contrôle douanier du poste frontalier de Hamzabeyli ont soumis la voiture à une fouille serrée. Cent kilos d'héroïne d'une valeur marchande d'environ 5 millions d'euros ont été saisis dans un compartiment secret du véhicule. Le premier à partager l'information sur les réseaux sociaux fut l'ancien correspondant du *Monde* à Istanbul, Guillaume Perrier.

Chaque fois que des drogues sont saisies aux frontières turques, les douaniers organisent une conférence de presse, mais cette fois-ci, ils adoptèrent une pratique différente. Les douaniers reçurent l'ordre de ne pas divulguer d'informations sur cette affaire. Cet incident de contrebande est resté secret pendant 15 jours, mais le fait que la saisie de cent kilos d'héroïne n'ait pas été annoncée, a suscité la curiosité de savoir qui était vraiment Veysel Filiz. Car ni le ministère du Commerce ni le ministère de l'Intérieur, auxquels les douanes sont affiliées, n'ont fait d'annonce au public au sujet de cette saisie importante d'héroïne.

Veysel Filiz était invité permanent des médias proches de la lignée du parti AKP. Le 21 octobre 2020, sur la chaîne 24TV, il a déclaré en tant qu'« expert en politique étrangère » que le président français Emmanuel Macron était un « ennemi de l'islam ». Le 28 octobre 2020, il a commenté les mêmes problèmes à Akit TV et TGRT en tant qu'« expert en relations étrangères ».

Alparslan Türkes

Alparslan Türkes, né à Chypre, a fait ses études au lycée militaire d'Istanbul, puis à l'École de guerre d'où il sort lieutenant en 1939. La Turquie est alors, plus que jamais, sous l'influence des thèses racistes prônées par Atatürk et son entourage, puis par son successeur, le « chef national » Ismet Inönü. Mais la doctrine du « pacte national » de 1920 prévaut toujours : Atatürk a renoncé très tôt au rêve panturquiste des premiers nationalistes turcs, le territoire de la république est fixé, la Turquie ne revendique rien, aucune proie n'est proposée aux nationalistes extrémistes.

Or, Alparslan Türkes est sous l'influence de Nihal Atsız, le penseur panturquiste des années quarante. Admirateur d'Hitler, il rêve d'une grande Turquie, du règne du peuple turc, supérieur à tous égards, sur le monde. D'autres extrémistes sont partis en Allemagne observer la « révolution » nazie et rapportent des idées qui ont certainement influencé Türkes. Celui-ci réclame dans ses écrits de l'époque une politique nataliste contraignante, interdisant le célibat et instaurant des pénalités pour les femmes qui auraient moins de trois enfants.

Le cadre des frontières anatoliennes paraît insupportable à ces extrémistes, qui font pression pour une intervention dans la guerre aux côtés de l'Allemagne. Le 3 mai 1944, un groupe manifeste à Ankara, dénonçant le régime d'Inönü comme « dégénéré » et par trop sous l'influence des communistes. Les meneurs du groupe, parmi lesquels Atsız et Türkes, sont arrêtés. Ils passent une année en prison, puis sont tous acquittés, et Türkes continue de professer un nationalisme radical, la supériorité de la race turque et sa vocation à dominer le monde. Türkes vit dans un pays fortement imprégné par le nationalisme, mais il juge que cela ne suffit pas. La Turquie, selon lui, est « *cosmopolite, américanisée, snob et dégénérée par le communisme qui se répand peu à peu parmi nos enfants* ».

La Turquie est passée, en 1945, au multipartisme, et c’est le Parti démocrate (DP), non kémaliste, conservateur-religieux, qui l’emporte en 1950, avec Adnan Menderes comme Premier ministre. Celui-ci multiplie les mesures jugées contraires à la laïcité, et se montre de plus en plus autoritaire. Le 27 mai 1960, un groupe d’officiers menés par Türkes le renverse. Un comité national prend le pouvoir ; Türkes en est officiellement simple membre, mais c’est lui qui exerce *de facto* les fonctions de Premier ministre. Le comité adopte des mesures autoritaires, épure l’armée et les universités, mais jette aussi les bases d’une sécurité sociale et de la planification.

Türkes est sur le point de devenir un homme d’État, mais en novembre 1960, il est destitué par le président de la République, Cemal Gürsel, mis à la retraite de l’armée et éloigné à l’étranger, avec treize autres membres du comité jugés trop autoritaires. Il demeura en poste à l’ambassade de New Delhi jusqu’en février 1963.

Le 20 mai 1963, une tentative de coup d’État ultranationaliste est déjouée. Soupçonné, Türkes est à nouveau arrêté, jugé et acquitté. Il commence alors une carrière politique au sein d’un petit parti de droite, le Parti national républicain et paysan (CKMP). Avec le soutien de milieux religieux et de groupes anticommunistes, il étend son influence et devient président du parti en 1965.

Le MHP

Ce parti est organisé militairement, solidement hiérarchisé avec une prééminence absolue du chef à qui est dévolu un culte tel que n'en ont pas connu les autres partis politiques turcs. Il se fait désigner comme *Başbuğ*, un titre de chef de milice hérité de l'époque ottomane, qui avait été épisodiquement conféré à Atatürk et à Ismet Inönü par leurs zélotes. Le symbole du parti est le drapeau aux trois croissants sur fond rouge, tandis que le loup gris est l'emblème des Foyers idéalistes (*Ülkücü ocakları*), sa formation de pointe qui sert aussi de milice.

Le programme du parti est fondé sur les « neuf lumières », un ensemble de principes très vagues qui, de l'aveu même de Türkes, est inspiré des « six principes d'Atatürk ». Certains sont très clairs comme le nationalisme, la morale, le développement de la connaissance, le soutien aux paysans et ruraux, le développement industriel.

Ce programme est un mélange de principes kémalistes et fascistes. La référence implicite au kémalisme a deux sens. D'une part, elle sert de légitimation, car un mouvement se référant à Atatürk est en principe inattaquable, et d'ailleurs il est quasiment obligatoire de s'y référer. Mais d'autre part, elle fait du MHP un enfant naturel du kémalisme, en poussant jusqu'au bout certains de ses principes.

Le kémalisme en ses débuts n'est pas autre chose qu'une copie du fascisme italien. Les étudiants des écoles militaires turcs sont gavés des principes kémalistes, et la filiation entre l'entreprise de Türkes et celle de Mustafa Kemal n'est pas étonnante. Sur l'image d'accueil de nombreuses pages Facebook du MHP, Atatürk figure entre Alparslan Türkes et le président actuel du MHP, Devlet Bahçeli.

L’influence du MHP est extrêmement forte sur la conduite de la guerre contre le PKK. Le parti, depuis ses débuts, est radicalement opposé à toute différence entre les groupes ethniques ou religieux en Turquie, en ce sens que tous doivent être assimilés et devenir « turcs ». La doctrine kémaliste ne dit pas autre chose avec son slogan « *Quel bonheur pour celui qui se dit turc !* » – c’est d’ailleurs la devise d’*Ortadogu*, organe du MHP.

Ceux qui ne jouent pas le jeu de l’assimilation, Kurdes et Alévis, sont, après les communistes, les cibles principales du MHP. Il n’y a pas de Kurdes dans la vision du parti, et le mouvement « séparatiste » est dénoncé comme une entreprise de l’impérialisme occidental pour affaiblir la Turquie. Aussi, le MHP a toujours préconisé la violence et la lutte armée comme solution au « problème » kurde.

Türkes avait proclamé : « *L’avenir de la grande nation turque est brillant. Tous les obstacles auront disparu : les séparatistes, les conspirateurs seront anéantis* ». Et de s’indigner que l’on ose défendre les droits humains et juridiques des séparatistes emprisonnés, des « *tueurs de bébés, de femmes, de vieillards* ». Lors d’une conférence de presse, il dénonce encore les « séparatistes » et, implicitement, estime qu’il vaut mieux les tuer que les héberger dans des prisons qui sont des « états-majors du terrorisme » ; il dénonce les États qui leur accordent refuge, la Grèce, la Syrie qui tolère des camps d’entraînement dans la plaine de la Bekaa au Liban.

L’osmose entre le MHP et les « forces spéciales » est claire ; les membres de ces unités adoptent le style des gros bras du MHP, en particulier la moustache tombante des Loups gris. L’osmose est si voyante qu’en février 1998, la Direction générale de la Sûreté imposait aux membres des forces spéciales de la Police de raser leur moustache.

Le MHP a tissé une toile, à tel point que ses membres le désignent souvent comme « l’organisation ». Elle comporte des branches dont la plus importante est le foyer des idéalistes (Ülkü Ocakları), fondé en 1965. Par le biais d’associations professionnelles, le parti a la main sur certains secteurs, notamment la police avec l’Ülkücü Polisler Birligi (Pol-Bir).

En Europe, plus de cent associations sont affiliées au MHP ; elles sont regroupées dans l’Avrupa Demokratik Ülkücü Türk Dernekleri Konfederasyonu, fondée en 1978 (nommée ensuite Türk Federasyon). Le

parti a ses organes de presse : *Hergün, Ortadogu, Bayrak, Millet,* et le puissant quotidien *Türkiye* diffusent chaque jour l'idéal ultranationaliste en Turquie et en Europe grâce à son édition de Francfort.

À la suite du coup d'État du 12 septembre 1980, le MHP est interdit, ainsi que tous les partis, et Alparslan Türkes est emprisonné et jugé sous l'accusation d'atteinte à la sûreté de l'État, de projet de renversement du système constitutionnel, de détournement de fonds, et de l'organisation de plus de six cents assassinats dont celui du journaliste Abdi Ipekçi et du président du syndicat DISK Kemal Türkler.

En 1981, Türkes est condamné à mort, puis sa peine est commuée en onze ans de détention ; il est enfin acquitté en avril 1985 et peut reprendre la vie politique en 1987. Son parti, d'abord sous le nom Parti nationaliste du travail (Millî Çalısma Partisi), puis à nouveau MHP, reste souvent sous la barre des 10 % aux élections générales, jusqu'au succès de 1999, après la mort du fondateur (avril 1997), avec 17 % et 129 députés.

La période la plus favorable au parti de Türkes est la décennie écoulée, au cours de laquelle le MHP réussit à se maintenir au-dessus du seuil de 10 % avec en conséquence une représentation parlementaire de 71 députés en 2007, 53 en 2011, 80 en juin 2015 et 40 en novembre 2015.

Chapitre 3

Le MIT de Hakan Fidan

« Au besoin, j'enverrai quatre hommes en Syrie. Je peux leur faire tirer huit roquettes sur la Turquie. Ou nous pouvons leur faire attaquer la tombe de Suleiman Shah ».*

Propos de Hakan Fidan,
Directeur du MIT

*« [Le] Premier ministre [Erdoğan] a dit que [la tombe de Suleiman Shah] devrait être utilisée comme opportunité dans cette conjoncture » *.*

Propos d'Ahmet Davutoğlu,
Ministre des Affaires étrangères

** Printemps 2014 : Extrait d'un enregistrement audio clandestin (qui a fuité sur les réseaux sociaux) pendant une réunion entre Hakan Fidan (MIT), Ahmet Davutoğlu (ministre des Affaires étrangères), Feridun Sinirlioğlu (sous-secrétaire des Affaires étrangères) et Yaşar Güler (chef adjoint de l'état-major général) pour discuter de la manière dont ils pouvaient trouver des prétextes pour attaquer la Syrie.*

La transition

Après le départ de Köksal de la direction du MIT, le service du renseignement turc était dans une phase continue de réorganisation. Celle-ci a commencé sous la direction d'Atasagun et s'est poursuivie à un rythme plus rapide avec son successeur Emre Taner. Une caractéristique clé de ces changements apportés par les chefs issus du service fut le passage progressif d'un schéma à un autre, les évolutions étant testées au fil du temps avant d'être définitivement adoptées ou modifiées par la suite en fonction des résultats obtenus.

Ce qui est à souligner ici, c'est que la période de ces changements progressifs se termine par l'entière domination du politique sur l'armée en 2010. En effet, cette année-là fut une année clé pour le service de renseignement turc qui, avec la prise en charge de sa direction par Hakan Fidan, accusa les changements les plus importants.

Le point de vue de Fidan sur les services turcs tournait autour de deux points centraux : le premier était que toutes les activités du renseignement extérieur devaient être menées sous le contrôle d'un service central et deuxièmement, qu'il était préférable que la collecte d'informations à l'intérieur et à l'étranger se fasse sous la responsabilité de deux services distincts.

Ce dernier point de vue de Fidan donna l'impression que le MIT finirait par se retirer de la collecte de renseignements à l'intérieur du pays, tâche qui était en fait une volonté constante des politiciens tout au long de la période de grande influence militaire dans le système politique turc. Les politiciens – cependant – avaient toujours contrôlé la direction générale de la sécurité du ministère de l'Intérieur.

Malgré la position de Fidan sur ce sujet, la scission ne s'est finalement pas produite. Au lieu de cela, ce qui fut fait était plutôt la séparation de la collecte d'informations (à l'intérieur et à l'extérieur) au sein du MIT lui-même après une autre réorganisation interne. Cette réorganisation qui – selon certaines informations – a été faite par décret secret, était basée sur la nouvelle « doctrine » qui prévoyait la séparation de la collecte d'informations dans deux directions distinctes.

Le MIT, étant donné sa nouvelle réorganisation, accordait désormais une importance particulière à la collecte d'informations sur l'économie et l'énergie et commença à former ses premiers cadres spécialisés. Selon un décret secret, le MIT était désormais en contact direct avec soixante organismes stratégiques dans différents domaines d'intérêt, qu'il soutient non seulement avec une masse d'informations, mais reçoit en retour toute information sur les développements à l'étranger et à l'intérieur du pays. Dans le cadre de la même coopération, le MIT forme les cadres de ces organismes étatiques turcs à la collecte d'informations et au contre-espionnage en mettant l'accent sur les développements dans les pays voisins.

Les directeurs du MIT visitent régulièrement de hauts fonctionnaires du gouvernement et d'institutions stratégiques de la Turquie, établissant ainsi des relations de coopération étroites. Il s'agit d'une initiative « intelligente » de Fidan qui, en optimisant la coopération avec les différents organismes et institutions de l'État, améliore la production d'informations dans tout le spectre d'actions de l'état.

Grâce à cette relation avec les principaux opérateurs économiques de Turquie, le MIT assure sa participation et l'action conjointe avec eux à des réunions et sessions sensibles sur les questions énergétiques, le commerce extérieur, le système bancaire, etc. Dans le même cadre, toute communication pertinente des institutions turques avec les organismes étrangers correspondants doit être notifiée immédiatement au MIT.

La référence au soutien des opérateurs économiques turcs est incluse dans la thèse de doctorat de Hakan Fidan dans laquelle il identifie les missions que devrait avoir le service de renseignement turc afin d'assurer les objectifs suivants :

- Soutien à la diplomatie turque.
- Appui à la planification de la défense du pays et de la cyberguerre.
- Soutien du travail des pouvoirs exécutif et judiciaire.
- Préservation des droits des minorités turques à l'étranger.
- Collecte d'informations financières.
- Collecte d'informations dans le domaine de l'environnement et du changement climatique.
- Sauvegarde des intérêts des hommes d'affaires turcs à l'étranger.

Ces domaines d'intérêt font normalement l'objet de l'activité des services du renseignement des grandes puissances ayant des intérêts stratégiques mondiaux. Cependant, cette stratégie du MIT est en ligne avec les objectifs de la stratégie globale et la position de la Turquie dans le monde envisagés par les visionnaires du néo-ottomanisme. L'expansion continue de la représentation diplomatique de la Turquie dans le monde et, plus précieusement avec l'établissement d'ambassades et de consulats dans plusieurs pays d'Afrique, confirme la volonté turque d'élargir son influence sur d'autres continents.

Hakan Fidan a fait des efforts pour améliorer la qualité par la création d'une académie du renseignement pour la formation du personnel, la promotion plus rapide dans la hiérarchie de ses cadres expérimentés et talentueux, et le recrutement de plus de femmes qui seraient envoyées aux quatre coins de la Turquie et du monde. En plus de l'accent mis par Fidan sur l'amélioration des capacités de collecte de renseignements à l'étranger, il a cherché à améliorer les performances du MIT en matière d'informations sur le PKK en gardant des analystes ayant une vaste expérience de la gestion du soulèvement kurde.

Hakan Fidan

Né en 1968 à Ankara, Hakan Fidan a servi comme sous-officier dans les forces armées turques de 1986 à 2001. Il a quitté l'armée volontairement et a obtenu un baccalauréat (Licence) en gestion et en sciences politiques de l'université de Maryland. De 2001 à 2003, il a travaillé comme conseiller politique et financier à l'ambassade d'Australie à Ankara.

Pendant trois ans (2003-2006), il a été président de l'organisation turque de coopération et de développement (TIKA). Il a terminé sa maîtrise à l'université de Bilkent avec une thèse intitulée « *Le rôle du renseignement dans la politique étrangère* ». Sa thèse de doctorat dans la même université est intitulée « *La diplomatie à l'ère de l'information : l'utilisation des technologies de l'information dans la vérification des traités* ».

Le 14 novembre 2007, Fidan a été nommé conseiller du Premier ministre pour les Affaires étrangères et les Affaires de sécurité internationale. Pendant ce temps, il a travaillé en étroite collaboration avec Ahmet Davutoglu et le président Abdullah Gül, en participant à toutes les missions et comités turcs sur la politique régionale. Le 15 avril 2010, Fidan a été nommé sous-secrétaire adjoint du MIT. Après l'expiration du mandat d'Emre Taner, il a été nommé sous-secrétaire du MIT (le 25 mai 2010) et il est devenu le plus jeune directeur du renseignement turc.

Depuis son arrivée à la tête du MIT en 2010, Fidan est au cœur de tous les dossiers sensibles, notamment le conflit kurde et la guerre en Syrie dont il rend directement compte au président Erdogan. Il est depuis longtemps considéré comme l'une des personnes les plus loyales envers le « Sultan » turc qui, en 2012, l'avait décrit ainsi : « *Il est le gardien de mes secrets, le gardien des secrets de l'État* ».

La « trahison »

Sa nomination à la tête du MIT déclencha une réaction imprévisible d'Israël environ un mois après. Le ministre israélien de la Défense Ehud Barak avait qualifié Fidan « *d'ami de l'Iran* » et avait déclaré être « *préoccupé* » par des fuites possibles vers l'Iran. Représentant d'Ankara à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) en 2009, Fidan y a défendu le droit pour Téhéran de disposer d'un programme nucléaire « *à des fins pacifiques* ». Il aurait contribué à la rédaction de l'accord nucléaire tripartite signé avec l'Iran et le Brésil.

Le 25 juin 2010, dans un discours à huis clos devant les militants de son parti, faisant référence à la coopération entre les services de renseignement des deux pays, Ehud Barak avait qualifié la Turquie d'« *ami et allié stratégique »,* mais avait décrit Fidan comme ami de l'Iran. « *Il détient beaucoup de nos secrets et l'idée qu'ils pourraient être rendus accessibles aux Iraniens est particulièrement inquiétante »,* était un extrait du discours du ministre israélien diffusé par la radio de l'armée israélienne.

David Ignatius, journaliste d'investigation et fin connaisseur du Moyen-Orient, dans un article publié le 17 octobre 2013 dans le *Washington Post* a révélé que l'identité d'au moins dix Iraniens opérant pour le Mossad aurait été dévoilée délibérément début 2012 aux services de renseignements iraniens.

Le coupable, aux yeux des autorités israéliennes, n'était autre que Hakan Fidan, le chef des renseignements turcs, affirmait David Ignatius. Dans l'intimité des bureaux du Mossad, Hakan Fidan est surnommé « *le chef du bureau du VEVAK (ministère iranien des renseignements et de la sécurité) à Ankara* », expliquait encore le journaliste du *Washington Post.*

Les autorités américaines, selon David Ignatius, ignorent si Ankara a « vendu » les espions à l'Iran en représailles à la « Flottille pour Gaza » au large d'Israël, en 2010, ou si elle est la conséquence de la détérioration des relations entre les deux pays. Le journaliste affirme que la perte de cette dizaine d'espions avait été « très importante » pour l'État hébreu, en citant des « sources bien informées ». La révélation des identités de ces

informateurs du Mossad a été orchestrée dans le but d'infliger « *une véritable gifle aux Israéliens* », assurait encore David Ignatius.

Peu après sa prise de fonction à la tête du MIT, Fidan « *a choqué les alliés de la Turquie en transmettant des données sensibles, collectées par les États-Unis et Israël, à l'Iran* », affirmait le 10 octobre 2013 le *Wall Street Journal* dans un portrait qui lui était consacré. Dès la diffusion de ces révélations, la Turquie, avec qui les services de renseignements israéliens travaillent depuis plus de cinquante ans, a farouchement nié ces accusations. « *Les allégations concernant Hakan Fidan sont dénuées de tout fondement* », a ainsi déclaré le ministre des Affaires étrangères de l'époque Ahmet Davutoglu, dénonçant des informations « calomnieuses » destinées à entacher la « respectabilité » de la Turquie.

L'ex-numéro un du Mossad, Danny Yatom, lors d'une interview à *Israel Radio*, s'est révolté contre cette éventuelle trahison turque : « *C'est quelque chose qui ne se fait absolument pas. Cela va à l'encontre de toutes les règles non écrites qui existent depuis des années […] Qui va désormais leur faire confiance (aux renseignements turcs) et qui va vouloir partager des informations sensibles avec eux ?* ».

Dans un document daté du 15 avril 2013 et estampillé « top secret », la relation entre la NSA américaine et le MIT est mentionnée. En fait dans la dernière partie intitulée « Problèmes possibles avec le partenaire », l'expression suivante est utilisée : « *Les informations provenant des services du renseignement américains ces dernières années indiquent des connexions iraniennes avec le Dr. XXX, chef du MIT/SIB. On ne sait pas actuellement comment ces liens affecteront la relation entre la NSA et le MIT/SIB* ». Dans cette phrase se trouve l'abréviation de « Sinyal İstihbarat Başkanlığı », qui signifie « Direction du renseignement électromagnétique » qui avait été transférée de l'état-major turc au MIT en 2012.

Aujourd'hui, les chefs militaires et de sécurité israéliens s'inquiètent de plus en plus de ce qu'ils appellent « l'empiétement élargi de la Turquie » au Moyen-Orient. Ankara a déjà établi sa présence et son influence en Syrie, en Irak, dans la bande de Gaza assiégée, à Jérusalem-Est occupée, en Somalie, au Soudan et en Libye, et plus récemment, elle montre un intérêt croissant pour le Yémen.

Depuis 2013, malgré l'augmentation du commerce et du tourisme entre la Turquie et Israël, les liens entre les services du renseignement et de la sécurité ont atteint leur plus bas niveau. Avant cela, la Turquie et Israël avaient formé un formidable partenariat stratégique qui avait duré près de cinquante ans. Pendant la guerre froide, les agents du Mossad israélien et du MIT turc se sont rencontrés régulièrement, ont échangé des renseignements et se sont entraidés dans des opérations contre des ennemis communs, en particulier la Syrie.

Les entrepreneurs israéliens de la défense ont vendu aux Turcs du matériel militaire comprenant des chars, des missiles, des drones, du matériel d'artillerie et de renseignement, ainsi que la mise à niveau d'avions de combat. Entre 1985 et 2000, ces transactions se chiffraient à plus de 5 milliards de dollars. Mais au cours de la dernière décennie (2010-2020), alors qu'Erdogan consolidait son pouvoir dans son pays, il s'est éloigné d'Israël. Les Israéliens sont désormais très préoccupés par les rencontres étroites de la Turquie avec la branche militaire du Hamas.

Selon le Shin Bet, le service de sécurité intérieure d'Israël, Salah al-Aruri, un haut commandant du Hamas qui a été expulsé en 2007 par Israël, a installé son quartier général en Turquie. Il effectue actuellement une rotation entre Beyrouth et Istanbul, planifiant prétendument des attaques contre des cibles israéliennes. La police israélienne et le Shin Bet surveillent également de près l'activité croissante de la Turquie à Jérusalem-Est via TIKA, l'agence officielle d'aide (du gouvernement turc).

TIKA a fait des dons d'argent et de nourriture aux Palestiniens de Jérusalem-Est et a aidé à y ouvrir un café, une auberge et un cinéma. Les autorités israéliennes affirment que sous couvert d'activités culturelles et humanitaires, la Turquie promeut l'idéologie des Frères musulmans, ainsi que la vision grandiose d'Erdogan de restaurer les jours de gloire de l'Empire ottoman, qui a gouverné la Palestine pendant des siècles jusqu'à la Première Guerre mondiale. En dépit de ces griefs, le chef du Mossad, Yossi Cohen, a rencontré deux fois en 2019 et en 2020 son homologue turc, Hakan Fidan, pour « discuter des problèmes régionaux ».

La réunion sur écoute

Au printemps 2014, une réunion top secrète a eu lieu au ministère des Affaires étrangères entre Hakan Fidan (MIT), Ahmet Davutoğlu (ministre des Affaires étrangères), Feridun Sinirlioğlu (sous-secrétaire des Affaires étrangères) et Yaşar Güler (chef adjoint de l'état-major général) pour discuter de la manière dont ils pourraient trouver des prétextes pour attaquer la Syrie.

La conversation lors de la réunion a été illégalement enregistrée et les enregistrements ont été mis en ligne. Le clip de sept minutes et sept secondes avait été obtenu grâce à la surveillance audio de la réunion à laquelle participaient le ministre des Affaires étrangères et des responsables militaires et gouvernementaux. « *Il est évident que les conversations dans l'enregistrement audio sont des informations qui doivent être gardées secrètes et sont considérées comme un secret d'État* », a déclaré le procureur, chargé de cette affaire de fuite.

L'enregistrement a révélé des failles de sécurité majeures au sein du ministère, car son système de vidéosurveillance et ses dispositifs de brouillage n'étaient pas suffisants pour empêcher les enregistrements illégaux. Les détails du dossier révèlent que même les mesures basiques de sécurité requises pour se trouver dans un lieu où se tiennent des réunions top secrètes n'ont pas été prises.

L'enquête du procureur Dalgali a révélé qu'il n'y avait qu'une seule caméra de vidéosurveillance dans le hall du bâtiment où la réunion a eu lieu et qu'elle ne couvrait que l'entrée du hall et l'ascenseur. Les appareils de brouillage utilisés pour empêcher les téléphones mobiles de fonctionner pendant les réunions ne fonctionnaient pas non plus correctement au moment de la réunion. Dalgali a noté qu'après des fouilles exhaustives de la salle de réunion par le MIT, il était clair que la réunion n'avait pas été enregistrée de l'extérieur via un système de surveillance audio, mais à l'intérieur de la salle de réunion.

La nouvelle structure

La loi qui fonda le MIT (2937/1983) a été modifiée à plusieurs reprises, la dernière fois en 2014, pour des questions de poursuites pénales de cadres du MIT. En 2017, juste après la réforme constitutionnelle qui a aboli le poste institutionnel de Premier ministre, le MIT est passé sous le contrôle du Président de la République.

En 2009, la direction générale des opérations (Operasyon Başkanlığı) et la direction générale de l'information psychologique (Psikolojik İstihbarat Başkanlığı) ont été dissoutes. La direction générale des systèmes d'information (Bilgi Sistemleri Başkanlığı) qui gérait les interceptions, a quitté la branche des directions de l'information et est devenue une partie de la branche des départements techniques.

Le département du contre-espionnage (İstihbarata Karşı Koyma Birimi) a été transféré à la direction générale du contre-espionnage (İstihbarata Karşı Koyma Başkanlığı). En 2012, lorsque les stations et l'équipement d'interception électronique de l'état-major général (Genelkurmay Elektronik Bilgi Sistemleri Komutanlığı) sont passés sous le contrôle du MIT, la direction générale de l'information électronique (Sinyal İstihbaratı Başkanlığı) a été créée par le MIT. De plus, lors de la réorganisation de 2012, la direction des opérations étrangères a été reclassée en direction générale.

Le MIT aujourd'hui

En 2014, la réorganisation administrative et opérationnelle du MIT a eu lieu. Elle reposait principalement sur la structure des services secrets

étrangers avec pour modèle principal celui de la CIA. La nouveauté de la réorganisation résidait dans la création de six directions générales indépendantes, avec leur propre autonomie administrative et opérationnelle, et dont les limites sont définies par les nouvelles règles de fonctionnement du MIT. En novembre 2016, le MIT s'est adjoint deux sous-directeurs. Ainsi, de quatre qu'il y avait jusque-là, le nombre de commandants adjoints du MIT est passé à six. Les six vice-gouverneurs sont, par essence, les « superviseurs » des six directions générales créées avec la réorganisation de 2014.

Les six nouvelles directions générales sont les suivantes :

– Direction générale de recherche sur la sécurité

Sa mission est de surveiller les mouvements et les problèmes liés à la sécurité nationale de la Turquie, d'effectuer des recherches dans les archives sur les personnes demandées par plusieurs ministères et autorités de l'État, ainsi que des enquêtes sur les questions de sécurité nationale.

– Direction générale du contre-espionnage

Sa mission est de surveiller, détecter et prévenir les opérations d'espionnage menées par des États étrangers, des services secrets étrangers et des individus contre la Turquie. Afin de mener à bien sa mission, le département du contre-espionnage coopère avec les ministères et les agences gouvernementales qui sont la cible d'espionnage des services secrets étrangers.

– Direction générale des affaires étrangères

Sa mission est de protéger et d'élargir les intérêts stratégiques de la Turquie. Afin de mener à bien sa mission, la direction coopère avec les unités qui mènent des opérations à l'étranger. L'action du département est basée sur la stratégie de sécurité nationale et en parallèle avec les instructions politiques qu'il reçoit.

– Direction générale des informations sur la sécurité nationale

Sa mission est principalement de recueillir des informations sur les activités des organisations terroristes et des informations sur la sécurité nationale de la Turquie. Le département est également utilisé pour neutraliser la menace

liée aux informations de sécurité nationale qu'il recueille dans le pays et à l'étranger.

– Direction générale de la collecte d'informations électroniques

Afin de mener à bien les missions définies par la loi n° 2937, il utilise tous les moyens techniques à sa disposition pour collecter et enregistrer les informations, documents, actualités et données, les analyser et les transmettre aux autorités compétentes.

– Direction générale d'interception des signaux radio

Il collecte et analyse les signaux de communication et les signaux radar et transmet les informations générées aux organismes compétents. Il s'agit de la branche qui a entrepris les travaux du commandement des systèmes électroniques de l'état-major (GES Komutanlığı), qui, depuis 2012, est passée par la loi sous le contrôle total du MIT.

La nécessité de rendre la Turquie indépendante dans le domaine du renseignement technique a conduit le MIT à la mise en place d'un département spécial. Les véhicules aériens sans pilote (drones) que la Turquie fabrique, font partie d'équipement dont le MIT dispose en offrant un avantage significatif dans l'intelligence de l'imagerie (IMINT) et l'intelligence de signal (SIGINT). En particulier, dans une période où la crise avec la Syrie s'intensifiait, le MIT a annoncé la nécessité d'acheter un navire qui pourrait être utilisé pour des activités de renseignement. L'armée turque dispose aussi d'une flotte d'avions capables de collecter des renseignements électromagnétiques (CN-235).

Le 18 décembre 2012, le satellite Göktürk-2 a été lancé dans l'espace depuis la Chine. Göktürk-2 peut transmettre des images importantes à sa station terrestre avec une résolution de 2,5 mètres. Avant ce satellite, l'envoi en orbite de ITUpSAT, BİLSAT et RASAT a montré un travail intensif dans ce domaine. Avec l'ajout de nouveaux satellites RASAT et GÖKTÜRK-2, la Turquie acquerra une grande zone de visualisation et d'écoute ainsi qu'une supériorité technologique indéniable dans la région, Israël mis à part.

Dans ce contexte, la capacité de collecte d'images et de renseignements électromagnétiques, mais aussi la capacité de protéger ses propres

communications évolueront également. La construction domestique d’un véhicule aérien sans pilote appelé ANKA est également, en termes de collecte de renseignements, une évolution très importante. Aussi par le fait que le logiciel est complètement fabriqué en Turquie, la dépendance de la Turquie vis-à-vis des pays étrangers dans ce domaine n’existe plus.

Renseignement à l’étranger

Le MIT désormais se réorganise pour prendre des mesures fortes à l’étranger. Il a fait de sérieux investissements dans ce domaine. Rien qu’en 2014, il a été financé par le Fonds de soutien à l’industrie de la défense (Savunma Sanayii Destekleme Fonu) pour ces installations pour un montant égal à environ 500 millions de dollars.

Sécurité – Cyberdéfense

Le MIT a amélioré ses capacités pour lutter contre le cyberterrorisme et renforcer la cyberdéfense. Pour cette raison, un grand nombre de personnes ont été recrutées, spécialisées dans la collecte d’informations via Internet et par voie électronique, dans la cyberdéfense et la cyberguerre, ainsi que dans les logiciels informatiques.

Avions de guerre électronique

Le MIT a acquis un avion doté des capacités de guerre électronique et de technologies de l’information. Cet avion s’ajoute aux quatre avions de guerre électronique et de renseignement utilisés par le MIT, de type CASA, avec des capacités fortement améliorées.

Avions sans pilote

Depuis 2015, le MIT a acquis un nombre important de drones, qu'il utilise dans des opérations de collecte de renseignements dans le pays et à l'étranger (dans les zones régionales et près de la frontière turque), mais aussi pour des opérations d'assassinats ciblés.

Informations provenant de satellites

Le MIT a acquis des capacités améliorées de collecte d'informations par satellite. Cela est devenu possible après la connexion qu'il a établie avec le satellite d'espionnage de l'état-major turc (GÖKTÜRK-2**).** En 2015, Fikri Işık, le ministre de la Science, de l'Industrie et de la Technologie, en particulier pour les industries de la défense et de l'aérospatial, a déclaré que « *au cours des 35 ans de lutte contre le terrorisme du PKK, il n'y a eu aucune période aussi "efficace" que ces 75 derniers jours*.

Au cours des 75 derniers jours, nous avons obtenu des résultats extrêmement importants de notre investissement dans l'industrie de la défense, l'industrie spatiale et ses recherches. Bien sûr, nous avons des martyrs. Ils tuent nos soldats avec des explosifs fabriqués à la main. Ils ont sérieusement peur de la confrontation. Maintenant, la Turquie, dans la lutte contre le terrorisme, a commencé à utiliser la technologie nationale.

Notre satellite Göktürk-2 passe au-dessus des montagnes Kandil tous les deux jours et demi. Les analystes déterminent immédiatement ce qui se passe sur place. S'agit-il d'un dépôt de munitions, d'un terrain d'entraînement ou d'un arsenal ? Après, les cibles sont touchées par un tir de pointe. Maintenant, grâce à Dieu, nous voyons ce qui se passe là-bas tous les deux jours et demi.

Nous utilisons notre propre technologie, comme des bombes pénétrantes, pour lutter contre le terrorisme. Depuis treize ans, nous luttons pour développer l'industrie de défense avec des ressources locales. Nous avons lancé une nouvelle étude sur la prédétection et la destruction d'explosifs artisanaux. Nous ne voulons pas qu'un seul soldat soit martyrisé. »

Bayraktar TB2 et ANKA

Le Bayraktar TB2 est un véhicule aérien sans pilote. Il a été développé par la société Baykar Makina. C'est un drone d'attaque à moyenne altitude, qui a une longue endurance. Il peut être utilisé pour la reconnaissance, la surveillance et l'attaque au sol. Son développement a débuté en 2007 et il a effectué son premier vol en 2009. La même année, il a été sélectionné par l'armée turque.

En septembre 2016, le Bayraktar TB2 a enregistré sa première mission contre des cibles du PKK à Hakkari dans le sud-est de la Turquie en neutralisant cinq rebelles. Au cours des deux premières années de l'utilisation des drones armés dans les opérations de lutte contre le terrorisme (2016-2018), un total de quatre cent cinq rebelles du PKK et des djihadistes de Daech ont été neutralisés par des frappes de drones. En 2016, lors d'une mission de soutien, des drones Bayraktar TB2 ont guidé des avions de combat turcs pour tuer cinq djihadistes de Daech dans le nord de la Syrie lors de l'opération *Euphrate Shield*.

Le Bayraktar TB2 a été largement utilisé par l'armée turque dans les conflits en Syrie et en Libye. Ces drones auraient détruit un certain nombre de Pantsyr-S1 (systèmes de défense aérienne à courte portée de fabrication russe) en Libye. Le drone Bayraktar TB2 a réussi à être le premier système d'UAV produit en Turquie à être exporté vers des pays comme le Qatar et l'Ukraine.

Lors de l'exposition de Doha (DIMDEX) en 2018, un contrat a été signé entre Baykar Makina et les forces armées du Qatar, qui comprenait la livraison de six plates-formes de véhicules aériens armés Bayraktar TB2 et de trois systèmes de stations de contrôle au sol, de l'équipement et une formation sur les drones par simulateur. De plus, en 2019, Baykar Makina et Ukrspecexport, la société d'État ukrainienne de commerce d'armes, ont signé un accord pour l'achat de six drones armés, de trois systèmes de stations de contrôle au sol et d'équipements.

Pendant les opérations militaires, le Bayraktar TB2 est sous le commandement des forces terrestres et de l'agence de renseignement MIT. En plus de fournir des capacités avancées de renseignement, de

surveillance, d’acquisition d’objectifs et de reconnaissance, les drones turcs ont également été instrumentalisés comme outils de lutte contre le terrorisme.

Le drone ANKA, développé par Turkish Aerospace (TAI), a effectué son premier vol de mission le 5 février 2016 dans la province d’Elazığ, dans l’est de la Turquie. Ensuite, l’ANKA fut armé d’un mini-missile air-sol (MAM-L) et d’une roquette air-sol à guidage laser (CİRİT), tous deux fabriqués par la société turque Roketsan et déployés dans le cadre de l’opération *Olive Branch* dans le nord de la Syrie.

Assassinats ciblés

Un exemple d’opération chirurgicale s’est produit lorsque İsmail Özden, un haut dirigeant du PKK et membre du KCK, a été neutralisé à Sinjar lors d’une opération transfrontalière conjointe menée par l’Armée de l’Air et le MİT en août 2018. Après la surveillance initiale du MİT, des avions F-16 ont détruit avec succès le convoi d’Özden, illustrant la performance de ciblage précise des drones turcs.

Le 21 mars 2019 dans le cadre de l’opération conjointe du MİT et des forces armées turques, Rıza Altun, l’un des hommes les plus proches du chef de la guérilla du PKK Cemil Bayık et son entourage ont été abattus lors d’une opération aérienne dans le nord de l’Irak. Au cours de l’opération, Mikail Özdemir (officier pour les affaires étrangères du PKK), nom de code « Navdar », Emrullah Dursun (porte-parole du PKK), nom de code « Serhat Varto », et Ali Aktaş (officier du district de Kandil), nom de code « Sinan Sor », ont également été « neutralisés ».

En apprenant que Rıza Altun allait tenir une réunion dans la région du mont Qandil près de la frontière iranienne, les préparatifs de l’opération ont commencé. Dans ce contexte, toutes les routes et tous les véhicules que Rıza Altun aurait pu utiliser ont été mis sous surveillance. Après que les quatre cadres de l’état-major du PKK, qui se rendaient au village d’Abu Bakra près de la frontière iranienne, aient été détectés par le drone Bayraktar TB2, la coordination nécessaire entre le MIT et les avions F16 de

l’armée turque a été établie. Les cadres du PKK ont été « neutralisés » immédiatement.

La nouvelle forteresse du MIT

Le nouveau siège du MIT se trouve depuis 2019 dans un bâtiment qui a été construit dans une zone de 243 hectares, isolée et inaccessible, à Etimesgut, à Ankara. Des unités du MIT qui étaient à l’époque situées dans cinq zones différentes d’Ankara se trouvent maintenant regroupées dans le même complexe de bâtiments de type « L ». Le seul département existant encore, en dehors de cette nouvelle installation, est la direction de la formation, située sur la route de l’aéroport Esenboğa à Ankara.

Le personnel et le budget du MIT

En février 2014, Beşir Atalay, alors vice-Premier ministre, qui avait fait pression pour la nomination de Hakan Fidan à la tête du MIT en 2010, a déclaré au Parlement qu’il y avait environ huit mille agents du MIT. La plupart d’entre eux travaillent au siège à Ankara, ainsi que dans les directions régionales d’Istanbul, d’Izmir, de Hatay et de Diyarbakir.

En même temps, il n’y a pas de données précises sur le nombre de sous-traitants et les informateurs, mais les chiffres officiels du budget 2019 montrent que le gouvernement a alloué 1,2 milliard de livres turques (environ 140 millions d’euros) uniquement pour les salaires des employés.

Le rapport d’audit sur les dépenses du gouvernement turc, publié en décembre 2018, montre que le principal service de renseignement turc a fortement augmenté son budget qui était de 834 millions de lires en 2016 à 2,9 milliards de lires en 2017 (332 millions d’euros). Le budget total du MIT pour 2018 a en fait diminué à 2,335 milliards de lires, soit de 7,6 %. Depuis 2019, il est à nouveau tombé à 2,157 milliards de lires (247 millions d’euros).

L’augmentation du budget du MIT en 2017 est due au financement de la construction de son nouveau siège dans les banlieues d’Ankara et d’Istanbul. En outre, l’agence a reçu de nouveaux équipements et des fonds pour le recrutement afin de renforcer les capacités des services de renseignement à la suite de la tentative de coup d’État.

MIT vs Gülen

Les cadres du parti AKP ont pour référence idéologique la tradition de la « vision nationale » (Millî Görüş), qui peut être définie comme version turque de l'islam politique avec des tonalités anti occidentales et panislamiques. Bien que l'AKP ait explicitement « abandonné » cette idéologie lors de sa fondation il y a plus de dix-neuf ans, la plupart des observateurs pensent qu'Erdogan revient progressivement à la « vision nationale » depuis 2011.

Le mouvement de Fethullah Gülen, en revanche, trouve son origine dans l'enseignement et la tradition du penseur musulman kurde, Saïd Nursî (1878-1960), qui s'est concentré sur la foi et la moralité plutôt que sur la politique, et dont les adeptes se sont en général éloignés de l'islam politique militant.

En conséquence, les partisans de Gülen n'ont jamais voté pour les partis d'inspiration Millî Görüş et ont plutôt opté pour des partis démocratiques de centre-droit. Certains chercheurs ont défini le mouvement de Gülen comme « islam culturel et spirituel » par opposition à l'islam politique, version Millî Görüş ou des Frères musulmans.

La plupart des observateurs s'accordent à dire que le mouvement de Gülen a en fait son propre « agenda secret » pour l'islamisation de l'État et la domination du monde musulman. Apparemment, cela a commencé dans les années 1970 comme un effort pour transformer un État hostile – le régime laïc kémaliste de la Turquie – en un État où la charia s'appliquerait dans la vie publique. Comme il s'agit d'une mission secrète, cela a toujours été une question de spéculation et source de théories du complot.

Lorsque l'AKP est arrivé au pouvoir en 2002, le parti d'Erdogan s'est rapidement trouvé pris pour cible par la vieille garde laïque. Les partisans

de Fethullah Gülen au sein de la police et de la justice sont apparus comme un allié naturel pour contrer cette offensive kémaliste. Cependant, une fois la bureaucratie de l'« État profond » vaincue de manière décisive, entre 2010 et 2011, des désaccords sont apparus entre l'AKP et le mouvement de Gülen sur la gestion des affaires dans la nouvelle Turquie néo-ottomane.

La crise du MIT

Le premier point de rupture entre Erdogan et Gülen a été la prétendue « crise du MIT ». En février 2012, le chef du MIT, Hakan Fidan a été appelé par un procureur d'Istanbul à témoigner dans le cadre d'une enquête sur le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). C'était, comme le rapportait alors le New York Times, « *le dernier tour d'une lutte de pouvoir entre les forces de sécurité (police-gendarmerie) et l'agence de renseignement* ».

Cette crise a également été largement interprétée comme une lutte de pouvoir entre la police-justice pro-Gülen et le MIT pro-Erdogan. Les partisans d'Erdogan se plaignaient d'un « État parallèle » au sein de l'État, qui agissait selon sa propre hiérarchie et utilisait le pouvoir de l'État à ses propres fins. Le gouvernement a protégé le chef du MIT, Hakan Fidan, contre le pouvoir judiciaire au moyen d'amendements. Depuis lors, il n'est plus possible pour les procureurs de prendre des mesures contre Fidan sans l'autorisation du Président Erdogan.

Depuis la « crise du MIT » de février 2012, les relations entre l'AKP et le mouvement Gülen ont été amères. Toutefois, mi-novembre 2013, tout s'est brisé quand Erdogan a ordonné la fermeture des « écoles préparatoires », ou des cours du week-end qui préparaient des lycéens aux examens universitaires. Étant donné que plus d'un quart de ces écoles étaient gérées par le mouvement Gülen et ses filiales locales et qu'elles étaient une source stratégique à la fois de financement et de recrutement, le mouvement Gülen a perçu cette décision du gouvernement turc comme une attaque ou plutôt comme une « déclaration de guerre ». Les médias pro-Gülen se sont opposés à « *l'attaque du gouvernement contre l'entreprise privée* » et le

gouvernement a répondu par des déclarations sévères. La guerre des mots a rapidement dégénéré en « guerre ouverte ».

L’affaire de la corruption

Le mouvement Gülen est alors immédiatement passé à la contre-offensive. Tout a commencé le 17 décembre 2013 quand la Turquie a été secouée par des « descentes de police » tôt le matin qui ont abouti à la détention des fils de trois anciens ministres. Un directeur de banque d’État, un maire et des hommes d’affaires de haut niveau ayant des liens étroits avec le gouvernement faisaient aussi partie des personnes arrêtées.

Les enquêtes rendues publiques le 17 et 25 décembre 2013 ont révélé le plus grand scandale de corruption et de pots-de-vin de l’histoire de la République turque, dans lequel certains membres du gouvernement du parti de la justice et du développement (AKP) ainsi que des membres de la famille du Président Erdogan étaient prétendument impliqués.

Depuis que les enquêtes ont été rendues publiques en décembre 2013, Erdogan a cherché à discréditer les procureurs et les policiers qui menaient les enquêtes en les accusant de s’employer à évincer le parti AKP du pouvoir. Ces procureurs et policiers ayant conduit les enquêtes et soupçonnés d’appartenir au mouvement Gülen, furent renvoyés ou démis de leurs fonctions.

Ces enquêtes constituaient des efforts de la part de la justice et de la police pour lutter contre un réseau de corruption composé de ministres, de bureaucrates et d’hommes d’affaires proches du président Erdoğan. Les sommes d’argent impliquées dans les activités présumées s’élevaient à des milliards de dollars. Les enquêtes sur la corruption, sur le truquage d’offres, les gains illégaux, ont débuté en mars 2012 et les crimes allégués – ainsi que mentionnés par les procureurs – comprenaient : « *Le transfert de terres d’une valeur de milliards de dollars à des prix très bas, la saisie de mines à des hommes d’affaires proches du gouvernement, le truquage d’appel d’offres, la corruption pour changer le statut des aires protégées, les ouvrir à la construction et en tirer des profits énormes* ». Les enquêtes étaient

dirigées par les procureurs Celal Kara et Muammar Akkaş qui ont été, en définitive, retirés de l'instruction judiciaire de ces affaires.

Bilal Erdogan

Bilal Erdogan, le fils du Président turc a été accusé d'avoir reçu des dons illégaux de la fondation pour la jeunesse et l'éducation en Turquie (TÜRGEV), où il siège au conseil d'administration. TÜRGEV est au centre de l'enquête sur la corruption, qui comprend de graves allégations de corruption et d'irrégularités au sein de la fondation. Les procureurs impliqués dans l'enquête ont affirmé que Bilal Erdogan avait abusé de l'influence de son père pour aider TÜRGEV à acheter des terres de valeur dans plusieurs provinces à des prix bien inférieurs à leur valeur marchande. Plusieurs reportages ont été faits, détaillant la manière dont certaines parcelles de terrain et installations de loisirs ont été données à la TÜRGEV par certaines municipalités.

La « gestion de crise »

Depuis le 17 décembre 2013, Erdogan a affirmé que les enquêtes sur la corruption étaient une tentative de coup d'État fomenté par des groupes internationaux influents et leurs mandataires en Turquie pour renverser le gouvernement du parti AKP. En outre, il a ciblé la « structure parallèle », une référence claire aux sympathisants du mouvement Hizmet/Gülen. Il a déclaré que les enquêtes de corruption avaient été orchestrées par le mouvement Gülen pour évincer le gouvernement.

Il a déclaré la « guerre » à Fethullah Gülen et a ordonné la réaffectation arbitraire de bureaucrates, de fonctionnaires de la justice et de la police, qui, selon lui, étaient des partisans du mouvement Hizmet. Le nombre de fonctionnaires réaffectés a dépassé les 40 000 en 2014. Le fait qu'aucune enquête interne n'ait été ouverte avant que ces fonctionnaires ne soient réaffectés et que la plupart d'entre eux n'aient reçu aucune explication pour leur réaffectation a conduit à des commentaires selon lesquels le

gouvernement – conformément aux ordres d'Erdogan – mène une chasse aux sorcières contre ses détracteurs.

Erdogan a pratiquement reconnu avoir mené une chasse aux sorcières lors d'un discours public en mai 2014. Lorsqu'il a commenté les réaffectations, il a – sans fournir aucune preuve – accusé des fonctionnaires réaffectés de « trahir la Turquie » pour leurs liens présumés avec le mouvement Hizmet/Gülen, qu'il considère actuellement comme son ennemi « numéro un ». « *Si la réaffectation d'individus qui trahissent ce pays s'appelle une chasse aux sorcières, alors, oui, nous allons mener une chasse aux sorcières »*, a déclaré Erdogan.

Il n'a cependant pas donné d'explication satisfaisante pour un certain nombre de documents divulgués et des enregistrements vocaux suggérant que lui, des membres de sa famille et certains représentants du gouvernement s'étaient livrés à des activités illégales. Dans l'un des enregistrements, Erdogan et son fils Bilal auraient été entendus parler d'un plan pour se débarrasser d'énormes sommes d'argent cachées dans plusieurs maisons lors de l'opération de corruption du 17 décembre 2013.

Erdogan, au début des conversations enregistrées, informe son fils Bilal de l'opération et lui demande de « remettre à zéro » le compte de l'argent en le distribuant à plusieurs hommes d'affaires. Vers la fin des conversations, Bilal dit à son père que lui et d'autres ont « *terminé les tâches que vous nous avez confiées* », ce qui implique que la somme totale aurait été « *remise à zéro* ». Dans une autre conversation enregistrée, Erdogan aurait été entendu accepter deux villas de l'homme d'affaires Mustafa Latif Topbaş en échange d'un assouplissement des restrictions de zonage dans le quartier Urla d'İzmir.

Yasin al-Qadi

Enfin, Erdogan est accusé d'avoir aidé Yasin al-Qadi – un homme d'affaires saoudien répertorié comme l'un des financiers du terrorisme par les organisations internationales –, à entrer en Turquie à plusieurs reprises alors que Yasin al-Qadi avait été « interdit d'entrée » par le gouvernement turc.

L’ancien chef de l’unité des crimes financiers du département de police d’Istanbul, Yakup Saygılı, qui a été arrêté pour avoir mené les opérations des 17 et 25 décembre 2013, a déclaré lors de son témoignage à la police que Yasin al-Qadi est entré en Turquie à plusieurs reprises grâce aux gardes de sécurité d’Erdogan quand celui-ci était Premier ministre. Hakan Fidan a aussi rencontré Yasin al Qadi dans sa chambre d’hôtel. Selon Saygılı, al-Qadi n’aurait pas pu entrer en Turquie sans l’aide et l’influence d’Erdogan. En outre, Saygılı a déclaré que al-Qadi avait reçu un faux passeport pour entrer en Turquie et une villa qu’il pouvait utiliser pendant son séjour dans le pays.

La purge au sein du MIT

Selon un document classifié du MIT, sept pour cent du personnel du service a été licencié ou emprisonné depuis 2013 et cinq cent cinquante-huit postes ont été supprimés. Un certain nombre d’experts affirment que la purge du personnel faisait partie d’une campagne lancée par l’entourage du président turc pour se débarrasser des employés du MIT qui s’opposaient ou se déclaraient préoccupés par des opérations illégales qui violaient le droit national et international. Le personnel licencié soulignait que certains des actes terroristes, qui sont attribués au P KK ou à l’État islamique (EI) ont été organisés par le MIT dans l’intérêt du gouvernement turc.

Au lendemain de la tentative de coup d’État, les responsables du MIT ont admis avoir reçu le tout premier rapport des renseignements sur une éventuelle attaque le 15 juillet 2016, quelques heures seulement avant que leur propre quartier général ne soit le théâtre d’un intense feu d’artillerie. Ils ont également admis que le sous-secrétaire du MIT, Hakan Fidan, avait tenté de joindre Erdogan pour l’informer de ce premier rapport vers 19 heures, heure locale, mais qu’il n’avait pas réussi à le localiser.

Des responsables du renseignement ont déclaré que dans les mois précédant l’échec de la tentative de coup d’État, le MIT avait décodé des millions de messages secrets envoyés par des gülenistes présumés, mais n’avait trouvé aucune mention du complot. Il n’est pas encore tout à fait établi comment et pourquoi le MIT n’avait pas réussi à détecter les préparatifs de la tentative

de coup d'État et pourquoi il n'a pas informé le président ou le Premier ministre immédiatement après avoir reçu des renseignements sur le complot.

Après le coup d'État manqué du 15 juillet 2016, 277 cadres ont été renvoyés du MIT, sous prétexte de l'état d'urgence. Hulusi Akar a été nommé ministre de la Défense et Hakan Fidan a reçu un nouveau financement et mandat. La veille de la tentative de coup d'État, Akar et Fidan se sont rencontrés pendant trois heures. On peut se demander si Hulusi Akar et Hakan Fidan étaient au courant de la mutinerie à venir, tout comme un certain nombre de généraux de la Wehrmacht qui avaient des doutes au dernier moment s'ils devaient ou non prendre le parti des conspirateurs d'une opération semblable à celle de l'Opération « Walkyrie » pour éliminer Hitler le 20 juillet 1944…

La purge générale

Quelques jours seulement après la tentative de coup d'État, le 22 juillet 2016, le gouvernement turc a déclaré l'état d'urgence « *afin de pouvoir éliminer rapidement tous les éléments de l'organisation terroriste impliqués dans la tentative de coup d'État* ». Dans les semaines qui ont suivi, les tribunaux turcs ont fait arrêter des dizaines de milliers de suspects pour liens avec le mouvement Gülen.

Des milliers de militaires, pilotes, policiers, fonctionnaires, d'universitaires et même d'enseignants ont été licenciés pour liens présumés avec le prédicateur Fethullah Gülen et son mouvement. Des dizaines de médias soupçonnés d'avoir des liens avec ce mouvement ont également été fermés. À ce jour, plus de 200 000 personnes ont été renvoyées ou suspendues et 50 000 arrêtées dans le cadre d'une répression sans précédent.

Les cercles pro-Poutine

Le chef du Parti Vatan (Parti patriotique), Dogu Perincek, l'un des cerveaux derrière les purges militaires après le coup d'État de 2016, s'est rendu plusieurs fois en Iran et a informé le gouvernement iranien et la presse à propos de la tentative de coup d'État et des purges qui ont suivi. Perincek a déclaré à la presse iranienne que « *la Turquie limogeait les relais de l'OTAN et de l'Amérique au sein de l'armée turque. Les officiers limogés étaient tous proaméricains* ».

Le professeur Aleksandr Dugin, conseiller du président russe Vladimir Poutine, a accordé (en 2017) une interview à Nalan Kocak du site *Habertürk* un an après le coup d'État. Il a affirmé que « *vous devriez comparer ce que je disais dans les années 90 avec ce que Poutine a fait après son entrée en fonction et vous verrez la similitude. Il y a différentes manières pour moi de transmettre mes idées. L'une d'elles est de rencontrer Poutine personnellement. Lorsque vous dites quelque chose de différent des autres, les gens vous qualifient immédiatement de fou. Si la normalité est ennuyeuse, je préfère être considéré comme fou.*

— Je respecte Dogu Perincek. C'est un politicien très intelligent. Il n'a pas pu trouver la reconnaissance de la valeur qu'il mérite en Turquie. Perincek et les élites militaires proches de lui que j'ai rencontrées au début des années 2000 ont changé d'avis. J'ai découvert une Turquie complètement différente qui garde ses réflexes kémalistes, souverains et non "atlantistes".

— Lors du procès Ergenekon, Perincek a même été incarcéré. La nuit du coup d'État de 2016, il a été très clair, il a déclaré : "Les méchants essaient de battre les bons". Il a combattu le coup d'État. Bien sûr, maintenant, il mérite plus de respect. Il y a des divergences d'opinions, mais il est très lié à M. Erdogan. Si vous définissez Perincek comme un homme de l'État profond turc, moi je représente le gouvernement patriotique profond de mon propre pays.

— La Turquie est arrivée au bout de l'alliance atlantique. Après l'invasion de l'Irak en 2003, Ankara s'est rendu compte que le nouveau danger était l'Occident. Les États-Unis constituent une menace pour l'État-nation turc en soutenant les Kurdes. Erdogan s'est allié à la fois aux musulmans et à l'Occident. Résultat ? La tentative de coup d'État… Les États-Unis ont organisé le coup d'État en utilisant l'idéologie islamiste et Fethullah Gülen.

— Le moment était arrivé et il a montré à Erdogan que les relations avec l'Occident sont terminées. Poutine n'essaye pas de tirer la Turquie de son côté. L'Occident pousse la Turquie. Ils ont tenté de renverser Erdogan par un coup d'État. Parce qu'Erdogan s'est excusé pour le problème de l'avion russe abattu en 2015 et il a rétabli les relations avec la Russie. Il les a trahis aux yeux de l'Occident.

— Poutine et Erdogan sont tous les deux des politiciens indépendants. Plus Erdogan veut être libre, plus il devient la cible de l'Occident. Une délégation de quelques généraux proches de Perincek est arrivée à Moscou juste après que l'avion russe ait été abattu en Syrie. Le général İsmail Hakkı Pekin était parmi eux…

— La délégation a déclaré qu'Erdogan n'avait pas ordonné que l'avion soit abattu et qu'il y avait eu trahison d'un groupe pro-occidental au sein du gouvernement. L'envoyé turc m'a demandé d'aider à ouvrir le canal de communication avec la Russie. La Russie a enquêté sur ce que disait la Turquie.

— Plus tard, en mars 2016, j'ai rencontré des personnes proches d'Erdogan à Ankara. Je suis allé en Turquie après la lettre à Poutine. J'ai essayé de rétablir le canal de communication, car nous étions au bord de la guerre ! Mais notre président n'est pas quelqu'un à convaincre. Poutine est une personne rationnelle et réaliste. S'il y a des preuves sur un sujet, il les évalue.

*— La CIA a dépensé **2 milliards de dollars** pour la tentative de coup d'État. Mais ils ont échoué parce qu'ils ont pris l'armée turque à la légère. Ils pensaient qu'après les procès d'Ergenekon et de Balyoz, il ne restait plus personne dans l'armée pour soutenir Erdogan. Mais les kémalistes de l'armée ont soutenu Erdogan. La CIA a également tenté de couper les canaux de communication entre la Russie et la Turquie cette nuit-là. Pendant le coup d'État, j'étais en Turquie et la nuit précédente, j'ai dit qu'il y avait "une activité inhabituelle dans l'armée turque". J'ai analysé correctement les informations que j'ai reçues via le renseignement russe.*

— Ils ont essayé de convaincre Poutine de prendre position contre la Turquie. Ils ont dit qu'un autre dirigeant serait meilleur qu'Erdogan. La CIA disposait de personnalités influentes autour de Poutine. Mais Poutine

n'était pas convaincu. Parce que cela aurait signifié la fin de la Turquie. Comme je l'ai déjà dit, les Kurdes s'étaient préparés à une révolte après le coup d'État.

— Désormais, ils prendront d'autres mesures, car il y a encore des officiers de haut rang liés à la CIA, mais ce n'est pas facile de s'organiser. Je pense qu'ils suivront une stratégie qui réunira de nombreux facteurs. Par exemple, les conflits ethniques, les menaces économiques et sociales, créant des troubles anti-Erdogan au sein de l'élite politique et militaire. Les Américains essaieront d'utiliser tous les points faibles.

— Ils utiliseront certainement toutes les relations économiques. La Turquie sera constamment attaquée. Des sanctions sont déjà imposées à l'Iran et à la Russie. Je suis donc sûr qu'ils imposeront des sanctions à la Turquie. La Turquie doit élaborer un plan B pour sauver son économie.

— L'assassinat de l'ambassadeur russe Karlov était une continuation du processus qui a commencé avec l'accident d'avion. La réaction de la Russie a été différente cette fois. Parce que tout était clair. La cible principale était Erdogan, pas l'ambassadeur. Je ne sais pas si la CIA l'a utilisé, mais il était clair que les gülenistes l'ont fait. Nous faisons confiance à Erdogan et il n'est plus facile de provoquer la Russie contre Erdogan.

— Avec les procès d'Ergenekon et de Balyoz, ils visaient les factions eurasiennes. Rompre les liens avec la Russie était un autre objectif. De même avec l'Iran et la Chine…

— À propos des Kurdes… Nous nous réunirons tous et nous leur proposerons quelque chose qui les satisfera. Nous ne devrions pas supprimer l'identité kurde. Parce qu'en faisant cela, ils tomberaient entre les mains des USA et d'Israël. Nous devons les empêcher d'être des marionnettes de l'impérialisme américain.

— Tout d'abord, la Syrie doit rester unie sur un seul territoire. Les droits de toutes les minorités doivent être garantis. L'Arabie saoudite et le Qatar sont en déclin. Nous tenons toutes les cartes. Tous ensemble, nous devrions dire aux USA : "Merci pour ce que vous avez fait, mais partez du Moyen-Orient". C'est le seul moyen de résoudre les problèmes syrien et kurde. Nous ne voulons pas que l'Irak se disloque. Poutine déteste le séparatisme. C'est pourquoi il se tient aux côtés d'Erdogan et d'Assad ».

La chasse aux gülenistes

Les missions diplomatiques et consulaires turques du monde entier collectent chaque jour des informations sur les ressortissants turcs dans le cadre d'une campagne d'espionnage systématique lancée après la tentative du coup d'État de juillet 2016.

Selon le site d'investigation *Nordic Monitor*, le 19 février 2018, le ministère des Affaires étrangères a envoyé des listes de ressortissants turcs enregistrées sur deux CD au bureau du procureur général d'Ankara, à la police nationale et à l'agence de renseignement MIT, via un document officiel pour lancer de nouvelles poursuites administratives ou judiciaires. Les CD classifiés contenaient des informations sur 4 386 personnes critiques d'Erdogan qui furent par la suite envoyées à l'Unité du crime organisé du département de la police d'Ankara.

En Turquie, plus d'un demi-million de personnes affiliées au mouvement Gülen ont fait l'objet d'une enquête pour des accusations similaires à la suite du coup d'État manqué. Sur la base de ces listes de profilage, des milliers des personnes ont été arrêtées, interrogées et parfois poursuivies en Turquie. Leurs biens ont été saisis et les membres de leur famille et leurs proches ont également fait l'objet de poursuites pénales.

Le 16 février 2020, le ministre des Affaires étrangères, Mevlüt Çavuşoğlu, a confirmé les opérations clandestines d'espionnage menées par des diplomates turcs sur sol étranger. Çavuşoğlu a déclaré que les diplomates turcs affectés aux ambassades et aux consulats ont été officiellement chargés par le gouvernement de mener de telles activités à l'étranger. « *Si vous regardez la définition du mot diplomate, c'est clair. La collecte de renseignements est le devoir des diplomates* », a déclaré Çavuşoğlu aux journalistes turcs le 16 février 2020 à l'issue de la conférence de Munich

sur la sécurité, en ajoutant que « *La collecte de renseignements et la collecte d'informations sont un fait* ».

Emre Oguz, journaliste turc, a déclaré à *Radio Suède* que « *les imams (qui sont payés par la présidence des affaires religieuses – Diyanet) doivent rendre compte des personnes qui se rendent à la mosquée. Je le sais. J'ai parlé aux imams avant la tentative de coup d'État. C'était une tâche spéciale pour eux. Les imams qui ne veulent pas signaler sont eux-mêmes dénoncés. Alors maintenant, tous les imams suivent les directives de la Turquie.* »

En avril 2017, les autorités belges ont annulé la « licence » de la mosquée turque Fatih dirigée par le Diyanet, la deuxième plus grande mosquée de Belgique. Selon des informations, le ministre flamand, Liesbeth Homans, a pris des mesures après avoir déclaré sur Twitter que « *la mosquée parrainée par la Turquie est un nid d'espions* ».

Les autorités belges ont précisé que « *l'imam de la mosquée Fatih aurait été impliqué dans l'espionnage des Kurdes et des Turcs et des partisans du mouvement Hizmet et l'imam aurait été lié aux services de renseignement turc* ». Après cet incident, les autorités belges ont rejeté les demandes de visa de douze imams turcs qui auraient été affectés à travailler dans les mosquées du Diyanet en Belgique.

Aux Pays-Bas, Yusuf Acar, président de la mosquée turque contrôlée par le Diyanet et attaché à La Haye aux affaires religieuses du gouvernement turc, a été accusé d'espionnage pour le compte de la Turquie. Acar aurait recueilli les noms de personnes associées au mouvement Gülen et les aurait transmis à la Turquie.

Acar, dans sa déclaration à un journal, a affirmé que « *en tant qu'attaché, j'ai recueilli des informations que tout le monde peut trouver sur Internet* ». En outre, Acar aurait interdit aux personnes considérées comme membres des organisations de Gülen d'entrer dans les mosquées du Diyanet en affichant des listes de noms sur les portes des mosquées.

En plus, le député du Parti chrétien-démocrate (CDA), Pieter Heerma, a appelé à une action contre Acar le qualifiant de « *bras long de la Turquie* » et a demandé son expulsion. Après l'éclatement du scandale des « imams espions » aux Pays-Bas, le ministère néerlandais des Affaires étrangères

avait déclaré Acar *persona non grata* et le ministre Koenders avait demandé à Acar de quitter immédiatement les Pays-Bas.

La Turquie, dans un effort pour ne pas aggraver la situation, a rapidement rapatrié Acar. En décembre 2016, aux Pays-Bas, le bureau de vote d'une mosquée du Diyanet à Amsterdam a été accusé de faire pression sur les Turcs votant à l'étranger aux élections turques. La municipalité d'Amsterdam a visité un bureau de vote dans une mosquée turque de la capitale néerlandaise après que la mosquée ait été accusée de faire pression sur les électeurs. Selon les autorités néerlandaises, « *les bureaux de vote doivent être politiquement neutres pour que les décisions des électeurs ne soient pas influencées* ».

En Autriche, où vivent six cent mille personnes d'origine turque, l'organisation officielle du Diyanet, ATIB (Fondation islamique Autriche-Turquie), a été accusée d'espionnage par de nombreux documents secrets de presque toutes les ambassades européennes qui ont été divulgués à Peter Pilz, un politicien du Parti vert autrichien. Pilz a déclaré que les membres de l'ATIB travailleraient « *avec le MIT en recueillant des renseignements et en signalant les Turcs suspects vivant à l'étranger* ».

Selon ce rapport, les associations de mosquées en Autriche sont directement financées par le gouvernement turc et les imams, établissements d'enseignement et enseignants sont sous l'influence d'Ankara. Pilz a également ajouté que « *la société religieuse islamique en Autriche (IGGÖ) serait sous le contrôle direct de l'AKP* ».

Le gouvernement autrichien a ordonné un audit de l'association « culturelle » ATIB sur la base de ces allégations. Selon Pilz, les documents qu'il a acquis indiquent qu'Erdogan utilise le Diyanet et des imams affiliés dans trente États différents. Il a déclaré qu'il « *présentera les documents secrets dans toute l'Europe et qu'Erdogan aura à traiter avec trente États en même temps.* »

En mars 2017, la Bulgarie a expulsé un fonctionnaire consulaire turc associé au Diyanet, affirmant qu'« *il constituait une menace pour la sécurité nationale ; alors que son poste concernait les services sociaux, il serait intervenu dans les affaires religieuses* ». En Norvège, Yusuf Yüksel, le secrétaire général de l'Union Oslobased Den Tyrkisk Islamske (Union

islamique turque) affiliée au gouvernement turc et à la présidence des affaires religieuses (Diyanet) aurait été impliqué dans des activités illégales de profilage de personnes d'origine turque sans méfiance à travers toute la Norvège.

Le 31 juillet 2016, Yüksel a partagé un message sur Facebook avec le groupe des « norsktyrkere » (Turcs Norvégiens) demandant aux membres du groupe d'espionner les membres du mouvement Hizmet. Il leur a demandé « *de l'informer sur les terroristes FETO que vous connaissez* ». À la suite de ces messages et du harcèlement des attachés du Diyanet et des imams en Norvège, les passeports turcs de certains Turcs vivant en Norvège ont été révoqués par le gouvernement turc parce que leurs noms avaient été communiqués aux autorités turques.

En Roumanie, à la suite de la tentative de coup d'État de juillet 2016, Osman Kilic, le conseiller aux affaires religieuses de l'ambassade de Turquie à Bucarest, a été invité à « cartographier » le réseau Gülen dans ce pays. Kilic a envoyé son rapport à ses supérieurs du Diyanet à Ankara le 27 septembre 2016. Le rapport incluait l'ampleur des activités du mouvement Gülen en Roumanie, y compris une liste de 11 écoles, jardins d'enfants et une université faisant partie des institutions éducatives Lumina, actives en Roumanie depuis 1994.

Le 28 juin 2017, le président de l'époque du Diyanet, Mehmet Gormez, lors d'une réunion officielle en Bosnie-Herzégovine avec le grand mufti de Bosnie-Herzégovine, Husein Kavazovic, a recommandé aux musulmans bosniaques d'identifier les partisans du mouvement Gülen dans ce pays et a appelé « *les musulmans du monde entier à se protéger eux-mêmes et leurs enfants des structures* » du mouvement Gülen.

À Perth, en Australie, en avril 2017, Suleyman Arslan, l'imam turc et membre du conseil d'administration de la mosquée Süleymaniye, financée par le Diyanet, a demandé à sa congrégation et aux fidèles qui priaient dans sa mosquée d'espionner le mouvement Gülen. Arslan a été vu et entendu dans une vidéo prise à la mosquée Süleymaniye demandant aux fidèles de rapporter aux consulats turcs « toutes sortes d'informations » concernant les activités des partisans de Gülen en Australie.

« Wanted » par le MIT

Emrullah (Emre) Uslu

Emre Uslu, né à Kahramanmaraş en 1974, est diplômé de l'Académie de police et a été commissaire adjoint. Il fut ensuite promu au rang de commissaire et commença à travailler au département de lutte contre le terrorisme. Il fit également des demandes de bourses à plusieurs universités des États-Unis. Recevant une réponse positive de l'université de l'Utah, Uslu reçut un « permis » spécial de la direction générale de la sécurité pour faire des études à l'étranger.

En 2001, Uslu qui étudiait toujours aux États-Unis, malgré l'expiration de la durée de sa bourse, n'est pas retourné en Turquie. En 2005, le *Washington Near East Studies Institute* commença à payer Uslu pour la rédaction d'articles sur la Turquie et le Moyen-Orient. Un membre de la CIA à la retraite qui résidait dans l'Utah a corrigé les articles d'Emre Uslu, dont la connaissance de l'anglais n'était pas suffisante. Après avoir travaillé comme chroniqueur pour *The New Anatolian Newspaper* pendant un certain temps, il écrivit dans le journal turc *Taraf*. Depuis le 28 octobre 2015, il est inscrit sur la « *liste des terroristes les plus recherchés* » par le ministère de l'Intérieur turc et anime une chaîne d'informations contre Erdogan sur le réseau twitter.

Önder Aytaç

Après avoir obtenu son diplôme de la faculté de droit de l'université d'Ankara, il a terminé son doctorat à la faculté des sciences politiques de l'université de Hull au Royaume-Uni. Il a été vice-doyen de l'académie de la police turque et chargé de cours.

Pendant quatre ans, il a été professeur à l'université de Gazi en Turquie et il est devenu conseiller au ministère de la Culture et du Tourisme. Il a publié six livres et environ cent articles. Après avoir travaillé comme chroniqueur dans le journal *The New Anatolian*, il a, pendant un certain temps, écrit des articles chez *Apoletika* avec Emre Uslu.

Önder Aytaç, qui avait été détenu au motif qu'il n'était pas venu au procès après avoir « insulté » le président Erdogan, a fui Istanbul le 17 novembre 2014. En décembre 2016, il s'est rendu en Égypte depuis le Nigéria afin de monter à bord d'un avion à destination des États-Unis, mais il a été arrêté par la police égyptienne à l'aéroport du Caire. Cependant au lieu de retourner en Turquie, Aytaç a été renvoyé au Nigéria où il vit toujours en exil.

Ekrem Dumanli

Ekrem Dumanlı est né à Yozgat en 1964. À l'âge de 16 ans, il a été arrêté pendant le coup d'État militaire (12 septembre 1980) et il a passé un an en prison jusqu'à son procès. Ensuite, il a été libéré puis acquitté. Dumanli est diplômé du département de langue et littérature turques de l'université d'Istanbul. Il a travaillé un certain temps comme professeur de littérature turque à Istanbul. En 1993, il travaillait comme reporter au service de la culture et des arts du journal *Zaman*.

Après avoir obtenu une maîtrise en médias de l'Emerson College aux États-Unis, il est retourné en Turquie le 11 juin 2001, puis il est devenu rédacteur en chef du journal *Zaman*. Il a également enseigné à l'université Fatih pendant un certain temps. Ekrem Dumanlı a été arrêté le 14 décembre 2014 et déféré à la direction de l'antiterrorisme de la police d'Istanbul. Libéré par le tribunal, il a été placé sous contrôle judiciaire avec interdiction de partir à l'étranger.

Le 5 octobre 2015, il démissionna du poste du rédacteur en chef du journal *Zaman* et quitta la Turquie via la Biélorussie en tant que réfugié politique. Dumanli s'est rendu à l'étranger depuis Édirne en traversant la rivière frontalière avec la Grèce. Selon la presse turque, les personnes qui partent à l'étranger fuient avec l'aide de leurs proches pour lesquels il n'existe pas de mandat d'arrestation ou qui ne sont pas liés à l'organisation. L'argent et le matériel numérique sont transportés par ces proches.

Adil Öksüz

Adil Öksüz, alias « l'imam de l'armée de l'air » est l'un des principaux acteurs du coup d'État du 15 juillet 2016. Il fait partie des noms éminents du cercle de Gülen. Il a été capturé dans la base aérienne d'Akıncı, où le chef d'état-major et les commandants des forces ont été pris en otage dans la nuit du 15 juillet 2016. Il a été envoyé au bureau du procureur sous le prétexte qu'il n'était pas autorisé à entrer dans la base aérienne.

Adil Öksüz était membre de la faculté de théologie de l'université de Sakarya. Diplômé de la faculté de théologie de l'université d'Ankara en 1991, Adil Öksüz a obtenu sa maîtrise en sciences fondamentales islamiques de l'université de Sakarya en 1996. Il a terminé son doctorat dans le même département de cette université en 2003.

Adil Öksüz a travaillé en étroite collaboration avec Mustafa Özcan, qui faisait partie du premier cercle intime de Fethullah Gülen. Il a reçu tous les ordres concernant les activités militaires de l'organisation Gülen par l'intermédiaire de Mustafa Özcan. Après que « l'imam de l'armée » Hamidullah Öztürk se soit enfui au Brésil, Öksüz a rapidement pris sa place.

Une personne qui, selon l'acte d'accusation, a témoigné qu'Adil Öksüz était à la base aérienne d'Akıncı, était le colonel Uğur Kaplan, qui était le pilote qui a emmené le chef d'état-major Hulusi Akar et le lieutenant-général Saban Gear au Çankaya Köşkü (palais présidentiel).

La justification d'Adil Öksüz pour justifier sa présence à l'intérieur de la base aérienne est assez ridicule : « *Mon oncle a dit qu'il y avait des terres rares dans cette région et qu'elles rapporteraient beaucoup d'argent à l'avenir. Je suis venu à Ankara de Sakarya le soir du 14 juillet. J'ai été arrêté alors que j'examinais le terrain, je n'ai rien à voir avec le coup d'État. Je travaille comme conférencier à la faculté de théologie de l'université Sakarya.*

Mon oncle avait une maison là, et j'y suis resté. Le 15 juillet, j'ai pris un taxi d'Ankara vers 9 h-10 h 00. Je suis venu en taxi. J'ai examiné le champ là-bas. Je lui ai dit de me laisser près de l'entrée du village pour pouvoir examiner le terrain que je voulais acheter. Et le chauffeur de taxi est parti. Les gendarmes m'ont emmené du terrain sur cette route. Je ne connais aucun officier à la base d'Akıncı. Je ne suis jamais entré dans la base. Je ne

sais pas ce qu'est une base militaire. Je cherchais des champs dans la zone près de la base ».

Il est extrêmement improbable qu'Adil Öksüz, supposé être un chef d'organisation, ait été autorisé à fuir lorsque 168 généraux et 6810 officiers subalternes des forces armées ont été arrêtés. Compte tenu de la gravité des accusations, le fait qu'Öksüz ait été libéré deux fois par des juges va à l'encontre du bon sens et défie la logique lorsque des milliers de personnes ont été arrêtées.

Après la libération d'Öksüz par le premier tribunal, le parquet s'est opposé à cette décision, mais l'objection a été rejetée par un autre juge. Les deux juges qui ont ordonné sa libération travaillaient pour les tribunaux pénaux de paix, un projet spécial d'Erdoğan, mis en place par le gouvernement en 2014. Par la suite, les deux procureurs furent poursuivis pour appartenance au réseau Gülen.

Abdullah Bozkurt

Le 25 septembre 2020, le journaliste turc Abdullah Bozkurt a été agressé par trois hommes près de son domicile à Stockholm. Selon Bozkurt « *Quelques minutes après être sorti de chez moi, l'un des trois hommes s'est approché de moi et m'a renversé de façon inattendue. Alors que je tombais sur l'asphalte, ils m'ont frappé au visage et à la tête* », ajoutant que les auteurs se sont ensuite enfuis.

La police suédoise a été appelée pour enquêter sur l'incident tandis que les ambulanciers arrivaient au domicile du journaliste qui a ensuite été invité à se rendre aux urgences qui se trouvaient à proximité pour un contrôle plus approfondi. Bozkurt a été blessé au visage, à la tête, aux bras et aux jambes à la suite de l'attaque violente survenue au milieu de la journée près d'un parking à côté de son domicile dans la banlieue de Spånga à Stockholm.

Le journaliste a déclaré ne pas connaître les agresseurs, et ne pas connaître le motif de leur acte de violence. Mais il a dit qu'il soupçonnait que cela pourrait avoir été lié à ses rapports d'enquêtes sur des personnalités puissantes et de haut rang en Turquie qui ont le bras si long qu'ils peuvent atteindre la Suède. « *Espérons que l'enquête révélera des faits sur le motif*

de cette violente attaque », a souligné Bozkurt. Le journaliste vit en Suède sous la protection des autorités suédoises avec le régime de l'asile politique depuis 2016.

Les cadres gülenistes arrêtés

Kemal Batmaz

Dans l'acte d'accusation, le procureur général d'Ankara affirme que Kemal Batmaz a dirigé le coup d'État depuis la base aérienne d'Akıncı avec Adil Öksüz. Il y est également confirmé que Batmaz et Öksüz avaient fait ensemble un voyage aux États-Unis et que des photos prises à l'aéroport ont été présentées comme preuves.

Batmaz, d'autre part, a déclaré qu'il voyageait fréquemment aux États-Unis et que ce n'était qu'une coïncidence s'ils marchaient l'un derrière l'autre à l'aéroport ou qu'ils se parlaient dans la file d'attente, comme le montrent les photos et vidéos de surveillance. Batmaz a nié avoir une quelconque affiliation avec Gülen et a déclaré ne pas connaître Adil Öksüz.

Selon un document officiel américain du 1er janvier 2016, Kemal Batmaz a logé dans la résidence de Fethullah Gülen, aux États-Unis, six mois et demi avant la tentative de coup d'État du 15 juillet. Batmaz avait déclaré aux responsables américains l'interrogeant à l'aéroport de Newark dans le New Jersey aux États-Unis qu'il « allait *rester chez l'Imam Fethullah Gülen en Pennsylvanie* » lors de sa visite dans le pays. Après que ses fréquentes visites dans le pays aient éveillé les soupçons des agents des douanes et des gardes-frontières du département de la sécurité intérieure au contrôle des passeports, un responsable a emmené Batmaz pour un entretien détaillé afin de mettre au clair les motifs de ses voyages aux États-Unis.

Batmaz, après le Coup d'État, affirma ne pas connaître Fethullah Gülen. En fait Batmaz a déclaré au bureau du procureur le 18 octobre 2016 qu'il ne connaissait pas personnellement Gülen, mais qu'il le connaissait par les médias. « *J'ai commencé à voir le mouvement de Fethullah Gülen comme une organisation (terroriste) fin 2014 et début 2015… C'est pourquoi*

Fethullah Gülen est le chef d'une organisation terroriste, et un terroriste », avait-il déclaré.

Nurettin Oruç

Un autre civil qui aurait été présent dans la base aérienne d'Akıncı la nuit du coup d'État était Nurettin Oruç qui a déclaré ne pas connaître Adil Öksüz, Kemal Batmaz, Harun Biniş ou Hakan Çiçek. Il a affirmé qu'il s'était rendu dans les villages proches de la base aérienne d'Akıncı pour tourner un documentaire sur l'élevage.

Il a dit qu'il était allé dans un village du district de Kazan près de la base aérienne d'Akıncı le matin du 16 juillet vers 8 h pour le documentaire et qu'il y avait été arrêté. « *C'est une coïncidence si j'étais en voyage aux États-Unis le 31 décembre 2015 avec Batmaz et Çiçek. »* Déclarant qu'il était allé aux États-Unis pour un festival de cinéma, Oruç a déclaré qu'il connaissait Fethullah Gülen par les médias, qu'il ne l'avait jamais rencontré et qu'il n'avait aucun lien avec son mouvement.

Hasan Balcı

Il était le chef de département du centre Atatürk pour la recherche sur la langue et l'histoire. Balci aurait été aussi au 143e escadron de la base aérienne d'Akıncı la nuit du coup d'État. Il a été allégué qu'il était la personne filmée dans le couloir à 3 h au 143e escadron. Balcı, en revanche, aurait déclaré : « *Je n'accepte pas l'accusation d'avoir été à la base aérienne d'Akıncı le soir du coup d'État. Je ne connais pas Adil Öksüz, Hasan Çiçek ou Nurettin Oruc. Je connais Kemal Batmaz depuis l'époque où je travaillais au sein du Kaynak Holding. J'ai rencontré Kemal Batmaz pour trouver des terres et des champs après la nuit du coup d'État.* »

Balcı a été arrêté trois mois après la tentative de coup d'État et accusé d'avoir eu des conversations téléphoniques avec Adil Öksüz quand ce dernier était en détention. Selon l'acte d'accusation, le fils cadet de Hasan Balcı, Halil Burak Balcı, était sergent dans l'équipe MAK (recherche et sauvetage de combat) à Konya et il s'était rendu à Istanbul le 15 juillet pour participer à l'enlèvement de commandants anti-coup d'État.

Chapitre 4

Le MIT et les pasdarans

Relations difficiles

Le départ du shah Reza Pahlavi en 1979, suivi du retour de l'ayatollah Ruhollah Khomeini, provoqua des sentiments mitigés en Turquie. Beaucoup considéraient ces développements comme une réaction à la répression et aux violations des droits de l'homme perpétrées par le shah.

Cependant, une fois que la nature théocratique du régime est devenue évidente et que l'Iran s'est éloigné de l'Occident, des inquiétudes en Turquie laïque ont émergé au sujet de l'Iran, exaspérant à la fois l'islamisme et le nationalisme kurde. La révolution s'est produite dans un contexte de mauvaises relations entre l'Iran du shah et la Turquie.

La politique de la Turquie d'accueillir des dissidents iraniens, y compris l'ayatollah Khomeiny pendant son premier exil, et le soutien actif du shah au séparatisme kurde en Irak au début des années 1970, aggravèrent particulièrement les relations bilatérales. Pour cette raison, la Turquie se souciait peu au départ de la révolution iranienne et son caractère antiaméricain était très populaire parmi le peuple turc.

Le gouvernement turc de gauche dirigé par Bülent Ecevit à l'époque salua le retrait de l'Iran de l'organisation CENTO et chercha à élargir les relations économiques avec Téhéran. Ecevit envoya son ministre des Affaires étrangères en visite officielle en juin 1979. Mais le changement de gouvernement en Turquie, aggravé par le choc de la crise des otages à Téhéran et du coup d'État militaire à Ankara (septembre 1980), avait créé un climat très différent.

Les généraux considéraient le régime théocratique de l'Iran comme une menace pour la laïcité turque et la sécurité nationale, tandis que Téhéran considérait la Turquie comme le « serviteur du diable » aspirant à saper la révolution. Des menaces réciproques et une profonde méfiance ont persisté

au cours des années 1990. L'étroite coopération israélo-turque (à partir de 1996), en particulier dans le domaine militaire, provoqua des inquiétudes en Iran, tout comme des inquiétudes également concernant le nationalisme turc en tant que source d'agitation au sein de sa minorité azérie.

Des actes symboliques – comme le refus des responsables iraniens de visiter le mausolée de Mustafa Kemal Atatürk, le fondateur de la république laïque turque, et de mettre en berne le drapeau de leur ambassade le jour de l'anniversaire de sa mort – provoquèrent un profond ressentiment des autorités turques. Ankara accusait également fréquemment Téhéran de soutenir activement les groupes islamistes radicaux en Turquie et d'être lié à l'assassinat d'éminents intellectuels laïques.

En 1997, la participation de l'ambassadeur iranien à un événement islamiste près d'Ankara a déclenché le coup d'État « postmoderne » de l'armée turque, forçant la dissolution de la coalition gouvernementale d'alors, qui comprenait le parti politique islamiste Refah, dirigé par Necmettin Erbakan.

L'AKP

Avec l'ascension au pouvoir du Parti AKP en 2002, l'animosité idéologique entre les deux pays a progressivement diminué. Au lieu de cela, la rivalité sur les influences régionales est apparue comme la principale ligne de fracture. Leur antagonisme s'est amplifié avec l'Irak post-Saddam où Téhéran avait réussi à faire progresser des dirigeants chiites profondément engagés dans la consolidation de leur autorité. Cette stratégie iranienne fut appliquée aux dépens des politiciens promulgués par la Turquie qui étaient prêts à poursuivre la réconciliation entre les deux communautés, sunnite et chiite.

Le printemps arabe intensifia encore la rivalité turco-iranienne. Au départ, le bouleversement semblait avantager la Turquie, qui jouissait d'une influence considérable dans un Moyen-Orient en mutation. Cependant, une fois que le vent eut tourné et que les partisans de la réforme commençaient à reculer, l'avancée de la Turquie s'est érodée et le pouvoir d'influence s'est déplacé en faveur de l'Iran, en particulier en Syrie. Le conflit syrien a fait

de l’Iran et de la Turquie des puissances sectaires sans ambiguïté, chacune aspirant à défendre ses intérêts respectifs en armant, en aidant et en défendant respectivement les communautés chiites et sunnites de la région.

Les business des pasdarans

En 1979, l'ayatollah Khomeini a créé les pasdarans (les Gardiens de la Révolution) et a étendu le pouvoir de cette organisation dans les domaines politique et économique. De la chirurgie oculaire au laser et, du génie civil à la fabrication automobile et à l'immobilier, les pasdarans ont étendu leur influence à pratiquement tous les secteurs du marché iranien.

Leurs activités commerciales reflètent la nature multisectorielle de cette institution militaire. Les racines de l'entrée des pasdarans dans le domaine économique se trouvent dans le sillage de la guerre Iran-Irak, lorsque le guide suprême Khamenei a institué un système de classement officiel. L'introduction d'une véritable hiérarchie militaire a provoqué le processus d'inculcation de la notion des avantages indirects, des privilèges et du statut de la haute direction des pasdarans.

La motivation du profit est devenue encore plus prononcée au cours de la période 1992-1993, lorsque le président Rafsandjani, averti en affaires, a lancé l'idée d'impliquer les organisations gouvernementales dans les transactions commerciales afin de générer des revenus indépendants.

À la fin des années 1990, le processus d'expansion économique avait véritablement commencé, et s'est accéléré encore plus pendant la présidence d'Ahmadinejad. Ce dernier a favorisé les pasdarans en leur offrant de nombreux contrats lucratifs sans appel d'offres, en particulier dans les domaines du pétrole et du gaz naturel, de l'extraction minière et des hydrocarbures, de la construction d'oléo et gazoducs et du développement des infrastructures à grande échelle.

Le corps des Gardiens de la Révolution prit le contrôle de plusieurs usines confisquées et instaura le *quartier général de l'autosuffisance* et le *quartier général de la reconstruction*. Ces deux organismes ont monté plusieurs

sociétés actives dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie, des mines, des transports, de la construction de routes, de l'importation et de l'exportation.

En 1990, le quartier général de la reconstruction, également connu sous le nom de Khatam al-Anbia, a créé plusieurs sociétés actives dans différents secteurs. Khatam al-Anbia est depuis devenu l'un des plus grands entrepreneurs iraniens dans le domaine des projets industriels et de développement. Aujourd'hui il est considéré comme le principal foyer d'ingénierie des pasdarans.

Les activités militaires des pasdarans et les activités de construction de Khatam al-Anbia sont maintenues « complètement séparées ». Seulement dix pour cent de la main-d'œuvre de Khatam al-Anbia provient des rangs des pasdarans, et le reste se compose de sous-traitants. Le rôle des pasdarans dans la stimulation du développement économique rural par le biais de projets de travaux publics leur offre une occasion claire de construire une base de soutien populaire rural qui peut contrebalancer toute opposition des classes plus urbaines et entrepreneuriales.

En tant qu'organisation économique, plus intéressée par le monopole que par la concurrence ouverte, les pasdarans souhaitent maintenir l'économie iranienne fermée et sous leur contrôle strict. Dans ce cas, les sanctions américaines et internationales ne peuvent pas affaiblir les Gardiens, mais plutôt renforcer leur capacité économique formelle et illicite. De toute évidence, le manque de transparence financière dans le fonctionnement économique interne de l'Iran renforce et soutient les nombreuses activités illicites des pasdarans, ainsi que son contrôle sur une économie parallèle.

Le contrôle par les pasdarans de l'économie parallèle de l'Iran, des réseaux de contrebande illicites, des pots-de-vin, des contrats sans appel d'offres et de l'accumulation de richesses par ses hauts fonctionnaires reste largement invisible pour la population iranienne. Il y a des allégations selon lesquelles les pasdarans facilitent le transfert d'alcool, de cigarettes et d'antennes paraboliques à travers la frontière Iran-Irak qu'ils contrôlent.

Fondations

Les fondations (bonyads) sous la République islamique sont une continuation des réseaux économiques informels et extralégaux du règne du shah. La fondation Pahlavi sous le shah était le prédécesseur direct des bonyads islamiques. Deux bonyads importants, qui ne sont pas directement contrôlés par les pasdarans, mais qui sont indirectement influencés par ceux-ci, sont le *Bonyad Mostazafan* (Fondation des opprimés) et le *Bonyad Shahid va Omur-e Janbazan* (Fondation des martyrs et des anciens combattants).

La fondation Mostazafan

Après le renversement du shah, les actifs de la fondation Pahlavi ont été repris par la fondation Mostazafan nouvellement créée. Le Bonyad Mostazafan est la plus grande fondation d'Iran et il est également bien intégré à l'économie iranienne. Il fonctionne officiellement comme une organisation non gouvernementale, bien qu'il soit directement supervisé par le guide suprême, qui nomme son directeur.

La fondation Mostazafan consacre 50 % de ses bénéfices à l'aide aux nécessiteux sous forme de prêts à faible taux d'intérêt ou de pensions mensuelles, tandis qu'il investit les 50 % restants dans ses différentes filiales. Elle possède et exploite environ 350 filiales et sociétés affiliées dans de nombreux secteurs, notamment l'agriculture, l'industrie, les transports et le tourisme. La plus grande filiale de la fondation Mostazafan est l'organisation des industries agricoles et alimentaires (AFIO), qui possède plus de 115 sociétés.

Certains des travaux contractuels de la fondation comprennent également de grands projets d'ingénierie, tels que la construction du terminal 1 de l'aéroport international Imam Khomeini. La fondation Mostazafan a également une histoire de sollicitation de contrats à l'étranger. Elle entretient actuellement des relations économiques avec des pays du Moyen-Orient, d'Europe, d'Afrique et d'Asie du Sud, ainsi qu'avec la Russie et d'autres anciens États de l'Union soviétique.

Les filiales de Mostazafan ont signé des contrats à la fin des années 1990 pour construire un système ferroviaire urbain et pour gérer un projet d'élevage en Libye. La General Mechanic Civil and Housing Organization,

une autre filiale de Mostazafan, a commencé à travailler en 2004 sur un contrat de 30 millions de dollars, d'une durée de 36 mois, pour la construction d'une route de 37 km dans les montagnes Hajar, aux Émirats arabes unis.

La route a été l'une des multiples phases de la construction de la station touristique de montagne du Jebel Jais. Selon certains rapports, Mostazafan a facilité le développement d'organisations, telles que la fondation Nur, qui aurait été créée en 1999 pour importer du sucre, des matériaux de construction et des produits pharmaceutiques.

La fondation Shahid

La fondation Shahid maintient un lien fort avec les pasdarans. Elle accorde des prêts immobiliers à des milliers de Basijis et aux familles des martyrs. Elle est également impliquée dans de nombreuses entreprises économiques, y compris la participation à une coentreprise avec l'organisation de développement industriel et de rénovation.

Salam Tawhid

Le régime iranien actuel adhère à une politique de défense avancée, ce qui signifie que l'Iran protégera le pays en commençant par l'extérieur de ses frontières, si nécessaire en exportant le terrorisme, en se mêlant des affaires intérieures des pays voisins et en formant des franchises des forces Al Quds. La Turquie est l'un des pays où les pasdarans ont une forte influence. Depuis la création d'un groupe contrôlé par la Force Al Quds en Turquie connu sous le nom de Salam Tawhid, les Gardiens de la Révolution ont étendu leur influence en Turquie.

La Force Al Quds a divisé ses opérations dans le monde en huit régions :

– Les pays occidentaux (y compris l'Europe et l'Amérique du Nord).

– L'ancienne Union soviétique.

– L'Irak.

– Afghanistan/Pakistan/Inde.

– Israël/Liban/Jordanie/Syrie.

– La Turquie.

– L'Afrique du Nord.

– La Péninsule arabique.

Seuls la Turquie et l'Irak sont ciblés en tant que pays plutôt qu'en tant que groupe de pays. Aujourd'hui, il ne serait pas faux de conclure que les pasdarans sont plus actifs et influents dans la bureaucratie et l'arène politique turques qu'ils ne l'étaient auparavant. Les preuves comprennent des enquêtes policières qui ont été menées jusqu'à la fin de 2013. Certains des suspects de ces enquêtes occupent toujours des postes élevés dans le

gouvernement turc et sont responsables de la mise en prison de tous les enquêteurs et de l'intimidation d'autres personnes qui pourraient envisager d'ouvrir une enquête visant les pasdarans en Turquie.

Les activités du Salam Tawhid en Turquie couvrent deux périodes :

a) 1990-2000

La première période a été marquée par la violence, l'assassinat d'universitaires et de journalistes laïques (Ugur Mumcu, Bahriye Ucok, Muammer Aksoy et Ahmet Taner Kislali) et une influence accrue de l'Iran sur le gouvernement turc. Les documents judiciaires montrent que le but du Salam Tawhid était d'établir un nouveau régime similaire à celui basé sur le clergé chiite en Iran et de créer des divisions sectaires en Turquie. Les membres du groupe se sont fréquemment rendus en Iran pour recevoir des directives et une formation militaire.

b) de 2011 à nos jours

Une nouvelle période d'activité du Salam Tawhid en Turquie est apparue en 2011 lorsqu'une informatrice s'est plainte à la police du fait que son mari, Huseyin Avni Yazicioglu, était lié à des agents des services de renseignement iraniens. L'informatrice a déclaré que son mari espionnait pour le compte de l'Iran et qu'il avait organisé des activités visant à répandre l'influence du chiisme en Turquie.

Yazicioglu avait déjà été condamné pour ses activités anti-laïques et était membre du groupe Salam Tawhid chargé de mener des activités clandestines. Le témoignage de l'informatrice a incité le procureur d'Istanbul à ouvrir une enquête en 2011. L'enquête a révélé un groupe énorme composé de 241 suspects, dont 56 étaient des Iraniens.

Le groupe était sous le commandement d'une petite cellule de la Force Al Quds. Deux de ses membres étaient Hakki Selcuk Sanli, le fondateur du groupe, et Faruk Koca, ancien député du Parti AKP. Les deux hommes avaient reçu une formation sur le renseignement et la religion en Iran. Koca avait également travaillé avec Yazicioglu dans une organisation à but non lucratif dans les années 1990.

Après que Koca ait été élu député de l'AKP au parlement turc, la cellule de la Force Al Quds a eu l'opportunité d'être plus proche du Président Erdogan. Koca était également propriétaire de la maison qu'Erdogan avait louée pendant ses premières années en tant que Premier ministre du pays – la même maison dans laquelle la police avait trouvé un dispositif d'écoute.

Un autre membre de la cellule était Ali Akbar Mir Vekili, un général de la Force Al Quds, chargé des activités de la Force Al Quds en Turquie. Mir Vekili avait des liens très étroits avec Hakan Fidan, l'actuel chef du renseignement turc.

Le site d'investigation *Nordic Monitor* révèle que selon l'enquête policière, il y avait des indices prouvant que Hakan Fidan a agi comme s'il était membre de la cellule et avait des liens avec les membres des pasdarans depuis son plus jeune âge. Les rumeurs disent que Fidan est chiite et a été impliqué dans des groupes d'étude religieuse à Ankara au cours de sa carrière militaire dans les années 1990.

Selon l'acte d'accusation de la police, Sanli et Koca étaient chargés de relier Mir Vekili et Hakan Fidan. Les membres de la cellule se réunissaient clandestinement au café S'LO d'Ankara, une entreprise appartenant à Koca. Les quatre hommes opéraient clandestinement et utilisaient des noms de code lors de conversations téléphoniques.

Alors que Koca utilisait « Furkan » comme nom de code, Fidan utilisait le nom « Emin/Metin » et Mir Vekili utilisait le pseudonyme « Hamit/Huseyin ». Mir Vekili rencontrait clandestinement les autres membres de la cellule après la réunion du café S'LO et communiquait avec eux par téléphone public.

Selon l'enquête policière, les membres de la cellule faisaient attention à ne pas être suivis par la police. L'un des membres du groupe qui a rencontré un autre général de la Force Al Quds, Naser Ghafari, a changé huit fois de bus et d'arrêt de bus pour fournir au général un dossier clandestin.

Dans un autre cas, des membres turcs du Salam Tawhid ont tenté d'observer et de préparer des rapports sur les consulats américain et israélien ainsi que sur le centre de recherches nucléaires à Istanbul.

En 2011, des agents du Salam Tawhid ont ciblé le consulat d'Israël à Istanbul. Ils ont placé une bombe sur un vélo et l'ont fait exploser à un endroit très proche du consulat israélien. Un civil a été tué et huit autres blessés. L'enquête policière a vérifié l'implication de militants liés au Salam Tawhid. L'un des suspects, Abdulhamit Celik, avait reçu une formation militaire en Iran dans les années 90 et avait fourni les explosifs au militant iranien Rizazade Metin.

La police a pris une photo de Celik alors qu'il rencontrait Sanli et Mir Vekili. Celik et Sanli avaient des casiers judiciaires identiques en Turquie à la date de leur arrestation en 1996 pour le meurtre de deux opposants au régime iranien. Les deux hommes ont été libérés de prison en 2004 quand Erdogan leur a accordé l'amnistie.

Les enquêteurs turcs ont découvert que ses membres utilisaient un système de blanchiment d'argent hawala (un système de transfert de fonds alternatif qui contourne les institutions financières traditionnelles) pour financer les activités du groupe. Plusieurs bureaux de change à Istanbul étaient liés à des bureaux de change iraniens qui servaient de canaux pour l'argent blanchi.

Selon *Nordic Monitor*, l'ingérence du gouvernement d'Erdogan comprenait des efforts pour dissimuler l'enquête du Salam Tawhid malgré une abondance de preuves solides contre le groupe. Lorsque des informations sur l'enquête ont été divulguées, le gouvernement a tenté de falsifier les faits et les preuves obtenues au cours de l'enquête. Erdogan et l'ancien ministre de la Justice Bekir Bozdag ont blâmé les policiers impliqués dans l'enquête qui a été archivée sans aucune explication en juillet 2014.

Les enquêtes sur les pasdarans et les suspects impliqués montrent clairement l'étendue de leur influence en Turquie. Les enquêtes policières, par exemple, ont révélé l'existence de cellules de la Force Al Quds qui se composaient de bureaucrates turcs, de journalistes et d'hommes politiques. Les responsables du gouvernement turc ayant des liens présumés avec les pasdarans n'ont pas été évincés de leurs fonctions et le gouvernement turc reste toujours réticent à enquêter sur les membres de la Force Al Quds et l'influence des Gardiens de la Révolution en Turquie.

Reza Zarrab

L’enquête de la police turque sur les opérations financières des pasdarans en Turquie a finalement conduit à l’enquête sur Reza Zarrab. Cet irano-turc, négociant en or, a joué un rôle central en aidant le gouvernement iranien à contourner les sanctions américaines visant à contrecarrer les ambitions nucléaires alléguées de l’Iran.

Né à Téhéran en 1983, Reza Zarrab a grandi et fait ses études au lycée à Istanbul, où sa famille avait déménagé alors qu’il était encore petit garçon. La famille a déménagé à nouveau en 1999, établissant leur domicile et activité commerciale à Dubaï. Zarrab est retourné en Turquie trois ans plus tard (en 2002) pour créer une succursale de l’entreprise familiale.

Environ une décennie plus tard, dans ses lettres à Ahmadinejad et au chef de la banque centrale iranienne, il a décrit l’entreprise familiale comme ayant « *un demi-siècle d’expérience en matière de monnaie de change* ». Le but était d’aider l’Iran à échapper aux sanctions économiques des États-Unis en livrant des liquidités provenant des ventes de pétrole.

En décembre 2011, Zarrab avait écrit à Ahmadinejad en réponse à l’appel de l’ayatollah Khamenei au « jihad économique » pour vaincre les sanctions internationales paralysantes. « *Le sage dirigeant de la révolution islamique d’Iran a annoncé que c’était l’année du Jihad économique. La famille Zarrab considère que c’est notre devoir national et moral de déclarer notre volonté de participer à tout type de coopération afin de mettre en œuvre des politiques monétaires anti-sanctions et de change* », lit-on dans une version de sa lettre adressée au chef de la banque centrale iranienne.

Adem Karahan

Adem Karahan a commencé à travailler pour Zarrab en tant qu'agent de sécurité en 2006 avant de rejoindre l'opération de blanchiment d'argent. En 2008, Adem Karahan a été recruté pour aider à canaliser des milliards de dollars, d'abord en portant des valises pleines d'or ou d'argent, puis en tant que mandataire pour les entreprises transférant de l'argent par virement bancaire. Karahan a transporté de l'or à Dubaï et de l'argent liquide dans un certain nombre de pays, dont l'Iran, la Russie et les Émirats arabes unis, de 2008 à 2013. Il a ouvert des sociétés-écrans en son nom propre à la demande de Zarrab pour les utiliser dans le blanchiment d'argent.

Le patron de l'opération, le turco-iranien Reza Zarrab, a assuré Karahan qu'il n'y avait rien à craindre des autorités turques parce que « *le gouvernement turc est dans le coup »,* se souvient Karahan dans une interview exclusive avec le site *Courthouse News Service (*publié en septembre 2020). Selon Karahan, Ahmadinejad était un bon ami du père de Zarrab.

Karahan faisait partie d'une équipe de 22 membres qui a transporté au moins 200 tonnes d'or. Les coursiers, répartis en deux groupes de travail en alternance, ont été payés « par sac » comme une incitation à transporter deux sacs contenant 20 à 30 kilogrammes d'or par jour. « *Nous transportions vingt valises pour dix personnes. Zarrab payant 500 $ par sac, il nous en revenait 1000 $. Nous lui téléphonions et recevions 1000 dollars* », a déclaré Karahan aux autorités turques.

En janvier 2013, Karahan contrôlait la livraison de 1,5 tonne d'or d'une valeur de 65 millions de dollars dont l'acheteur ultime était le milliardaire iranien Babak Zanjani. L'or a été envoyé par l'intermédiaire de Omanye Gold Mining, une société au Ghana. Mais l'avion qui le livrait a été détourné par le mauvais temps vers un autre aéroport et la cargaison a été saisie par des responsables turcs.

Corruption

L'opération montée par Zarrab a duré durant huit ans (2007-2015) et elle a rendu Zarrab fabuleusement riche avant ses trente ans. Karahan a dit aux

autorités turques que Zarrab facturait 8 % pour ses services. Selon les médias turcs, Karahan avait affirmé que « 4 % sont allés aux politiciens turcs et 4 % à Zarrab ».

En sollicitant l'aide des banques turques pour transférer de l'or à l'Iran à partir de 2013, cette affaire a éclaté en scandale de corruption le 17 décembre 2013, lorsqu'il a été révélé que le gouvernement d'Erdogan et des bureaucrates de haut niveau étaient impliqués dans cette opération.

Les enquêteurs avaient prouvé que Zarrab était le facilitateur et le blanchisseur d'argent, chargé de faire circuler la monnaie iranienne et d'ouvrir des comptes séquestres dans les banques d'État turques en échange de dons de millions de dollars en pots-de-vin aux ministres et bureaucrates turcs.

L'homme qui était chargé des opérations de la Force Al Quds en Turquie était le général Ali Akber Mir Vakili. Selon *Nordic Monitor,* dans une écoute téléphonique datée du 19 septembre 2013 qui a été enregistrée sur ordonnance d'un tribunal turc, Mir Vakili a été entendu parler du rôle de Zarrab avec Hakkı Selçuk Şanlı, un ressortissant turc qui était membre du Salam Tawhid.

Mir Vakili se plaignait au téléphone d'avoir subi des pertes à cause de l'or transféré par Zarrab de Turquie vers l'Iran lorsqu'il a converti l'or en monnaie courante. Il a décrit Zarrab comme « notre Reza », l'appelant par son prénom, et a décrit le schéma de transfert de l'or entre la Turquie et l'Iran par les Émirats arabes unis comme un « projet ».

Dans une autre écoute téléphonique datée du 18 juin 2013 et révélée aussi par *Nordic Monitor*, Mir Vakili a mentionné certains problèmes chez Halkbank. Il avait parlé de Zarrab et de ses relations avec Zafer Cağlayan, le ministre de l'Économie de l'époque qui avait aidé Zarrab à déplacer des fonds en faisant pression sur les fonctionnaires de Halkbank en échange de commissions sur chaque transfert d'argent.

Mir Vakili a expliqué qu'en plus de Zarrab, il y avait un autre Iranien qui vivait en Turquie et qui était impliqué dans le commerce du pétrole. Il a dit que cet Iranien était également très proche d'Erdogan. Le général a brièvement parlé de l'utilisation d'autres banques turques en plus de

Halkbank pour déplacer des fonds et a discuté avec Şanlı de la manière de corrompre les fonctionnaires turcs.

Selon *Nordic Monitor*, Şanlı raconte à quel point il a été soulagé lorsque Hakan Fidan a été nommé à la tête du MIT. Le dossier d'instruction contient des preuves accablantes montrant que Fidan, le proche confident d'Erdogan, a coopéré étroitement avec Mir Vakili. Erdogan a aussi personnellement rencontré Mir Vakili à plusieurs reprises alors que le général des pasdarans faisait l'objet d'une enquête criminelle pour terrorisme et espionnage par les procureurs turcs.

La première réunion documentée a eu lieu dans le bureau du Premier ministre au palais de Dolmabahçe le 24 novembre 2012. La réunion a été publiquement annoncée comme une réunion officielle entre Erdogan et le président du Parlement iranien en visite, Ali Larijani. Pourtant, Mir Vakili et Fidan ont également assisté à la réunion, et plus tard tous les deux ont également eu une deuxième réunion. Des images de la caméra de surveillance les montre dans le parking des bureaux d'Erdogan ont également été incluses dans le dossier d'enquête.

L'implication des pasdarans dans l'opération de blanchiment d'argent n'est pas surprenante, étant donné qu'en 2011 les Gardiens contrôlaient entre 25 % et 40 % de l'économie iranienne, marquant une nette augmentation par rapport aux 5 % qu'ils contrôlaient en 1989. En 2005, l'Ayatollah Khamenei a publié un décret pour transférer 80 % des entreprises publiques iraniennes sous le contrôle du chef suprême et des pasdarans.

Lorsque la police turque a arrêté Zarrab et les fils de deux ministres (du ministre de l'Économie Zafer Caglayan et du ministre de l'Intérieur Muammer Guler) le 17 décembre 2013, Erdogan a fait pression sur la justice. Les fils des ministres ont été libérés environ deux mois plus tard et le gouvernement a mis fin à l'affaire.

Cependant, lorsque Zarrab s'est rendu aux États-Unis en mars 2016, des agents du FBI l'ont arrêté sur chefs d'accusation similaires aux accusations portées par les procureurs turcs. Les procès de Zarrab devant le tribunal de district de New York se sont terminés par un plaider-coupable des accusations portées contre lui.

Contrairement au gouvernement turc, les procureurs américains ont apprécié et utilisé au tribunal les preuves et les écoutes téléphoniques que la police turque avait recueillies au cours de son enquête sur Zarrab. Ce sont ces preuves convaincantes qui ont poussé Zarrab à plaider coupable devant un tribunal américain. Il faut noter que l'avocat de Zarrab était un certain Rudy Giuliani, l'ancien maire de New York, conseiller et ami de Donald Trump.

La preuve de l'implication des pasdarans avec Zarrab provenait d'un document découvert lors de l'enquête sur Salam Tawhid en 2011. Le document prouvait que Mir Vekili et son équipe avaient mené une étude sur la corruption en Turquie. Ils ont découvert un réseau de corruption et ont préparé un rapport détaillé pour les pasdarans. Ensuite, Zarrab a été affecté en Turquie pour mettre en œuvre le projet de blanchiment d'argent pour aider l'Iran à contourner les sanctions américaines.

Berat

Le gendre d'Erdogan, Berat Albayrak, (qui a été limogé de son poste de ministre des Finances par Erdogan en novembre 2020, avant d'entrer en politique) était PDG de Çalık Holding, un conglomérat dont les participations dans le secteur financier comprennent Aktif Bank, que Zarrab a également impliquée en tant que pièce dans son stratagème.

Selon Karahan, Zarrab s'est appuyé sur de hauts responsables turcs lorsque ses opérations devinrent problématiques. Dans un cas, Aktif Bank a rejeté la demande de Karahan pour un compte qui devait être utilisé par le réseau Zarrab, jusqu'à ce que son patron prenne le relais. Zarrab a raconté à Karahan qu'il s'était rendu à la banque avec Egemen Bağış, alors ministre turc des Affaires de l'Union européenne et actuellement ambassadeur à Prague. « *Ils sont montés et se sont rencontrés. Après, ils sont descendus et ont dit qu'un compte pouvait être ouvert* », a déclaré Karahan au site de *Courthouse News Service*.

Karahan a déclaré que Zarrab lui avait dit qu'il avait également demandé de l'aide à Albayrak et à Ahmet Çalık, le fondateur de la société mère de la

banque (Çalık Holding), qui avait été dirigée un certain temps par le gendre d'Erdogan. Albayrak n'a jamais été inculpé dans le scandale de corruption de Zarrab. En 2013, la police turque a allégué que Bağış avait reçu une assiette en argent et 500 000 dollars en espèces livrés dans une boîte de chocolats.

Albayrak est l'un des trois gendres connus pour avoir des contacts coordonnés avec Erdogan et le président Trump. Le gendre de Trump, Jared Kushner, et Mehmet Ali Yalçındağ, gendre de l'oligarque turc Aydın Doğan, complètent le trio.

Yalçindağ, partenaire de Trump Towers Istanbul, a aidé à organiser des réunions à la Maison-Blanche entre Albayrak, Trump, Kushner et le secrétaire au Trésor Steven Mnuchin en avril 2019. Cette réunion a eu lieu avant la mise en accusation de Halkbank, qu'Erdogan tenta d'empêcher par un appel personnel à Trump.

Dans une lettre datée du 24 août 2020 au procureur général des États-Unis, le sénateur Ron Wyden a écrit que « *le président Trump, le secrétaire Mnuchin et Jared Kushner ont tenu cette réunion à la Maison-Blanche malgré le fait qu'Albayrak, avec le président Erdogan, semblent être personnellement impliqués dans le stratagème de Halkbank.* »

« *Trump a promis aux responsables turcs dans son bureau ovale qu'il utiliserait son autorité pour mettre fin à toute autre action coercitive contre la Halkbank* » a déclaré le comité sénatorial des finances dans un communiqué. Trump a contacté les départements du Trésor et de la Justice à propos de l'affaire Halkbank, selon un aveu fourni par le Trésor au comité des finances.

Sous la pression de Wyden, membre du comité sénatorial des finances, Mnuchin a également révélé qu'il avait rencontré trois fois Albayrak. Ils ont eu une réunion bilatérale le 21 juillet 2018 ; un tête-à-tête lors d'une réunion de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international le 12 avril 2019 ; et une réunion à la Maison-Blanche trois jours plus tard. En février 2020, Mnuchin a déclaré à un comité du Congrès que les réunions comprenaient des discussions sur Halkbank.

L’arrestation

En 2016 le FBI a piégé Zarrab alors qu’il arrivait à Miami, interrompant à jamais ses vacances en Floride, de même que pour sa femme, Ebru Gündeş, une pop-star turque, et leur jeune fille. Le gouvernement turc a lancé une intense campagne de lobbyisme à Washington, cherchant à saborder l’affaire. Erdogan lui-même a contacté le président Donald Trump, demandant la libération de Zarrab.

Zarrab a plaidé coupable pour plusieurs crimes liés à la fraude et au blanchiment d’argent, et est devenu témoin du gouvernement en échange de la clémence. Son témoignage a aidé à condamner Mehmet Hakan Atilla, le directeur de Halkbank, et il devrait témoigner à nouveau en mars 2021 lorsque la banque elle-même sera jugée.

Karahan, qui a aidé pendant des années à exécuter le stratagème de blanchiment d’argent, a déclaré que Zarrab n’avait raconté qu’une partie de l’histoire. Il a déclaré que la conspiration avait commencé plus tôt, durait depuis longtemps, s’étendait plus loin et impliquait plus de personnes.

Le témoignage

Devant le tribunal de district de New York en 2017, Zarrab lui-même a démêlé les fils du complot international qu’a utilisé la banque d’État turque Halkbank dans ce que les procureurs ont appelé une « fraude aux proportions mondiales » en violation des sanctions des États-Unis visant à freiner le développement des prétendues armes nucléaires iraniennes. Zarrab a également accusé d’anciens hauts responsables turcs, dont l’ancien ministre de l’Économie Zafer Çağlayan, d’avoir accepté d’énormes pots-de-vin pour détourner l’attention.

Halk Bank

Selon l'acte d'accusation du procureur américain *« entre 2012 et 2016, Halkbank et ses officiers, agents et conspirateurs avaient utilisé directement et indirectement des institutions financières et des sociétés-écrans en Iran, en Turquie, aux Émirats arabes unis et ailleurs pour violer et contourner et éviter les interdictions d'accès de l'Iran au système financier américain, des restrictions sur l'utilisation du produit des ventes de pétrole et de gaz iraniens et des restrictions sur la fourniture d'or au gouvernement iranien et aux entités et personnes iraniennes.*

Halkbank a sciemment facilité le stratagème, participé à la conception de transactions frauduleuses destinées à tromper les régulateurs américains et les banques étrangères et a menti aux régulateurs américains au sujet de son implication. Halkbank a menti au département du Trésor pour dissimuler le stratagème et protéger son accès au système financier américain. Les procureurs fédéraux américains du district sud de New York ont inculpé le prêteur de l'État turc Halkbank (Türkiye Halk Bankası A.Ş.) de six chefs d'accusation, notamment de fraude, de blanchiment d'argent et de sanctions liées à la participation de la banque à un programme iranien de transfert de plusieurs milliards de dollars, conçu pour échapper aux sanctions américaines ».

Selon la presse turque, de hauts fonctionnaires iraniens et turcs ont participé à ce programme et certains fonctionnaires ont reçu des pots-de-vin d'une valeur de plusieurs dizaines de millions de dollars afin de promouvoir le système, de protéger les participants et d'aider à protéger le système de l'examen par des autorités bancaires américaines.

L'un des suspects était Suleyman Aslan, PDG de Halkbank, qui cachait des millions de dollars dans les désormais célèbres « boîtes à chaussures ». En réponse, les médias pro-AKP ont soutenu la thèse selon laquelle le

commerce clandestin avec l'Iran était bénéfique aux intérêts nationaux turcs et que l'argent trouvé dans les maisons privées serait utilisé à des fins caritatives telles que la construction d'écoles…

L'argent de la vente du pétrole et du gaz par l'Iran à la société pétrolière et gazière nationale turque, entre autres, a été déposé à Halkbank, sur des comptes aux noms de la Banque centrale d'Iran, de la National Iranian Oil Company (NIOC) et de la National Iranian Gaz Company. Au cours de la période en question, Halkbank était le seul dépositaire du produit de la vente du pétrole iranien en Turquie.

En raison des sanctions américaines contre l'Iran et des politiques de lutte contre le blanchiment d'argent des banques américaines, il était très difficile pour l'Iran d'accéder à ces fonds afin de les renvoyer en Iran ou de les utiliser pour des transferts financiers internationaux au profit des agences gouvernementales et des banques iraniennes. Vers 2012 des milliards de dollars de fonds s'étaient accumulés dans les comptes de la NIOC et de la Banque centrale d'Iran.

Halkbank a participé alors à plusieurs types de transactions illicites au profit de l'Iran qui, si elles avaient été découvertes, auraient exposé la banque à des sanctions en vertu de la loi américaine. La banque turque a permis :

- d'utiliser le produit des ventes de pétrole et de gaz iranien déposé à Halkbank pour acheter de l'or au profit du gouvernement iranien ;
- que le produit des ventes de pétrole et de gaz iranien déposé à Halkbank soit utilisé pour acheter de l'or qui n'a pas été exporté vers l'Iran, en violation de la règle dite du « commerce bilatéral » ;
- la facilitation de transactions conçues frauduleusement pour sembler être des achats de nourriture et de médicaments par des clients iraniens afin de paraître relever de la prétendue « exception humanitaire » exemptant certaines sanctions contre le gouvernement iranien, alors qu'en fait aucun achat de nourriture ou de médicaments n'a été réellement fait.

De cette manière, Halkbank a transféré de manière illicite environ 20 milliards de dollars de fonds iraniens, affirment les procureurs fédéraux

américains. Les hauts responsables de Halkbank, agissant dans le cadre professionnel de leur emploi, et au profit de Halkbank, ont caché la vraie nature de ces transactions aux responsables du département américain du Trésor. Halkbank a pu fournir des services d'une valeur de plusieurs milliards de dollars à l'Iran sans risquer d'être sanctionné par les États-Unis et de perdre son droit à détenir des comptes de correspondant auprès des institutions financières américaines.

L'objectif et l'effet du programme auquel Halkbank a participé étaient de créer un réservoir de fonds pétroliers iraniens en Turquie et aux Émirats arabes unis détenu par des sociétés-écrans, ce qui dissimulait l'origine iranienne des fonds. Peu après, ces fonds ont été utilisés pour effectuer des paiements internationaux au nom de l'Iran et des banques iraniennes, y compris des transferts en dollars américains qui transitaient par le système financier américain en violation des sanctions américaines.

Selon le procureur « *Comme l'affirme l'acte d'accusation d'aujourd'hui, la participation systémique de Halkbank au mouvement illicite de milliards de dollars de revenus pétroliers iraniens a été conçue et exécutée par de hauts responsables bancaires. La conduite audacieuse de la banque a été soutenue et protégée par de hauts responsables du gouvernement turc, dont certains ont reçu des millions de dollars de pots-de-vin pour promouvoir et protéger le système. Halkbank devra désormais répondre de sa conduite devant un tribunal américain* ».

Les procureurs fédéraux américains ont précédemment inculpé individuellement neuf accusés, dont des employés de banque, l'ancien ministre turc de l'Économie et d'autres participants du même régime. Le 26 octobre 2017, Reza Zarrab, le principal suspect du stratagème, a plaidé coupable des sept chefs d'accusation dont il était accusé. Il est devenu un « informateur » du gouvernement américain qui a avoué avoir soudoyé des fonctionnaires du gouvernement turc. Le 3 janvier 2018, un jury a condamné l'ancien directeur général adjoint de Halkbank Mehmet Hakan Atilla pour cinq des six chefs d'accusation dont il était accusé, à l'issue d'un procès de cinq semaines. Les autres accusés sont en fuite.

Chapitre 5

Opérations en France

Main basse sur l’Islam

Depuis son arrivée au pouvoir en 2002, Erdogan ne cache pas son ambition de devenir le nouveau leader politique et religieux du monde musulman en affichant ses affinités pour le mouvement des Frères musulmans.

En ce sens, Erdogan utilise un discours agressif vis-à-vis de l’Europe et de la France en particulier. La Turquie est passée en l’espace de vingt ans, d’alliée des Européens à une menace à différents niveaux. Cette fougue sans limites pourrait annoncer un avenir tumultueux, ce qui demande une nouvelle approche dans les relations franco-turques. Plusieurs analystes critiquent le laxisme européen envers la Turquie, ce qui a permis à Erdogan d’exporter son modèle d’islam turc et de renforcer le communautarisme dans les sociétés européennes.

En 2020, Emmanuel Macron avait affirmé à Mulhouse que « l’islam politique n’a pas sa place » en France. Le locataire de l’Élysée avait également épinglé la politique religieuse de la Turquie sur le territoire français, en affirmant que « on ne peut pas avoir les lois de la Turquie sur le sol de la France ». Lorsqu’Erdogan a annoncé la création de lycées turcs dans l’hexagone, le ministre de l’Éducation nationale Blanquer a clairement exprimé son opposition.

Avec une communauté turque de presque 500 000 âmes, la France est un terrain de chasse privilégié pour les islamistes turcs. Les différents groupes idéologiques que l’on trouve en Turquie ont pu établir des réseaux plus ou moins denses en parallèle avec l’émigration, y compris en France, et leurs rivalités se sont accentuées. Ces divisions, qui sont devenues plus aiguës, sont dues en partie au renforcement et à la légitimation des groupes marginaux ou d’opposition qui ne trouvaient pas d’espace d’expression en Turquie – ou y étaient considérés comme illégaux.

Chaque groupe se présente en tant que représentant légitime des Turcs, voire de l'islam, tant au niveau local qu'au niveau national. C'est le cas de l'islam politique de l'organisation Millî Görüs (Vision Nationale) ou de l'islam représenté par le réseau officiel Ditib (Union turco-islamique des Affaires religieuses) en France. D'un autre côté, les réseaux plus discrets comme les partisans du MHP (Parti du mouvement nationaliste) ou des confréries comme les Süleymanci refusent de reconnaître la légitimité des autres.

Ahmet Ogras

Lorsqu'Erdogan fonde l'Union des démocrates turcs européens (UETD) en 2005, Ahmet Ogras est l'un des sept fidèles qui se trouvent autour de la table. Ses détracteurs affirment qu'il doit à Erdogan son accession à la tête du Comité de coordination des musulmans turcs de France (CCMTF), l'association chargée du lobbyisme et de la gestion des mosquées turques en France.

Le CCMTF a été créé en même temps que le Conseil français du culte musulman (en 2003), en accord avec le ministère de l'Intérieur, pour servir de liaison avec le Ditib (l'Union turco-islamique des affaires religieuses). Le CCMTF représente 250 des 2 500 mosquées et salles de prière en France.

Ditib est la « filiale » à l'étranger de la Direction des affaires religieuses en Turquie (Diyanet). En France, 253 mosquées et 150 imams venus de Turquie – soit les deux tiers des salles de prière turques sur le territoire – fonctionnent sous son autorité. Il y a environ 400 mosquées ou salles de prières d'obédience turque sur le territoire français, mais toutes ne sont pas rattachées à la Ditib.

Ahmet Ogras, fervent admirateur du président Erdogan, a pris la tête du Conseil français du culte musulman le 1er juillet 2017. Cependant de nombreux musulmans ont exprimé leur inquiétude face à ce que beaucoup considèrent comme une « main basse » du sultan turc sur l'islam de France. Ogras a participé aux manifestations contre la reconnaissance du génocide

arménien en France et il a organisé en Allemagne des manifestations en soutien au président Erdogan après la tentative de putsch raté.

Ce Franco-Turc de 50 ans, patron d'une agence de tourisme spécialisée dans les voyages en Turquie (Afra Voyages), marié et père de deux enfants, est connu pour sa proximité avec le président turc, car leurs épouses sont cousines et son beau-frère, Ali Hasal, travaille comme conseiller au palais présidentiel à Ankara.

En 2012, il coorganise à Paris la grande manifestation rassemblant quelque 15 000 Turcs ou citoyens européens d'origine turque pour dénoncer le projet de la loi française pénalisant la négation du génocide arménien. L'UETD joue également un rôle important dans l'organisation des rassemblements électoraux d'Erdogan à Lyon (2014) puis à Strasbourg (2015).

Dans le passé, Ahmet Ogras a entretenu des liens en France avec le mouvement de Fethullah Gülen, l'ancien allié devenu ennemi d'Erdogan. Il a choisi d'envoyer ses deux enfants à l'école privée hors-contrat du mouvement Hizmet, à Villeneuve-Saint-Georges, et il fréquentait la Fatiad, une association d'entrepreneurs proche du mouvement Gülen. Aujourd'hui Ogras dénonce l'infiltration des gülenistes dans l'État turc en suivant la ligne politique officielle du gouvernement turc.

Alsace-Moselle

Les spécificités juridiques de la région Alsace-Moselle sont multiples, car elles sont dues à son retour tardif à la France en 1918. L'une de ces spécificités réside dans le régime particulier dit des « cultes reconnus » dont bénéficient les cultes catholique, protestant et israélite. Ce régime, qualifié parfois de concordataire, est historiquement un vestige du régime des cultes mis en place par le premier consul Bonaparte vers 1802.

Dans le système alsaco-mosellan, quoique la région soit assujettie au principe de la laïcité, étant une région française à part entière, la séparation Église-État est assez relative. Ainsi, certains cultes sont organisés dans le

cadre du droit public et bénéficient à ce titre de divers soutiens, tant de l'État que des communes.

Le culte musulman ne fait pas partie de ces cultes reconnus et ne peut bénéficier des mêmes avantages que les trois cultes cités. Pourtant, les associations musulmanes évoluent dans un environnement où la religion et l'État, la religion et les collectivités locales sont en liaison étroite sans que cela ne choque les opinions publiques.

Ainsi, lorsque les associations musulmanes usent des droits découlant du concordat – dans les cas où ces droits sont assez flexibles et donc applicables même aux cultes non reconnus (par exemple pour la question des carrés confessionnels dans les cimetières) – ou lorsque les associations musulmanes utilisent les mêmes droits pour obtenir des aides indirectes des collectivités locales (comme la mise à disposition de locaux), cela s'inscrit dans une pratique courante. Pour les cultes reconnus, l'État français intervient principalement dans la nomination des ministres du culte (curés, pasteurs, rabbins), et c'est le ministère de l'Intérieur qui paie leurs salaires, pratique constamment critiquée par ailleurs, dans les débats récents sur la laïcité française.

Les associations musulmanes ayant une activité exclusivement religieuse peuvent ainsi, au même titre que les cultes dits reconnus, être subventionnées par les collectivités territoriales, mais ce subventionnement n'est pas obligatoire et dépend de la volonté de la collectivité en question. Concrètement, la ville met généralement à la disposition d'une association un local pour l'exercice du culte. Dans la plupart des cas, l'aide de la municipalité se limite à cela. Néanmoins, cette possibilité n'est pas utilisée par les associations turques, qui utilisent une véritable stratégie patrimoniale : quasiment toutes les associations possèdent leurs propres locaux.

Pour des raisons liées à l'histoire de l'immigration turque, l'Alsace-Moselle constitue un des secteurs français où le pourcentage de la population originaire de Turquie est le plus élevé. Cela est dû aussi bien à l'industrialisation forte de la région, qu'à la proximité de l'Allemagne.

Une particularité de l'Alsace réside dans la prédominance des ressortissants turcs parmi les étrangers. Dans le Haut-Rhin comme dans le Bas-Rhin, les

Turcs constituent le groupe le plus important devant les Marocains, avec au total plus de 30 000 personnes. Il faut bien entendu y ajouter les personnes originaires de Turquie ayant la citoyenneté française. Cet ensemble de population est implanté, comme partout en Europe, avant tout en zone urbaine, dans les grandes villes (Strasbourg, Mulhouse et Colmar) et petites villes (Haguenau, Barr, Bischwiller).

La grande majorité des personnes originaires de Turquie en Alsace-Moselle est sunnite, d'obédience hanéfite ou alévi comme une partie des Kurdes. Sur fond de cette unité relative dans les obédiences, les divisions se situent davantage dans les domaines politique et idéologique.

Millî Görüs

Cette organisation, dont est membre le président turc, s'appuie sur un réseau de 600 mosquées en Europe, dont 71 dans l'Hexagone. Elle reçoit des dons d'environ 150 000 membres sur le vieux continent, parmi lesquels plusieurs dizaines de milliers de fidèles en France.

Millî Görüs doit son nom à la théorie développée par Necmettin Erbakan, chef du Parti de la prospérité (Refah). Elle publie un total de 37 publications et opère à la fois en Turquie et à l'étranger sous l'égide d'Avrupa Millî Görüs Teskilatlari (AMGT). Elle a été fondée dans les années 70 par des membres du Parti du salut national, le prédécesseur du Parti de la prospérité.

L'AMGT, basée à Cologne, a commencé à acquérir une identité fondamentaliste lorsqu'elle a été reprise par des dirigeants qui ont soutenu l'établissement d'un régime théocratique en Turquie et qui ont fui par la suite vers l'Europe après 1980. Un rapport du service de renseignement allemand indiquait que l'AMGT avait une structure soudée de plus de 500 antennes en Allemagne, au Canada, en Australie, en Suède, en Autriche, au Danemark, aux Pays-Bas, en Belgique, en France, en Suisse et en Asie Centrale.

En Île-de-France, la confédération islamique Millî Görüs (CIMG), gère la construction de deux « Grandes Mosquées» . L'une en face de son nouveau

siège à Sevran (Seine-Saint-Denis) et l'autre à Creil (Oise). À cela, s'ajoutent d'autres constructions sur le sol français, dont celle de la future plus grande mosquée d'Europe « Eyyûb Sultan », à Strasbourg (Bas-Rhin). Ce dernier projet ne s’arrête pas à la seule construction d'une mosquée, mais aussi à l'érection de centres d’éducation, d'un collège et d'un lycée ainsi que d'une faculté de théologie islamique pour former des imams.

L'association turque revendique la gestion officielle de neuf établissements (écoles, centres culturels ou mosquées) à Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), Corbeil-Essonnes, Grigny, Ris-Orangis (Essonne), Poissy, Mantes-la-Jolie (Yvelines), Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne), Sarcelles (Val-d'Oise) et Paris.

En janvier 2020, Fatih Sarikir, président du Millî Görüs France a obtenu le siège stratégique de secrétaire général du conseil français du culte musulman (CFCM). Une fonction qu'il cumule avec celle de président de l'Union européenne pour l'enseignement musulman privé (UEPM) qui gère onze groupes scolaires en France.

Ditib

Avant la prise du pouvoir par l’AKP, le parti d’Erdogan (en 2002), le Ditib et le Millî Görüs ont été longtemps considérés comme concurrents vu que le premier dépend directement du Premier ministre turc alors que le deuxième est lié à l’islam politique turc et considéré comme opposé au régime kémaliste/laïc.

Depuis la création de la République turque, l’islam officiel turc était dirigé et contrôlé par le réseau du Diyanet alors que les autres réseaux étaient considérés comme de l’islam d’opposition. Le message transmis par l’islam officiel était calqué sur les idées séculaires occidentales où la religion était strictement reléguée à l’espace privé. Les autres réseaux, surtout les confréries, mais également l’islam politique, encourageaient, quant à eux, une fusion des deux espaces, privé et public. À partir des années 70, ces mêmes groupes, avec en tête Millî Görüs, ont eu une influence incontestable sur la politique et l’administration turques.

Le président Turgut Özal, qui a marqué les années 80, était ouvertement membre d'une confrérie (Nakchibendi). À partir des années 90, les ministères, notamment ceux de l'Éducation nationale et de l'Intérieur, ont été investis par des proches du Millî Görüs. Depuis 2002, la Turquie est gouvernée par l'AKP dont une majorité écrasante de députés fait partie d'une formation issue des rangs du Millî Görüs. La quasi-totalité de ses cadres, avec en tête le président Erdogan, a été formée dans les rangs du Millî Görüs, dès leur plus jeune âge, et a assumé des fonctions importantes au sein des partis successifs dirigés de facto ou de jure par Necmettin Erbakan.

Jusqu'à l'arrivée au pouvoir de l'AKP, les représentations diplomatiques turques ne s'intéressaient qu'au réseau officiel Ditib. Depuis 2003, ces représentations, sous la responsabilité directe d'un ministre des Affaires étrangères (Abdullah Gül) qui était l'une personnes les plus influentes du mouvement Millî Görüs, se montrent moins réfractaires vis-à-vis des associations locales appartenant à ce réseau de l'islam politique.

Pour la territorialisation de l'islam en France, les autorités publiques compétentes ont éprouvé le besoin d'avoir un interlocuteur unique pour l'ensemble des courants islamiques présents sur le sol français obligeant en quelque sorte ces courants et obédiences à coopérer. L'aboutissement de ce projet via le Conseil français du culte musulman (CFCM) et les conseils régionaux du culte musulman (CRCM) donne une image idyllique des associations musulmanes.

Pourtant la réalité est complètement différente. En ce qui concerne la situation en Alsace-Moselle, cette coopération n'existe pas, car les rivalités animent les différents groupes. Mise à part la coopération pour la « cause turque », le sentiment de rivalité existe entre les associations turques, au niveau local comme au niveau national. La fréquentation des salles de prière, l'instruction religieuse et linguistique, le soutien scolaire, l'organisation des manifestations culturelles s'adressent à un même public, qui n'est pas particulièrement étendu.

Les associations recrutent en effet dans la plupart des cas dans les familles originaires des mêmes régions, de mêmes villes, voire de mêmes villages. Le manque de collaboration s'accentue en effet encore plus lorsqu'on observe les relations entre les associations turques et les associations

maghrébines. Elle est quasiment inexistante, bien que tous les responsables répètent en chœur qu'ils s'entendent à merveille.

Les mosquées

Le centre-ville de Strasbourg abrite la grande mosquée turque Eyüp Sultan, appartenant au réseau Millî Görüs, alors que les autres salles de prière du Bas-Rhin sont en majorité reliées au réseau Ditib, à l'exception de quelques associations appartenant à d'autres réseaux comme l'association des Familles turques unies, proche du mouvement nationaliste turc (MHP), à Strasbourg, ou les deux associations Süleymanci à Gundershoffen, mais également à Strasbourg.

Dans le Haut-Rhin, la grande mosquée turque de Mulhouse fait partie du réseau Ditib. Il convient cependant de signaler que ce « partage » du territoire est en passe d'être déséquilibré vu que le Ditib s'implante également à Strasbourg. L'histoire de la mosquée Eyüp Sultan et les relations qu'elle entretient avec les responsables locaux comme avec la communauté turque de la ville montrent qu'elle n'est pas prête à être éclipsée par une autre mosquée, même du Ditib.

Les imams

La France accueille ainsi 151 imams détachés par l'État turc, soit plus que pour l'Algérie et le Maroc réunis, et également plusieurs dizaines de professeurs de langue turque. Les imams dépendent du gouvernement turc via l'attaché pour les affaires sociales du consulat de Strasbourg et ils poursuivent leur carrière dans la fonction publique. Tous les imams officiant dans les mosquées turques sont des nationaux turcs qui n'envisagent pas de faire carrière en France. Pour les fonctionnaires de l'État turc, il s'agit seulement d'une étape dans leur carrière. Les imams du DITIB restent en France pour de courtes durées pendant que leurs épouses et enfants restent en Turquie.

Les imams turcs voient leurs fonctions comme une profession à part entière et par conséquent n'ont pas d'autres occupations. La seule rémunération clairement connue est celle des imams affiliés au DITIB, qui sont fonctionnaires de l'État turc. Ils perçoivent leurs salaires du ministère des Affaires étrangères via les consulats. Ce salaire est très supérieur à celui perçu en Turquie, en raison de la prime d'expatriation. Ils sont logés dans l'enceinte de la mosquée ou dans des locaux mis à leur disposition par l'association.

La grande majorité de ces imams dépense très peu d'argent, leur but étant de revenir en Turquie au bout de trois ou quatre ans avec un capital conséquent. Cette solitude voulue est encouragée par les autorités turques, car le Diyanet désapprouve le travail des épouses. Toutes ces mesures ne peuvent avoir d'autre explication que celle selon laquelle les autorités turques craignent que les imams vivant en Occident avec leur famille, et dont les épouses travaillent, soient tentés de ne pas rentrer en Turquie à la fin de leur mission. La grande majorité d'entre eux, notamment ceux qui sont affiliés au DITIB, ne parle pas le français.

Diyanet

La présidence turque des affaires religieuses (le Diyanet) est l'institution gouvernementale officielle qui a succédé à l'institution ottomane du Cheikh al Islam, représentant la plus haute autorité religieuse de l'islam et de l'État. C'est une institution massive qui supervise 90 000 mosquées en Turquie et des milliers à l'étranger.

Le Diyanet, tant en Turquie qu'à l'étranger, compte environ 145 000 employés, soit le double du personnel qui existait lors de l'arrivée d'Erdogan au pouvoir. 100 000 imams, 40 000 enseignants du Coran et de cours religieux, 3000 prédicateurs et 1250 muftis (imams supérieurs en charge dans les villes) font partie des ressources humaines du Diyanet. La part du Diyanet dans les dépenses publiques a augmenté d'environ un tiers depuis 2002 et plus de 2000 membres du personnel du Diyanet sont affectés à l'étranger.

Le Diyanet a été créé en 1924 par la nouvelle République turque et sa nouvelle constitution, en vertu de l'article 136, édicte que *« la présidence des affaires religieuses, qui relève de l'administration générale, exerce ses fonctions prescrites dans sa loi particulière, conformément aux principes de la laïcité, sans influence d'opinions et d'idées politiques, et visant à la solidarité et à l'intégrité nationales* ».

Ainsi, le Diyanet est, en théorie, un ministère « apolitique ». Cependant, depuis 2010, il est devenu l'un des puissants bras de l'AKP. En 1971, le Diyanet a étendu ses opérations à l'étranger en raison de l'émigration turque vers différents pays du monde. Aujourd'hui, le Diyanet opère à la fois en Turquie et dans 102 pays par l'intermédiaire des ambassades et consulats turcs, via des conseillers religieux et des imams.

Imams espions

Plusieurs pays européens, dont l'Allemagne, la Belgique, l'Autriche, les Pays-Bas, la Suisse, la Norvège et la Suède, ont mené des enquêtes sur certains imams turcs, fonctionnaires du Diyanet, pour espionnage au nom du renseignement turc (MIT) contre des citoyens turcs vivants dans leurs pays. Cela s'applique particulièrement pour les Turcs qui sont considérés comme des ennemis du régime d'Erdogan, en particulier les adeptes de Fethullah Gülen.

Selon le témoignage d'un Franco-Turc qui se confiait à la journaliste Laure Marchand (L'Obs, 07/04/2017), « *Il y a des appels à la haine dans les mosquées. Je suis allé dans une mosquée de Metz et l'imam traitait de "traîtres à la patrie" les adeptes de Fethullah Gülen. La France ne doit pas autoriser de tels prêches, cela augmente les tensions dans la communauté et risque d'importer des conflits* ».

Le Diyanet n'hésite pas à inciter les imams à collecter des renseignements. Un rapport intitulé « *le Diyanet recueille des renseignements sur des gülenistes présumés via des imams dans trente-huit pays* » a été publié par le journal *Hurriyet Daily* (7 décembre 2016). Selon des déclarations officielles du Diyanet révélées dans le mémoire d'une commission

parlementaire publique créée pour enquêter sur la tentative de coup d'État de 2016, ses imams ont recueilli des renseignements dans trente-huit pays différents. L'action des imams se concentrait sur « *les activités de partisans présumés du prédicateur islamique basé aux États-Unis, Fethullah Gülen, cerveau de la tentative de coup d'État du 15 juillet 2016* ».

Le Diyanet a déclaré aux membres de la commission parlementaire que les imams et d'autres attachés religieux collectaient des renseignements et des informations et rédigeaient des rapports sur les gülenistes en « *Abkhazie, Allemagne (trois rapports de Düsseldorf, Cologne et Munich), Albanie, Australie (deux rapports de Melbourne et Sydney), Autriche (deux rapports de Salzbourg et Vienne), Azerbaïdjan, Biélorussie, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie (deux rapports de Plovdiv et Sofia), Danemark, Estonie, Finlande, Géorgie, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Italie, Japon, Monténégro, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Kosovo, Lituanie, Macédoine du Nord, Mongolie, Mauritanie, Nigéria, Norvège, Pologne, Roumanie, Arabie saoudite, Tadjikistan, Tanzanie, Turkménistan et Ukraine* ».

De plus, Diyanet a partagé des copies de fichiers avec les membres du Parlement, y compris des photos d'individus prétendument liés au mouvement Hizmet, des écoles, des entreprises, des fondations, des associations et des médias liés à Gülen. Les représentants du Diyanet ont déclaré à la commission que les responsables des mosquées du Diyanet, les coordinateurs religieux et les conseillers des services religieux avaient préparé cinquante rapports à partir des renseignements et informations qu'ils avaient recueillis à l'étranger en décembre 2016.

Compte tenu du fait qu'il existe probablement des milliers de mosquées turques d'outre-mer dirigées par les imams turcs nommés par le gouvernement turc et dont les salaires sont payés par le Diyanet, il leur est presque impossible de réfuter les ordres venant d'Ankara, par exemple les ordres d'espionnage.

Le Parti Égalité et Justice

Le Parti Égalité et Justice (PEJ) est un parti politique communautaire français issu de la diaspora turque, basé dans l'est de la France. Il fut fondé en 2015 et selon son manifeste mis en ligne, le PEJ adopte une position victimaire, estimant en préambule que « *la rhétorique islamophobe est reprise par tous les acteurs politiques français et européens* ».

Le PEJ demande l'abolition de la loi sur l'interdiction du voile à l'école, l'instauration de l'Aïd-el-Kébir comme jour férié national, et la possibilité de menus halal dans les cantines scolaires. En matière internationale, le programme se résume à l'adhésion de la Turquie et de la Bosnie à l'Union européenne, ainsi qu'à la « défense des droits des Palestiniens ».

Le Parti Égalité et Justice se donne pour objectif « *de rassembler les citoyens rejetés, oubliés, délaissés par les partis politiques ordinaires* ». Pour les élections municipales et législatives, il a cherché à récolter les voix de la population immigrée, d'origine turque en particulier. En 2016, le PEJ avait présenté, lors de la législative partielle de Strasbourg, un candidat, Murat Yozgat, qui avait été quelques mois plus tôt l'un des responsables de l'AKP en Alsace. Il avait également occupé des fonctions à l'UETD. Aujourd'hui, la plupart des candidats du PEJ aux législatives nient tout lien avec la mouvance pro-Erdogan.

Ali Gedikoglu

Il est président de Bosphore Films qui a lancé en décembre 2016 *Medya Türk TV*, une webtélé, mais qui en réalité joue le rôle de média du Parti Égalité et Justice (PEJ). Ali Gedikoglu n'est pas seulement le président d'un groupe de médias, mais il dirige aussi l'association COJEP (Conseil

pour la Justice, l'Égalité et la Paix), un parti islamo-conservateur. Les studios d'enregistrement de Média France TV et de Medya Türk TV se trouvent à la même adresse que celle du COJEP et du Parti Égalité et Justice (PEJ).

Entre avril et juin 2017, Média France TV publia exclusivement les investitures des candidats du PEJ aux élections législatives. Sur une dizaine de bénévoles animant les émissions, nombreux sont ceux issus du PEJ. Bosphore Films possède aussi le site Medyaturk.info qui fait de la propagande pour le gouvernement d'Erdogan. Ali Gedikoglu est considéré comme le leader de la mouvance pro-Erdogan à Strasbourg. Il se présente comme fondateur et « président honoraire » du Parti Égalité et Justice, qui apparaît dès lors, malgré les dénégations virulentes de ses dirigeants, comme une émanation de la mouvance pro-Erdogan.

Fatih Karakaya

Fatih Karakaya se présente comme directeur du site *MedyaTürk.info* qui est en ligne depuis 2015 et où les critiques envers Erdogan sont inexistantes. On peut lire ses articles sur des sites francophones comme Medyaturk.info ou sur le site Straturka. Dans le passé il a écrit des articles sur le site d'information *Haber7* avant de rejoindre l'Agence de presse Anadolu.

La « qualité » de ses articles est indiscutable. Sa colère envers la France « judaïsée » et son admiration pour Erdogan est flagrante. En 2014, par exemple, il écrivait sur le site d'information turc *Haber7* « *La plaie saignante de la Palestine est à nouveau à l'ordre du jour. Rien n'a changé. Israël bombarde, les Palestiniens sont des terroristes. Pas besoin d'écrire de nouvelles histoires…*

J'écoute la radio juive en France. Ils parlent au téléphone avec un journaliste israélien. Le présentateur demande : "Qu'est-ce que vous attribuez au silence du monde arabe ?". La réponse est très significative : "Oui, il n'y a aucune critique d'Israël autre que celle d'Erdogan ». Mais Erdogan fait cela pour de la propagande… C'est pourquoi il est hostile à Israël…"

Les classes opprimées n'ont que la Turquie pour être entendues. La Turquie tient le monde, il n'y a qu'une seule tête. Honte à ceux qui disent que nous devons être impartiaux. Si la Turquie se taisait, l'oumma serait orpheline.

Le président français Hollande a publié un communiqué de presse. Dans son très court communiqué de presse, il a dit au président Netanyahu de faire tout ce qu'il fallait pour protéger Israël. C'est comme s'il avait fait une fatwa disant : "Bombarde pour protéger ton peuple".

La liberté de la presse en France ne s'applique que pour insulter l'islam et les musulmans. À la radio d'État française, le procureur antiterroriste parle des "djihadistes" qui se sont rendus en Syrie. Parmi les mesures qu'ils ont prises, l'interdiction de se rendre à l'étranger pour les personnes soupçonnées de "Jihad". Ceux qui visitent ces sites Internet sont punis !

Tandis que le procureur explique ces mesures, un auditeur demande pourquoi les Juifs français qui sont partis en guerre en Israël ne sont pas concernés, et soudain le présentateur interrompt la conversation et dit que ce n'était pas le sujet.

Comprenez-vous maintenant pourquoi il n'y a pas de lecteurs, de public ou d'auditeurs dans les médias pour défendre les musulmans ? Parce qu'ils pratiquent la censure. En 2009, j'ai aussi appelé une radio, mais ma question ne fut pas admise. Maintenant, la seule chance que les gens aient pour survivre est de "mentir".

Le Premier ministre a déclaré qu'il ne permettra jamais que la lutte israélo-palestinienne se déplace en France. Le ministre de l'Intérieur a alors interdit les marches propalestiniennes au motif de "mise en danger la sécurité de la société".

(Pendant la manifestation en 2014) personne n'a jeté de cocktails Molotov, personne n'a brûlé de voitures, personne n'a endommagé la propriété publique. 3-5 jeunes ont répondu à l'attaque des juifs extrémistes… En fait, vous verrez comment les juifs extrémistes religieux ont attaqué les manifestants, puis comment les juifs se sont enfuis lorsque les manifestants se sont remis et comment ils ont été protégés par la police ».

Strasbourg, la petite Istanbul

La Turquie érige actuellement à Strasbourg le plus grand de ses bâtiments diplomatiques à l'étranger. Strasbourg est depuis longtemps une place forte de la Turquie en France et en Europe. L'agglomération accueille l'une des plus importantes communautés d'origine turque en France, environ 20 000 personnes rien que pour l'agglomération. Elle est aussi le siège du conseil de l'Europe, dont la Turquie est l'un des membres fondateurs.

Beaucoup de responsables politiques turcs viennent à Strasbourg pour l'assemblée parlementaire du conseil de l'Europe. Strasbourg est devenu une sorte d'école de formation politique. Plusieurs hommes politiques ont fait leur apprentissage de la politique internationale au conseil de l'Europe. Parmi eux, l'ancien président Abdullah Gül, et l'actuel ministre des Affaires étrangères Mevlut Cavusoglu. La mosquée *Eyub Sultan* de la Meinau, est devenue un lieu important de passage et de promotion pour les hommes politiques turcs.

COJEP

Le COJEP (Conseil pour la justice, l'égalité et la paix) a été créé dans le Grand Est en 1992. À partir des quartiers populaires de Belfort, il est devenu en vingt ans, le bras armé politique d'Erdogan. Fondé par d'anciens islamistes du Milli Görüs et par des « Loups gris » nationalistes, le COJEP a su jouer sa carte pour s'imposer dans le paysage politique local. Grâce à Mevlüt Cavusoglu, qui présidait à l'époque l'assemblée parlementaire du conseil de l'Europe, le Cojep gagne en visibilité auprès des institutions européennes et grâce au clientélisme des partis, il pratique l'entrisme dans les conseils municipaux. Le COJEP organise régulièrement des réunions et conférences sur les échanges internationaux, sur le terrorisme et en particulier sur le PKK. L'une d'entre elles a été organisée en janvier 2017 avec la fondation turque Seta, cercle de réflexion très proche du gouvernement de l'AKP.

Les Loups gris

Des manifestations tendues ont récemment été organisées par des militants proturcs, en réponse à des rassemblements arméniens en France. Parmi ces manifestants, certains se réclamaient des Loups gris, une organisation liée au MHP, le parti ultranationaliste turc, allié du président Erdogan.

Le jeudi 29 octobre 2020, après une rixe sur l'autoroute A7 et une manifestation à Décines-Charpieu (près de Lyon), Dijon et Vienne (Isère) ont été le théâtre d'une nouvelle provocation d'extrémistes turcs, en plein couvre-feu et quelques heures après l'attentat de la basilique Notre-Dame de L'Assomption, à Nice.

Au cours d'une marche à Lyon, les membres du groupe ont menacé les Arméniens avec des slogans tels que « *Nous allons les tuer* ». Quatre personnes ont été blessées à Lyon lors d'affrontements entre nationalistes turcs et arméniens qui protestaient contre la guerre dans la région du Haut-Karabakh entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. De nombreuses vidéos diffusées sur les réseaux sociaux montrent plusieurs dizaines d'identitaires turcs qui manifestent dans les rues de Dijon aux cris d'« Allah Akbar » avant d'être dispersés par les forces de l'ordre.

Ce défilé musclé visait principalement la communauté arménienne, en raison du conflit qui oppose Erevan à Bakou, que la Turquie soutient, dans la région du Haut-Karabakh. Les récentes tensions diplomatiques entre la France et le gouvernement Erdogan ont également pu attiser la colère des Loups gris dans l'Hexagone.

Dans un communiqué, le conseil de coordination des organisations arméniennes de France (CCAF) s'est indigné d'une « chasse aux Arméniens » déclenchée par « plusieurs centaines » de Loups gris. Ce n'est pas la première fois que les Loups gris font parler d'eux en France. Déjà, en juillet 2020, une escouade de jeunes Franco-Turcs s'était illustrée dans des échauffourées lors d'une manifestation proarménienne à Décines, dans la banlieue de Lyon.

En fait, le 24 juillet 2020, des extrémistes turcs armés de barres de fer ont voulu attaquer une manifestation proarménienne à Décines et cela a failli dégénérer. Les assaillants se sont mis à crier « *Où sont les Arméniens ?* »,

raconte à l'AFP, Raffi Tanzilli, président régional du Comité pour la défense de la cause arménienne (CDCA). Il a déclaré que « *franchement, j'ai organisé de nombreux rassemblements et manifestations, mais là j'ai vraiment eu peur que ça tourne en bataille rangée* ».

Cinq cents personnes, dont une poignée d'élus, avaient été réunies à Décines par le CDCA pour protester contre « l'agression turco-azerbaïdjanaise » à la frontière nord-arménienne, théâtre de plusieurs affrontements meurtriers.

Sur la place, le rassemblement a vite été troublé par des détonations de mortiers. Puis les participants ont reçu des appels les prévenant d'une menace : l'arrivée, à deux rues de là, de « Loups gris », surnom des ultranationalistes turcs. Des militants masqués, munis de barres à mine et d'armes blanches, mais le dispositif policier mis en place a permis d'empêcher la confrontation avec des jeunes d'origine arménienne, eux aussi prêts à en découdre.

Quelques véhicules furent endommagés ainsi que la vitrine d'une cordonnerie arménienne visée par des tirs de mortiers, mais la catastrophe a été évitée. L'affaire, largement passée sous les radars de la presse nationale, s'est soldée par l'interpellation de quatre militants franco-turcs. Ahmet Cetin était l'un des initiateurs de cette « descente » anti-arménienne. Farouche partisan du président Erdogan, il multipliait depuis plusieurs mois les appels anti-kurdes et anti-arméniens sur les réseaux sociaux. Dans une vidéo, filmée le même jour par un riverain, on l'entend donner instruction à ses camarades de « jeter (leurs) couteaux » à la vue des forces de l'ordre.

À la suite de ces événements, Ahmet Cetin, a été jugé mi-septembre 2020 à Bourg-en-Bresse pour « incitation à la haine ». Ce Franco-Turc de 23 ans, marié et père d'un enfant, a publié une vidéo vue plus de 13 000 fois en déclarant « *que le gouvernement (turc) me donne une arme et 2 000 euros et je ferai ce qu'il y a à faire où que ce soit en France* » en soulignant qu'à Marseille il y avait « t*rop de pro*-PKK, *trop d'Arméniens* ». Sur l'image, derrière Ahmet Cetin, plusieurs hommes encagoulés accomplissant le geste de ralliement des Loups gris : le pouce, le majeur et l'annulaire joints, l'index et l'auriculaire dressés pour former le profil et les oreilles d'un loup.

Ex-candidat aux élections législatives 2017 dans l'Ain sous l'étiquette du Parti égalité et justice (PEJ) proche d'Erdogan, Ahmet Cetin a été condamné en 2018 à trois ans d'inéligibilité par le Conseil constitutionnel pour ne pas avoir déposé ses comptes de campagne. Ahmet Cetin occupait alors des fonctions nationales au sein du Conseil pour la justice l'égalité et la paix (COJEP), basé à Strasbourg. Le procureur de la République a requis une condamnation de six mois de prison avec sursis.

En octobre 2020, le site *Medyaturk.info*, relais de la propagande pro-Erdogan en France, a écrit que « *Ces dernières semaines, des groupes de jeunes franco-turcs ont organisé des manifestations pacifiques en réaction à ce qu'ils qualifient "d'immunité accordée" aux groupuscules franco-arméniens d'agir en toute illégalité, mais aussi à la guerre menée par l'Arménie contre l'Azerbaïdjan et à son occupation illégale du Haut-Karabagh, territoire internationalement reconnu comme azerbaïdjanais.*

Le 28 octobre 2020, cinq personnes, dont quatre franco-turcs, ont été blessées dans un incident survenu suite au blocage de l'autoroute A7 par des groupuscules franco-arméniens, près de la ville de Vienne, lorsque des militants franco-arméniens ont attaqué des personnes franco-turques se rendant au travail.

Suite à cet incident, des franco-turcs lyonnais et dijonnais ont organisé des marches contre la violence des groupes franco-arméniens. La police est ensuite intervenue avec des gaz lacrymogènes, infligeant également des amendes aux manifestants.

L'exécutif français n'a d'ailleurs, pour l'heure, pas réagi ni à la violence des groupuscules franco-arméniens, ni à leurs manifestations illégales, ni même aux pressions qu'ils exercent sur divers médias français pour les censurer sur les réalités des crimes de guerre commis par l'Arménie dans les territoires azerbaïdjanais ».

Dans une interview au magazine *Nouvelles d'Arménie* (octobre 2020), Umit Metin, le coordinateur général de l'Assemblée Citoyenne des Originaires de Turquie (ACORT) a déclaré que « *quand des groupes ultranationalistes lancent des raids ici en France, ils sont dans la continuité de leur discours politique en Turquie et même plus, ils sont soutenus par le gouvernement AKP qui a décidé d'exacerber le nationalisme à partir de ce sujet.*

La France sous-traite les besoins d'une partie de sa population, pour des raisons politiques et économiques, à leurs pays d'origine. On laisse la gestion des mosquées et l'apprentissage de la langue du pays d'origine à des fonctionnaires turcs qui sont des agents de contrôle de l'AKP sur la communauté turque en France.

L'Allemagne a fait de nombreux procès à ses imams, en disant qu'ils exerçaient un rôle de délation. En Suisse, pareillement. La France est le seul pays dans lequel on peut dire que l'AKP fait ce qu'il veut : il agit avec le silence du gouvernement français, voire presque même sous sa bienveillance. La raison qui est derrière le laxisme français, ce sont les intérêts commerciaux, mais surtout l'accord sur l'immigration entre la Turquie et l'Union européenne de 2016 concernant le contrôle frontalier des flux migratoires.

Même si Macron fait des sorties dans les médias, dans le concret, rien n'a changé : les imams sont toujours fonctionnaires de la Turquie, et des associations liées au DITIB sont membres du Conseil français du culte musulman (CFCM). Dans le cadre de l'Enseignement de langue et de culture d'origine (ELCO), on continue à accueillir des professeurs du régime d'Erdogan dans les écoles de la République.

Lors de l'invasion du nord de la Syrie par l'armée turque en 2018, plus de 350 associations françaises d'originaires de Turquie ont pris position pour soutenir l'intervention du gouvernement turc. Par la suite et la création du Parti Égalité et Justice (PEJ), leur stratégie est l'entrisme politique, en essayant de s'organiser, auprès des partis, voire en leur sein. On peut donc se retrouver avec des gens de l'AKP ou des Loups gris partenaires d'un certain nombre de projets locaux parce qu'ils tiennent un discours associatif. Concrètement, ils sont à la recherche d'une légitimité au sein de la société civile et politique française ».

Hors-la-loi

Début novembre 2020, le gouvernement français a décidé d'interdire les Loups gris en France. « *Pour le dire poliment, nous parlons d'un groupe*

particulièrement agressif », a déclaré le ministre de l'Intérieur. Son annonce est intervenue après qu'un centre commémoratif (près de Lyon) du génocide arménien par l'Empire ottoman a été dégradé avec des slogans proturcs. L'interdiction du groupe a été demandée par la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA) et le Conseil de coordination des organisations arméniennes en France. (CCAF).

La décision de Darmanin a augmenté les tensions avec Ankara, ces dernières ayant atteint un sommet lorsqu'Erdogan a remis en question la santé mentale du président Emmanuel Macron sur sa politique et sa rhétorique antimusulmane à la suite d'une série d'attaques terroristes. La France a répondu en prenant la mesure très inhabituelle de rappeler son ambassadeur à Ankara pour consultation.

Marine Le Pen a accusé Darmanin de n'utiliser que des mots vides de sens, en tweetant qu'il est insensé de prétendre dissoudre un groupe qui n'a jamais été juridiquement déclaré. En lieu et place, elle a appelé à la fermeture de la Confédération islamique Millî Görüş connectée à l'AKP, qui est une organisation officielle représentant 70 mosquées en France.

« Soft Power » à la turque

Maarif Vakfi

À l'étranger, la fondation Maarif ne cache pas ses objectifs. À la suite de la tentative du coup d'État de 2016, cet organisme constitue un outil du *soft power* de la Turquie dans de nombreux pays. En Afrique, elle a permis au président turc de reprendre le contrôle d'un vaste réseau d'écoles du mouvement Fethullah Gülen.

L'antenne strasbourgeoise de la fondation est installée dans le quartier de l'Esplanade depuis octobre 2018. Les dirigeants de la fondation Maarif cherchent des lacunes dans les systèmes d'éducation des pays où ils se trouvent. En France, elle offre ses services principalement dans l'enseignement de l'anglais, dans l'aide et l'accompagnement pour l'orientation des enfants.

Dans une brochure de présentation de la fondation, le président turc décrit ainsi l'objectif de l'entité : « *La fondation Maarif de Turquie, créée le 17 juin 2016, tient un rôle capital dans le partage, avec nos amis, de la riche expérience de notre pays dans le domaine de l'éducation et de la réalisation de notre mission qui s'étend sur plusieurs siècles.* »

En 2019, Birol Akgün, président de la fondation Maarif, a participé au colloque « *La tentative de coup d'État du 15 juillet et la lutte contre le mouvement dans sa troisième année* » organisé par la fondation SETA. Dans son discours lors de la session intitulée « *Combattre le mouvement Gülen dans le monde* », il a évoqué la lutte contre les gülenistes dans le domaine de l'éducation en Turquie et à l'étranger.

Selon Akgün, un millier d'établissements d'enseignement privés et de dortoirs, mais aussi quinze universités sous contrôle de la communauté Gülen avaient tous été fermés et nationalisés en Turquie par un décret présidentiel publié après le 15 juillet 2016. Se référant au rapport envoyé par le MIT à la commission d'enquête établie à la Grande Assemblée nationale turque après ce décret, Akgün a déclaré que dans ce rapport, il était indiqué que la communauté Gülen comptait 767 établissements d'enseignement qui délivraient directement des diplômes dans plus de 100 pays.

Akgün a déclaré que 63 d'entre eux se trouvaient en Afrique, 222 en Asie, 150 en Europe, 315 en Amérique du Nord, 7 en Amérique du Sud et 10 en Océanie. Il a ajouté que *« nous avons noué des contacts avec cent pays en deux ans et demi, au sujet des écoles affiliées à la communauté Gülen. Nous avons visité et suivi certaines d'entre elles à plusieurs reprises. Nous travaillons en contact étroit avec les représentants des écoles et les ambassades des différents pays à Ankara. Jusqu'à présent, nous avons signé un accord avec une quarantaine de pays sur le changement de statut de ces écoles. Nous avons en fait récupéré 218 des 767 écoles à l'étranger. Nous continuons à travailler pour prendre le reste des écoles en charge ».*

Yunus Emre

Sur le site de l'Institut Yunus Emre on peut lire que « *c'est un organisme lié à la fondation publique turque Yunus Emre Vakfi fondée dans le but de représenter la Turquie, sa langue, son histoire, sa culture et son art, et de faire évoluer l'amitié entre la Turquie et les autres pays en augmentant les échanges culturels. Il organise des séances d'enseignement de la langue turque aux étrangers dans les centres fondés à l'étranger, mais contribue aussi à des travaux scientifiques et gère des activités culturelles et artistiques ».*

La Turquie, depuis l'arrivée de l'AKP au pouvoir en 2002, utilise la diplomatie publique et le « soft power » turc comme outil principal pour faire de la propagande et promouvoir l'image du pays et du gouvernement.

On trouve des centres culturels allemands, français et britanniques dans le monde entier depuis plus d'un siècle.

La Turquie voulait être présente sur la scène internationale et les dirigeants turcs ont découvert que la diplomatie publique est un moyen efficace d'exercer une influence. Elle a trouvé un outil de diplomatie publique dans son héritage ottoman présent dans les Balkans, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord.

Parmi les outils de diplomatie publique les plus efficaces, on trouve les instituts Yunus Emre. Lorsque le premier institut Yunus Emre a ouvert ses portes en Bosnie, le ministre des Affaires étrangères de l'époque, Ahmet Davutoğlu, a déclaré: « *l'ouverture du premier centre culturel en Bosnie n'est pas une coïncidence, mais une décision stratégique mûrement réfléchie* ».

Il en ressort clairement que, outre la fonction culturelle de l'institut, il y a également un objectif stratégique plus large consistant à lier les peuples bosniaque et turc. Dans ce sens, les instituts Yunus Emre ont été programmés comme des outils de politique étrangère turque pour communiquer directement avec les publics étrangers.

Selon le site d'information *Nordic Monitor,* le MIT a implanté des agents dans plusieurs agences gouvernementales qui traitent avec les Turcs et les communautés musulmanes non turques à l'étranger dans le cadre d'un programme de recrutement d'agents. Les agences qui ont été utilisées pour des opérations secrètes du renseignement ont été identifiées, notamment l'Agence turque de développement et de coopération (TİKA), l'agence de la diaspora pour les Turcs de l'étranger (YTB), l'institut Yunus Emre et la fondation Maarif.

Selon une source, bien placée dans la structure étatique turque, qui a fourni des informations sensibles au site d'investigation *Nordic Monitor,* le MIT a développé des cellules « actives » en Europe en utilisant une méthode qui cible en particulier la France et l'Autriche. Les « actifs », avant d'avoir été sélectionnés comme candidats pour devenir de futurs agents du MIT, ont été embauchés sur la base d'un contrat temporaire (CDD) par des agences gouvernementales telles que YTB, TİKA et d'autres. Une fois que le MIT a jugé qu'ils lui étaient précieux, ils ont été transférés au renseignement turc.

Toujours selon la même source du site *Nordic Monitor,* les agences gouvernementales turques dont le mandat déclaré est d'aider les Turcs à l'étranger et de promouvoir la Turquie par des activités éducatives, culturelles et caritatives, mènent apparemment des opérations clandestines pour étendre le bras long du gouvernement d'Erdogan en territoire étranger, notamment en Europe, où quelque 5 millions de Turcs vivent expatriés.

Les Kurdes

Estimés à 150 000 personnes en France, les Kurdes (24 % de la population en Turquie) sont pour la plupart encadrés par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), d'inspiration marxiste, dont l'un des buts serait de créer un État kurde indépendant. Le quartier kurde se trouve dans le 10e arrondissement de Paris et bénéficie du soutien d'une partie de la gauche française.

Assassinats à Paris

Le 9 janvier 2013, trois hautes responsables du mouvement kurde (PKK) en France, Sakine Cansiz, Fidan Dogan et Leyla Söylemez ont été exécutées de trois balles dans la tête au siège du Centre d'Information du Kurdistan (CIK) au 147 de la rue Lafayette, dans le 10e arrondissement de la capitale.

Sakine Cansiz, 55 ans, était l'une des fondatrices du PKK et chargée de l'organisation en Europe. Une icône vivante de la lutte armée kurde, figure vedette du PKK aux côtés d'Abdullah Öcalan, qu'elle avait rejoint en Syrie après avoir passé douze années (de 1979 à 1991) dans la sinistre prison de Diyarbakir (en Turquie) et y avoir subi de lourds sévices.

Les deux autres étaient Fidan Dogan, 29 ans et Leyla Saylemez, 25 ans. La première était chargée du lobbyisme du mouvement en France, la seconde membre du mouvement de la jeunesse kurde. Ömer Güney, un personnage controversé au double visage et qui s'est avéré être un militant nationaliste turc, s'était infiltré dans l'organisation du PKK où il servait d'interprète aux cadres dirigeants en France. La mise en accusation définitive du pôle antiterroriste de Paris exigeait le procès d'Ömer Güney devant le tribunal

correctionnel pour assassinats liés à une action terroriste dans laquelle le MIT pourrait avoir été impliqué. Mais Güney, atteint d'un cancer, décéda en prison le 17 décembre 2016 d'une tumeur au cerveau sans avoir été jugé.

Pour les juges d'instruction français, « *les accointances* » de ce personnage avec le MIT « *sont de nature à considérer que ce dernier pourrait avoir des liens avec les assassinats* ». Les policiers ont en effet découvert que le suspect avait photographié un fichier recensant les membres d'une association kurde et qu'il avait effectué beaucoup d'allers-retours Paris-Ankara. Le pouvoir politique turc a toujours évité de s'exprimer sur cette affaire, alors que ses services de renseignement ont démenti officiellement toute implication.

Güney a été impliqué dans une tentative d'évasion pendant sa détention provisoire. Une personne avec laquelle l'assassin présumé s'est entretenu en prison a déclaré que Ömer avait admis avoir utilisé le nom de code « ma mère » pour parler des services secrets turcs et qu'un plan d'évasion lui avait été fourni par Ömer Güney pour le transmettre au MIT.

En mars 2018, les familles des victimes ont déposé une plainte, particulièrement détaillée, tout en se constituant partie civile. Elles mettent en avant des arguments de droit, estimant que si l'auteur présumé est mort, il reste à trouver « tous les autres », c'est-à-dire les complices et/ou les commanditaires, évoqués dans l'enquête initiale. Elles apportent aussi à la justice française de nouveaux indices issus de la procédure turque, tel un « *numéro de téléphone attribué par les télécommunications turques à la direction du MIT* ». Le parquet de Paris a donc décidé de relancer l'affaire en désignant un nouveau juge d'instruction antiterroriste chargé d'enquêter sur les complicités dont aurait bénéficié Güney.

En 2019, les autorités françaises ont également gelé les avoirs de quatre responsables kurdes, pour infractions commises au Code monétaire et financier. Ils sont soupçonnés d'avoir participé au financement du PKK qui est considéré comme organisation terroriste au sein de l'Union Européenne, en transférant des fonds récoltés via la « campanya », collecte à laquelle procèdent les militants kurdes autonomistes, dont certains ont été dénoncés à la justice française.

L’enlèvement

Pendant l’été 2017, le PKK est parvenu à enlever au Kurdistan irakien deux responsables de haut niveau du MIT. Lors de leur capture, les deux dirigeants du MIT firent des déclarations précises concernant le rôle du renseignement turc dans l’assassinat des trois femmes kurdes à Paris. Les noms des cadres du MİT retenus en captivité furent communiqués au public : Erhan Pekçetin, chef des opérations visant des activités séparatistes au sein du département du contre-terrorisme du MIT et Aydın Günel, responsable des sources humaines (HUMINT) du même département.

Les deux agents turcs ont déclaré que les assassinats avaient été planifiés par le MIT, avec l’aval des autorités turques. L’un d’eux, Erhan Pekcetin, a déclaré : « *Un enregistrement audio a été diffusé sur internet. Quand je l’ai entendu la première fois, j’ai compris que les assassinats avaient été planifiés et réalisés par Ugur Kaan Ayik, notre responsable du département des activités séparatistes, Ogur Yuret, ainsi que par l’agent Ayhan Oran et 3 autres agents. Je les ai reconnus grâce à l’enregistrement audio. Ils ont rencontré Omer Guney dans un hôtel à Ankara. L’enregistrement audio a été réalisé dans cet hôtel. Ce genre d’assassinat est très critique. Il exige une décision des officiels de haut rang et peu de cadres sont au courant.*

Le rapport doit aller au bureau du directeur. Il ne décide pas seul et doit demander au président, parce que ces actions peuvent engendrer des problèmes internationaux. C’était durant une période de négociations de paix entre le PKK et l’État turc. L’ordre de mission avait probablement été préparé par le directeur de section. Puis il avait été validé par Ugur Kaan Ayik dont le responsable supérieur est Sabahattin Asal qui était vice-directeur de l’agence. Ce dernier participait aux négociations de paix avec Muhammed Dervisoglu. Ensuite, la note a dû arriver sur le bureau de Haluk Ozcan, vice-directeur du département des affaires générales. Pour finir, elle a dû atterrir sur le bureau du Directeur. Il s’agit là de la manière dont un ordre de mission circule au sein de notre agence. »

L’autre cadre supérieur du MIT, Aydin Gunel, a reconnu les signatures figurant sous la note du MIT qui avait filtré dans les médias en janvier 2014 : «*O. Yuret est Oguz Yuret. C’est le responsable du MIT de Van. U.K Ayik est Ugur Kaan Ayik, le responsable actuel du département des Opérations*

Spéciales. J'ai entendu que le service de renseignement français nous avait envoyé un message après qu'il ait eu connaissance du billet d'avion de Guney. Je sais que les Français ont demandé des informations, mais personne ne leur a répondu. Le directeur du service de sécurité français a également envoyé une lettre à ses homologues turcs qui ont ouvert une enquête et trouvé l'agence de voyages où le billet avait été acheté. L'agence se trouvait à Ankara. Je ne l'ai jamais vue. Nous les appelions et ils nous envoyaient les billets. Le billet de Guney a également été acheté là-bas par notre organisation. Son billet de retour aussi a été acheté là-bas. Ugur Kaan Ayik a été envoyé à Doha en tant que représentant, puis promu chef du département des opérations spéciales. Oguz Yuret est l'actuel responsable régional à Van et Ayhan Oran a été renvoyé de l'agence.»

Les Turcs de la DGSE

En juin 2020, selon la presse turque, quatre « agents » d'origine turque qui travaillaient pour la DGSE se sont dénoncés aux autorités en Turquie. La raison en est un désaccord entre la DGSE et l'agent principal qui travaillait au consulat français d'Istanbul. Ces quatre espions collectaient des informations sur le fonctionnement interne des fondations conservatrices, des groupes religieux et de la Direction des affaires religieuses de Turquie (Diyanet), ainsi que sur leurs employés.

Selon l'enquête, le suspect principal, Metin Özdemir, utilisait une fausse carte d'identité appartenant à un agent du MİT et collectait des informations concernant Daech et d'autres groupes terroristes. Les cibles étaient la fondation pour les femmes et la démocratie (KADEM), l'agence de secours humanitaire *Sadaka Taşı* et la fondation pour la jeunesse pionnière, qui a par le passé fait l'objet d'une attaque à la bombe par le groupe terroriste du Parti communiste marxiste-léniniste (MLKP).

« Légionnaire »

Metin Özdemir a déclaré avoir contacté l'armée française lors d'une mission alors qu'il était soldat de l'armée turque en Afghanistan et désirait devenir « légionnaire » en France. Après la fin de son service militaire, Özdemir est retourné en Turquie et a travaillé au consulat général de France à Istanbul en tant qu'agent de sécurité.

En 2013, Özdemir a rencontré une personne au nom de code « Bruno », qui avait des liens étroits avec la DGSE. « Bruno » lui a alors proposé son aide pour son projet de devenir légionnaire en échange de collecte d'informations. Selon ses aveux, Özdemir avait recueilli des informations

sur plus de cent vingt personnes, dont des imams, et les a transmises aux autorités françaises. Très satisfaits de son travail, deux autres agents de la DGSE ont pris contact avec lui afin qu'il continue sa mission de collecte d'informations.

Les deux autres agents s'identifiaient comme étant les officiers « Virginia » et « Sebastian », refusant de donner leur nom de famille. Özdemir communiquait avec ses officiers traitants uniquement via une cabine téléphonique, car il avait compris qu'il menait des missions d'espionnage. Rémunéré 300 euros par affaire, il vit rapidement son salaire porté à 600 euros.

Özdemir a reçu par la suite l'ordre d'espionner les fondations conservatrices des quartiers de Fatih, Bayrampaşa, Esenyurt, Zeytinburnu, Üsküdar, Ümraniye et Başakşehir à Istanbul. Plus tard, il inclut trois personnes dans ses activités d'espionnage. Ainsi, un employé municipal du nom de Lütfü Yılmaz, propriétaire de l'hôtel Salih, Cemal Yiğit, et un commerçant du nom de Faysal Tambahçeci commencèrent à lui fournir des informations en pensant qu'ils travaillaient pour le MİT. Pour mieux convaincre ses recrues, Özdemir leur fit croire que les cibles étaient des organisations terroristes telles que Daech. Pour cela, il avait même fabriqué une fausse carte du MIT. L'ambassadeur de Turquie en France, Ismail Hakki Musa, a confirmé l'existence d'une « affaire » entre les deux pays, quelques jours après des informations publiées par le journal turc progouvernemental Sabah.

Ismail Hakki Musa

Ismail Hakkı Musa fut directeur adjoint du MIT entre 2012 et 2016. Hakan Fidan lui avait confié la tâche de tout mettre en œuvre pour récupérer, sains et saufs, la quarantaine d'otages turcs, membres du personnel du consulat turc, détenus par l'État islamique à Mossoul en 2014.

Diplômé en sciences économiques de l'université de Strasbourg, Ismail Hakki Musa a aussi fait des études à la faculté de droit et de sciences économiques de Nancy. Après quelques années à Ankara, puis à Alger,

Musa débarque à Lyon de 1994 à 1997, comme vice-consul, puis consul de Turquie – poste qu'il occupera à nouveau dix ans plus tard de 2007 à 2009. Il présenta ses lettres de créance à François Hollande en novembre 2016.

Le nouvel ambassadeur prit ses fonctions à Paris quatre mois après la tentative de coup d'État de juillet 2016. Ismail Hakkı Musa servit également de relais entre Ankara et le directeur de la DGSE, Bernard Emié. Ce dernier était ambassadeur en Turquie lorsqu'Hakan Fidan était chargé de dossiers sensibles – notamment celui du nucléaire – avant 2010.

Hakki Akil

Selon le site d'informations en ligne *Slate.fr*, Hakkı Akil, ambassadeur de Turquie, a fourni au secrétaire général du Quai d'Orsay, pendant l'été 2016, les noms d'une trentaine d'associations françaises dans les domaines de l'éducation, des activités féminines ou des entreprises, gravitant dans la nébuleuse de l'imam Fethullah Gülen. Cette liste avait été préparée par l'un des conseillers de l'ambassade turque. Pour la petite histoire, Hakki Akil fut rappelé lui-même à Ankara pour appartenance au réseau Gülen dont il venait de faire l'inventaire en France. Cinq autres de ses collègues furent également licenciés de leurs fonctions diplomatiques – y compris l'attaché militaire.

Chapitre 6

Opérations à l’étranger

Europe

Il convient tout d'abord de noter qu'environ cinq millions de Turcs vivent en Europe dont trois millions et demi environ sont des ressortissants turcs vivant et travaillant en Allemagne. Sur la base des données disponibles, mis à part quelques milliers d'Assyriens qui ont obtenu la nationalité d'un des pays européens, il y a plus de 200 000 ressortissants turcs qui ont acquis la nationalité allemande et 100 000 autres qui ont la nationalité d'autres pays européens.

À l'exception d'environ un million de Kurdes vivant dans des pays européens, le reste des citoyens turcs, en plus d'être une source inépuisable de revenus pour l'économie turque, a également constitué un énorme réservoir de personnels pour la collecte d'informations et autres opérations liées au soutien de la politique turque.

Une grande partie des opérations du MIT et d'autres services turcs concerne le suivi des activités de l'opposition, principalement l'élément kurde et leur « séparatisme », ainsi que les Turcs appellent la lutte kurde. Dans le même temps, les autorités turques ont également cherché à organiser les Turcs de la Diaspora en associations nationalistes et islamiques. Le but était de suivre de près chacune de leurs activités et de recueillir des informations par le biais de ces associations pour chaque centre d'intérêt en Turquie.

La grande majorité des Turcs vivant dans des pays européens sont sous l'influence idéologique de la prétendue composition « turco-islamique ». Il s'agit d'une idéologie introduite sous sa forme moderne par Turgut Özal, qui est un mélange du nationalisme turc et de foi musulmane dans le but d'unifier les populations musulmanes des Balkans, du Caucase et d'Asie centrale sous la direction politique de la Turquie. Dans sa version européenne, cela empêche l'intégration sociale et culturelle des Turcs dans

les sociétés européennes dans lesquelles ils vivent. Ces populations sont souvent qualifiées par les politiciens turcs de « Petite Turquie ».

Le nationalisme turc et l'islam valent « avant tout autre chose » pour la grande majorité des Turcs européens qui sont sous l'influence de la synthèse idéologique islamo-turque. Cela est dû à leur adhésion « obligatoire » à diverses associations, organisations et mosquées où s'applique une propagande idéologique et politique intense et systématique.

Les masses turques en Europe, bien qu'organisées par des organisations et partis d'extrême droite et islamistes, soutiennent des partis politiques de gauche ou sociaux-démocrates dans les pays dans lesquels ils vivent et travaillent lorsque les intérêts de la Turquie l'exigent. La grande majorité des Turcs d'Europe votent en revanche – en Turquie – pour le parti islamiste au pouvoir AKP, le parti nationaliste MHP, le parti islamiste SAADET, etc.

L'Agence de la Diaspora

Selon les courriels de Berat Albayrak (gendre d'Erdogan), divulgués par WikiLeaks en 2016, l'agence de la diaspora (YTB) est majoritairement composée d'islamistes. Un courriel envoyé à Albayrak (le 29 novembre 2013) par Mithat Cansız, directeur général de la société publique Turkish Petroleum International Company (TPIC) et ami d'Albayrak, a révélé que 70 % des membres du personnel du YTB provenaient du milieu de l'islam politique et avaient eu dans le passé des liens avec le Refah, Parti de Necmettin Erbakan.

Le YTB gère plusieurs programmes, y compris des bourses d'études du gouvernement, pour atteindre les étudiants étrangers. En 2020, 2500 étudiants qui ont reçu des bourses du gouvernement turc sont sortis diplômés des universités turques. Lors d'une cérémonie tenue en juillet 2020, le président du YTB, Abdullah Eren, a ouvertement demandé aux étudiants de soutenir la Turquie dans sa campagne mondiale.

Cette agence gouvernementale organise des programmes spéciaux pour les jeunes en Europe, attirant chaque année des centaines de jeunes de pays

d’Europe occidentale et du Canada vers des programmes de formation et d’endoctrinement. Selon une source anonyme du site d’investigation *Nordic Monitor,* « *YTB tient des réunions de stratégie chaque semaine avec la participation des cadres du MIT afin de développer des politiques sur la façon d’étendre leur bras opérationnel en utilisant les programmes qui ont été financés par le YTB.*

Les objectifs déclarés des projets financés par YTB en Europe contrastent avec ce que les décideurs ont vraiment l’intention d’accomplir. Ils s’efforcent de développer des groupes opérationnels sous divers schémas et noms afin de les utiliser à des fins politiques. Ils recrutent en particulier des personnes qui connaissent la langue, la culture et le territoire local. »

L’action du MIT

L’action du MIT en dehors de la Turquie varie d’un pays à l’autre, mais se divise généralement en deux catégories. Les opérations dans les pays à fortes concentrations d’immigrants turcs ou de minorités turques diffèrent des actions accomplies dans les pays sans population turcophone où s’appliquent les « méthodes classiques » des services du renseignement.

Cette distinction est particulièrement importante, car, dans le premier cas, l’action des services turcs suit des normes de collecte d’informations et de « traitement du personnel » qui sont en général appliquées à l’intérieur de la Turquie. Leur caractéristique principale est la méthode bien connue des officiers du renseignement (généralement sous couverture diplomatique officielle) demandant des informations aux immigrés turcs.

Les officiers du MIT utilisent le pouvoir et le prestige que leur donne leur fonction et leur capacité d’imposer des sanctions à ceux qui ne veulent pas coopérer. L’utilisation d’un réseau dense d’organisations de toutes sortes (culturelles, turco-islamiques, nationalistes, religieuses) et de mosquées pour collecter des renseignements fait partie des opérations principales des officiers du MIT qui sont « hébergés » dans les consulats mis en place pour desservir les cinq millions d’immigrants turcs d’Europe.

Belgique

Depuis 2017, la Belgique, l'Allemagne et la France ont accru leur coopération judiciaire afin d'empêcher les agents du MIT d'agir à leur guise, particulièrement en surveillant et liquidant les principaux chefs du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Le 1er décembre 2016, Remzi Kartal, l'un des principaux représentants de la communauté kurde en Belgique a déposé plainte pour « menaces de mort ».

Sa démarche faisait suite à la réception, sur son téléphone portable, de trois messages provenant d'un numéro ukrainien. Leur contenu permettait de faire un lien direct avec des événements visant des membres de la communauté kurde en Allemagne et en France. « *Tu te réjouis des déclarations de la personne de Brême. (…) Nous t'aurons toujours à l'œil jusqu'à ta mort »,* indiquait le premier message.

L'allusion faisait référence à l'arrestation, fin 2016, à Brême, de Mehmet Fatih Sayan, suspecté de s'être fait passer pour journaliste de la télévision kurde afin d'espionner les principales figures kurdes, dont Yuksel Koc, président de l'association des Kurdes d'Allemagne. Dénoncé par son ex-compagne, lors de son procès à Hambourg en octobre 2017, Sayan a été présenté par le procureur, comme « *un agent du MIT depuis 2013* » et il a été jugé pour espionnage. Il a été remis en liberté et n'a écopé que d'une faible peine.

Un autre SMS – « *nous allons faire en sorte que les gens qui t'entourent t'abattent* » – faisait écho à d'autres éléments fournis par Remzi Kartal qui ont permis aux enquêteurs belges d'étendre, en juin 2017, le champ de leurs investigations. Il est apparu qu'un salarié d'origine kurde, Haci A., avait été approché par son employeur, habitant à Lovendegem, en Belgique, pour qu'il travaille pour le « *gouvernement turc* », selon un document judiciaire belge. Cet homme a alors tenté de recueillir des informations sur Remzi Kartal et Zubeyir Aydar, un autre dirigeant kurde en Belgique, avant qu'il lui soit demandé de passer à l'étape suivante : « *Liquider les personnes concernées* », d'après le même document.

Allemagne

L’Allemagne, où vivent 3,5 millions de citoyens turcs ou d’origine turque (y compris huit cent mille Kurdes) est la tête de pont des virulents lobbys pro-Erdogan. Jusqu’en 1980, la collecte de renseignements était principalement effectuée par le personnel sous couvert diplomatique qui avait accès aux informateurs de la communauté turque dans toute l’Europe et plus précisément en Allemagne.

Après le coup d’État de 1980, un grand nombre de gauchistes et d’opposants politiques au régime militaire qui avaient fui vers l’Europe, ont forcé l’État turc à renforcer le mécanisme de surveillance. En Allemagne et dans d’autres pays européens à forte concentration de Turcs, un grand nombre d’agents expérimentés du MIT et de la direction générale de la sécurité de la police ont été installés dans les ambassades et consulats turcs d’Europe.

Dans le même temps, une politique de coopération avec les services secrets de divers pays a été encouragée, suivant le modèle traditionnel turc connu de longue date consistant à obtenir des informations « bon marché » de ses alliés respectifs. La coopération entre le MIT et le Service fédéral de renseignement (BND) en Allemagne a été si flagrante et scandaleuse qu’elle a été condamnée par les tribunaux allemands.

Il est à noter, cependant, que la décision du tribunal administratif de Berlin a fait une référence particulière aux méthodes utilisées par les Turcs en Allemagne, qui sont décrites comme suit : « *Les consulats turcs recrutent des informateurs en exerçant des pressions ou en leur accordant des privilèges spéciaux et utilisent également comme collaborateurs divers éléments d’extrême droite comme les « idéalistes » en particulier.*

Le début du soulèvement kurde en août 1984 et la mobilisation des organisations turques de gauche à l’étranger proches du PKK et principalement en Allemagne poussèrent les autorités turques à une nouvelle mise à niveau de leur mécanisme. Cet effort qui a commencé en Allemagne puis s’est étendu à d’autres pays européens mérite une mention spéciale.

Il s’agit d’un modèle spécifique que la Turquie suivra plus tard avec une grande cohérence et persévérance jusqu’à aujourd’hui. C’est le fameux modèle de la « petite Turquie ». Ça signifie l’organisation de grandes concentrations d’immigrants turcs en Europe, surtout en Allemagne, et la création d’une infrastructure d’organisations religieuses, culturelles, syndicales et autres. Ce schéma structurel, les Turcs ont réussi à le créer sans entrave en profitant des libertés démocratiques et de la laïcité des États libéraux d’Europe.

L’effort a commencé en 1986 avec une augmentation de la présence de cadres du MIT à l’ambassade turque et aux consulats de Turquie en Allemagne. Les nouveaux cadres ont reçu des bureaux spéciaux isolés du reste du personnel dans les délégations diplomatiques turques et avec des lignes téléphoniques séparées.

Suivant le modèle des organisations illégales du PKK, ils ont mis en place des « stations » du MIT à l’extérieur des ambassades et des consulats et principalement dans les zones où la présence d’éléments turcs était particulièrement forte. En outre, des fonctionnaires du MIT ont occupé les bureaux des relations publiques des consulats afin de faciliter leurs contacts quotidiens avec les citoyens turcs.

Cette phase a été suivie par la politique systématique d’accès au leadership naturel de la minorité turque, avec un accent particulier sur les contacts avec les présidents d’organisations turques, les responsables de mosquées, les imams, les enseignants, les journalistes et les propriétaires des agences de tourisme, des hommes d’affaires, des employés de banque, etc.

La construction de mosquées est devenue possible grâce, entre autres, à l’argent apporté par les consulats. Les missions diplomatiques turques ont veillé à créer une dépendance financière à la fois pour les mosquées et les différentes associations, offrant généreusement les sommes nécessaires pour couvrir leurs frais de fonctionnement. Une partie de cet argent provient des rémunérations collectées par les consulats eux-mêmes pour le traitement des dossiers administratifs des citoyens turcs à l’étranger.

Bien entendu, la nécessité d’augmenter les revenus des consulats les a poussés à facturer régulièrement des sommes excessives pour le travail fourni. Par exemple, l’envoi d’un certificat de naissance était facturé avec

des frais de port de 10 DM (Deutsch Mark) au lieu de 1 DM normal, que les parties intéressées étaient obligées de payer pour éviter les frais d'un voyage en Turquie pour le recevoir. Une autre partie importante des revenus des consulats était constituée des sommes versées par les ressortissants étrangers turcs qui avaient profité de la possibilité offerte par la loi de racheter leur service militaire.

L'action du MIT en Allemagne est rapidement devenue si flagrante qu'en dépit de sa coopération étroite avec le service de renseignement allemand (BND), elle a dépassé les limites de la tolérance des autorités allemandes. Le 3 avril 1990, l'émission *Panorama* d'une chaîne de télévision allemande a rapporté que le MIT avait trente agents sous couverture diplomatique à son ambassade à Bonn et dans les treize consulats en Allemagne. Dans le même temps, on a appris que Bonn avait demandé à Ankara de retirer d'Allemagne 15 des 30 « diplomates » du MIT au motif qu'ils menaient des activités d'espionnage incompatibles avec leur statut.

Selon cette émission de télévision, parmi les « diplomates » figurait le conseiller de l'ambassade de Turquie à Bonn, Senbir Tumay, et quatre autres « diplomates » servant dans les consulats de Stuttgart et de Hambourg, dont les noms, ainsi que ceux des dix autres, n'ont pas été divulgués. Cependant, l'attitude résiliente du gouvernement allemand (au lieu des quinze agents du MIT, seulement quatre ont été expulsés) a abouti à l'envoi d'un mauvais message aux Turcs qui l'ont interprété comme un « feu vert » pour continuer leurs opérations.

Les priorités du MIT

Un rapport de la DW (Deutsche Welle, radio internationale allemande) publié le 16 février 2017 a révélé « *un effort plus important du Diyanet en Allemagne et en Europe pour rendre compte à Ankara des activités du mouvement Gülen* ». Les rapports obtenus par la DW comprenaient des rapports rédigés par des « *attachés religieux dans les missions diplomatiques turques à Munich, aux Pays-Bas, en Autriche, en Suisse et en Belgique* ».

Selon les enquêteurs allemands, Halife Keskin, chef du département des relations extérieures du Diyanet, « *aurait appelé les missions diplomatiques turques à recueillir des informations sur les adeptes du prédicateur islamique Fethullah Gülen* ». Une copie de la demande du Diyanet a été fournie aux autorités de Karlsruhe. Le document contenait une déclaration selon laquelle Keskin « *avait chargé des imams d'enquêter en Allemagne sur les partisans de Gülen* ».

Le MIT se concentre aujourd'hui avant tout sur les organisations que la Turquie classe comme extrémistes ou terroristes. Il est également très intéressé par les renseignements concernant les organisations et les individus qui s'opposent au gouvernement turc actuel. La priorité du MIT se focalise sur le recueil de renseignements sur le PKK et les membres du mouvement dirigé par le religieux Fethullah Gülen. Le mouvement Hizmet de Fethullah Gülen a été qualifié d'organisation terroriste par le gouvernement turc, qui le tient responsable de la tentative de coup d'État de juillet 2016.

Les activités du MIT s'accompagnent de tentatives pour influencer la communauté turque en Allemagne ainsi que de tentatives pour façonner l'opinion publique allemande. Les organisations ayant des liens avec Ankara font du lobbyisme en Allemagne et dans d'autres pays européens pour défendre la politique actuelle de la Turquie et protéger le gouvernement turc des critiques.

Cette stratégie d'influence consiste en grande partie à signaler des cas supposés ou réels de racisme, d'islamophobie et de sentiments anti-turcs et à exagérer les problèmes en Allemagne et en Europe pour contrer les critiques de la Turquie. L'Allemagne reste l'une des principales cibles du renseignement du MIT en dehors de la Turquie.

Dans un rapport du BfV, (la DGSI allemande) qui met l'accent sur le changement récent qu'a subi le MIT en le décrivant comme « *l'élément central de l'architecture de sécurité turque* », il était indiqué que l'organisation dirigée par Hakan Fidan, aurait de « larges pouvoirs » et qu'elle compterait entre 8 000 et 9 000 personnes.

Selon ce rapport, le MIT « *sert le gouvernement turc sous la direction du président et de son parti AKP pour recueillir des renseignements pour la*

mise en œuvre des politiques gouvernementales, la protection de la sécurité intérieure et en même temps la préparation des décisions politiques ». Dans le rapport du renseignement interne allemand, il est indiqué que le MIT a collecté des informations auprès de sources ouvertes et mené des activités d'espionnage secrètes en Allemagne.

Le procureur général fédéral a lancé un total de vingt-trois enquêtes contre diverses personnes au cours d'une période de 10 ans (2008-2018) sur des soupçons d'espionnage en liaison avec le service de renseignement turc. Dix-sept de ces enquêtes ont été ouvertes rien que pendant les années 2017 et 2018. Selon les informations publiées par les journaux *Der Tagesspiegel* et *Die Welt* sur la base des informations fournies par le gouvernement allemand, les activités du MIT en Allemagne ont considérablement augmenté ces dernières années. Le gouvernement allemand est très préoccupé par l'infiltration de ses institutions étatiques par le MIT.

Le ministère allemand de l'Intérieur a mis en garde les employés de plusieurs agences gouvernementales contre les tentatives d'agents du MIT d'infiltrer les institutions. Les agences auxquelles le ministère de l'Intérieur a envoyé des avertissements comprennent le Service fédéral de la police (BKA), le service de renseignement extérieur (BND), le service de renseignement interne pour la protection constitutionnelle (BfV), le service de renseignement militaire (MAD), le service fédéral de sécurité informatique (BSI), l'Office fédéral des migrations et des réfugiés (BAMF) et le service de police des douanes (ZKA). Selon les informations que le journal *Der Tagesspiegel* a obtenues des services de sécurité, il y a eu plus de cent tentatives de ce type de la part du MIT ces dernières années.

De même, un rapport intitulé « *L'agence turque MIT menace les 'Turcs allemands'* », publié le 21 août 2016 par le journal *Die Welt am Sonntag*, citait un « officier de la sécurité » anonyme disant que le MIT avait à sa disposition en Allemagne la plupart des huit cents officiers actifs dont il disposait en Europe ainsi qu'un réseau de six mille informateurs à travers l'Allemagne – bien plus que ce que l'on connaissait auparavant.

Les enquêteurs allemands en Rhénanie du Nord-Westphalie ont déclaré que treize imams de leur juridiction avaient fourni des informations à Ankara sur trente-trois Turcs et onze organisations turques, y compris des organisations affiliées à Gülen. De même, trois autres imams de la

Rhénanie-Palatinat voisine ont également transmis des informations sur les communautés turques de leurs villes.

En février 2017, les autorités allemandes ont perquisitionné les appartements de quatre imams turcs soupçonnés d'espionnage pour rechercher des preuves. Le parquet fédéral allemand (GBA) a déclaré dans un communiqué après les raids que « *les imams avaient agi conformément à un ordre de l'autorité religieuse Diyanet basée en Turquie émis le 20 septembre 2016* ».

En Allemagne, les imams de DITIB ne dirigent pas moins de 800 des 2 000 mosquées recensées outre-Rhin et tentent de s'imposer comme les principaux interlocuteurs musulmans des pouvoirs publics pour l'enseignement religieux. Pourtant, les imams de DITIB sont souvent inadaptés à la société allemande, car ils en connaissent mal la langue et la culture.

Le génocide arménien

Avant le vote du Bundestag sur la reconnaissance du génocide arménien, Ankara a exercé toutes sortes de pressions sur les députés allemands issus de l'immigration turque. Dans cette affaire, le gouvernement turc s'est appuyé sur DITIB qui est une importante courroie de transmission du lobby turc en Allemagne.

Une députée allemande d'origine turque a déclaré à la presse allemande que « *Les imams turcs ont chauffé les fidèles. Les représentants du DITIB étaient également présents à toutes les manifestations contre le vote. Tout cela n'a pourtant rien à voir avec la religion. Ils suivent la politique d'Ankara et sabotent ici la politique d'intégration. Ils divisent profondément les communautés germano-turques* ».

Le vote sur le génocide arménien a permis de mieux déceler les réseaux pro-Erdogan, des organisations qui servent à la fois à faire pression sur l'État allemand et à maintenir la mobilisation d'une communauté turque étrangère qui vote majoritairement pour Erdogan. Pas moins de 577 associations turques ou proturques ont ainsi protesté contre ce vote. Parmi

les principaux bras de levier d’Erdogan, il y avait l’Union des démocrates turco-européens (UETD) créée en 2005 en présence d’Erdogan lui-même.

Six mille informateurs

Plusieurs sources estiment que le MIT dispose en Allemagne d’un réseau d’informateurs d’environ six mille personnes. Parmi leurs principales activités, on compte la traque de militants kurdes membres du PKK (qui sont environ treize mille en Allemagne) ou encore de prétendus « gülenistes », sympathisants de Fethullah Gülen. Selon les journalistes de *WDR* et *NDR*, les renseignements intérieurs allemands viennent de créer un groupe spécial d’observation du MIT, car ils craignent que les agents turcs renforcent leurs activités de désinformation en Allemagne.

États-Unis

Comprendre l'état d'esprit du président turc Erdogan est essentiel pour évaluer les changements stratégiques de la politique étrangère turque et le rapprochement avec les Frères musulmans et d'autres mouvements politiques islamistes. Erdogan n'a jamais dissimulé ses ambitions de vouloir devenir le leader du monde islamique. Au fur et à mesure que la prospérité économique de la Turquie progressait, Erdogan a investi dans la diplomatie internationale et l'aide humanitaire pour tirer parti de son influence dans le monde islamique et parmi les migrants musulmans en Occident.

En 2002, Erdogan était sceptique quant au soutien américain à son poste de chef du parti AKP et il a cherché des moyens d'établir des liens avec les États-Unis, en particulier avec le président George W. Bush. Il a estimé qu'il avait besoin de légitimité et de soutien à sa carrière politique, principalement en raison de la crainte qu'il avait à l'égard de l'armée turque ultra-laïque.

Un mois après les élections, en décembre 2002, Erdogan a obtenu de rencontrer le président Bush, rencontre qui constitue le point de départ de sa conquête de l'Amérique. Avant cela, il n'y avait pratiquement pas de relations turco-américaines en dehors d'Egemen Bağış qui était auparavant son traducteur, puis député du Parlement et finalement ministre des Affaires européennes et négociateur en chef de la Turquie pour l'adhésion à l'Union européenne.

Erdogan a compris qu'il devait compter sur les autres pour ses relations aux États-Unis, non seulement sur le soutien de la diaspora turque, mais aussi sur d'autres musulmans aux États-Unis. Au début, il a essayé d'exploiter les relations déjà établies du mouvement Gülen. Erdogan n'avait pas confiance dans la bureaucratie turque existant aux États-Unis, y compris

l’ambassadeur de Turquie et d’autres membres du service du ministère des Affaires étrangères ou les militaires turcs servant à l’OTAN.

Erdogan a progressivement multiplié ses opérations d’influence aux États-Unis, surtout après 2010 où il a consolidé son emprise sur le MIT par la nomination de Hakan Fidan. Le président turc a travaillé avec des moyens tels que la réaffectation de fonctionnaires « amis » à Washington DC en tant que personnel de l’ambassade et des consulats.

La collaboration avec différentes sociétés de lobbyisme, le rapprochement avec les communautés musulmanes américaines, l’établissement de nouvelles ONG soutenues par la Turquie en tant qu’investissements politiques à long terme, mais aussi l’embauche des personnalités proches du président Trump faisaient partie de sa stratégie.

Erdogan savait qu’il ne pouvait pas compter sur Gülen très longtemps, car le mouvement Hizmet représentait l’islam soufi traditionnel de la Turquie et parce qu’Erdogan adhère à une forme d’islam politique proche des Frères musulmans. Alors que les bases électorales d’Erdogan et de Gülen étaient proches les unes des autres, s’étant soutenues l’une l’autre en tant que mouvements islamiques contre l’establishment laïc du pays sur une longue durée, leur compréhension de la religion en matière de politique et d’éducation était radicalement différente.

Erdogan ne disposait pas de soutiens généralisés aux États-Unis lorsqu’il est devenu Premier ministre en 2003. De plus, les établissements musulmans américains n’étaient pas tout à fait certains de la personnalité d’Erdogan, qu’ils avaient plutôt reconnu comme personne ayant trahi Necmettin Erbakan.

Ce dernier était le chef du parti Refah, où Erdogan commença sa carrière politique, parti qui avait déjà établi des liens avec le mouvement mondial des Frères musulmans et d’autres établissements islamiques. Erdogan s’étant opposé à Erbakan, les principaux groupes musulmans américains voulaient prendre leur temps et observer Erdogan au début de son règne.

Des millions de dollars

Cependant, le président turc était ambitieux et il avait besoin de soutiens permanents pour sa politique, afin de le protéger quoiqu'il arrive. À cette fin, il a versé des millions de dollars pour faire du lobbyisme et influencer les décideurs politiques américains. Par exemple, il a été rapporté en 2009 que les lobbyistes promouvant l'aide financière de la Turquie avaient plus d'interactions avec les membres du Congrès que les lobbyistes représentant tout autre pays étranger, dépensant plus de trois millions de dollars dans des cabinets de lobbyisme en 2007-2008.

Les dépenses de la Turquie dans les entreprises de lobbyisme aux États-Unis ont continuellement augmenté avec un pic juste après les opérations de lutte contre la corruption en décembre 2013. À ce moment Erdogan a eu besoin d'embellir son nom par de faux récits.

En outre, les efforts d'Erdogan pour faire du lobbyisme aux États-Unis se sont également multipliés après la tentative de coup d'État de 2016, alors qu'il tentait de rallier le soutien américain à sa gouvernance. La Turquie dépensa plus de six millions de dollars en 2018, tandis que les organisations non gouvernementales turques dépensaient 1,4 million de dollars selon l'ONG Center for Responsive Politics.

Cependant, les canaux formels de lobbyisme n'étaient pas suffisants pour le sultan turc et il n'était pas satisfait aux États-Unis des résultats en termes de soutien qu'il obtenait des musulmans américains et du grand public. De ce point de vue, en plus du lobbyisme formel pour accroître son influence, Erdogan a adopté de nouvelles politiques pour obtenir un soutien plus large aux États-Unis, notamment par l'augmentation de son « soft power » par différents moyens.

ONG musulmanes

L'une des premières mesures prises par le président turc a été la mobilisation de groupes musulmans américains comme le CAIR, l'ISNA et l'ICNA. Ce dernier avait été créé principalement pour des raisons de « solidarité ». Erdogan a choisi de tendre la main à ces groupes en tant que nouveau chef du monde musulman. Ces groupes comprenaient de

nombreux musulmans américains qui avaient immigré aux États-Unis des années auparavant et étaient devenus influents.

Cette décision n'était pas une simple tentative de demander le soutien de ces groupes. Il s'agissait d'une campagne coordonnée avec le soutien de mécanismes et des finances de l'État turc, y compris des groupes de la société civile comme le THO ou le MUSIAD. Cela comprenait également la prise de contrôle d'institutions, de fondations et de mosquées plus anciennes qui existaient déjà avant lui.

En outre, la plupart des groupes musulmans américains bien établis et des institutions turques contrôlées par l'AKP ont commencé à interagir. La plupart du temps ils sont présents les uns les autres dans des colloques, conférences, foires et dîners iftar du ramadan. Cette tentative d'alliance religieuse exigeait que bon nombre de ces groupes soient invités et présents lorsqu'Erdogan ou d'autres hauts responsables de l'État turc venaient aux États-Unis.

Certains groupes musulmans américains ont décidé de se rallier au président turc, souvent sans avoir compris ses véritables intentions. Ils ont probablement cru qu'il était un musulman sincère et juste et ont ainsi ouvert leurs portes aux États-Unis, non seulement à lui, mais aussi à d'autres établissements turcs développés sous l'AKP.

En plus de prétendre au leadership de la communauté musulmane, il a également commencé à soutenir financièrement les groupes musulmans américains, utilisant souvent les moyens de l'État turc par le biais de parrainages, de publicités et d'échanges directs en espèce ou par chèques. En outre, à ce stade, les membres et les sympathisants de ces groupes étaient souvent invités en Turquie pour diverses raisons, notamment des réunions, des études ou simplement des vacances, souvent payées par la Turquie.

Le sultan turc décida également de créer ses propres institutions, dans le cadre d'un investissement à long terme, grâce auxquelles il pourrait influencer les Turco-Américains, les musulmans américains et, plus encore, les politiciens américains, les universités et les think tanks ainsi que l'opinion publique.

Le général Flynn

L'étape suivante du jeu a été l'infiltration de l'administration Trump nouvellement élue (en 2016) par différents biais, comme l'utilisation de l'ancien conseiller à la sécurité nationale du président Trump, le général Michael Flynn. D'août à novembre 2016, Flynn qui est passé par la Direction de la Defence Intelligence Agency (DIA) a travaillé pour une société-écran turque appartenant à Ekim Alptekin. Ce dernier était président du Conseil des affaires turco-américaines et proche d'Erdogan.

La société du général Flynn, le groupe Flynn Intel, a reçu 530 000 dollars dans le cadre d'un contrat signé le 9 août 2016 avec une société néerlandaise nommée Inovo, propriété d'Alptekin. En retour, le général Flynn écrivit un éditorial dans le journal *The Hill (*le 11 août 2016), intitulé « *Notre alliée, la Turquie, est en crise et a besoin de notre soutien* ».

En plus, il avait demandé l'extradition de Fethullah Gülen en le qualifiant de « *mollah islamique louche* » et « *islamiste radical* » et affirmant que « *Washington héberge l'Oussama Ben Laden turc* ».

Giuliani

L'affaire impliquait aussi Rudy Giuliani, l'ancien maire de New York, et avocat personnel du président Trump. Reza Zarrab, le négociant en or irano-turc qui avait collaboré avec l'establishment turc pour contourner l'embargo américain du pétrole iranien, avait embauché le cabinet d'avocats de M. Giuliani, Greenberg Traurig LLP, pour le défendre.

Le même cabinet d'avocats était également un « *agent certifié du gouvernement turc* ». M. Giuliani a beaucoup travaillé pour mettre fin à l'affaire Zarrab à l'origine du projet iranien. Pendant ce temps, M. Giuliani avait tenu une réunion avec Erdoğan en Turquie pour discuter de l'affaire Halkbank, la banque publique turque impliquée dans le projet de contournement de l'embargo américain.

Le juge Berman chargé de l'affaire Reza Zarrab a écrit dans les notes qu'il avait préparées pour une interview à la presse : « *Je suis toujours abasourdi par le fait que Rudy Guiliani ait été embauché pour être – et il l'a très activement été – l'intermédiaire entre le président Trump et le président turc Erdogan dans une situation sans précédent. Si Rudy avait réussi, lui et les deux présidents mentionnés auraient aidé de manière très significative l'Iran qui était le bénéficiaire de ces stratagèmes pour éviter les sanctions américaines* ».

Plus tard, il a été révélé que M. Giuliani, « *avait exhorté à plusieurs reprises le président Trump à organiser l'expulsion de Fethullah Gülen, le qualifiant d'extrémiste violent qui devait faire face à la justice turque* », selon un ancien responsable de la Maison-Blanche.

Les valises

Erdogan intensifia ses opérations de renseignement aux États-Unis après la tentative du coup d'État de 2016. La chaîne américaine *NBC NEWS* a rapporté le 27 septembre 2018 que « *bien qu'étant un allié de l'OTAN, la Turquie s'est engagée à s'attaquer aux opposants du président Erdogan sur sol étranger, y compris aux États-Unis*. »

Selon Michael Rubin, analyste du think tank American Enterprise Institute (AEI) « *plusieurs valises diplomatiques ont été livrées remplies d'argent liquide à l'ambassade de Turquie aux États-Unis, selon des personnes qui ont entendu certains courriers et diplomates turcs qui fanfaronnaient. Plus d'argent liquide aurait été livré lors de la dernière visite d'Erdogan aux États-Unis* ».

Le gouvernement turc a investi 110 millions de dollars dans le Diyanet Center of America (DCA), en construisant une mosquée et un centre islamique dans le Maryland. Le but était de renforcer son influence et son public parmi les musulmans américains de manière à être considéré comme chef de la communauté musulmane aux États-Unis.

Une partie de la diaspora turco-américaine fidèle à Erdogan a travaillé avec des agents du gouvernement turc et des affiliés aux États-Unis. Ses

partisans américains sont parfois allés jusqu'à commettre des actes illégaux. Une scène montrant un tel acte est restée forgée dans les mémoires, lorsque des partisans du président turc se sont joints aux responsables de sécurité turcs pour attaquer des civils protestant contre Erdogan devant le domicile de l'ambassadeur de Turquie à Washington, DC, le 16 mai 2016.

THO

L'ONG Turkish Heritage Organization (THO) est basée à Washington, DC en tant qu'organisation non partisane, à but non lucratif. Fondée en 2014 par un groupe d'entrepreneurs turco-américains « *pour promouvoir le dialogue sur des questions importantes dans la relation bilatérale américano-turque ainsi que sur le rôle de la Turquie dans la communauté internationale* » selon son site internet.

Les activités de THO impliquent six sujets liés aux relations de la Turquie avec les États-Unis, notamment la sécurité, l'éducation, l'énergie, l'économie, l'aide humanitaire et la technologie. Mais les courriels piratés (par WikiLeaks) du gendre d'Erdogan, Berat Albayrak, révèlent l'histoire derrière la création de THO et comment la famille du président turc a créé cette ONG pour faciliter le lobbyisme du gouvernement turc.

En effet, le fondateur et premier président de la THO, Halil Ibrahim Danismaz, a dû quitter son poste à la THO et a été expulsé des États-Unis après avoir été « *interrogé par le FBI à propos de ses activités pour le compte du gouvernement turc* ». Selon un courriel piraté envoyé par Ibrahim Uyar (le directeur turco-américain de la THO) à Berat Albayrak, le FBI a accusé Danismaz et Uyar « *d'avoir tenté d'intervenir dans la politique américaine au nom du président Erdogan et de travailler comme agent secret au nom de la République de Turquie* ».

La THO produit également des lettres, des nouvelles hebdomadaires distribuées en ligne et par courriels couvrant les événements importants de la semaine, les colloques et les informations relatives aux États-Unis et à la Turquie. Elle dispose également d'un conseil consultatif composé principalement d'universitaires et de politologues américains experts pour

le Moyen-Orient et la région, comprenant entre autres Michael M. Gunter, Mark Meirowitz, Robert Olson, Parag Khanna, F.Stephen Larrabee.

La THO organise régulièrement des colloques axés sur des questions étroitement liées à la position et aux objectifs politiques de la Turquie. Le calendrier des événements de la THO comportait environ trois conférences par mois. En plus de ses réunions, la THO produit des déclarations et des rapports, couvrant principalement les relations américano-turques vues sous l'angle du gouvernement turc, comme la déclaration de la THO sur la déclaration du président Trump à Jérusalem le 8 décembre 2017 ou la déclaration de la THO sur la crise des visas et les États-Unis.

Les oligarques

Toutes les sociétés répertoriées comme promoteurs de la THO ont historiquement soutenu l'AKP, et maintenu des liens étroits avec le président turc. Ces entreprises représentaient pratiquement le transfert du capital financier de Turquie vers les cercles proches du parti au pouvoir, l'AKP. Elles se voyaient octroyer de mégaprojets de construction ou d'achat d'entreprises publiques créant de nouveaux magnats des affaires.

Parmi les commanditaires de la THO se trouve IGA, une entreprise de construction fondée en 2013 pour construire et exploiter le nouvel aéroport d'Istanbul, consortium d'entreprises dont les propriétaires sont des amis proches du président turc. Le consortium du projet de l'aéroport d'Istanbul comprenait les groupes de construction Limak, Cengiz, Mapa, Kolin et Kalyon, qui sont connus pour avoir reçu des contrats gouvernementaux pendant le mandat de l'AKP.

Ces cinq entreprises ont obtenu du gouvernement turc des marchés publics d'une valeur de 36 milliards de livres turques et le groupe de construction Cengiz s'est vu attribuer huit projets gouvernementaux en 2017 d'une valeur d'environ 8 milliards de livres turques.

Les projets attribués à ces entreprises comprenaient entre autres la centrale nucléaire d'Akkuyu (20 milliards de dollars), le projet du nouvel aéroport

d’Istanbul (35 milliards de dollars), l’achat des sociétés de distribution d’électricité de Bogazici et Akdeniz, des projets de métro et bien d’autres.

L’autre caractéristique commune de ces sociétés est le fait que plusieurs des propriétaires figuraient parmi les suspects des très médiatisées opérations de lutte contre la corruption et pots-de-vin menées du 17 au 25 décembre 2013 par la police nationale turque visant les cercles intimes du président turc, y compris son fils, Bilal Erdogan.

Par exemple, les propriétaires de Kalyon Group et Mehmet Cengiz, propriétaires de Cengiz Group, figuraient parmi les suspects. De même, le directeur général d’Emlak Konut, Murat Kurum, a été arrêté lors de la première phase de ces opérations de lutte contre la corruption. Selon la presse turque, le schéma de corruption appliqué a été mis en place de manière à garantir l’attribution de projets gouvernementaux de haute valeur aux amis proches du président turc, dont certains font partie de la liste des partisans de la THO, en échange d’un soutien financier aux projets d’Erdogan.

Selon la presse turque, les hommes d’affaires soumis aux opérations de lutte contre la corruption ont été « contraints » de contribuer à hauteur de 50 à 100 millions de dollars à un « pool financier » pour créer Turkuvaz Media dirigé par le frère du gendre du président turc, Serhat Albayrak.

Les courriels

D’après les courriels piratés de Berat Albayrak et publiés par WikiLeaks, Halil Ibrahim Danismaz était en contact avec Albayrak et le fils du président turc, Bilal Erdogan.

Dans un courriel intitulé « Lobby and Media » daté du 5 juin 2012, que Danismaz a envoyé à Berat Albayrak et Esra Albayrak (épouse de Berat et fille du président Erdogan), il a expliqué en détail sa stratégie de création d’une structure de lobbyisme et de médias aux États-Unis.

Danismaz a affirmé dans son courriel qu’il n’y avait aucune organisation représentant « leur courant » aux États-Unis, c’est-à-dire la politique

d’Erdogan et de l’AKP. Il a ajouté que si nécessaire, il pourrait présenter son plan sur les activités de lobbyisme aux États-Unis au président turc lui-même. Deux fichiers de présentation PowerPoint comprenaient des détails sur les stratégies de Danismaz et une feuille de route sur le lobbyisme et les médias pour « *tenter d’infiltrer Capitol Hill et l’établissement de la sécurité nationale par le biais d’organisations de façade et de lobbyistes sous couvert de journalisme* ».

Il a ensuite énuméré quatre pôles d’influence turque aux États-Unis :

- les intérêts américains pour l’exportation de matériel militaire vers la Turquie,
- les lobbies professionnels embauchés,
- le mouvement Hizmet et
- les associations turques,

qui pourraient être exploités. Danismaz a également déclaré que le pouvoir du lobbyisme turc aux États-Unis était très limité, les profils des acteurs répertoriés étant très différents et vu qu’ils n’avaient jamais coordonné leurs activités.

Michael Rubin, spécialiste de l’American Enterprise Institute, a écrit que « *la THO devrait être considérée comme agent étranger opérant pour la Turquie en raison de certaines de ses activités exposées dans les courriels. C’est une organisation basée aux États-Unis qui a travaillé comme façade du gouvernement turc sans enregistrement FARA [Loi sur l’enregistrement des agents étrangers]* ».

Rubin a également écrit qu’il y avait des « *preuves que la THO était engagée dans l’espionnage* » contre la communauté turque présumée opposée au président turc aux États-Unis. Rubin a affirmé que, selon des sources proches de l’affaire, la THO « *aurait rapporté au gouvernement les perspectives politiques et l’appartenance ethnique des entreprises appartenant à des groupes ethniques turcs et kurdes aux États-Unis. Créer une base de données contenant de telles informations a des implications effrayantes* ».

Selon les courriels piratés par WikiLeaks, Danismaz, en sa qualité de président de la THO, a mené des activités de fichage en recueillant des informations sur les personnes considérées comme opposées au président

Erdogan et a envoyé des rapports à Berat Albayrak. Le 7 mai 2014, Danismaz a envoyé un courriel à Berat Albayrak avec une pièce jointe intitulée « rapport » avec les comptes et les dossiers des personnes proches du mouvement Hizmet.

Ibrahim Uyar

Ibrahim Uyar est membre fondateur et ancien vice-président de l'Association des industriels et hommes d'affaires indépendants (MUSIAD-USA), une organisation commerciale étroitement liée au président Erdogan. Sur la base des courriels piratés de Berat Albayrak, il a été révélé qu'Ibrahim Uyar avait été interrogé par deux agents du FBI dans son entreprise.

Les agents lui ont posé des questions sur MUSIAD-USA, le Comité turco-américain (TASC) et le président turc. Uyar a écrit à Albayrak qu'« *il était accusé d'avoir tenté de s'infiltrer dans les cercles des politiciens américains au nom du président Erdogan et d'espionnage (ou de travailler comme agent secret) au nom du gouvernement turc aux États-Unis* ». Uyar a ajouté que le FBI avait enquêté sur ses activités aux États-Unis depuis deux ans et voulait l'interroger.

Uyar a ensuite poursuivi en déclarant que Murat Guzel (membre du conseil d'administration de MUSIAD-USA), Mustafa Tuncer (le président de MUSIAD-USA), Halil Ibrahim Danismaz (fondateur et ancien président de la THO) et son assistant Emre Eren étaient également sous enquête du FBI et qu'ils avaient également été interrogés par le FBI. Uyar a également révélé qu'il avait parlé à Serdar Kilic, l'ambassadeur de Turquie aux États-Unis, qui lui avait demandé de garder le secret sur l'enquête du FBI et de ne rien divulguer aux médias.

Murat Guzel

Murat Guzel, propriétaire du groupe Natural Food Group faisait aussi partie des Turcs interrogés par le FBI. Guzel est connu pour ses liens avec le Comité national démocrate et il a siégé au Conseil national de coordination ethnique. Il a également contribué à hauteur d'environ trois cent mille dollars aux comités soutenant Hillary Clinton pour la course présidentielle de 2016.

Gardant des relations étroites avec les politiciens démocrates, il a partagé des photos avec le président de l'époque, Obama, et d'autres dirigeants démocrates de premier plan sur ses pages Facebook et Twitter. Guzel a également écrit un éditorial dans *The Hill* intitulé « *Hillary Clinton peut étendre le rêve américain aux immigrants* » pour soutenir sa campagne.

Le nouvel ambassadeur à Washington

En décembre 2020, un mois avant que Joe Biden devienne président des États-Unis, Hasan Murat Mercan, a été nommé ambassadeur de Turquie auprès des États-Unis. Mercan a des liens étroits avec la fondation turque IHH, proche du Hamas. En tant que député du parti AKP, il a fourni une légitimité politique à l'ONG IHH. Il a personnellement rejoint le convoi humanitaire organisé par l'IHH Viva Palestine, en 2010, affrontant la police égyptienne afin de se rendre à la frontière avec Gaza après que des militants ont refusé d'utiliser la route offerte par l'Égypte pour acheminer l'aide.

Mercan, diplomate sans carrière, a été nommé pour la première fois ambassadeur au Japon en novembre 2017 par Erdogan après avoir été vice-ministre de l'Énergie et président de la commission des relations extérieures du Parlement turc. Le président turc espère l'utiliser pour faire pression sur l'administration Biden, car Mercan avait créé son propre réseau à Washington sous l'administration Obama.

Le nouvel ambassadeur turc est également très pro-iranien. Son profil idéologique a été présenté dans une note remise aux dirigeants de la Force Al Qods en Turquie par des agents turcs de Salam Tawheed. Selon la transcription d'une conversation interceptée dans un café à Ankara, publiée par le site d'information *Nordic Monitor*, Mercan a déclaré que « *la*

signature à Lisbonne en 2010 n'est pas la fin de tout. Nous y avons signé les règles générales du projet de couverture radar de l'OTAN, mais il y aura des interventions pendant le processus de mise en œuvre, il y aura des vetos, et cela fonctionnera en faveur de l'Iran. La Turquie en avait besoin pour se débarrasser de la pression exercée sur elle.

Nous avons été pressés par le slogan "changement d'axe" lorsque la Turquie a été accusée de se désengager de la structure de l'alliance transatlantique. C'est en fait un avantage pour l'Iran et nos autres voisins que nous ne rompions pas complètement avec l'OTAN », a poursuivi Mercan, laissant entendre qu'ils pourraient faire plus au sein de l'alliance. « *Cependant, nous devons également savoir ceci : la Turquie n'a pas encore été en mesure de consolider suffisamment sa puissance pour défier l'OTAN économiquement ou politiquement, mais nous ne sommes pas aussi facilement dirigés par l'OTAN aujourd'hui que nous l'étions il y a dix ou vingt ans* », a déclaré Mercan.

Moyen-Orient

Irak

Outre le problème commun avec la Syrie sur la gestion des eaux de l'Euphrate (et du Tigre dans le cas de l'Irak), la présence de populations kurdes et l'existence d'une importante minorité turcophone sur son territoire, l'Irak a depuis longtemps été confronté aux aspirations turques bien connues dans les régions riches en pétrole de Kirkouk. Ces aspirations ont inévitablement provoqué des effets sur les missions du MIT dans ce domaine et des réactions correspondantes du côté irakien.

Jusqu'à la guerre du Golfe (1991), les services de sécurité irakiens, connus pour leurs compétences en matière de sécurité, avaient réussi à maintenir la situation sous contrôle. Ils limitaient les activités du MIT en créant des problèmes importants en Turquie grâce à leur influence et à leur soutien aux éléments kurdes de la région.

Pendant toute cette période, la plupart des informations recueillies par la Turquie sur l'Irak provenaient principalement d'échanges avec les services américains et israéliens. L'effondrement de l'Irak après la guerre du Golfe et la séparation de fait de la partie nord du pays, à laquelle tout accès était refusé aux autorités irakiennes, a créé les conditions pour une forte pénétration des services turcs, qui, bien entendu, se sont précipités pour les exploiter.

En plus de desservir les objectifs de la politique turque, l'infiltration du MIT et d'autres services turcs dans le nord de l'Irak était nécessaire pour l'énorme collecte de renseignements pour faire face aux rebelles kurdes qui s'étaient infiltrés dans la région.

Le MIT a adopté les méthodes bien connues de création d'organisations de façade. Il convient de noter que tous les partis turkmènes en activité en Irak ont été fondés après la fin de la guerre du Golfe. On estime que l'ampleur de l'incursion turque en Irak dans les années 1990 a été considérable, du moins dans les zones frontalières et dans les zones à forte concentration turkmène.

Dans le cadre de la restructuration du MIT sous Hakan Fidan, le service de renseignement turc a établi une « station » à Erbil, capitale de la région kurde semi-autonome du gouvernement régional kurde (KRG), où il recueille et traite des renseignements sur les activités du PKK dans le nord de l'Irak.

Par décret présidentiel, le MIT est passé sous la juridiction directe du président turc, ce qui lui a permis d'acquérir en toute facilité l'autorisation de mener des opérations paramilitaires et des assassinats ciblés au-delà des frontières turques. La Turquie a commencé à « neutraliser » les principaux cadres exécutifs du PKK non seulement dans le nord de l'Irak (Monts Qandil), mais aussi dans le nord-est de la Syrie, où la branche du PKK, les YPG, (l'unité de protection du peuple) vise à créer une région autonome.

La combinaison de la collecte de renseignements, de la capacité des drones à localiser les cadres du PKK et de l'utilisation de l'armée de l'air a entraîné le meurtre de membres éminents du conseil exécutif du PKK tels que Guluzar Tural, Nazife Bilen, Riza Altun, Ismail Ozden, Ali Aktas, Garip Muhammed et Mikail Ozdemir, paralysant gravement le processus décisionnel de l'organisation. La Turquie a également commencé à frapper des cibles dans la zone contrôlée par l'Union patriotique du Kurdistan (PUK) du clan Talabani.

PKK/YPG

Beaucoup à Ankara sont convaincus que les États-Unis ont travaillé pour unir les Kurdes syriens et irakiens sous l'égide du PKK, formant un État hostile indépendant de l'autre côté de sa frontière sud allant de l'Iran à la mer Méditerranée. Par conséquent, la Turquie ne fera pas de distinction

entre les Unités de protection du peuple (YPG) en Syrie et le PKK, les traitant de la même manière.

Alarmée par les gains territoriaux rapides des YPG en Syrie en 2015 et par leur déclaration d'autonomie, la Turquie a lancé trois opérations transfrontalières qui ont finalement délogé les YPG et les ont poussés plus au sud. À cet égard, l'opération Claw-Eagle vise également à perturber la création d'une telle entité kurde, principalement en entravant le flux de milices et d'armes du nord de l'Irak vers les YPG syriens. Les tirs turcs, parmi de nombreuses cibles, ont frappé le camp d'entraînement du PKK à Sinjar, une ville stratégique située à la frontière syro-irakienne.

Le PKK, en ouvrant une route commerciale entre les monts Qandil et le YPG, voit en Sinjar l'endroit ayant le potentiel de briser l'encerclement de la Syrie et de l'Irak par la Turquie. Il est à noter que les Forces irakiennes de mobilisation populaire (PMU) d'obédience chiito-iranienne, appelées en arabe, « al-Ḥashd ash-Shaʿbi », contrôlent effectivement la région de Sinjar, indiquant la coopération entre le PKK et l'Iran. Pour l'Iran, Sinjar est une partie importante du couloir d'acheminement des armes et des milices entre Téhéran et ses mandataires en Syrie et au Liban. Le contrôle d'un tel territoire stratégique augmente la létalité et rend possible le lancement de missiles contre les bases militaires américaines de la région.

PKK « alternatif »

Aydın Günel, l'un des cadres supérieurs du MİT arrêtés au Kurdistan irakien par les forces du HPG/PKK en août 2017, a déclaré que Mehmet Levent Türkgücü et Yusuf Serkan Paksoy (hauts dirigeants du MIT) avaient participé aux deux réunions avec Nizamettin Taş. Ce dernier avait déjà fui le PKK en 2004 et la question de la création d'un « PKK alternatif » avait été discutée pendant les rencontres.

Les pourparlers ont eu lieu dans la ville de Seleheddin, en Kurdistan irakien, par le biais de l'agence de renseignement kurde (Parastin). Nizamettin Tas a présenté un projet aux responsables du MIT sur « *un nouveau parti kurde contre le PKK* » et ce projet a été approuvé par le MIT.

La réunion a eu lieu au siège de l'agence du renseignement du Gouvernement autonome kurde.

Selon Aydın Günel «*Nizamettin Taş (alias Botan) souhaitait nous rencontrer. La demande de la réunion est venue de l'agence de renseignement kurde (Parastin). Les Kurdes ont transmis cette demande au bureau du Directeur du MIT par l'intermédiaire du consulat turc d'Erbil. En mars 2017, Mehmet Levent Türkgücü, chef du département des opérations du MIT, est venu à Erbil et a rencontré Nizamettin Taş dans le bâtiment de l'agence du renseignement kurde (Parastin) à Selehattin. Salih Barzani, le responsable de la section PKK au sein de Parastin, et le chef de la station du MIT à Erbil, Selçuk Şenel, ainsi qu'un traducteur étaient présents à la réunion.*

Nizamettin Taş nous a dit que Hak-Par, PAK et des partis comme PWD, se réunissent et veulent créer un parti légal en Turquie. Ils tiennent des réunions sous la direction du KDP (sous contrôle du clan Barzani) depuis longtemps. Le but de ce parti est de briser l'influence du PKK dans la région. Il y a de grandes tribus et des familles de gardes de village qui les soutiennent. Certains des cadres fondateurs du PKK sont avec eux. Ils organisent des travaux en Turquie, ils veulent gagner la confiance des étudiants universitaires, établir des chaînes de télévision, etc. Nizamettin Taş a demandé "l'aide" du personnel du MIT concernant la protection des personnes qu'ils envoient en Turquie pour résoudre des `` problèmes juridiques. Il a ajouté aux cadres du MİT que le KDP (de Barzani) leur apporte un soutien financier.

Les cadres du MİT de retour à Ankara présentent à leur Direction un rapport sur la réunion. Dans le rapport, il est souligné que le projet présenté par Nizamettin Taş en est au stade de départ, et l'opinion est exprimée dans le sens de suivre les travaux à réaliser dans ce contexte, en attendant la liste des noms que Nizamettin Taş a suggéré de conserver et en maintenant le contact. Mais le projet s'est effondré lorsque des membres du MIT ont été capturés en août 2017.

S'exprimant sur la même question, Erhan Pekçetin, cadre du MIT capturé aussi, a déclaré qu'il était au courant de la réunion *« Serkan Paksoy, chef du Département de Coordination du MIT nous a dit de suivre la création du nouveau parti kurde. Levent Turkgucu, chef du Département des Opérations*

parlait de 300 000 dollars pour la création du nouveau parti. Cet argent a été pris en compte pour les frais de fondation du parti ».

Inde

Deux rapports des services du contre-espionnage indien ont accusé Ankara d'avoir « *fait des percées plus profondes en Inde en comparaison de ce qui avait été constaté précédemment via les médias publics, les instituts d'enseignement et les ONG.* »

En juillet 2020, le service du renseignement indien a qualifié la Turquie de « *plaque tournante d'activités anti-indiennes* », accusant le gouvernement turc de tenter de radicaliser les musulmans indiens et d'organiser des voyages en Turquie pour que les militants indiens « *qui servent l'agenda d'Ankara* » s'activent contre l'Inde.

Un autre rapport a révélé que des individus et des groupes indiens travaillaient en étroite collaboration avec la Turquie, tout en ayant également des liens présumés avec les services de renseignement pakistanais.

Selon les services de renseignement indiens, « *la Turquie attribue des bourses d'études et gère des programmes d'échange pour que les étudiants indiens musulmans du Cachemire étudient en Turquie par le biais d'ONG parrainées par l'État turc. Une fois que les étudiants atterrissent en Turquie, ils sont approchés et repris par les agents pakistanais sur place. Les bourses sont fournies par de nombreuses ONG, dont la fondation turque de la jeunesse (TÜGVA), dont le haut comité de consultation comprend le fils d'Erdogan, Bilal Erdoğan, et le Diyanet qui fournit des services religieux à l'étranger.*

Les organismes d'État impliqués dans le processus sont l'Agence turque de coopération et de coordination (TİKA) et l'Institut Yunus Emre (YEE). La plupart de ces organisations ont des liens directs avec le gouvernement turc, le président Erdoğan lui-même ou sa famille. La TÜGVA a des liens

étroits avec les entités islamistes et des partis politiques, y compris l'organisation islamiste pakistanaise Jamaat-e Islami (JI) et son aile pour la jeunesse, l'Organisation islamique des étudiants (SIO). »

Libye

Le 27 novembre 2019, le Premier ministre du gouvernement d'unité nationale (GNA), Fayez Al-Sarraj, s'est empressé de signer un accord de défense avec Ankara. Menacé par l'offensive des troupes du maréchal Haftar, le GNA a ouvert toutes grandes les portes de la Libye à l'armée turque et au MIT.

Avec la perte de la base militaire stratégique d'Al-Watiya en Tripolitaine, l'avancée inexorable du maréchal Khalifa Haftar vers Tripoli venait d'être stoppée par les forces du gouvernement d'accord national, soutenues par des milices syriennes islamistes et les drones turcs. Ankara a réussi à infliger une défaite cinglante aux forces du maréchal Haftar soutenues par l'axe Paris-Abu Dhabi-Le Caire.

C'est donc toute la stratégie militaire, imaginée par la France et ses amis émiratis et égyptiens, qui s'est trouvée pulvérisée par l'intervention militaire turque. L'expertise militaire de l'armée d'Ankara s'est avérée décisive et a pu renverser une situation qui semblait compromise pour les troupes du Premier ministre Fayez El-Sarraj.

Stratégie turque

Erdogan espère façonner une Libye sous contrôle et domination politico-économique de la Turquie dans la région. La principale motivation de la Turquie a été d'empêcher la Libye de tomber sous l'emprise de l'Égypte et des Émirats arabes unis, ce qui aurait porté un coup aux intérêts géostratégiques et économiques d'Ankara, non seulement en Libye elle-même, mais aussi dans tout l'est de la Méditerranée.

Depuis son entrée officielle dans la guerre en janvier 2020, la Turquie a déployé ses forces militaires et des milliers de miliciens syriens djihadistes en Libye. Malgré un embargo des Nations Unies sur les armes vers la Libye, Ankara a également fourni des drones et une défense aérienne au GNA reconnu par l'ONU.

Dans le passé, la Turquie aurait soutenu le parti de la justice et de la construction, un groupe islamiste libyen étroitement lié aux Frères musulmans d'Égypte, pour s'implanter au sein du gouvernement d'unité nationale (GNA).

L'ambition idéologique a mis le gouvernement d'Erdoğan en désaccord avec les dirigeants de pays arabes tels que l'Égypte, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis (EAU), qui voient l'émergence de partis islamistes comme une menace pour leur pouvoir. En s'opposant à la vision idéologique de la Turquie, les pays arabes espèrent empêcher la mise en place de régimes islamistes amis d'Ankara.

Ankara voit la Libye comme une opportunité d'influence sur la mer Méditerranée. Selon le US Geological Survey, la Méditerranée orientale contiendrait du gaz naturel d'une valeur d'environ 700 milliards de dollars.

Les priorités turques sont les suivantes :

- Élargir les opportunités pour les entreprises turques sur le marché libyen est l'un des motifs prioritaires de l'intervention d'Ankara en Libye. Les entreprises turques sont impliquées en Libye depuis des décennies, en particulier dans le secteur de la construction. La Turquie a tenté de négocier une solution après le printemps arabe subi par Mouammar Kadhafi en 2011, afin de garantir ses intérêts commerciaux et d'assurer la sécurité de plus de 20 000 de ses citoyens vivants en Libye à l'époque.

  Avant la chute de Kadhafi, une centaine d'entreprises de construction turques auraient signé des contrats en Libye. Cependant, en raison du conflit généré par le printemps arabe de 2011, les Turcs ont dû laisser leurs projets inachevés, perdant 19 milliards de dollars.
- La capture de terminaux pétroliers dans l'est et le sud de la Libye, couplée au forage de gisements de gaz dans la zone économique

maritime de la Libye.

- Contrôle des frontières sud de la Libye pour canaliser l'émigration et faire chanter l'UE en utilisant la carte de l'immigration illégale.
- La création et la promotion d'une identité turque pour certaines parties de la population libyenne dans certaines parties de l'ouest de la Libye, sur la base d'un faux récit de l'histoire lié à l'ère ottomane. L'aide de l'État turc et les agences culturelles agissant en tant qu'agents de 1re ligne pour le MIT avaient travaillé pour atteindre cet objectif par des investissements, la promotion du patrimoine de l'époque ottomane et la langue turque.

Selon Erdogan, il y a plus d'un million de « Libyens-Turcs » qui ne peuvent être laissés seuls sans soutien. Le véritable objectif de cette initiative était de fournir une protection sécuritaire aux entreprises turques afin de faciliter leur retour sur le marché libyen où elles détenaient la part du lion sous le régime de Kadhafi.

Fethi Başağa

Le MIT avait lancé une opération de désinformation à grande échelle destinée à présenter Fethi Basaga, d'origine turque, comme « sauveur » de la Libye et qui allait la débarrasser des milices, de la corruption et du régime militaire. L'image de Basaga en tant qu'homme d'État moderne qui conduirait la Libye vers des institutions étatiques modernes, la démocratie et l'État de droit était méticuleusement soignée par le renseignement turc.

Erdogan, et le MIT en particulier, ont besoin de quelqu'un sur qui ils peuvent compter afin de continuer à livrer leurs fournitures, et seule une personne qui contrôle les milices et assure la sécurité du port de Misrata pourrait mener à bien cette mission.

Démission de Sarraj

Le 16 septembre 2020, Sarraj a démissionné de son poste pour confier toutes ses fonctions à une nouvelle autorité exécutive, dont la formation est en cours de négociation entre les deux parties au conflit en Libye. Comme prévu, la Turquie a été la première à s'inquiéter du départ de son homme de main en Libye. Le président turc a annoncé un jour après que Sarraj ait donné sa démission qu'Ankara était bouleversée par cette décision.

Plusieurs raisons ont poussé le chef du GNA à présenter sa démission, la première étant son rejet massif des Libyens eux-mêmes. Avant d'annoncer sa démission, les Libyens étaient sortis dans la rue, il y a eu des semaines de manifestations massives à Tripoli et dans plusieurs autres villes contrôlées par Sarraj. Au cours de leurs manifestations, les manifestants ont exigé le départ de Sarraj en raison des mauvais résultats de son gouvernement, qui ont conduit à une détérioration des conditions de vie et à des prix élevés, en plus de la propagation de la corruption.

Parmi les raisons qui pourraient être à l'origine de la démission de Sarraj, citons les divergences publiques qui étaient clairement apparues entre Sarraj et le ministre de l'Intérieur Fethi Başağa dans le contexte des manifestations ; Sarraj a empêché Başağa de s'acquitter de ses obligations de ministre et l'a démis de ses fonctions.

Mais après les menaces de la milice affiliée à Başağa à Tripoli, Sarraj l'a réintégré dans le conseil des ministres en tant que ministre de l'Intérieur. Cela est arrivé à un moment où certains analystes politiques annonçaient que la démission de Sarraj avait eu lieu après s'être rendu compte que la situation désastreuse en Libye avait atteint un stade explosif.

Cette évolution représente une perturbation majeure d'une partie centrale du projet d'expansion d'Erdogan dans la région. Le président turc pariait sur la possibilité de piller les richesses de la Libye pour soutenir l'économie en déclin de son propre pays, ainsi que d'utiliser ce pays pour développer dans d'autres domaines sa politique d'expansion et son influence en Afrique du Nord et dans le reste du continent.

En perdant Sarraj, les plans d'Erdogan en Libye deviennent vulnérables. Le président turc cherche à contrôler les ports stratégiques libyens, à établir un certain nombre de bases militaires dans le pays et à imposer la présence de

la Turquie comme un fait accompli sur la scène future de la Libye tout en déplaçant des Frères musulmans sur le terrain.

L’accord interlibyen

La Commission militaire mixte libyenne a signé le 23 octobre 2020 à Genève l’accord de cessez-le-feu qui prévoit de libérer le pays des forces étrangères et des mercenaires ainsi que la dissolution des milices et la suspension des conventions signées entre le président turc, Erdogan, et le gouvernement d’El-Sarraj à Tripoli.

Fathi Başağa compte accéder au poste de chef du prochain gouvernement libyen à travers un accord tacite avec Aguila Salah Issa, président de la Chambre libyenne des députés, et le maréchal Khalifa Haftar, commandant en chef de l’Armée nationale libyenne. Faïez El-Sarraj, soutenu par la Turquie et le Qatar, avait démissionné tout en assurant qu’il se retirerait officiellement avant la fin du mois d’octobre 2020, pour revenir peu après sur sa décision et déclarer qu’il ne démissionnera pas avant l’organisation d’élections générales en Libye.

Selon la presse turque, il y a des efforts turco-qataris pour consolider le pouvoir des Frères musulmans en Libye. La confrérie des Frères musulmans conserve encore la capitale Tripoli sous son joug par le pouvoir de l’argent et des armes. En effet, les visites de responsables fidèles à El-Sarraj et les représentants de l’organisation des Frères musulmans, se répètent en Turquie et au Qatar.

Fin octobre 2020, Faïez El-Sarrraj, est allé rencontrer Hakan Fidan, le chef du service de renseignement turc, quelques heures avant que le premier revienne sur sa démission, afin de s’entretenir autour des préparatifs pour la réunion du dialogue politique interlibyen prévue en Tunisie le 9 novembre 2020.

Khaled Al-Mechri, président du Haut Conseil d’État libyen s’est rendu à Doha quelques jours seulement après la réception du ministre des Affaires étrangères d’El-Sarraj par Tamim Ben Hamad, l’émir du Qatar, et la

signature d’un pacte sécuritaire dans le domaine de la lutte contre le terrorisme.

Maghreb

Le Maroc, et surtout l'Algérie et la Tunisie – jadis ottomanes – font depuis plusieurs années l'objet d'une attention particulière de la part d'Ankara. En 2011, le mouvement Rachad faisait partie des dix organisations qui avaient été « convoquées » par l'AKP, à l'occasion d'un conciliabule qui avait été couronné par une déclaration qui légitimait la « révolution arabe populaire pacifique ». Il appelait au « *droit de tous les peuples arabes à la liberté, à la justice et au choix de leur gouvernement* » et condamnait « *toute ingérence étrangère* ».

Neuf ans plus tard, les représentants de cette mouvance applaudissent à l'unisson la décision d'Ankara d'envoyer des troupes sur le sol libyen et assurent une propagande effrénée pour la démarche expansionniste d'Erdogan. Des responsables du mouvement Rachad, satellite du FIS, se sont réunis à Istanbul début 2020. Selon la presse algérienne, une dizaine de membres de l'organisation islamiste Rachad se sont réunis en conclave avec le chef de file de ce mouvement, Larbi Zitout. Ce dernier s'est réuni avec des éléments des services secrets turcs et des figures de proue des Frères musulmans entretenus par Ankara.

Zitout s'apprête à lancer une chaîne de télévision à partir de Turquie, financée par les services des renseignements turcs à hauteur d'un million de dollars et dont l'objectif serait de provoquer des soulèvements en Algérie, en Tunisie et en Libye. Afin que le président turc réalise son rêve de renouveler le califat ottoman et de contrôler les richesses du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, la fondation SETA, basée à Ankara, a participé à la formation de dizaines d'ingénieurs tunisiens en coordination avec le mouvement Ennahda.

Soixante-seize ingénieurs tunisiens ont été formés par la SETA à Eskişehir, en Turquie, dans des domaines vitaux tels que l'ingénierie biologique et

mécanique et des communications, pour soutenir le GNA dirigé par Fayez al-Sarraj. Ceci s'est fait en coopération avec le Centre d'études stratégiques et diplomatiques de Tunisie (CSDS) dirigé par l'ancien ministre tunisien des Affaires étrangères Rafik Abdessalem, qui a organisé plusieurs conférences avec la fondation SETA.

En 2016, le CSDS a organisé une conférence sur les perspectives de coopération entre la Turquie et le Maghreb arabe pour tenter de promulguer le rôle de la Turquie dans la région ; elle avait accueilli de nombreux chercheurs turcs. Tout cela en coopération avec le Centre des archives ottomanes pour les études turques en Tunisie, dirigé par Zubair Khalafallah, un chercheur tunisien qui a longtemps promu le califat ottoman.

Khalafallah a affirmé que les relations entre la Turquie et le Maghreb arabe doivent être ravivées après avoir été interrompues par l'Occident. Il a souligné que la Turquie avait entamé une politique ouverte à l'égard de la région arabe depuis 2002 et s'est ensuite tenue aux côtés de la Tunisie, de l'Égypte et de la Libye à la suite des révolutions du printemps arabe. Il a ajouté que le projet turc pour le Maghreb arabe vise à unifier la région en une seule entité. Le centre fait la promotion de l'histoire ottomane et publie des livres tels que « Histoire des pays arabes dans le califat ottoman » et « Entrée à Tripoli sous la domination ottomane ».

Khalafallah fait la promotion de l'histoire de la Tunisie à l'époque ottomane. Il y a des centaines de milliers de documents ottomans sur la Tunisie dans les archives des Premiers ministres à Istanbul, tel que celui de la demande de la Tunisie au sultan ottoman de la soulager du colonialisme espagnol. Selon Khalafallah, les Ottomans ont gouverné la Tunisie pendant quatre siècles sans lui imposer la langue turque ou l'école de jurisprudence hanafite, alors que la France avait imposé la langue française et détruit l'identité tunisienne.

Khalafallah, professeur d'histoire ottomane à l'université turque de Mardin, propage désormais les idées du califat ottoman parmi les Tunisiens, en particulier parmi ses étudiants, par le biais de l'Association des Frères musulmans tuniso-turcs qui a été enregistrée à Istanbul en 2017. Selon Khalafallah, la Turquie sert d'inspiration au peuple arabe depuis l'arrivée au pouvoir du Parti de la justice et du développement (AKP) en 2002.

Grèce

Le photographe

Mehmet Bostantzi, né en 1979, a été arrêté le 26 juillet 2009 alors qu'il conduisait de manière suspecte à l'extérieur d'un camp militaire sur l'île grecque de Samothrace. Selon les forces de l'ordre, Bostantzi avait photographié, en plus des installations militaires, le port et l'aéroport d'Alexandroúpolis, ainsi qu'une centrale électrique à Komotini.

Lors de son arrestation, dans la voiture qu'il avait louée à Samothrace, les policiers ont trouvé, entre autres, un appareil photo NIKON, deux objectifs NIKON et TAMRON, un téléphone portable Trident, une carte mémoire Sandisk et une carte mémoire Pretec qui contenait environ trois cents photographies d'installations militaires et civiles. Après une fouille de sa propre voiture à Alexandroúpolis, les policiers ont trouvé un téléphone mobile Nokia avec une connexion mobile turque.

Dès les premières heures de son arrestation, il a demandé à coopérer avec les forces de l'ordre et il a révélé l'existence de fichiers sur son ordinateur, où des photos d'installations militaires ont été trouvées. Bostantzi aurait avoué que dans chaque mission, il avait été payé 500 euros, afin de transmettre les photos à ceux qui l'avaient recruté. Il a même affirmé avoir été « recruté » après avoir été menacé par des agents turcs lors d'un voyage à Bursa où il résidait.

L'ancien photographe a été condamné le 2 avril 2013 par la Cour d'appel de Thrace à quatre ans de prison, une peine qui a été confirmée en deuxième instance. Il a été libéré après avoir purgé sa peine de plus de deux ans dans les prisons de Komotini en étant obligé de se présenter une fois par mois au poste de police de son quartier.

Le réseau des retraités allemands

En août 2013, un retraité allemand a été arrêté, accusé d'espionnage contre la Grèce. L'espion allemand a affirmé qu'il percevait une pension de seulement 1000 euros de l'État allemand, à la suite de quoi, en raison de problèmes financiers, il a été recruté par les services secrets turcs. Les officiers du MIT lui ont demandé de leur remettre des photos d'installations militaires de l'île de Chios.

L'homme de 70 ans, qui a vécu dans la région d'Izmir en Turquie de 2003 à 2009, affirmait avoir été contraint de venir à Chios, car le gouvernement allemand le menaçait de couper les diverses aides qu'il recevait « *s'il restait dans un pays hors de l'Union européenne* ». L'Allemand à la retraite a affirmé avoir été approché par des responsables turcs dans un café de Chios.

Pendant 3 ans (2010-2013), il a régulièrement photographié des camps et des aéroports, donnant des informations secrètes sur l'ordre des forces armées grecques en recevant entre 500 et 1 500 euros pour chaque « mission ». Lors de son arrestation, il avait deux appareils photo et des cartes de stockage avec des photos des camps de Chios. Ces photos ont été envoyées via un e-mail codé, qu'il a ensuite supprimé, et ont été reçues par des agents du MIT, parfois à Chios et parfois en Turquie.

L'Allemand communiquait avec ses « liaisons » par le biais d'un numéro qui correspondait à une ligne fixe dans la région de Marmaris en Turquie. La personne avec qui il était en relation avait été présentée comme « Mustafa ».

Le 15 octobre 2014, le conducteur allemand d'une voiture s'est arrêté à l'extérieur d'un camp militaire sur l'île de Kos pour prendre des photos. Dans sa voiture, les policiers ont trouvé des jumelles, un appareil photo et trois cartes mémoire. Pendant la perquisition de son domicile dans la ville de Kos ; en présence d'un fonctionnaire du tribunal, des notes manuscrites, une carte touristique de Kos, un disque dur externe, deux ordinateurs et tablettes, cinq clés USB, deux cassettes vidéo et un téléphone portable ont été aussi confisqués. L'allemand à la retraite, âgé de 65 ans, résident permanent de l'île, a été arrêté pour espionnage.

Il avait servi pendant onze ans dans l'armée est-allemande (1970-1981) avant d'aller travailler pour une entreprise de télécommunications et, après sa retraite, a décidé avec sa femme de quitter l'Allemagne et de s'installer dans un pays méditerranéen. Il a déclaré aux policiers que « *nous ne pouvions pas aller là où sont les riches, parce que nous n'étions pas riches, nous avons donc choisi la Turquie* ». En 2008, il a déménagé avec sa femme dans le quartier de Yenifoca, près d'Izmir en face de l'île de Chios. Cependant, ils ont été victimes d'escroquerie de la part d'un agent immobilier qui, après avoir pris leur argent, a quitté la Turquie et s'est réfugié aux Philippines.

Finalement, à l'été 2012, ils ont décidé de quitter la Turquie et de s'installer définitivement sur l'une des îles grecques de la mer Égée orientale, à Kos. « *Nous ne voulions pas quitter la région égéenne parce que nous aimions le climat* », a-t-il ajouté aux policiers. Il a été recruté par des agents du MIT peu avant de quitter la Turquie.

L'espion allemand a déclaré au procureur que « *deux personnes m'ont approché, qui connaissaient des détails sur ma situation et, probablement grâce à notre entourage, ils ont appris que nous avions prévu de déménager en Grèce. Ces gens parlaient allemand. Ils ne m'ont pas approché secrètement, mais dans un café. Nous nous sommes rencontrés encore trois à quatre fois. Nos réunions ont eu lieu dans des lieux publics, dans un coin isolé où nous pouvions parler tranquillement.*

Ils m'ont fait comprendre qu'en Grèce, surtout dans les îles, ils travaillent avec des retraités. J'ai réalisé qu'ils ont un réseau de retraités qui collectaient des informations et les leur transmettaient. Le premier objectif était de mettre des cibles militaires grecques sous surveillance : enregistrer les mouvements de troupes, l'état des infrastructures, le développement commercial de l'île, si par exemple de grandes unités industrielles étaient construites, etc. »

Le retraité allemand est venu à Kos en 2012 et a perçu une enveloppe de 2 000 euros par mois pour les informations qu'il leur a envoyées, plus 1 000 euros supplémentaires pour « frais de déplacement » et « achat de matériel » (appareils photo, cartes SIM, etc.). L'argent (38 000 euros en 2 ans) était déposé sur un compte qu'il détenait en Allemagne. Pour envoyer le matériel en Turquie, les officiers du MIT lui avaient fourni un ordinateur

portable et une clé USB qui, tout en ressemblant à un périphérique de stockage commun, avaient un logiciel spécial installé pour la transmission cryptée d'informations.

Il lui était explicitement interdit de se rendre en Turquie ainsi que de contacter par téléphone les hommes des services secrets turcs, tandis qu'en cas d'urgence, il appelait deux numéros spéciaux afin de tenir une réunion uniquement en Allemagne. La communication avec les services secrets turcs se faisait par e-mails écrits via un système que les agents du MIT avaient installé sur son ordinateur avant de quitter la Turquie.

Le retraité allemand a témoigné devant le tribunal que sur un total d'environ 300 photographies, 140 concernaient des installations militaires, 40 des ponts, 35 à 40 des services publics tels que des antennes et des réservoirs de pétrole. Le tribunal l'a condamné à 14 ans de prison en première instance.

Le cuisinier-espion

Le 15 décembre 2020, Mehmet Nezadin, citoyen grec de 52 ans qui travaillait comme cuisinier sur un bateau commercial de la ligne maritime Rhodes-Kastelorizo, a été arrêté pour espionnage. Le cuisinier-espion envoyait quotidiennement les photos qu'il prenait via des applications mobiles au secrétaire du consulat turc à Rhodes. Chaque samedi, ils se rencontraient dans différents cafés de la zone de l'Aquarium de l'île, ne parlant que turc. Dans cet endroit de l'île grecque, le signal de téléphonie mobile grecque est faible, de sorte que les téléphones portables se connectent souvent aux réseaux mobiles turcs.

Le secrétaire du consulat turc, Sebahatin Bayram a fourni au cuisinier-espion un téléphone portable de haute technologie. Lors de l'arrestation de ce dernier, l'homme de 56 ans a tout révélé, donnant des détails sur la façon dont il a été recruté et ce qu'il a fait. Dans la mémoire de son téléphone portable, ils ont trouvé environ 2 000 photos, dont beaucoup représentent des navires grecs, des camps, des militaires et des soldats.

Le cuisinier a déclaré au procureur que « *le secrétaire du consulat turc m'a dit d'enregistrer les mouvements de l'armée, le nombre de navires qui se trouvent dans le port de Rhodes et s'ils portent des hélicoptères. Nous n'avons pas parlé au téléphone, nous nous sommes rencontrés à chaque fois que je faisais une pause à l'Aquarium dans divers cafés. Pour prendre des rendez-vous, nous avons parlé par Whatsapp et d'autres applications.*

Parce que j'étais cuisinier et que je pouvais me déplacer librement sur le navire, ma deuxième mission était d'approcher des groupes de soldats et d'écouter ce qu'ils avaient à dire. En fait, je pouvais surprendre certaines personnes en train de parler et, par curiosité, demander divers faits, puis les enregistrer sur mon téléphone portable et prendre des notes ».

Après près de douze heures d'interrogatoire, où leur contre-interrogatoire a été jugé nécessaire, le secrétaire du consulat de Turquie à Rhodes et l'ancien cuisinier du navire, accusés d'espionnage, ont été temporairement détenus.

Opérations « homo »

Il existe de nombreux cas où le MIT a été ouvertement accusé (en Turquie) d'être impliqué dans des meurtres. Il est caractéristique que dans au moins trois cas connus, le MIT ait été contraint de faire des annonces officielles réfutant ces accusations. Au début des années 1980, par exemple, le MIT a été accusé d'avoir tué plusieurs dissidents turcs ainsi que des Arméniens en Europe.

Selon la presse turque, des agents manipulés par le MIT ont assassiné Katip Saltan à Brême, en Allemagne, en août 1980. Un autre assassinat, celui de Celalettin Kesim en janvier 1980 à Berlin, a été commandité par le MIT et exécuté par la Fédération turque des « idéalistes » selon les reportages d'époque.

Les premières attaques du MIT contre des Arméniens ont eu lieu en 1982. Le 5 décembre 1982, Nubar Yalimian, éditeur du journal arménien *Baïkar*, a été poignardé à mort à son domicile à Utrecht, aux Pays-Bas. C'était la période où les attaques de l'Armée secrète pour la libération de l'Arménie (ASALA) s'étaient intensifiées et les Turcs avaient répondu par une série d'attaques meurtrières et d'attentats à la bombe qui ont eu lieu avec le recrutement de membres de la mafia nationaliste.

Le recours aux « idéalistes » a été indirectement confirmé en septembre 1994 par l'ancien président Kenan Evren lui-même. Selon le magazine turc *Avrasya Dosyasi* les organisations nationalistes étaient sous-traitées pour faire le « travail ». Interrogé par la presse sur la question de savoir si l'État utilisait de telles « personnes », Evren a déclaré : « *Je n'ai aucune information à ce sujet, mais pour autant que je sache, c'est possible. Si l'État peut bénéficier de ces personnes, il a le droit de les utiliser et ce droit vaut aussi pour le MIT* ».

Le 8 décembre 1982 à Athènes, une attaque controversée a entraîné la mort de l'Arménien Karnik Vahradian et la blessure de Vahe Hutavertian. Le 24 décembre 1982, l'Arménien Minas Bedros Simonian est assassiné à Beyrouth, et la même année, K. Hanikian, président du comité de création des maisons arméniennes, est assassiné en France. Le 12 mars 1983, Karabet Pasabedjian est assassiné à Beyrouth.

La même année, un autre incident confirmant la coopération du MIT turc avec la mafia a été signalé. Selon des sources arméniennes, l'Arménien Mardiros Zamgojian, qui avait été condamné en Suisse à quinze ans de prison pour le meurtre d'un diplomate turc, courait le risque d'être exécuté à la prison d'Orbi où il purgeait sa peine. Un détenu turc de la prison de Dolon près de Genève, qui avait tué deux personnes dans une affaire de drogue, aurait demandé à être transféré à la prison d'Orbi. Selon les informations arméniennes, sa mission était de tuer Mardiros, ce qui a finalement été évité après que le directeur des prisons de la police suisse en a été informé par le prêtre arménien Helvatzian.

Les actions des Turcs ont attiré l'attention de deux éminents spécialistes israéliens du terrorisme, à savoir Anat Kurtz, coordinateur du Jaffa Center for Terrorism Database à l'université de Tel-Aviv, et Ariel Morari, un expert en terrorisme politique et en psychologie. Dans l'une de leurs études, les deux experts israéliens ont souligné que « *cette politique du gouvernement turc est évidemment nouvelle. La principale contre-mesure de la Turquie depuis de nombreuses années a été d'accuser d'autres pays de soutenir la position arménienne ou de diriger l'organisation arménienne. Tout cela s'accompagne de dénégations persistantes de toute implication dans l'histoire tragique du peuple arménien* ».

En avril 1988, Agop Agopian, l'un des fondateurs et dirigeants de l'ASALA était assassiné à Athènes. Agopian, 39 ans, vivait en Grèce depuis environ six mois avec sa femme et ses deux enfants dans un appartement près de la ville du Pirée. Son nom de code était Abdullah Qassim. Il avait un faux passeport diplomatique yéménite et se présentait comme un riche homme d'affaires basé au Liban. Agopian a été abattu devant sa maison par deux hommes armés et cagoulés avant que les assaillants disparaissent dans une camionnette.

Berivan Aslan

Le 15 septembre 2020, un homme de 53 ans se tient devant le « Bureau d'État pour la protection de la Constitution » à Vienne. Il se présente sous le nom de Feyyaz Öztürk, montre son passeport italien et prétend avoir été chargé par les services secrets turcs d'assassiner Berivan Aslan, une femme politique autrichienne d'origine kurde, en août 2020. Les agents l'emmènent au troisième étage et commencent l'interrogatoire.

Le 21 septembre, lors du deuxième interrogatoire de l'agent turc, les services de renseignements autrichiens découvrent que toute une série d'attaques étaient prévues: Feyyaz Öztürk dit avoir entendu ses supérieures nommer quatre autres personnes ciblées.

Le 22 septembre, le rédacteur en chef du site autrichien d'informations en ligne *ZackZack*, Peter Pilz, reçoit un appel du Bureau de la protection de la Constitution en l'informant que « *un Turc nous a rendu visite et a prétendu qu'il avait été chargé par les services secrets turcs du MIT de mener une attaque contre un homme politique autrichien. Il a également mentionné d'autres noms de personnes ciblées. Vous êtes l'une d'entre elles* ».

Le fonctionnaire du MIT avait travaillé pendant des années comme agent de liaison entre les services secrets turcs et la Drug Enforcement Administration (DEA) des États-Unis. En 2017, il a été le principal témoin de l'accusation contre Metin Topuz, qui avait travaillé pour le DEA au consulat général des États-Unis à Istanbul.

Le gouvernement turc a accusé Topuz de soutenir la tentative de coup d'État de Fethullah Gülen. Topuz a été condamné pour « appartenance à une organisation terroriste ». Lorsqu'il a été interrogé par des responsables du BVT (le service du contre-espionnage autrichien), Feyyaz Öztürk a dit avoir été contraint de porter un faux témoignage contre Metin Topuz. Pour ce faire, il avait mis sa signature sur un document vierge.

Selon les déclarations de Berivan Aslan à la presse autrichienne, « *Cette personne ne s'est pas adressée à la police, mais directement aux services de renseignement autrichiens. Il a témoigné en toute sécurité devant un juge. Il a expliqué que tout était prêt pour le meurtre. Il ne savait pas pourquoi un tel meurtre devait avoir lieu, mais son ordre était de créer le chaos. Ils lui*

ont dit « Tuer Berivan Aslan et passer le message ». Peu importe que je sois tué ou blessé. L'ordre donné était de me tuer.

Le suspect a dit avoir obtenu des informations de Belgrade. Il a dit avoir obtenu mon nom d'un procureur en Turquie. Il a décrit comment il a reçu des consignes pour l'accomplissement du meurtre. On lui a dit qu'il devait se rendre en Autriche et attendre un appel téléphonique, car quiconque le contactait lui donnerait l'ordre d'assassinat.

Cette personne est de toute confiance pour son témoignage. Il vient, avoue, donne des noms et donne des numéros de téléphone. Il s'inquiète pour la sécurité de sa vie. Lorsqu'on lui a demandé « Pourquoi te confesses-tu ? », il a répondu : « si j'avais commis ce meurtre, ils m'auraient qualifié de criminel et ne m'auraient pas soutenu ». En fait, il s'inquiète pour sa propre sécurité. Il demande la protection de l'État autrichien.

On connaît les meurtres qui ont eu lieu à Paris, trois femmes ont été tuées en 2013. Elles étaient membres du PKK. Je ne viens d'aucune organisation. Je n'imaginais pas qu'ils pouvaient mener une telle attaque, une tentative d'assassinat contre des politiciens européens. De toute évidence, le message est « Qui que vous soyez, où que vous viviez, nous sommes aptes à vous trouver n'importe où et à vous tuer ».

Il y a eu une série d'ordres de meurtres similaires en 2016. En fait, en septembre, trois personnes sont venues en Autriche, m'ont-elles dit alors. Les mêmes informations avaient été transmises à Haiko Baghdat. À ce moment-là, je n'ai pas porté cette question à la connaissance de l'opinion publique parce que je pensais qu'ils ne faisaient que me menacer. J'ai alors pensé qu'ils ne pouvaient pas tuer un député autrichien. Mais même si je ne le transmettais pas aux médias, la menace existait toujours, pensais-je. Aujourd'hui, tout cela est confirmé.

Ils mettent vraiment les exécuteurs derrière nous et cherchent à nous nuire. La personne qui a divulgué le plan est un Turc avec un passeport italien. Il a peur pour sa vie et veut être protégé. Désormais, peu importe où nous vivons en Europe, les gouvernements européens doivent nous protéger courageusement. Nous ne sommes pas les enfants d'un grand orphelinat. Quoiqu'il en soit, le droit à la vie n'est pas contestable.

Une Europe qui défend la liberté et l'état de droit doit protéger les droits des dissidents. Je ne vois pas cela comme une attaque personnelle. J'ai été ciblé parce que j'ai défendu les droits démocratiques de chaque citoyen en Turquie. Il s'agit ici d'une tentative d'attaquer tous les dissidents en Europe. Ce n'est pas une situation personnelle, c'est une question qui nous concerne tous. Des incidents comme celui-ci ne doivent pas nous faire céder. Nous ne plierons jamais. Cet incident, d'où qu'il vienne, doit nous unir et nous renforcer.

Selon Feyyaz Öztürk, il existe d'autres agents du MIT à Vienne. Lui-même n'est que celui qui était censé appuyer sur la détente. Mais Öztürk dit qu'il avait peur que les services secrets turcs le lâchent une fois qu'il aurait accompli la mission. Ses comptes ont été bloqués par le gouvernement turc et sa famille est menacée.

Berivan Aslan et l'éditeur de *ZackZack* Peter Pilz avaient révélé que le MIT, d'après les services du renseignement autrichien, avait mis en place un vaste réseau de provocateurs qui s'étendait de Vienne à Bregenz. Selon les médias, le MIT compte environ 6 000 agents en Allemagne ; le nombre d'agents en Autriche est inconnu. Le parquet a ouvert une enquête après les aveux de l'exécuteur du MIT.

L'ancien politicien autrichien Peter Pilz a publié sur le site internet de *Zack Zack*, dont il est également le fondateur, qu'il avait été informé par les services de renseignement autrichiens que son nom figurait sur une liste de personnes qui seraient assassinées avec Aslan et l'eurodéputé Andreas Sinder.

En tant que politicienne s'occupant des minorités en Autriche, Berivan Aslan a révélé un réseau d'agents du MIT dans plusieurs provinces autrichiennes, dont la capitale Vienne. Ces agents étaient responsables de la création de troubles entre les communautés turque et kurde. En juin 2020, des groupes nationalistes extrémistes turcs ont pris pour cible un certain nombre de rassemblements de Kurdes à Vienne. La Turquie a ensuite publié une déclaration indiquant que les groupes kurdes avaient des liens avec des organisations classées terroristes à la fois par la Turquie et l'UE.

Outre Pilz, Andreas Schieder, un éminent politicien du SPÖ, figurait sur la liste des cibles à abattre. Le député européen a fait campagne pour les droits

de l’homme en Turquie avec Aslan et Pilz. Schieder a été stupéfait lorsque Pilz l’a informé le matin du 23 septembre 2020 qu’il était également la cible du MIT. Il a déclaré à la presse locale que « *Personne ne m’a appelé du BVT jusqu’à ce jour. Personne ne m’a proposé de conseils ou de protection. Je pense que c’est un scandale* ».

Cem Küçük

Le 21 décembre 2017, le journaliste (pro-Erdogan) Cem Küçük a suggéré le meurtre de suspects en fuite liés au mouvement Gülen, accusés d’être à l’origine de la tentative de coup d’État de 2016. Lors d’une émission intitulée « Medya Kritik » sur la chaîne de télévision privée TGRT il a déclaré en direct que « *Eh bien, vous devriez répondre. Détruisez trois ou cinq d’entre eux et observez ce qui se passe. Tirez-leur une balle dans la tête et voyez à quel point ils ont peur. Tuez Ekrem Dumanlı et Emre Uslu…*

Abdullah Bozkurt vit à Stockholm et son domicile est connu. Les adresses d’autres personnes sont également connues. Ceux qui sont en Amérique sont connus. On sait où vit Emre Uslu. On sait où réside Emre Uslu. On sait comment ce chien appelé İhsan Yılmaz voyage entre l’Australie et la Nouvelle-Zélande. Observez ce qui se passe lorsque vous en aurez tué trois ou cinq. Le MİT en a l’autorité à l’étranger… ».

Dumanlı est l’ancien rédacteur en chef du journal *Zaman*, désormais fermé, et Bozkurt est l’ancien représentant à Ankara de *Today’s Zaman*, qui a également été fermé. Küçük avait précédemment suggéré que la torture pouvait être utilisée contre des suspects gülenistes. « *Vous pourriez les pendre à la fenêtre par leurs pieds pour faire parler ceux qui ont mené l’opération du 17 au 25 décembre 2013 (enquêtes de corruption). Il y a aussi la méthode de la serviette : jeter une serviette sur le visage des suspects puis verser de l’eau dans leur bouche pour les noyer. Vous pouvez essayer beaucoup de choses* », a déclaré Küçük en direct.

Le député de l’AKP Aydın Ünal a déclaré que « c*ertains gülenistes ne profitent ni à Fethullah Gülen ni aux services de renseignement américains s’ils restent vivants. Vous feriez mieux de vous préparer pour les exécutions*

extrajudiciaires à venir, plutôt que mobiliser le pouvoir judiciaire. Aucun membre du FETO n'est désormais en sécurité ».

Vienne

Début novembre 2020, la police autrichienne et les forces spéciales ont perquisitionné des locaux privés, des clubs, des sociétés immobilières en rapport avec les actions des Frères musulmans et du Hamas en Autriche. Dans cette opération, près de 1000 policiers ont été mobilisés.

Selon des personnes impliquées dans l'investigation, une association installée à Vienne et à Graz aurait joué un rôle central. Un ancien haut responsable de l'association aurait probablement appartenu au cercle le plus proche de l'ancien président égyptien, Mohamed Morsi.

En lien avec les Frères musulmans égyptiens, la police autrichienne a également perquisitionné les locaux d'une institution religieuse appartenant à un ancien président de l'IGGÖ (Islamische Glaubensge-meinschaft Österreichs). Cette organisation a des liens étroits non seulement avec le monde arabo-musulman, mais également avec l'AKP (Pari de la justice et du développement) ainsi que les autorités religieuses d'Ankara.

Les investigateurs ont de même ciblé un politologue autrichien spécialiste de recherches sur l'islamophobie, qui enseigne à l'université de Salzbourg. Cet intellectuel collabore avec l'Institut SETA en Turquie, un think tank biaisé financé par l'AKP d'Erdogan.

Les autorités autrichiennes soupçonnent que le financement du terrorisme soit effectué à travers des sous-organisations des Frères musulmans en Europe, notamment en Autriche. Une grande partie de l'argent est envoyée du Qatar. L'argent est acheminé via des associations, des fondations ou des entreprises en Autriche.

Chapitre 7

Le terrorisme islamiste

Qatar

Dans le cadre d’un accord signé en 2014, la Turquie a créé une base militaire au Qatar qui peut accueillir trois mille soldats. Le Qatar est un tout petit pays du Golfe qui est devenu un allié proche et un partenaire stratégique de la Turquie au cours de la dernière décennie.

Un an plus tard, le Comité stratégique suprême a été établi pour renforcer leurs relations. Dans ce contexte, les premières troupes turques ont été déployées au Qatar en 2015. Le Qatar a demandé l’assistance sécuritaire et militaire de la Turquie après le boycott imposé par l’Arabie saoudite, l’Égypte, les Émirats arabes unis et Bahreïn en juin 2017.

En 2017, Erdogan a nommé son ami et camarade de classe Fikret Özer ambassadeur au Qatar. Özer a fréquenté la même école İmam-Hatip Lisesi, une école publique religieuse, qu’Erdogan dans les années 70. Depuis 1979, il a travaillé comme agent administratif au ministère des Affaires étrangères.

Selon la tradition diplomatique turque, les agents administratifs gèrent les biens, les finances et les ressources humaines dans les ambassades et servent d’agents consulaires dans certaines missions diplomatiques, mais ils ne peuvent pas occuper le poste d’ambassadeur. Malgré cette tradition, Özer a présenté ses lettres de créance à l’émir Qatari Al Thani le 17 mars 2017.

Depuis lors, il a coordonné les contacts officiels et privés du président Erdogan avec la famille royale qatarie. Dans le cadre de son mandat, Özer a cultivé des relations avec des représentants des Frères musulmans et plusieurs personnalités islamistes radicales établies au Qatar.

À part Yusuf al-Qaradawi, chef spirituel de la secte frériste musulmane, l’ambassadeur Özer a rencontré l’ancien chef du Hamas Khaled Mashaal lorsque ce dernier habitait à Doha, capitale de l’émirat.

Al-Qaradawi, qui a approuvé les attentats suicides et la rébellion armée en Syrie et en Irak, est interdit d'entrée aux États-Unis depuis 1999 et au Royaume-Uni depuis 2008. Il apparaît régulièrement sur la chaîne qatarienne Al Jazeera où il promeut le djihad.

En outre, Özer a soutenu l'ONG turque IHH pour maintenir son partenariat (voir financement) avec Qatar Charity, l'ONG humanitaire publique de Qatar. L'association turque IHH est connue comme l'un des outils de l'agence de renseignement MIT et a fait l'objet d'une enquête de la police turque. Elle était accusée de contrebande d'armes vers des djihadistes affiliés à al-Qaïda en Syrie et en Libye. La police turque a enquêté sur ses liens avec Qatar Charity, mais le président Erdogan a clos l'instruction de l'affaire en 2014.

ONG au service du MIT

L’ONG İHH est l’association humanitaire turque la plus présente dans l’espace public et elle a acquis une réputation internationale en organisant la flottille du « Mavi Marmara » pour Gaza en 2010. Ses liens avec les Frères musulmans et le Hamas en particulier sont bien connus et documentés par la presse turque et internationale.

Elle est très active dans les manifestations propalestiniennes, en tant qu’organisatrice ou en les relayant sur les réseaux sociaux. La tenue de la manifestation annuelle en l’honneur des victimes du Mavi Marmara (le 31 mai 2020) a également été l’occasion de protester contre le déménagement de l’ambassade des États-Unis de Tel-Aviv à Jérusalem en Israël et contre les violences israéliennes dans la bande de Gaza. Elle produit régulièrement des brochures explicatives et des vidéos destinées à sensibiliser le public turc et elle dispose d’un centre de recherche İNSAMER (İnsani ve Sosyal Araştırmalar Merkezi).

Fondée en 1992 par la branche allemande de Milli Görüş, l’ONG s’appliquait à l’origine à aider les populations musulmanes de Bosnie. Depuis 1998, elle a élargi ses domaines d’action, incluant en priorité le Moyen-Orient et la Palestine. L’İHH a un bureau à Gaza et une représentation en Cisjordanie. Son implication dans la question palestinienne, en particulier l’affaire du Mavi Marmara, lui a permis de gagner en visibilité par la multiplication d’affiches, de publications et de manifestations sur le sujet, tout en satisfaisant les aspirations de ses donateurs.

En 2010, l’IHH a envoyé le Mavi Marmara, un bateau chargé de fournitures humanitaires et piloté par des militants propalestiniens turcs et internationaux, dans la bande de Gaza. Le bateau fut arraisonné et attaqué

par des commandos de la marine israélienne, ce qui occasionna un violent combat qui entraîna la mort de dix militants turcs.

Trois ans plus tard, le gouvernement israélien a accepté d'indemniser les familles des victimes à hauteur de 21 millions de dollars. Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a présenté ses excuses à Erdogan, alors Premier ministre de Turquie. Les Israéliens espéraient que cette décision aiderait à harmoniser les relations entre les deux pays, mais cela ne s'est pas produit.

Les militants de l'İHH décédés lors de l'opération du Mavi Marmara en 2010 sont considérés comme des martyrs turcs de la cause palestinienne dont les portraits sont mis en valeur par l'İHH et l'AKP, en particulier lors des rassemblements organisés en mémoire de l'événement, tous les 31 mai. Ces martyrs sont ainsi au centre d'un récit mémorial qui a pour effet d'importer le conflit israélo-palestinien en Turquie.

De plus, l'İHH et l'AKP affichent une certaine proximité avec le Hamas palestinien. À la suite des élections législatives palestiniennes de janvier 2006, la Turquie a pris acte de la victoire du Hamas et a appelé la communauté internationale à respecter ce résultat au nom de la démocratie.

Ainsi, lors des différentes manifestations propalestiniennes en Turquie, il est habituel de voir les drapeaux du Hamas, voire d'Al-Qaida, se mêler aux drapeaux palestiniens et turcs, ce qui témoigne de la dimension islamique du soutien à la cause palestinienne en Turquie. Malgré l'indépendance officielle qui existe entre le gouvernement et l'İHH, les actions de celle-ci ont permis à la Turquie de développer son soft power régional et ont facilité les ambitions de politique étrangère du pays au Moyen-Orient.

Des documents confidentiels issus d'une enquête policière turque montrent que l'IHH a travaillé avec le MIT pour apporter une aide « logistique » aux groupes islamo-djihadistes. Les documents montrent clairement que le chef de l'IHH, Bülent Yıldırım, travaillait « main dans la main » avec l'agence d'espionnage turque pour gérer les réseaux djihadistes syriens en Turquie. Ils révèlent également l'étendue de son réseau dans le cabinet du gouvernement turc.

Selon le site d'investigation Nordic Monitor, le dossier d'instruction comprenait les transcriptions de 142 écoutes téléphoniques autorisées par les tribunaux entre le 6 janvier 2013 et le 17 décembre 2013, dans le cadre d'une enquête sur des groupes islamistes radicaux. Ils identifient un homme du nom de Veli Çayır, un officier du renseignement du MIT qui travaillait comme bras droit de Hakan Fidan.

Selon ces transcriptions, Bülent Yıldırım disposait d'une ligne directe pour contacter Çayır et l'appelait chaque fois qu'il estimait qu'il avait besoin de partager des informations sur les développements en Turquie et à l'étranger où l'IHH mène des opérations sous le couvert de travail caritatif.

Selon une écoute téléphonique datée du 25 février 2013, Çayır indiquait clairement à Yıldırım qu'il avait été « affecté pour travailler avec lui sur ordre particulier du sous-secrétaire du MIT, Hakan Fidan, et qu'il pouvait l'appeler jour et nuit si nécessaire. »

Tous les deux évitaient de divulguer des informations secrètes par téléphone et préféraient utiliser des courriels pour envoyer les messages particulièrement sensibles ou pour leurs rencontres dans des maisons sécurisées. Yıldırım semble avoir visité le siège du MIT dans le district de Yeni Mahalle à Ankara.

Le 4 mai 2013, selon une interception téléphonique, Yıldırım s'est entretenu avec Adem Özköse, un journaliste connu pour être très proche des groupes djihadistes, et lui a dit qu'ils devaient aller combattre en Syrie. Quand Özköse a demandé ce qu'il devait faire exactement en Syrie, Yıldırım a déclaré que des armes allaient être envoyées en Syrie ou que des fonds devaient être transférés pour l'achat d'armes par les djihadistes.

Une enquête policière en janvier 2014 dans la province de Van, dans l'est de la Turquie, a révélé comment un employé de l'IHH travaillait avec une cellule turque d'al-Qaïda et utilisait l'organisation caritative comme couverture pour livrer des fournitures aux militants en Syrie. Deux centres logistiques de l'IHH dans deux provinces turques, Kilis et Kayseri, ont été utilisés pour envoyer des fonds et des fournitures médicales et ménagères aux djihadistes en Syrie.

Grâce à la surveillance des services du renseignement de la police depuis 2012, une cellule terroriste a été découverte, dirigée par İbrahim Şen, un

membre condamné d'Al-Qaïda qui avait mené une campagne de recrutement et de trafic entre la Turquie et la Syrie.

Şen a été détenu au Pakistan pour des liens présumés avec Al-Qaïda et transféré à Guantanamo où il a été détenu jusqu'en 2005, avant que les autorités américaines ne décident de le renvoyer en Turquie. Selon le dossier d'enquête, il avait travaillé avec le MİT depuis le déclenchement de la crise syrienne en 2011.

Apparemment, grâce à sa « couverture » humanitaire de l'IHH et un contrat secret avec le MİT, Şen n'a pas été inquiété. Il a été arrêté en janvier 2014 et mis en examen en octobre 2014, mais a été libéré lors de la première audience du procès en octobre 2014.

Trois personnes identifiées par la police comme partenaires de Şen dans la contrebande de marchandises vers la Syrie sont Ömer Faruk Aksebzeci (travaillant dans la branche d'IHH de Kayseri), Recep Çamdalı (membre de la branche de Kayseri de l'IHH) et İbrahim Halil İlgi (travaillant dans la branche de l'IHH de Kilis).

Les transcriptions des écoutes téléphoniques entre Şen et ces agents ont montré comment ils utilisaient des ambulances pour transporter des marchandises aux djihadistes lorsque le gouverneur de la frontière a interdit aux camionnettes de passer en Syrie.

L'IHH a été désignée par la Russie comme l'organisation qui a transmis des armes aux groupes djihadistes en Syrie, selon des documents de renseignement soumis au conseil de sécurité de l'ONU le 10 février 2016. Les documents ont même fourni les numéros des plaques d'immatriculation des camions expédiés par l'IHH chargés d'armes et de fournitures à destination des groupes affiliés à Al-Qaïda, y compris le Front al-Nusra.

Le 28 mai 2013, Yıldırım a appelé son contact au MIT, l'informant que l'ONG avait accueilli Zahran Alloush en Turquie. Alloush était le chef de Liwa al-Islam (qui a plus tard changé son nom en Jaysh al-Islam), un groupe djihadiste salafiste actif autour de Damas. Yildirim voulait organiser une réunion entre Alloush, son adjoint Abu Nour et des responsables du MIT. Alloush a ensuite été tué par une frappe aérienne de l'armée de l'air syrienne le 25 décembre 2015.

Lors d’un autre appel le 12 juin 2013, l’assistant d’Hakan Fidan, Veli Çayır, a appelé le président de l’IHH, lui demandant de soutenir la légion Al-Rahman (Faylaq Al-Rahman), un groupe armé d’opposition qui a une base près du poste-frontière de Cilvegözü (Bab al-Hawa). Il a déclaré que le groupe était à court de munitions et demandait à l’IHH de reconstituer ses stocks.

Lors d’une conversation téléphonique qui eut lieu le 13 mai 2013, Yıldırım parle à Çayır d’un activiste qui serait venu en Turquie pour organiser une attaque contre des membres du Conseil national syrien soutenu par la Turquie (al-Majlis al-Watani), qui est basé à Istanbul. Il dit avoir obtenu les informations d’une source fiable. Le 11 juillet 2013, Yıldırım parle d’une opération impliquant un groupe qui franchit la frontière en Syrie et dit à Çayır qu’il a des doutes sur les personnes sélectionnées pour l’opération et souligne qu’ils pourraient échouer dans leur tâche. Il dit qu’il coordonnerait l’action avec les agents du renseignement sur le terrain.

Les camions du MIT

Le 1er janvier 2014, un camion semi-remorque rempli d'armes lourdes a été intercepté par les forces de sécurité près du village turc de Torun sur l'autoroute entre les villes de Kırıkhan et Reyhanlı dans la province sud-est de Hatay, près de la frontière syrienne. Le procureur turc avait émis un mandat de perquisition et de saisie après avoir été informé par la gendarmerie. Il avait reçu un renseignement indiquant qu'un camion plein d'armes et une voiture d'escorte étaient en route pour traverser la frontière turco-syrienne. L'information était très spécifique et fournissait même les numéros des plaques d'immatriculation 06BR8860 et 31Y5060.

Yaşar Kavalcıoğlu, procureur en chef de Kırıkhan, et Yunus Alkan, procureur de la République, étaient tous deux sur les lieux pour superviser la perquisition et la saisie. Pourtant, ils furent empêchés d'exécuter le mandat par des agents du MIT qui accompagnaient le camion dans une voiture Fiat Linea. Les agents du MIT n'ont ni montré leurs papiers d'identité ni fourni de papiers officiels pour prouver qu'ils étaient autorisés à transporter les armes. Un différend entre les agents du MİT et les gendarmes a éclaté lorsque les procureurs ont ordonné aux gendarmes d'ouvrir le conteneur qui était dans la remorque.

D'autres agents du MIT furent envoyés sur les lieux, et Yener Akbaydar, chef régional du MIT à Hatay, est également arrivé pour parler aux procureurs. Les gendarmes ont déclaré aux procureurs que les agents du MİT avaient tenté de les convaincre de remplacer la remorque du camion par une remorque vide et avaient menacé de résister manu militari après le refus des gendarmes.

Kavalcıoğlu a ensuite déclaré qu'il avait téléphoné à Özcan Şişman, procureur de la province, dont la compétence comprend les affaires de terrorisme et lui a demandé s'il pouvait venir reprendre l'enquête, car elle

relevait de sa compétence. Entre-temps, Süleyman Bağrıyanık, procureur en chef de la province d'Adana, a été appelé à plusieurs reprises par Kenan İpek, alors sous-secrétaire du ministère de la Justice, lui intimant de limoger les procureurs sur place et de libérer le camion et les agents du MIT.

Lorsque Bağrıyanık a répondu qu'il s'agissait d'une affaire judiciaire et qu'en vertu de la loi, le pouvoir exécutif ne pouvait pas intervenir dans le système judiciaire indépendant, il a été menacé de poursuites. Bağrıyanık a ensuite été appelé par le ministre de la Justice de l'époque, Bekir Bozdağ, qui lui a demandé d'abandonner l'affaire. Déclarant que le ministre de l'Intérieur Efkan Ala et le chef du MIT, Hakan Fidan, étaient assis à côté de lui alors qu'il parlait au téléphone et qu'ils lui avaient assuré qu'il n'y avait pas d'armes dans la cargaison du camion intercepté, Bozdağ a tenté de convaincre Bağrıyanık de laisser les camions partir.

Les bus

Selon le dossier d'instruction, dans la nuit du 9 janvier 2014, les combattants ont été transportés de l'autre côté de la frontière turque dans des bus affrétés par le MIT. Les bus sont arrivés au poste-frontière de la ville turque d'Akçakale dans la province de Şanlıurfa et ont franchi les douanes sans aucun contrôle avec l'aide d'agents du MIT qui se trouvaient dans une voiture d'escorte. Le débarquement des combattants et le déchargement des armes et des munitions s'est achevé vers cinq heures du matin. Puis, les chauffeurs ont reçu l'ordre de ramener les bus en Turquie.

Le lendemain, la police a reçu une information affirmant que deux bus garés dans une aire de repos sur une autoroute étaient impliqués dans le trafic de drogue, ce qui a provoqué une descente et une fouille des bus. Aucune drogue n'a été trouvée lors de la fouille qui a eu lieu sur une autoroute à Incirlik, dans la province d'Adana, mais la police a trouvé quarante cartons de munitions pour mitrailleuses Kalachnikov de gros calibre dans les soutes des bus.

Les chauffeurs, Şahin Güvenmez et Esat Lütfi Er, ont été détenus avec le propriétaire de la compagnie de bus, Mihraç Sarı. Dans leurs déclarations,

le propriétaire et les chauffeurs de la société ont déclaré que les bus avaient été affrétés par le MIT. En fait, une voiture d'escorte conduite par des agents du MIT les accompagnait en route pour la Syrie, et deux voitures d'escorte du MIT les accompagnaient à leur retour.

Devant les juges, le propriétaire de la compagnie de bus a déclaré qu'un fonctionnaire nommé Erdem (agent du MIT) l'avait appelé le 9 janvier 2014 à 17 heures, et lui a demandé de transporter des réfugiés de Reyhanli à Akçakale. Il a ensuite appelé les chauffeurs et organisé le transfert. Le chauffeur a également confirmé ce que son patron avait dit dans un témoignage séparé, disant qu'après avoir reçu les instructions de son patron, un officier du renseignement du MIT nommé Salim l'avait appelé et lui avait dit de se rendre à Reyhanli. L'autre conducteur a également fait une déclaration similaire.

Les chauffeurs ont admis avoir fait des transports similaires auparavant, livrant à la fois des munitions et des combattants djihadistes dans un camp du côté syrien géré par des groupes djihadistes. Les chauffeurs ont déclaré qu'ils « n'étaient pas en tort » et ont justifié leur implication dans le transport des militants en affirmant qu'ils « faisaient leur devoir envers l'État ».

Selon les déclarations fournies par les suspects, le MIT a transporté 72 djihadistes d'un poste-frontière près du village de Bükülmez directement en face du camp de réfugiés d'Atmeh, du côté syrien de la frontière, jusqu'à la ville turque d'Akçakale. Après avoir traversé le territoire turc, les militants sont rentrés en Syrie pour aider les groupes djihadistes à prendre le contrôle de Tel Abad.

Les combattants n'ont pas pu être transférés à travers le territoire syrien, car les djihadistes n'avaient pas le contrôle d'une grande zone entre Atmeh et Tel Abad. À l'époque, le territoire syrien près de Kobane – une ville à prédominance kurde proche de la frontière syrienne avec la Turquie – était détenu et défendu par les Unités de protection du peuple kurde (YPG).

L'un des chauffeurs a déclaré : « *Nous avons attendu dans la cabine. Nous avions déjà éteint toutes les lumières des véhicules. Les gens venaient de là-bas, des ténèbres. Ils ont ouvert les coffres des véhicules et ont commencé à décharger les armes et les munitions. Ils ne nous ont pas permis de quitter*

les véhicules une fois arrivés à Akçakale. Un autre véhicule est venu et s'est garé derrière mon autocar, et ils ont commencé à déplacer la cargaison de mon véhicule dans l'autre. Il y avait 46 miliciens dans mon bus, et j'ai appris plus tard qu'il y en avait 27 dans l'autre bus. C'étaient des hommes barbus, d'apparence débraillée. »

Indiquant également que tous les passagers étaient d'origine arabe, l'un des chauffeurs a déclaré que les miliciens n'avaient rien dans les mains lorsqu'ils sont montés dans les bus. « *Ils ont mis tous leurs biens dans la soute. Ils étaient tous barbus. Ils ne nous ont pas permis de quitter les véhicules ni d'allumer les lumières. Nous n'avons même pas été autorisés à sortir fumer une cigarette. Nous avons ensuite emmené ces individus à Akçakale.* »

L'un des chauffeurs a déclaré aux enquêteurs qu'ils étaient entrés en Syrie par le poste-frontière gauche à Akçakale et qu'après être passés en Syrie, ils n'avaient conduit que 15 à 20 mètres avant que les agents du MİT ne viennent superviser le débarquement des autocars des miliciens qu'ils avaient transportés. « *Une vingtaine de civils sont venus. Je ne sais pas qui ils étaient. Le MİT ou les militaires sont venus et ont déchargé la cargaison. Puis ils ont dit : "Notre travail est terminé"* », a expliqué le chauffeur.

La CIA

Le 7 décembre 2017, Turgay Perişan, sergent-chef du Commandement des forces spéciales, a déclaré à la Haute Cour pénale d'Ankara que le MIT avait tenu la police à l'écart des routes pendant le transport des combattants et des armes vers la Syrie. Précisément, il a dit que « *la police avait été exclue des points d'où elle contrôle normalement les routes que nous avons empruntées* ».

Perişan avait été affecté à un programme de formation des combattants syriens qui était géré par le MIT. L'agence d'espionnage coordonnait le recrutement des combattants de Syrie ou des camps de réfugiés en Turquie, et l'armée turque assurait la logistique et la formation.

Ayant achevé sa formation en langue arabe au printemps 2015, Perişan a été chargé de travailler aux programmes de formation des Syriens en coordination avec le MIT en juin 2015. Il s'est déplacé dans les provinces frontalières de Kilis, Adana et Hatay, traversant parfois la Syrie et y revenant à la base aérienne d'Incirlik à Adana, où les forces de la coalition turco-américaine ont été déployées.

La province centrale de Kırşehir, où un camp d'entraînement était maintenu par l'armée, était un autre point clé pour Perişan. Les armes et la logistique ont été fournies à partir des stocks maintenus par l'armée américaine à la base aérienne d'Incirlik. De temps en temps, des approvisionnements étaient acheminés par des avions-cargos américains qui débarquaient à la base. « *Nos opérations étaient menées de manière très secrète et les affectations étaient surveillées personnellement par Yaşar Güler, chef adjoint de l'état-major général* », a déclaré Perişan. Il a travaillé sur ce programme jusqu'en février 2016.

Perişan a également opéré dans les villes du nord de l'Irak de Zakho, Duhok et Sulaymaniyah et il a assuré la sécurité lors d'une réunion entre les dirigeants kurdes et Hakan Fidan, chef du MIT, puis du vice-ministre des Affaires étrangères Feridun Sinirlioğlu. Fidan et Sinirlioğlu faisaient tous deux partie d'une délégation dirigée par le Premier ministre de l'époque, Ahmet Davutoğlu, lors d'une rencontre avec Massoud Barzani, président du gouvernement régional du Kurdistan (KRG) à Erbil.

En février 2016, Perişan a été envoyé au Qatar pour une formation avancée en langue arabe. Il est retourné en Turquie quelques mois plus tard. Le 15 juillet 2016, il a reçu l'ordre de rejoindre une équipe d'opérations spéciales qui avait été déployée pour protéger le quartier général de l'état-major en raison d'une menace terroriste.

Il s'est retrouvé piégé dans l'affaire du coup d'État et a été emprisonné le lendemain pour tentative de renversement du gouvernement Erdogan. Il a été torturé et maltraité pendant plus d'une semaine. Lorsqu'il a enfin eu l'occasion de témoigner au tribunal, il a expliqué ce qu'il avait fait auparavant en tant que membre des forces spéciales.

Les cordons

Selon un autre dossier d'instruction, révélé par le site *Nordic Monitor*, en 2015, la police du district d'Akchakale à Sanliurfa a intercepté un camion et a saisi plus de six tonnes de cordons utilisés par les djihadistes pour fabriquer des explosifs. Bozkır, un partenaire de la société DNS Defence, basée à Bichkek, et le major d'infanterie Mehmet Oktar étaient impliqués dans l'expédition. Au total, neuf suspects ont été inculpés, dont le chauffeur de camion Yalchyn Kai.

Lors du procès, le chauffeur a déclaré que « *les organisateurs m'ont assuré que le transport était autorisé et qu'il n'y avait rien à craindre. L'expédition d'explosifs légalement réglementés – pour laquelle la notification préalable des concessionnaires agréés aux autorités et l'enregistrement auprès des forces de l'ordre aux points de départ et d'arrivée sont nécessaires – était apparemment une opération banale, destinée non seulement à Daech, mais aussi à d'autres groupes djihadistes combattant en Syrie* ».

Le chauffeur a déclaré lors de l'interrogatoire et de l'audience que l'un des employés de l'entreprise s'était présenté comme agent du renseignement lors du chargement des explosifs dans un camion à Afion Karahisar et lui a dit que la cargaison était destinée à Daech avec l'approbation du gouvernement.

Il a été envoyé de l'entrepôt au village de Tahliburun, dans la province occidentale d'Afion Karahisar, et les cordons détonants achetés à deux fournisseurs en Turquie ont été chargés sur un camion au point de rencontre en bord de route. Les 6,4 tonnes de cordons détonants (environ 260 000 mètres) ont été chargées sur un semi-remorque portant le numéro d'immatriculation 32 DG 475.

Le conducteur a ajouté qu'il avait passé facilement les points de contrôle de la police à Sanliurfa avec des véhicules d'escorte, ce qui a facilité l'approbation de la cargaison par les autorités. L'enquête a révélé que les cordons détonants appartenaient à Trend Limited, dont le propriétaire Mesut Dogan, policier à la retraite, travaillait dans le département des armes et

explosifs du département de police de Denizli. Dogan a acheté l’entreprise en 2014 et avait déclaré un certain temps sa femme comme propriétaire.

La cargaison devait initialement être livrée aux groupes turkmènes en Syrie et ceux-ci auraient dû en remettre une partie aux partisans de Daech.

Les explosions des dépôts

Maj. Ahmet Özcan, chef du Centre d'évaluation du renseignement de la Gendarmerie turque, a déclaré à la Cour pénale d’Ankara (début janvier 2020) que des explosions qualifiées d'accidents dans des dépôts d'armes militaires turcs dans le passé avaient été orchestrées pour résoudre le problème des armes manquantes des Forces armées turques (TSK).

« *Tout le monde sait que la tenue de registres est une question très sensible dans l’armée turque et que les rapports sont nécessaires pour sortir même le plus petit équipement du stock. Les éléments manquants dans les registres ont été corrigés en faisant exploser des dépôts de munitions dans les villes turques d'Afyon et d'Urfa et sur la partie nord de Chypre, ce qui a entraîné le meurtre et la blessure des dizaines de soldats turcs* », a écrit Özcan dans sa déclaration publiée par le site d’investigation Nordic Monitor.

« *Si vous regardez des vidéos de propagande de Daech, vous pouvez facilement voir le logo MKE sur les caisses de munitions. Il ne faudrait pas grand-chose pour chercher des preuves* », a-t-il ajouté. Le MKE fait référence à la Société d’industrie mécanique et chimique (MKE), propriété d’État turque, qui fabrique des explosifs, des munitions, des armes et d’autres équipements militaires pour l’armée turque.

Özcan faisait référence à une explosion qui a déchiré un dépôt de munitions dans la province occidentale d'Afyon et tué 25 soldats, le 7 septembre 2012. L'armée turque a minimisé l'explosion. Une autre explosion a eu lieu dans la province d'Sanlıurfa, dans le sud-est de la Turquie, le 13 novembre 2019, blessant 16 soldats. L'explosion s'est produite dans la 20^{e} brigade blindée à Haliliye, situé près de la frontière avec la Syrie. Le troisième accident s'est

produit sur l'île de Chypre, dont la partie nord est sous l’occupation de l'armée turque depuis 1974. En fait, une explosion dans une zone militaire de Girne a ravagé le dépôt des munitions le 12 septembre 2019.

Özcan en tant qu’officier de renseignement de la Gendarmerie, avait accès aux informations confidentielles. « *Les soldats turcs savent également très bien que les camions chargés dans les dépôts de munitions de l’armée sont allés à l’État islamique* », a déclaré Özcan, en ajoutant : « *Je peux déjà dire que des explosions similaires pourraient se produire à l'avenir*. »

Le 9 septembre 2014, le quotidien turc Taraf a rapporté que des munitions portant la marque MKE avaient été retrouvées après un combat entre les djihadistes de l’État islamique et les forces kurdes (Peshmerga) à Erbil, capitale du gouvernement régional du Kurdistan (KRG) dans le nord de l'Irak. Selon le reportage du journal turc, les experts américains qui ont examiné la scène ont été surpris de voir la marque MKE sur les munitions de Daech.

L'utilisation du matériel MKE par Daech faisait également partie d'une question soumise au parlement en septembre 2014 également. Le ministre de la Défense d'alors, Metsmet Yılmaz, a été invité à confirmer ou à nier si l’État islamique avait des munitions marquées MKE. « *Le ministère de la Défense a-t-il vendu ces munitions à Daech ? Si le ministère ne les a pas vendues, comment ces munitions sont-elles tombées entre les mains de L’État islamique ?*» a demandé le député Lütfü Türkkan du parti MHP, ajoutant qu'il voulait savoir si la Turquie avait reçu de l'argent de la part de Daech en échange de ces munitions.

Les milices anti-Assad

Après le début de la guerre en Syrie, un département spécial (task force) a été créé pour renverser le président Bashar el-Assad et remplacer son régime par un gouvernement islamiste. Dans ce contexte, le MIT relança les contacts avec d'anciens agents du renseignement et des forces de l'ordre. D'anciens officiers de police, des militaires, officiers des forces spéciales ayant des problèmes avec la loi, ont été libérés de prison.

Après l'échec de sa stratégie pour renverser le président Assad entre 2011 et 2015, la Turquie est devenue un acteur plus important dans la guerre syrienne. Elle a effectivement ressuscité l'armée syrienne de l'opposition en tant que force de combat viable en établissant progressivement un contrôle centralisé et en professionnalisant de nombreux groupes de l'Armée Nationale Syrienne (SNA) ainsi que du Front de libération nationale (NLF).

Après 2015, les mauvaises performances sur le champ de bataille de l'Armée syrienne libre (FSA) et la montée en puissance des Kurdes, y compris ses unités de protection du peuple (YPG), que la Turquie considère comme une franchise du PKK, ont provoqué un deuxième changement stratégique dans la politique étrangère turque, à savoir un recentrage sur l'endiguement et la réduction des gains territoriaux des Kurdes syriens menés par le PYD/YPG.

Cette stratégie a été matérialisée par une approche de type guerre hybride qui combine des forces militaires turques régulières avec des capacités irrégulières sous la forme de groupes armés syriens mandatés par les turcs. L'approche a été relativement efficace pour délimiter les zones importantes d'influence et/ou sous contrôle turc le long de la frontière turco-syrienne et pour empêcher l'émergence d'une zone continue contrôlée par les Kurdes syriens dirigée par le PYD.

Armée syrienne libre

L’Armée syrienne libre (FSA) a été fondée en 2011 en Turquie par des transfuges sunnito-arabes de l’armée arabe syrienne. Cette catégorie contient des groupes qui n’ont pas de positions religieuses claires et qui se sont formés au début des manifestations et de la « révolution » contre le régime.

La FSA était un terme désignant un réseau de groupes armés principalement décentralisés et irréguliers, mais en 2017, le MIT l’a progressivement transformée en une organisation centralisée avec des structures de commandement et de contrôle. Ces groupes de la FSA, qui ont participé à l’opération militaire turque Euphrate Shield, ont été rebaptisés Armée nationale syrienne (SNA).

Tout au long de la guerre « civile » syrienne, l’Armée syrienne libre (FSA) a été le groupe d’opposition armé le plus aligné sur la Turquie et le plus dépendant du soutien logistique du MIT. Le service du renseignement turc a accueilli le quartier général initial de la FSA, facilité la collaboration entre les commandants sur le terrain, accueilli des représentants de soutien de l’Occident et du Golfe au début de la guerre et lancé un « programme de formation et d’équipement » en 2014 pour contrôler les combattants et accélérer le renversement du gouvernement Assad.

Après 2015, lorsque la Turquie est passée à sa stratégie d’endiguement des Kurdes syriens dirigés par le PYD en créant des zones tampons dans le nord de la Syrie, elle a utilisé des groupes de la FSA en tant que forces irrégulières dans ses opérations militaires hybrides : opération Bouclier de l’Euphrate, 2016, Opération Olive Branch, 2018, et l’opération Peace Spring en 2019. Ces groupes ont été rebaptisés Armée Nationale Syrienne (ASN). Le MIT fournit à l’ASN une formation, des salaires et des armes en échange de sa participation aux opérations militaires turques à l’intérieur et à l’extérieur de sa zone tampon.

La facilité de collaboration entre la Turquie et l’ASN dans le nord de la Syrie s’explique en partie par la présence d’éléments ethniques (Turkmènes) et/ou religieux (Arabes sunnites) des deux côtés. Ces éléments sont compatibles dans leurs perspectives socioculturelles et ont une

perception commune de qui est l’ennemi, c’est-à-dire les forces du gouvernement d’Assad et, plus récemment, les Kurdes de Syrie sous la forme du PYD et des YPG.

Le fiasco des armes

En janvier 2017, des officiers turcs opérant en Syrie dans les unités du Commandement des forces spéciales (Özel Kuvvetler Komutanlığı, ou ÖKK) ont découvert que des combattants de la FSA avaient vendu des armes fournies par la Turquie à l’État islamique. La révélation du scandale a incité une cinquantaine d’officiers à présenter leur démission de l’armée. Les officiers ont protesté contre la vente et ont remis en question la formation et l’armement des combattants de la FSA.

Les officiers de l’ÖKK qui voulaient démissionner ont souligné le cynisme du gouvernement turc en déclarant que pendant qu’ils combattaient Daech, les rebelles soutenus par la Turquie vendaient leurs armes à l’État islamique. Alarmé par les retombées de l’affaire, l’état-major est intervenu et le lieutenant-général Zekai Aksakallı, alors commandant des forces spéciales turques, a menacé les officiers qui voulaient démissionner de représailles. Il a réussi à contenir le scandale et à le faire taire tout en empêchant la démission des officiers, ce qui aurait pu être un embarras pour le gouvernement du président Erdogan.

Islamistes « nationalistes »

En 2013, sept groupes armés alignés sur la FSA ont créé le Front islamique syrien. Le Front (basé sur l’idéologie des Frères musulmans) a officiellement cherché à établir une République islamique syrienne dans laquelle la gouvernance aurait été supervisée par des érudits religieux et ayant pour base la charia, mais il a pris ses distances avec la doctrine salafiste de type Al-Qaïda.

Un an plus tard, 19 groupes islamistes se sont unis au sein du Faylaq al-Sham (Sham Legion). Remplaçant largement le Front Islamique, Faylaq al-Sham était composé de groupes islamistes de toutes sortes (des salafistes aux Frères musulmans) qui considéraient à la fois le gouvernement d'Assad et les groupes extrémistes (Daech) comme leurs ennemis.

Pour compliquer encore les choses, en 2018, plusieurs groupes armés nationalistes influents, islamistes et affiliés à la FSA, se sont réunis à Idlib pour former le Front de libération nationale. (NLF). Le NLF est une formation nationaliste-islamiste d'Idlib qui opérait sous les auspices du MIT. En octobre 2019, il a fusionné avec l'armée nationale syrienne, qui opère techniquement sous le commandement direct du gouvernement intérimaire syrien en exil, mais en réalité, il exécute les ordres du MIT et de l'état-major de l'armée turque.

Djihadistes salafistes

Cette catégorie comprend l'État islamique (EI) et Jabhat al-Nusra (JAN). Initialement formé comme branche syrienne de l'État islamique d'Irak et du Levant, Jabhat al-Nusra a transféré son allégeance à Al-Qaïda en 2013. À la mi-2016, le groupe s'est rebaptisé Jabhat Fatah al-Sham et a pris ses distances avec Al-Qaïda en limitant sa zone d'action à la Syrie. Avec sa présence progressivement réduite à Idlib, le groupe s'est rebaptisé Hey'at Tahrir al-Sham (HTS) début 2017.

La création du HTS a produit une scission entre ceux qui ont donné la priorité à une vision djihadiste de la Syrie (la faction « noire ») et ceux qui ont donné la priorité à la vision de la révolution syrienne dans une perspective islamique conservatrice (les islamistes nationalistes, la faction « verte »). Lorsque le HTS a commencé à poursuivre des politiques non conformes à la doctrine de la direction d'Al Qaeda, des éléments djihadistes de HTS se sont séparés pour former Tanzim Hurras al-Din (Gardiens de la religion).

Le rôle de la CIA

En 2016, quelques 2500 combattants ont été recrutés par le MIT et des listes de leurs noms et détails ont été partagées avec les Américains. Les candidats sélectionnés pour le recrutement ont été sélectionnés dans des lieux sûrs détenus par le MIT pour des groupes de quinze à vingt personnes dans les provinces turques de Kilis, Urfa et Elazığ, puis transportés dans des bus civils vers des lieux d'interrogatoire.

Les États-Unis avaient déjà dépensé 500 millions de dollars en 2015 pour former et équiper les rebelles afin d'établir une force rebelle forte de cinq mille militants sous l'administration Obama, mais le plan a été interrompu en octobre 2015 après que la plupart des combattants ont déserté et rejoint des groupes radicaux, y compris l'EI, ou ont été capturés par des factions rivales.

Le Pentagone a repris le programme avec quelques ajustements en 2016, pour l'annuler en 2017 sur ordre du président Donald Trump. Depuis lors, la Turquie a continué à former, armer et équiper les rebelles par elle-même, élargissant même son programme. L'armée turque a implicitement accusé le MIT de ne pas avoir correctement suivi les rebelles syriens qui avaient terminé des programmes de formation dans des camps spéciaux dans le sud de la Turquie, selon des mémos militaires internes.

L'agence de renseignement turque a coordonné l'enrôlement des rebelles syriens et supervisé leurs activités en Syrie, tandis que l'armée turque s'occupait de la formation, de l'armement et de l'équipement des combattants. Cependant, l'agence d'espionnage ne se souciait pas de savoir s'ils étaient associés à des organisations djihadistes armées radicales et s'intéressait uniquement aux liens avec des groupes kurdes interdits. En outre, selon les notes militaires turques publiées par le site internet d'information *Nordic Monitor*, l'armée turque prévoyait également de demander au Qatar et à l'Arabie saoudite de couvrir une partie des coûts et de fournir des armes, des munitions et du matériel.

Daech oil

Le gouvernement turc a été accusé à plusieurs reprises de complicité, de fournir secrètement un soutien financier ou militaire, ou du moins de tolérer l'État islamique. Les révélations les plus accablantes sont venues de Russie.

Après qu'un avion de combat russe a été abattu à la frontière turco-syrienne par un F-16 turc le 24 novembre 2015, le président russe Poutine a directement accusé la Turquie, en particulier le président turc Erdogan et sa famille, d'avoir des liens commerciaux avec l'État islamique et de l'aider à vendre son pétrole.

Cette allégation n'était ni nouvelle ni dénuée de sens. La clémence du régime Erdogan envers l'État islamique, en particulier sous la forme de contrôles lâches aux frontières pour que les djihadistes du monde entier rejoignent l'État islamique, suscitait déjà d'énormes critiques. Les affirmations de la Russie selon lesquelles le clan d'Erdogan aidait et encourageait le terrorisme de Daech en facilitant le commerce du pétrole à travers un réseau d'amis, impliquant en particulier certains membres de la famille, étaient nouvelles.

Le président russe Vladimir Poutine a déclaré : « *Nous avons toutes les raisons de croire que la décision d'abattre notre avion en 2015 a été dictée par le désir de protéger les lignes d'approvisionnement en pétrole vers le territoire turc* ». Il a poursuivi ses remarques sévères, identifiant clairement la Turquie comme homme de main de l'État islamique : « *Cet incident s'écarte de la lutte habituelle contre le terrorisme. Nos troupes combattent héroïquement les terroristes, au péril de leur vie. Mais la perte que nous avons subie aujourd'hui est due à un coup de couteau dans le dos par des complices des terroristes*.

L'État islamique a beaucoup d'argent, des centaines de millions sinon des milliards de dollars, provenant de la vente de pétrole. De plus, ils sont protégés par les militaires de toute une nation. On peut comprendre pourquoi ils agissent si hardiment et si ouvertement. Pourquoi tuent-ils des gens d'une manière si terrible ? Pourquoi commettent-ils des actes terroristes à travers le monde, y compris au cœur de l'Europe ? ».

Poutine a juré que son gouvernement ne prendrait pas l'incident à la légère : « *Nous avons toujours traité la Turquie non seulement comme un proche voisin, mais aussi comme une nation amie. Je ne sais pas qui a un intérêt dans ce qui s'est passé aujourd'hui, mais ce n'est certainement pas nous* ».

Le Premier ministre russe Dmitri Medvedev a déclaré : « *Les actions de la Turquie sont de facto une protection de l'État islamique. ... Ce n'est pas une surprise, étant donné les informations dont nous disposons sur l'intérêt financier direct de certains responsables turcs dans l'approvisionnement en produits pétroliers raffinés provenant d'usines contrôlées par Daech* ».

Le vice-ministre russe de la Défense, Anatoly Antonov, a poussé les allégations un peu plus loin et a pointé du doigt la Turquie alors qu'il s'adressait à la presse à Moscou. « *Selon les informations que nous avons reçues, les principaux dirigeants politiques du pays – le président Erdogan et sa famille – sont impliqués dans cette affaire pénale* ». Ce politicien de haut rang a déclaré que la Russie avait des preuves qu'Erdogan et sa famille avaient personnellement bénéficié du commerce de pétrole avec Daech.

Antonov a déclaré que le pétrole était continuellement transporté en quantités industrielles le long d'« *oléoducs roulants* », faisant référence aux files d'attente de plusieurs kilomètres de camions-citernes chargés de pétrole. « *Le cynisme des dirigeants turcs ne connaît pas de limites. Regardez ce qu'ils font. Ils sont allés dans un pays étranger, ils le volent sans scrupules* », a-t-il déclaré.

Le chef de la principale direction opérationnelle de l'état-major russe, le colonel-général Sergueï Rudskoy, a détaillé comment ce « pétrole volé » a été transporté en Turquie. D'après les informations qu'il a fournies, il y avait essentiellement trois voies, la première conduisant à la raffinerie de Batman à l'est ; la seconde à la ville portuaire d'İskenderun via Alep ; et la troisième dans la région de Zakho, dans le nord de l'Irak.

Le général Rudskoy n'a pas mâché ses mots lorsqu'il a mentionné qu'une société appartenant au fils d'Erdoğan était directement impliquée dans cette affaire sale et loufoque. « *Selon des données fiables de notre service de renseignement, la Turquie mène de telles opérations depuis longtemps et régulièrement. Et surtout, elle ne prévoit pas de les arrêter* », a-t-il déclaré.

Un point intéressant qui mérite l'attention était que le vice-président américain Joe Biden (en 2014) avait porté des accusations similaires contre la Turquie quelques mois avant les Russes. Il a déclaré dans un discours à la Harvard Kennedy School le 2 octobre 2014 que la Turquie et les Émirats arabes unis soutiennent les factions extrémistes en Syrie. « *Ils ont déversé des centaines de millions de dollars et des milliers de tonnes d'armes pour quiconque combattrait Assad. Mais les personnes approvisionnées étaient al-Nosra et al-Qaïda et les éléments extrémistes des djihadistes venus d'autres parties du monde* », avait déclaré Biden.

Les voisins de l'est et du sud de la Turquie ont également exprimé leur propre critique du gouvernement d'Erdogan et accusé la Turquie d'aider les activités de contrebande de pétrole de l'EI. L'ancien Premier ministre irakien Haider al-Abadi a déclaré que la majeure partie du pétrole que l'État islamique volait à l'Irak et à la Syrie était passé en contrebande et vendu via la Turquie.

Le secrétaire du Conseil de sécurité iranien, Mohsen Rezayee, a déclaré : « *Les conseillers militaires iraniens en Syrie ont pris des photos et filmé toutes les routes empruntées par les camions-citernes de pétrole de Daech vers la Turquie ; ces documents peuvent être publiés. Si le gouvernement turc n'est pas au courant des ventes de pétrole de l'État islamique à son pays, nous pouvons lui fournir ces informations* ».

En janvier 2016, le ministre israélien de la Défense, Moshe Yaalon, a affirmé que l'État islamique avait « *bénéficié de l'argent turc pour le pétrole pendant très, très longtemps* ». Le président tchèque Milos Zeman a sévèrement critiqué la Turquie en tant qu'allié de facto de l'État islamique, lorsqu'il a répondu à une question concernant les attaques de la Turquie contre les forces kurdes en Syrie. Zeman a déclaré que l'aide de la Turquie à l'État islamique prenait principalement la forme d'achat de pétrole syrien volé et d'un soutien logistique alors que le groupe détenait encore un grand territoire.

Abu Mansour

Dans une interview « explosive » d'Anne Speckhard et Ardian Shajkovci pour le Centre international pour l'étude de l'extrémisme violent, Abu Mansour al Maghrebi, un ancien émir de l'État islamique détenu dans une prison irakienne a révélé des secrets bien cachés du rôle du MIT et du président turc en Syrie. L'interview a été publiée sur le site internet hstoday, le 18 mars 2019.

Abu Mansour, ingénieur électricien marocain, est venu en Syrie en 2013 dans l'espoir de libérer les musulmans des régimes dictatoriaux et de construire un califat islamique régi par des idéaux islamiques. Il a voyagé de Casablanca, au Maroc, à Istanbul, en Turquie et à travers la frontière sud de la Turquie à la Syrie. Son premier arrêt était à Idlib, en Syrie, juste au moment où les hostilités entre Al Nosra et Daech avaient commencé.

Abu Mansour s'est rangé du côté de l'État islamique et s'est vu confier par celui-ci le poste d'agent des admissions du côté syrien de la frontière turque. Son travail consistait à recevoir le flux constant de combattants étrangers affluant à travers la Turquie – dont beaucoup partageaient le même rêve que lui.

« *Mon travail consistait à amener des agents, à recevoir des combattants étrangers en Turquie* », explique Abu Mansour, se référant au réseau de personnes rémunérées par l'État islamique qui a facilité le transfert des combattants étrangers d'Istanbul vers les villes frontalières turques en Turquie, Gaziantep, Antakya, Sanliurfa, etc. « *Pour la plupart de ceux qui travaillaient du côté turc, leur objectif était l'argent. Beaucoup en Turquie ont cru et ont donné leur bayat (serment d'allégeance) à l'État islamique. Il y avait des hommes de l'État islamique vivant en Turquie, individuellement ou en groupes, mais aucun groupe armé en Turquie* », a déclaré Abu Mansour.

Concernant les combattants étrangers, Abu Mansour a expliqué : « *Ils venaient de différents endroits, principalement d'Afrique du Nord. Les Européens n'étaient pas présents en grand nombre, 4000 au total. De Tunisie 13 000, et 4000 du Maroc. Il y avait moins de 1000 combattants libyens parce qu'il y avait déjà la guerre dans ce pays. Je ne parle que pour 2015* », a-t-il ajouté.

« *Mon travail était de garder les frontières entre la Syrie et la Turquie et de recevoir les combattants. J'ai supervisé l'accueil à Tal Abyad, Alep, Idlib, toutes leurs frontières. Les femmes célibataires sont allées directement à Raqqa dans les centres pour célibataires. Les femmes mariées sont allées voir leurs maris. Puisqu'elles étaient membres de la famille, elles se sont vu offrir un logement jusqu'à ce que leurs maris aient terminé leur formation* ».

Abu Mansour a expliqué que ceux qui venaient mourir pour le califat islamique étaient plus nombreux au début. « *Environ 5000 personnes sont venues pour devenir des martyrs. Je ne les ai pas envoyées au centre* », a-t-il dit, faisant référence à l'endroit où les candidats au suicide étaient isolés et encouragés dans leurs missions de mort. Il a poursuivi : « *Je viens de les enregistrer et de les envoyer au camp d'entraînement. Ensuite, il y avait un centre à Raqqa. Il y avait une direction centrale qui contrôlait qui était affecté et où. Ce n'était pas mon travail ; avant 2014, 50 % d'entre eux ont été martyrisés. Ensuite, ce pourcentage est tombé en dessous de 20 %. En 2014 et 2015, nous avions environ 35 000 combattants étrangers qui sont entrés. Après cela, je ne sais pas au juste, mais je sais que les chiffres diminuent chaque année* ».

Rencontres avec le MIT

Abou Mansour a révélé que « *Je suis allé à Raqqa après l'assaut de la coalition à la frontière. Mon travail à Raqqa consistait à m'occuper des affaires internationales. Ma mission était notre relation avec les services de renseignement turcs. En fait, cela a commencé lorsque je travaillais aux frontières* ».

« *Il y avait des accords entre les services de renseignement turcs et l'État islamique aux frontières, pour les personnes qui avaient été blessées. J'avais un contact direct avec des agents du MIT, de nombreuses réunions avec eux. Il y avait des équipes. Certains représentaient les renseignements turcs, d'autres l'armée turque. Il y avait des équipes de trois à cinq groupes différents. La plupart des réunions ont eu lieu en Turquie dans des postes militaires ou dans leurs bureaux. Cela dépendait du problème. Parfois, nous nous rencontrions chaque semaine. Cela dépendait de ce qui se passait. La plupart des réunions étaient proches des frontières, certaines à Ankara, d'autres à Gaziantep.*

J'ai traversé les frontières et ils me laissaient passer. À la frontière, les Turcs m'envoyaient toujours une voiture et j'étais protégé. Une équipe de deux à trois personnes de notre côté était avec moi. J'étais responsable de notre équipe la plupart du temps. J'ai été sur le point de rencontrer Erdogan, mais la rencontre n'a pas eu lieu. L'un de ses agents de renseignement a déclaré qu'Erdogan voulait nous voir en privé, mais cela ne s'est pas produit ».

L'avantage pour la Turquie, selon Abu Mansour, était que « *nous étions dans la zone frontalière, et la Turquie voulait contrôler ses frontières – le nord de la Syrie. En fait, ils avaient l'ambition non seulement de contrôler les Kurdes, mais ils voulaient tout le nord, de Kessab (le point le plus au nord de la Syrie) à Mossoul.*

Telle est l'idéologie islamiste d'Erdogan. Ils voulaient tout le nord de la Syrie. C'est ce que la partie turque a dit vouloir, contrôler le nord de la Syrie, car elle a de réelles ambitions. En fait, nous avons parlé de ce qu'Erdogan a dit en public par rapport à ce qu'il voulait vraiment.

Cette partie de la Syrie faisait partie de l'Empire ottoman. Alep et Mossoul faisaient partie de l'Empire ottoman turc. Les accords Sykes-Picot par lesquels ils ont perdu ces régions a été signé il y a cent ans. Lors de nos réunions, nous avons parlé du rétablissement de l'Empire ottoman. C'était la vision de la Turquie.

Personne ne peut accuser le gouvernement turc de nous donner des armes, car nous avons des armes de différentes sources. En fait, nous n'avons pas besoin d'acheter des armes à la Turquie », a-t-il expliqué, notant que les

soldats de l’armée syrienne libre échangeaient parfois leurs armes contre un paquet de cigarettes.

« *Les Syriens antigouvernementaux nous ont fourni des armes ; de nombreuses mafias et groupes nous ont échangé des armes. Nous avons négocié pour envoyer nos combattants dans les hôpitaux de Turquie. Ils nous ont fait des facilités – ils ne regardaient pas les passeports de ceux qui venaient se faire soigner. La porte était toujours ouverte. Si nous étions en ambulance, nous pouvions passer sans aucun problème. Nous pouvions entrer en Turquie à de nombreux endroits. Ils ne posaient pas de questions sur les identités officielles. Nous devions juste les leur dire oralement* »

Abu Mansour a expliqué que « *Lorsqu’une personne était blessée, on l’envoyait dans un hôpital en Syrie, et cet hôpital la renvoyait en voiture jusqu’à la frontière. Il y avait des ambulances du côté turc qui attendaient cette personne. Il y avait des médecins qui n’aimaient pas Bashar. Ils ont soigné nos gars. Le MIT était mis au courant de chaque situation critique et dépêchait des ambulances à la frontière. Il y avait aussi des hôpitaux près de la frontière. Le MIT a envoyé les blessés dans toute la Turquie en fonction de leurs besoins médicaux* ».

Commerce du pétrole

Concernant la vente de pétrole de l’État islamique, Abu Mansour a admis que « *La grande partie du pétrole syrien est allé en Turquie, et seules de petites quantités sont allées au régime de Bachar. Il y avait de nombreux commerçants qui faisaient cela et la Turquie était le seul marché pour l’envoi de pétrole. Leurs commerçants ont payé le pétrole qui est entré en Turquie* », en ajoutant que bien que le fils d’Erdogan soit censé s’être enrichi avec du pétrole de l’État islamique, les transactions ont été effectuées par des intermédiaires.

« *Du pétrole est également allé au gouvernement syrien – certaines quantités sont passées par des oléoducs, d’autres par des camions. Le pétrole envoyé par l’État islamique en Turquie a été négocié par des*

commerçants de Turquie qui sont venus prendre le pétrole avec nos autorisations. Les commerçants venaient également du côté syrien ».

Selon Abu Mansour, en 2014, la Turquie essayait de jouer un double jeu avec l'Occident : permettre aux combattants étrangers d'entrer en Syrie, mais sembler prendre des mesures pour l'empêcher. « *La Turquie voulait faciliter le passage des frontières pour les combattants étrangers »,* a déclaré Abu Mansour. « *Les Turcs voulaient juste contrôler, ils voulaient savoir qui entre et comment il entre, alors ils me demandaient de dire qui est entré et où ? ». Ils ont dit : « N'entrez que par des postes spécifiques. Venez sans arme. Ne venez pas avec de longues barbes. Votre entrée du nord au sud doit être masquée autant que possible*.

Nos négociations ont eu lieu une fois en Syrie, la deuxième fois en Turquie et ainsi de suite, alternativement », a déclaré Abou Mansour, et le plus souvent *« près des frontières, près des entrées officielles »*.

Cependant, en 2016, Abu Mansour fut invité à se présenter à Ankara et à y rester quelques semaines. « *Ils nous ont demandé de rester un certain temps en Turquie, peut-être pour rencontrer le président Erdogan. À cette époque en 2016, avant l'attaque contre Manbij entre juin et septembre 2016, la Turquie tentait de se séparer de l'État islamique. J'ai séjourné à Ankara, dans une maison d'hôtes. Je pense que j'étais dans l'endroit spécifique du quartier général du MIT, j'y suis resté une semaine. J'étais sous leur protection. Ils m'ont également dit que je pouvais passer une semaine là, si je le voulais* ».

Nuri Gökhan Bozkır

En novembre 2020, l’ancien capitaine du commandement des forces spéciales (ÖKK) Nuri Gökhan Bozkır, dont le président Erdogan a demandé l’extradition au président Volodymyr Zelensky lors de sa visite en Ukraine, a expliqué à la presse ukrainienne comment le gouvernement turc a fourni des quantités massives d’armes et de munitions aux milices turkmènes en Syrie.

Expulsé des forces armées turques par les partisans d’Erdogan, Bozkır a déclaré qu’il avait démarré ses affaires en 2007 grâce à ses relations à l’étranger. Il a révélé qu’il fournissait du matériel, de la nourriture et de l’aide humanitaire dans des pays comme la Géorgie, l’Iran, l’Afghanistan, la Bosnie-Herzégovine et l’Azerbaïdjan.

En 2012, lorsque la guerre civile en Syrie s’est transformée en guerre ouverte, Bozkır a commencé à fournir des armes à Halil Harmid, son partenaire syrien, commandant sur le terrain des groupes turkmènes. Selon les déclarations de Bozkır à la presse ukrainienne, l’envoi d’armes vers la Syrie, que les autorités turques ont couvert, a été effectué sous le contrôle des responsables de l’Organisation nationale du renseignement (MİT). Alors que les armes légères et les munitions sont d’abord allées en Syrie, il a ensuite envoyé des systèmes de missiles portables et des explosifs. Bozkır possède aujourd’hui des dizaines de photographies et des vidéos concernant l’envoi d’armes, mais aussi des images de valises remplies de dollars.

Conteneurs pleins de dollars

Bozkır a révélé que tout le trafic d'argent et d'armes était effectué sous la supervision de la gendarmerie et du MIT et que l'expédition se poursuivait sous la supervision du commandant turkmène Halil Harmid du côté syrien. Le Qatar avait envoyé sept conteneurs pleins de dollars dans une base militaire en Turquie pour l'achat d'armes au marché noir.

De 2012 à 2015, Bozkır achetait des armes en Europe de l'Est et en Asie centrale, officiellement au nom de l'État turc. L'envoi coûtait entre deux et quatre millions de dollars et les paiements aux marchands d'armes étaient effectués en espèces dans de grandes valises et des sacs avec l'aide du MIT. Bozkır a effectué au total quarante-neuf expéditions d'armes aux Turkmènes entre 2012 et 2015.

L'exil

Après la saisie par la police turque d'un camion rempli d'armes à la frontière turco-syrienne, le MIT a demandé à Bozkır de se rendre immédiatement à l'étranger. Il a déclaré que deux heures avant que son nom ne soit enregistré dans la base de données de la police, un billet d'avion pour l'Ukraine avait été acheté et il avait été escorté à l'aéroport par les agents du MIT. Selon Bozkır, le MIT lui avait dit qu'« *il devrait rester à l'étranger avec sa femme et son enfant ukrainiens jusqu'à ce que tous les problèmes avec ses biens saisis soient résolus* ».

En 2018 un homme d'affaires influent et très proche d'Erdogan a proposé à Bozkır une offre d'emploi dans la vente d'armes et de matériel militaire de l'Ukraine à la Turquie. Si Bozkır refusait l'offre, l'homme d'affaires le menaçait de le mettre sur la liste d'Interpol en lien avec l'assassinat du professeur Necip Hablemitoglu de l'université d'Ankara, mort dans une attaque armée devant sa maison en 2002. Hablemitoglu fut le premier à écrire un livre enquête sur la communauté Gülen.

Bozkır fut finalement inscrit sur la liste d'Interpol pour avoir prétendument été l'auteur de l'assassinat et il a été détenu en Ukraine en juillet 2019. Il est toujours préoccupé par la menace d'enlèvement par le MIT et a donc demandé une protection supplémentaire et l'asile politique aux autorités

ukrainiennes. Cependant, les autorités ukrainiennes n’ont pas encore pris de décision sur cette question.

Sadik Üstün et Kemal Eskintan

Sadık Üstün

Après avoir servi à l'état-major général du commandement des forces spéciales, il a pris le commandement du régiment de l'Académie militaire. La hiérarchie militaire l'a mis à la retraite en 2007 et par la suite il a fondé la société privée de services de sécurité et de protection Cevahir avec l'homme d'affaires İbrahim Cevahir et il en est devenu président du conseil d'administration.

En 2012, Hakan Fidan, qui était déjà directeur du MIT, a invité Sadik Ustun à rejoindre le service du renseignement. En fait, il y a deux noms importants que Hakan Fidan a apportés au MIT et qui occupent des positions très importantes aujourd'hui. L'un d'eux est Sadık Üstün et l'autre est Kemal Eskintan. Ces deux personnes proviennent du commandement des forces spéciales.

Sadik Üstün, l'un des adjoints de Hakan Fidan, est désormais chargé des opérations paramilitaires turques en Libye. Une des priorités de cet ex-colonel des forces spéciales est d'assurer le transfert des milices islamistes proturques de la Syrie à Tripoli, afin de soutenir le gouvernement de Fayez Sarraj, proche des Frères musulmans.

Au cours de la période qui a précédé le coup d'État (premier semestre 2016), il a occupé un poste important au sein du fameux National Intelligence Coordination Board (MIKK) à Ankara. Hakan Fidan, avec le soutien du gouvernement, a transformé le MIKK en une plateforme où la gendarmerie, la police nationale et les renseignements militaires sont tenus de diffuser toutes leurs informations au MIT. À l'époque, ces « pouvoirs »

du MIT par la réforme du MIKK ont donné lieu à certaines critiques selon lesquelles le MIT était devenu la version turque du Mukhabarat syrien.

Fichage

La tâche confiée à Sadık Üstün avant le coup d'État (juillet 2016) était de collaborer avec les forces armées turques. Concrètement, la mission de Sadık Üstün était de créer des listes et des fichiers d'officiers de l'armée en fonction de leur idéologie et de leurs réseaux. Normalement, le MIT n'a pas le pouvoir légal de collecter des renseignements au sein de l'armée. Cependant, cette activité a commencé après la nomination d'Üstün dans la structure du « MIT parallèle ». Après l'opération contre la corruption des 17 et 25 décembre 2013 (avec l'arrestation de membres de la famille de ministres du gouvernement d'Erdoğan), la mission de Sadık Üstün devint plus claire et son seul devoir a été d'identifier les officiers gülenistes au sein de l'armée.

Les activités de fichage « militaire » de Sadık Üstün ont pris fin au début de 2015 et simultanément les médias proches d'Erdoğan ont édité des rapports à gros titres tels que « Les soldats voués à Fethullah Gülen préparent un coup d'État ». Mais les listes préparées par Sadik Üstün n'ont pas été comparées aux informations de la base de données du MIT, car les informations qu'il avait rassemblées ont été jugées suffisantes. Parmi les noms de la liste figurait Akin Öztürk, qui sera l'un des grands noms du coup d'État de 2016.

Kemal Eskintan

Lorsque Hakan Fidan a été sélectionné par Erdogan à la tête de l'agence de renseignement en 2010, il a amené le colonel Kemal Eskintan dans son équipe restreinte de l'agence et l'a affecté à la tête du département chargé de fournir des services de protection aux personnes de grande valeur. En 2012, lorsque la guerre civile en Syrie prend des dimensions d'une guerre ouverte,

Eskintan a pris en charge le dossier ‘sensible’ de la gestion des liens clandestins du gouvernement turc avec des groupes jihadistes en Syrie et en Irak. En 2014 Eskintan a été promu à la tête du département des opérations spéciales du MIT.

Ses liens avec la Syrie datent depuis 2001 lorsqu’il faisait partie en tant que jeune officier d'une délégation dirigée par le ministre de l'Intérieur de l'époque, Rüştü Kazım Yücelen. Le but de la visite de la délégation turque à Damas était pour conclure des accords avec Damas dans un contexte de tension entre la Turquie et la Syrie résultant de la présence du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) sur le territoire syrien.

Süleyman Şah

Selon le site d’investigation *Nordic Monitor*, en mai 2014, une réunion urgente était prévue par Kemal Eskintan, un haut dirigeant du MIT, responsable du dossier syrien et de la conduite des opérations spéciales. Trois émirs de l'EI qui avaient été invités à la réunion ont traversé le poste-frontière de Tal Abyad et sont conduits dans une garnison militaire de la ville d'Akcakale. La réunion s'est tenue dans la salle de conférence située à l'entrée de la garnison.

Le MIT était également représenté à la réunion par un officier du renseignement, connu uniquement sous son prénom, Ali, qui était alors directeur régional de la province de Sanlıurfa. L'officier de renseignement Kemal Alkan, qui était attaché à la 20e brigade mécanisée dans la même province, et le colonel Nazmi Sezen, commandant du régiment frontalier, s'est joint à la réunion pour représenter l'armée turque avec l'approbation de ses supérieurs.

Les sources du site *Nordic Monitor* ont confirmé que la réunion avec les dirigeants de l’État islamique a eu lieu afin de résoudre les difficultés que l'armée turque avait rencontrées pour envoyer des remplacements et des fournitures logistiques à une quarantaine de soldats turcs gardant la tombe de Süleyman Sah. Il s’agit du grand-père d'Osman I, le fondateur de l'Empire ottoman et dont la tombe était située sur le territoire syrien à

environ trente kilomètres de la frontière turque. Le tombeau de Süleyman Sah a été déclaré territoire turc en vertu d'un traité signé avec la France en 1921, lorsque la France dirigeait la Syrie. La Turquie le considère comme un territoire souverain et s'est engagée à plusieurs reprises à le défendre contre toute attaque.

Des militants de l'État islamique avaient encerclé la tombe depuis mars 2014, empêchant la livraison de nourriture et d'eau. Des soldats ont été piégés près de la tombe et un changement de garde qui a généralement lieu tous les deux ou trois mois n'a pas eu lieu. Au cours de la réunion, la partie turque a demandé l'accès au site et l'État islamique a demandé au gouvernement turc de libérer les militants de Daech des prisons turques et de faciliter leur voyage en Syrie. En plus ils ont exigé la livraison de vivres et de fournitures médicales aux communautés sous le règne de l'État islamique, selon toujours le site *Nordic Monitor*.

Par conséquent, le gouverneur de la région de Gaziantep a expédié de la nourriture et des fournitures médicales aux régions de l'EI en Syrie et en échange, l'État islamique a autorisé l'armée turque à reprendre l'envoi de nourriture et d'eau aux soldats gardant la tombe. Selon des sources du site Nordic Monitor « *l'officier du MIT, Kemal Eskintan, supervisant personnellement les opérations. Il avait passé beaucoup de temps dans les provinces frontalières et faisait la navette depuis Ankara. Il était le principal agent du MIT pour négocier avec Daech avec l'approbation du chef du renseignement Hakan Fidan* ».

Le consulat de Mossoul

Le 11 juin 2014, 49 personnes – trois membres du personnel non turcs et 46 Turcs, dont le consul général Öztürk Yılmaz et d'autres membres du personnel diplomatique, des membres des forces spéciales et des enfants – ont été prises en otage par l'État islamique dans le consulat de Turquie à Mossoul.

Ismail Haki Moussa, l'adjoint de Hakan Fidan au MIT à l'époque et l'actuel ambassadeur de Turquie à Paris avait la charge de la mission de sauvetage

des 49 otages. Sur le terrain, Kemal Eskintan (chargé du dossier de la Syrie) multipliait les contacts avec des émirs de Daech pour trouver une solution.

Le Commandement des forces spéciales turques a mis en place une équipe spéciale pour lancer un raid contre le consulat de la Turquie, saisi par le groupe terroriste. Selon le témoignage de Turgay Perişan, (sergent en chef du Commandement des forces spéciales) l'équipe a été constituée avec des membres sélectionnés des troupes les plus performantes et a reçu l'ordre de commencer à s'entraîner en secret pour prendre d'assaut le consulat.

Capt. Mehmet Emin Tüzel, qui était le commandant d'équipe de cette unité sélectionnée, a expliqué au tribunal turc (le 13 novembre 2017) comment les préparatifs avaient été faits pour la mission hautement classifiée. L'ordre est venu de l'état-major général de constituer une équipe spéciale dont les membres étaient issus de divers bataillons en fonction de leurs compétences de combat rapproché et de leur expérience du parachutisme nocturne en chute libre.

« *Le succès de l'opération de sauvetage des otages, qui aurait pu être menée sans nuire aux otages, a nécessité la pénétration dans la zone ciblée sans que les terroristes en soient avertis. Le seul moyen d'y parvenir était de s'infiltrer avec une opération de parachute en chute libre pendant la nuit depuis une altitude élevée* », a déclaré au tribunal le capitaine Tüzel qui faisait partie des trente-six membres de l'unité choisis pour la mission.

Dans son témoignage au tribunal (le 5 mai 2017), le col. Osman Kılıç, ancien aide du chef d'état-major général, le général Hulusi Akar, a déclaré qu'au total 60 à 70 personnes étaient formées pendant trois mois pour l'opération de sauvetage. L'équipe a étudié la disposition du bâtiment, identifié les points de largage et de raid, recueilli des informations sur le terrain, telles que la fréquence et les moyens des livraisons de nourriture, le nombre de combattants de l'État islamique, leurs armes, leurs munitions ainsi que les explosifs qui se trouvaient dans le bâtiment. « *La plupart des simulations se sont déroulées dans une installation souterraine du siège du Commandement des Forces Speciales dans le plus grand secret, et les membres de l'équipe étaient complètement coupés de toute communication avec l'extérieur »* a précisé le Col. Osman Kılıç.

Erener Kısak, (lieutenant au Commandement des forces spéciales) a déclaré au tribunal le 27 novembre 2017 qu'«*il a été décidé de s'infiltrer au moyen d'une opération de parachute en chute libre, car cela n'avait pas de sens que l'infiltration se fasse par voie terrestre. La mission a été confiée à mon bataillon, mais la plupart des membres du bataillon, moi y compris, n'avaient aucune formation militaire en parachute en chute libre et donc aucune expérience. Sur ordre, tous les militaires ayant une expérience du parachute en chute libre dans la brigade ont été affectés à mon bataillon, et j'ai été affecté à un autre bataillon pour une opération dans le nord de l'Irak.*

Les mouvements des combattants de l'État islamique autour du bâtiment du consulat ont été surveillés 24 heures sur 24 pour maintenir les plans d'opération à jour avec des détails de dernière minute. Alors que l'équipe principale se préparait à s'entraîner à Ankara, une équipe d'infiltration séparée (du Commandement des forces spéciales) était sur le terrain à Mossoul, recueillant des renseignements et effectuant des préparatifs logistiques.

Cependant, alors que l'équipe se préparait pour l'opération à Mossoul, le gouvernement turc a soudainement ordonné à l'armée de se retirer. Il s'est avéré que le gouvernement a demandé à l'agence de renseignement turque MIT de s'entretenir avec l'État islamique et a donné l'ordre de libérer près de 200 prisonniers, membres de Daech. Une série de réunions ont eu lieu entre des cadres de l'État islamique et des agents des renseignements turcs.

Ilyas Aydın, un jihadiste turc de Daech qui a été capturé par des combattants kurdes du YPG en Syrie, a déclaré à la BBC que lors de la première réunion entre MIT et Daech, leur équipe était dirigée par le Dr. Hasan Salman al-Fayad (alias Abu Muhammad al-Furqan), propagandiste en chef de l'État islamique et membre du Conseil de la Choura du groupe terroriste. Le commandant en second de la réunion était Abu Mohammed al-Iraqi, un haut responsable du cercle restreint de Daech. Il était responsable des zones frontalières et il avait auparavant servi de garde du corps personnel pour Abu Musab al-Zarqawi, le chef d'Al-Qaïda en Irak. Un ressortissant turc d'origine arabe de la province d'Hatay, Abu Ali al-Turki, a été présenté à la réunion en tant que traducteur de l'État islamique.

Lors de réunions ultérieures avec des agents des renseignements turcs, Aydın était également parmi les participants. L'État islamique a exigé la libération des militants détenus en Turquie et a demandé un passage en toute sécurité pour les combattants qui voulaient venir du monde entier pour rejoindre l'État islamique. En août 2014, le quotidien Taraf a rapporté que la Turquie avait promis de remettre le territoire entourant la tombe de Süleyman Sah aux forces de Daech en échange de la libération des citoyens turcs pris en otage au consulat général de Turquie à Mossoul deux mois avant. Finalement, la Turquie a accepté de remettre les militants de Daech capturés en Syrie ainsi qu'en Turquie, y compris des combattants étrangers.

L'un d'eux était Abu Usama al-Gharib, un djihadiste autrichien d'origine égyptienne qui avait mis en place un réseau de radicalisation à travers l'Europe, attirant les aspirants djihadistes allemands et autrichiens en Syrie. Il a été détenu en Turquie et a fait face à une demande d'extradition de l'Autriche en 2014. Cependant, il a été libéré dans le cadre de cet accord secret avec l'agence de renseignement turque. Deux ressortissants britanniques - Shabazz Suleman et Hisham Folkard - pour lesquels le Royaume-Uni avait émis des notices rouges via Interpol - auraient également été remis par la Turquie à l'État islamique lors de l'échange d'otages en septembre 2014.

Erdogan, alors Premier ministre à l'époque, a implicitement reconnu un accord dans des remarques prononcées le 10 octobre 2014. « *Nous avons sauvé 49 de nos frères après 102 jours. Ils demandent comment nous les avons sauvés, ce que nous avons donné en échange de leur liberté. Eh bien, tout ce que nous avons donné, nous l'avons donné. Ce qui était important, c'est que nous ayons réussi à réaliser cela* », a-t-il déclaré. Le quotidien britannique *The Times* suggérait à l'époque que quelque 180 jihadistes, dont deux citoyens britanniques, avaient été libérés dans le cadre de l'accord de libération des otages turcs.

A propos de l'opération de sauvetage, Erhan Pekçetin, cadre supérieur du MIT, arrêté par le PKK en 2017 en Kurdistan irakien a avoué que « *en plus des contacts avec Daech, j'ai réalisé que Kemal Eskintan a joué un rôle majeur pour le sauvetage des otages au consulat de Mossoul. Pour sa contribution, il a reçu un certificat d'excellence du MIT. J'étais présent à la cérémonie. il a partagé le certificat avec Hüseyin Şirin, le chef du*

département irakien au sein de la Direction Générale des Operations étrangères. J'ai appris que Hüseyin Şirin et Kemal Eskintan avaient participé au sauvetage des otages au consulat de Mossoul et un marché avait été conclu directement avec Daech. Il était entendu que les otages du consulat avaient été secourus grace à leurs contacts avec les membres de Daech ".

Le chef de l'opposition principale du Parti républicain du peuple (CHP), Kemal Kılıçdaroğlu, a déclaré dans un discours au parlement le 12 juillet 2016 que le chef de l'État islamique qui avait ordonné la prise d'assaut du consulat turc à Mossoul avait été soigné dans un hôpital de la province frontalière de Turquie de Şanlıurfa lorsqu'il a été blessé et que les frais ont été couverts par le gouvernement turc ! Le CHP a officiellement déposé une motion de censure contre le ministre des Affaires étrangères Ahmet Davutoglu pour la non-évacuation du personnel diplomatique et de leurs familles du consulat de Mossoul, leur permettant ainsi d'être pris en otage par l'État islamique.

La nuit du Coup d'État

Lors de son témoignage en tant que témoin à la commission parlementaire, le commandant des forces spéciales Aksakallı a révélé qu'il avait été en contact avec Eskintan le jour du coup d'État et lui avait fréquemment parlé. Il a affirmé avoir dit à l'officier du MIT que l'unité militaire qui avait été envoyée pour éliminer les putschistes du quartier général du Commandement des Forces Spéciales n'avait que des armes de poing et qu'elle avait besoin d'armes lourdes et a demandé au MIT de fournir ce matériel militaire. Eskintan lui aurait dit qu'il s'était occupé de protéger le palais d'Erdogan, mais avait promis de lui livrer des armes comme Aksakallı l'avait demandé.

Pour autant que nous le sachions, Eskintan n'a jamais été testé en tant que témoin du gouvernement, ni devant les procureurs qui ont enquêté sur l'offre de coup d'État, ni devant le tribunal qui a entendu les déclarations de suspects et de témoins au cours du procès. Il ne s'est pas présenté non plus à

la commission parlementaire qui a enquêté sur les événements du coup d'État.

L’enlèvement des cadres du MIT

Pendant l’été 2017, le PKK dans le cadre de "l'opération de vengeance révolutionnaire Martyr Sakine Cansiz", est parvenu à enlever au Kurdistan irakien deux responsables de haut niveau du MIT. Il s’agissait du chef adjoint des opérations du MIT et du responsable de la lutte contre le PKK qui étaient venus dans la ville de Sulaymaniya pour superviser la capture programmée d’un leader du PKK. Lors de leur capture, les deux dirigeants du MIT firent des déclarations précises concernant le rôle du renseignement turc dans l’assassinat des trois femmes kurdes à Paris.

Le PKK avait annoncé le 4 août 2017 que deux membres du MİT avaient été arrêtés à Dukan, dans le nord-ouest de Sulaymaniya, au nord de l’Irak alors qu’ils se préparaient à coordonner l’enlèvement ou l’assassinat de cadres du PKK. L’agence de presse Firat (ANF) publia un enregistrement vidéo de l’opération de capture par les forces du HPG/PKK de ces deux membres de haut niveau du MIT, qui auraient été transportés par la suite au QG du PKK dans les monts Qandil.

Les noms des membres du MİT retenus en captivité ont été communiqués au public : Erhan Pekçetin, chef des opérations visant des activités séparatistes au sein du département du contre-terrorisme du MIT et Aydın Günel, responsable des ressources humaines du MIT. Les deux agents du renseignement étaient venus trois fois à l’aéroport international de Sulaymaniya et avaient séjourné dans un hôtel de la ville.

Après l’enlèvement des deux dirigeants du MİT par le PKK, Ankara a contacté l’Union patriotique du Kurdistan (UPK) et a demandé le retour des agents du renseignement enlevés par le PKK. Cependant, la demande d’extradition n’ayant pas été satisfaite, le bureau de l’UPK à Ankara a été fermé par les autorités turques et le représentant de l’UPK à Ankara, Bahroz Galali a été renvoyé avec sa famille.

Le MIT croyait être sur le point de réussir son opération en août 2017, mais son équipe avait été infiltrée par un agent double et le piège s'est refermé sur eux. En fait, l'organisation kurde avait placé un de ses membres au cœur des services de renseignement turcs. Depuis plusieurs années, un membre proche du commandement du PKK, fournissait au MIT des informations exactes et de grandes valeurs sur le PKK. Il prétendait les avoir collectées grâce à ses réseaux à l'intérieur de l'organisation kurde. Par conséquent, cet agent avait acquis la confiance du MIT et les renseignements qu'il avait donnés à ses interlocuteurs avaient coûté certains sacrifices au PKK, mais ses chefs étaient prêts à faire ces sacrifices pour en tirer profit plus tard.

Les cadres supérieurs du MİT Erhan Pekçetin et Aydın Günel, qui se trouvaient aux mains de la branche armée du PKK (HPG) ont expliqué, dans un vidéo enregistré par le PKK, comment le MIT a fourni des armes et des munitions à Front Al Nusra, à l'Armée Syrienne Libre (FSA) et à d'autres organisations d'opposition anti-Assad. Ils affirmaient que le soutien aux organisations armées a été organisé par le MİT et coordonné par Kemal Eskintan, chef de la Direction des activités spéciales. Selon leurs déclarations enregistrées, ils décrivaient que des camps du soutien logistique ont été établis à Hatay, Antep et Urfa pour les milices armées en Syrie.

Selon Aydın Günel, « *après le début du printemps arabe, une réunion a eu lieu dans un hôtel à Antalya vers la fin 2011. Lors de la réunion, Kemal Eskintan, qui est maintenant directeur adjoint du MIT et chef du Département des activités spéciales, était alors chef du Département de la protection des personnes. Les dirigeants de l'opposition arabe se sont rassemblés pendant cette réunion qui a duré une semaine. Hakan Fidan était aussi présent. En suite les dirigeants de l'opposition arabe ont été renvoyés en Syrie.*

Lorsque Daech est entré dans le bâtiment du consulat de Mossoul en juin 2014, des négociations ont été engagées avec l'État islamique et les individus ont été libérés à la suite du travail effectué par le Département des activités spéciales, dirigé par Kemal Eskintan.

Selon Erhan Pekçetin « *La Direction des activités spéciales est actuellement dirigée par Kemal Eskintan, sous-secrétaire adjoint du MIT. Il était, avant 2012, le chef du département de la protection des personnes importantes.*

C'est un colonel à la retraite. Hakan Fidan, l'a intégré au MIT juste après sa nomination en 2010. Leur collaboration étroite a commencé grâce aux contacts de Kemal Eskintan avec les tribus arabes en Syrie.

Par la suite le Département des activités spéciales a été créé entre 2013-2014. Kemal Eskintan a été nommé chef du département. Les opérations et l'identité des membres du Département des activités spéciales sont tenues confidentielles. Il y a 80-90 soldats des forces spéciales dans ce Département. Les opérations de l'Armée Syrienne Libre (FSA) étaient entièrement menées par le Département des activités spéciales ainsi que les contacts avec le Front Al Nusra. Les contacts avec les tribus, l'organisation des départs et arrivées des membres de la FSA et leur formation assurée par les Forces Spéciales faisaient partie de notre mission au MIT.

Erhan Pekçetin explique également que des bus Mercedes et des camions spéciaux ont été achetés par le MIT pour l'expédition d'armes et d'explosifs. Il révèle que ces véhicules sont conservés au siège central du MIT à Ankara.

« *Nous avions aussi des bus Mercedes blancs. Il y en avait sept ou huit. Ils étaient garés côte à côte au quartier général avec des camions du MIT. Des camions transportant des munitions et des armes se trouvaient également au quartier général. J'ai vu les entrées et sorties des camions au minuit. À l'époque le siège du MIT se trouvait au quartier Yeni Mahalle à Ankara et les bâtiments administratifs étaient côte à côte. Ce n'est pas un endroit où les camions peuvent se déplacer librement, car il y a beaucoup des bâtiments. Les camions étaient même pris en photo par les journalistes du journal Sözcü .*

Un an après la nomination de Kemal Eskintan en tant que chef de la Direction des Opérations Spéciales, les activités paramilitaires du MIT ont été gérées au plus haut niveau au sein de l'agence du renseignement, car Eskintan a été promu sous-secrétaire adjoint (numéro 2 du MIT) chargé des activités spéciales. Il supervisait le nouveau chef de la Direction des Opérations Ugur Kaan Ayık. Eskintan est devenu sous-secrétaire adjoint (numéro 2 du MIT) seulement deux ans après avoir pris la Direction des Opérations Spéciales. Ça s'explique par l'embauche de trop de personnel au sein de sa Direction.

Je suis allé au Département des forces spéciales au sein du MIT. J'ai vu à collègue et j'ai demandé "qui est ce type ?" Il m'a répondu « Un membre de la FSA ». J'ai dit "Que font-ils ici ?" "Ce sont des hommes qui se battent, des rebelles. Ils partent pour une période de combat de sept jours. Le troisième ou quatrième jour, ils demandent du changement. Il n'y a aucune limite à la quantité d'armes et de munitions qu'ils ont dépensées. lls gaspillent probablement beaucoup de balles, mais ils les gaspillent juste.", a-t-il déclaré.

Erhan Pekçetin a affirmé que le MIT mène des opérations de détention illégales et qu'il y avait des maisons d'interrogatoire privées dans de nombreux endroits à Istanbul, Van, Diyarbakir et en particulier à Ankara, gérées par le MIT. Il raconte également qu'un Département pour le suivi du mouvement Gülen a été créé au sein de l'agence du renseignement. Selon Erhan Pekçetin « *Les maisons d'interrogatoire n'ont pas été utilisées depuis 1999. Il fallait les nettoyer, préparer etc. Nous les avons rendues opérationnelles. Notre Direction Générale d'Information n'a pas le droit d'arrêter les gens. C'est la Direction Générale du Contre-Espionnage qui a le pouvoir judiciaire pour procéder aux arrestations. On posait des questions aux gens arrêtés ou proposait qui ils deviennent des informateurs selon les directives du Département dit « Mouvement Gülen »."*

Selon les aveux de Erhan Pekçetin, des militants de l'État islamique ont été interrogés dans des locaux privés et utilisés selon les souhaits de l'État turc. "*Le siège de la Direction des activités spéciales se trouvait en dehors du campus du MIT au boulevard Anadolu à Yeni Mahalle. À l'époque elle s'appelait «la Ferme ». À l'exception de la Direction Générale du Contre-Espionnage (IKK) aucune autre Direction Générale, Direction ou Département du MIT n'a pas l'autorité judiciaire de détention ou arrestation. Cependant, ils prenaient des hommes illégalement, les interrogeaient et les libéraient par la suite"*

Il ajoute que *« le budget de la Direction des activités spéciales du MIT est également très élevé. Comme leurs activités sont très spéciales, leurs budgets sont également très élevés. Les bus, les camions, les armes à feu, les départs et les arrivées des membres de la FSA proviennent des camps de Hatay, Urfa et Antep qui ont été largement rapportés dans la presse.*

Lorsque Hakan Fidan est arrivé au MIT, le budget de l'agence était d'environ 410 millions de dollars.

Je sais que maintenant (en 2017) le budget du MIT est d'environ 1 milliard de dollars. Il s'agit d'une augmentation très importante en sept ans. Je pense que cela est dû à la Direction des activités spéciales. Bien sûr, un nouveau bâtiment du MIT est en construction (en 2017) à l'extérieur de Yenimahalle et son coût est inclus dans le budget actuel"

Pekçetin a également déclaré que 4 responsables du MIT ont été tués dans une explosion d'un bus qui transportait des membres de la FSA à Afrin : « *Il y a eu un attentat suicide contre notre bus Mercedes qui a emmené des membres de la FSA à Afrin. Un de mes amis d'Izmir, dont j'ai entendu parler, a été martyrisé. C'était un grand et beau garçon. Notre chauffeur et deux gardes du corps ont été martyrisés aussi. Un membre de Daech s'est fait exploser juste à la porte du bus. C'était l'un des rares événements qui ont donné trois ou quatre martyrs du MIT à la fois."*

Armée des médias de Hakan Fidan

Pekçetin et Günel ont parlé aussi de la façon dont le MİT et l'AKP contrôlent les médias, les journalistes qu'ils utilisent, comment ils mènent une campagne de manipulation et de désinformation, et quel type d'armée de trolls a été établie sur les réseaux sociaux. Ces agents du MİT forment la branche médiatique sous le nom de « journalisme ».

Erhan Pekçetin, souligne qu'il existe un service de renseignement psychologique au MIT tout en avouant les relations avec la presse. Selon lui « *ce service, qui n'était pas actif au début, a changé avec l'arrivée de Hakan Fidan. Avant il recoupait les nouvelles quotidiennes et les transmettait à la Direction du MIT. Tout le monde s'est moqué d'eux. Ils l'appelaient le service du copier-coller. Par conséquent, il a été aboli en 2006-2007. Après l'arrivée de Hakan Fidan, Nuh Yılmaz est devenu conseiller de presse. Son arrivée a été critiquée par d'autres directeurs adjoints. Son bureau de presse était directement lié au Directeur. Puisqu'il venait de la presse, il avait beaucoup de connaissances dans le milieu.*

Dans ses relations avec les journalistes, il travaille avec les journaux comme Star et Milliyet. Je sais qu'il est très facile de passer des reportages dans les journaux Sabah et Star.

Ils utilisent des hackers sur Internet. Cela se fait beaucoup sur Twitter. Dans la municipalité métropolitaine d'Istanbul, il y a un endroit où les jeunes se sont simplement assis là à faire des choses sur Twitter. Certains d'entre eux sont venus au MIT, je le sais. Il y a un centre là-bas avec 150 à 200 jeunes, tout le monde utilise des ordinateurs et tout le monde est confondu avec de fausses informations sur Twitter. "

En décembre 2017, Tuncay Özkan, député du CHP et membre de la commission de renseignement et de la sécurité de la Grande Assemblée nationale de Turquie, a déclaré que quatre chefs des départements du MIT, qui avaient programmé une opération contre le PKK, ont été pris en otage par l'organisation kurde et qu'ils étaient toujours « prisonniers » du PKK. S'exprimant au sujet du budget 2018 du MIT, Özkan a déclaré que le MIT a reçu par décret le pouvoir d'échanger des citoyens avec un pays étranger et a ajouté que « *le MİT, qui avait ramené en Turquie Abdullah Öcalan en 1999, a perdu, 16 ans après, 4 chefs de départements au profit de l'organisation terroriste (PKK). Comment ceux-ci ont-ils été capturés ? Quelle erreur le MIT a-t-il commise* ? »

SADAT
Blackwater « à la turque »

Né à Konya en 1944, Adnan Tanrıverdi est diplômé de l'Académie militaire et a servi sous les drapeaux pendant trente ans jusqu'à sa retraite en 1996, renvoyé de l'armée en raison de ses convictions islamistes.

L'ancien chef de la direction du renseignement de l'état-major général, lieutenant-général à la retraite Ismail Hakki Pekin, a déclaré que « *au cours de sa carrière dans l'armée turque, cet homme (Tanriverdi) a utilisé la religion à ses propres fins. Lorsqu'il était à la tête de la brigade à Maltepe, Istanbul, il a introduit la religion dans la caserne, et il a essayé d'y créer un groupe* ».

En 2011, Tanriverdi a adressé à la Grande Assemblée nationale turque un projet de constitution qu'il a lui-même écrit en vingt-deux pages, intitulé « *Que notre nouvelle constitution soit heureuse* ». Tanriverdi a déclaré que, selon « sa constitution », les droits et libertés fondamentales de l'homme ne devraient pas être limités, mais la peine de mort devait être rétablie.

Le 29 avril 2016, le président de la Grande Assemblée nationale turque, Ismail Kahraman, a annoncé que « *la nouvelle constitution devrait être religieuse* ». Soutenant sa déclaration dans le journal Yeni Akit, Adnan Tanriverdi a déclaré qu'il soutenait le système présidentiel « *qui garantit la stabilité* » et que « *la liberté de croyance peut être pratiquée sans intervention et qu'il estime nécessaire d'exclure le principe de laïcité de la constitution* ».

Il écrit qu'il soutient « *Le président de notre Parlement, M. Ismail Kahraman, et que le principe de la laïcité de l'État devait être supprimé de la nouvelle constitution et que la disposition selon laquelle l'Islam est la religion d'État devait être incluse dans la constitution* ».

SADAT

En 2012, pendant le « printemps » arabe, Tanrıveri décide de créer *SADAT International Defence Consulting Company*, une société militaire privée qui a fréquemment soulevé des questions, notamment dans le contexte de la guerre en Syrie.

Selon Tanriverdi, sa mission est d'aider le monde musulman à prendre sa place parmi les superpuissances mondiales. La formation des forces armées et des forces de sécurité intérieure, le conseil stratégique dans le domaine de la sécurité intérieure et de la défense, la création d'un environnement de coopération entre l'industrie de la défense et les forces armées font partie des activités de la société.

La société propose de nombreux cours de formation militaire et de sécurité, tels que Unconventional Warfare Training et Sniper Internship. Selon le programme de formation, les participants se spécialisent sur les « *opérations comportant des embuscades, des raids, des fermetures de routes, des destructions, des sabotages et des enlèvements et opérations de secours* ».

Parmi les cours que SADAT organise, il y a des cours thématiques tels que la collecte de renseignements, le sauvetage d'otages, les opérations des forces spéciales, la guerre psychologique... Depuis le début de la crise syrienne en 2011, SADAT est devenu le principal organisateur de la formation des rebelles syriens, qui a permis au MIT de masquer les opérations dans cette zone et, si nécessaire, de s'en retirer.

L'interview

Dans une interview accordée au site d'information turc *Haberturk* (28.1.2018), Tanriverdi a déclaré : « *En juillet 1996, j'étais sur le point de terminer la 4^{e} année de mon mandat de général de brigade au département de la santé des forces terrestres. La guerre serbo-bosniaque venait de se terminer. Nous sommes allés en Bosnie pour soutenir l'administration*

musulmane, le chef de notre délégation était le lieutenant général Çetin Dogan, alors chef de la direction des opérations de l'état-major ».

Çetin Dogan a relaté un événement qui a eu lieu au cours de ce voyage. Un fonctionnaire d'un cabinet de conseil privé américain en matière de défense appelé MPRI (Military Professional Resources In-corporated) est venu voir l'état-major et a demandé aux forces armées turques d'affecter du personnel en service actif dans leurs entreprises.

Il est entendu qu'après la Seconde Guerre mondiale, les pays musulmans avaient besoin de l'assistance de pays aux traditions militaires profondément enracinées. L'armée turque a une tradition profondément enracinée. Une pensée a émergé : « Soutenons nos soldats retraités pour que ces pays musulmans deviennent indépendants et autosuffisants ».

« *Sous le contrôle de notre État, les pays musulmans de l'ancienne géographie ottomane devraient recevoir les services dont ils avaient besoin. Nous avons discuté de la situation et le 28 février 2012, nous avons créé l'International Defence Consultancy Construction, Industry and Trade Corporation. La mise en place a pris du temps, car il n'était pas facile de la justifier à la bureaucratie d'État et à l'establishment politique ».*

« *En accord avec le gouvernement, nous avons traité avec des agences d'État dans des pays amis et fourni des services de conseil, de formation et d'équipement sur une base commerciale conforme à leurs propres réglementations* ».

« *Je ne lance pas cette entreprise pour gagner de l'argent, mais bénévolement, parce que j'ai déjà 70 ans. Je l'ai mise en place comme mission à accomplir. Nous envoyons des soldats retraités, qualifiés dans ces domaines, comme consultants ou formateurs. Nous agissons comme si nous étions des placiers d'armes produites en Turquie* ».

Histoire d'amour

Tanriverdi a déclaré que « *Jusqu'à ma retraite, je n'avais de relations avec aucune secte ou congrégation religieuse. Mon père était imam, il avait fait*

ses études à la madrasah d'Usak pendant la Première Guerre mondiale. Je suis donc issu d'une famille religieuse. Pendant que j'étais dans les forces armées, il était hors de question que les militaires soient impliqués dans une quelconque forme d'activité religieuse.

Mais après avoir quitté les forces armées en 1996, je suis allé dans les congrégations et je leur ai dit : "Le coup d'État arrive et vous allez être la cible de ce coup d'État".

J'ai rencontré notre président, M. Recep Tayyip Erdogan, en 1994, lorsqu'il s'est présenté comme candidat à la mairie d'Istanbul alors que j'étais commandant de brigade à Maltepe, Istanbul. Cette visite a été le début d'une véritable amitié. J'ai appris à mieux le connaître après le coup d'État postmoderne du 28 février 1997. Nous avons discuté de sujets dans lesquels je suis spécialisé. Le 15 juillet 2016, après la tentative de coup d'État, il m'a invité à devenir son conseiller en chef.

La guerre en Syrie

J'ai commencé à lire des articles et livres sur les entreprises militaires privées. J'ai lu le livre de Peter Waren Singer (publié en 2009). Le livre mentionne toutes les activités des cabinets privés de conseil en défense à travers le monde comme MPRI, ainsi que des informations sur chacune des 70 sociétés militaires privées américaines.

À l'époque, les États-Unis disposaient de cinq sociétés différentes de conseil en défense en Arabie saoudite. Ils avaient plus de 5 millions de dollars de capital et environ 1500 conseillers militaires à la retraite.

Lorsque de telles activités existent, j'en suis venu à la conclusion que l'Arabie saoudite ou tout autre pays ne pouvait prendre des mesures indépendantes de la volonté des États-Unis.

SADAT est une société créée pour conseiller les forces armées officielles des pays sur le terrain, pour leur formation, pour aider à fournir des armes de guerre, des outils, des équipements. Les pays qui se conforment à la politique étrangère de la Turquie sont sélectionnés.

En 2012, alors que la "révolution syrienne" du printemps arabe venait de commencer, un colonel nommé Riyad el-Assad, l'un des fondateurs de l'Armée syrienne libre, se trouvait dans un camp de réfugiés au sud d'Hatay, et nous sommes allés lui rendre visite. La raison pour laquelle nous sommes allés lui rendre visite était que la Turquie considérait les massacres commis par le régime d'Assad comme une menace. En Syrie, l'opposition a été dispersée. Nous n'avions pas encore d'armée syrienne libre et nous avons eu des discussions sur l'organisation d'une opposition là-bas. Nous avons rapporté tous ces entretiens à des représentants de l'État.

Riyad al-Assad nous a dit : "Il y a des soldats qui ont déserté. Ces soldats se joindront à nous, mais leurs familles sont en Syrie. Si nous pouvons aider les familles, nous pouvons organiser rapidement l'opposition syrienne. Si nous payons à chaque famille 100 $ par mois, ils se joindront à nous. Nous avons besoin d'une aide de 25 000 $ par mois.

Ils ont demandé des armes, des fournitures. Si nous voulons mettre la Syrie sur une voie démocratique indépendante, elle ne doit pas dépendre de pays étrangers. Nous leur avons conseillé de se procurer leurs armes dans les entrepôts de l'État syrien.

Puis ils sont venus à Istanbul. Les Frères musulmans étaient l'aile politique de la résistance à l'époque. Mais les deux parties ne pouvaient pas s'entendre. Puis Riyad el-Assad est rentré en Syrie. Là, ils ont bombardé son véhicule et il a perdu une jambe, il se retrouva dans un état 'non opérationnel'. Des délégations syriennes en Turquie sont également venues nous voir après leurs entretiens officiels. Cependant, à l'époque, SADAT n'avait aucune activité opérationnelle en Syrie autre que le type de consultation que j'ai mentionné".

Libye

En Libye, au premier semestre 2013, une délégation composée de membres de SADAT a rencontré, pour la première fois à Tripoli, le commandant du 2e régiment d'infanterie, le colonel Fituri, et pour la deuxième fois, le

directeur général de la MEM (produits électriques), le Dr Salem. Des représentants de ces deux institutions libyennes ont également visité notre siège ici en Turquie à deux reprises. À l'issue de ces négociations, un "protocole de bonne volonté" a été signé pour la construction d'installations sportives de pentathlon de classe mondiale dans les casernes du 2e régiment d'infanterie et pour les activités sportives entre les clubs sportifs militaires libyens et les forces armées turques.

En outre, un "protocole de bonne volonté" distinct a été signé pour transformer l'une des usines militaires du groupe MEM situées dans quatre régions différentes en un centre de maintenance-réparation et de modernisation pour chars et véhicules blindés des forces terrestres libyennes. »

Yémen

« *Au Yémen, avec une délégation formée sous ma présidence, en septembre 2012, nous avons rendu visite au vice-président Ali Muhsin El Ahmar et avons fait une présentation des compétences éducatives de SADAT dont ils pourraient avoir besoin. Nous sommes convaincus que si la Libye, la Syrie et le Yémen avaient été gérés par notre État et sous son contrôle à l'époque, le sang n'aurait pas coulé, le chaos et l'instabilité dans ces pays n'auraient pas continué jusqu'à ce jour* ».

Istanbul,
la cité du Hamas

La cause palestinienne

Le conflit israélo-palestinien ne constitue pas un clivage en Turquie malgré la proximité historique entre Tel-Aviv et Ankara dans les secteurs de la défense et de la collecte de renseignements. Les Turcs se positionnent presque unanimement en faveur du peuple palestinien. Selon un sondage du Pew Research Center, seuls 4 % des Turcs expriment leur sympathie pour Israël. La proximité historique, religieuse et culturelle qui unit Turcs et Palestiniens peut expliquer cette inclination propalestinienne de l'opinion publique.

La Palestine est un territoire particulièrement important aux yeux des Turcs, d'une part parce que c'est un ancien territoire de l'Empire ottoman, et d'autre part parce que c'est une « Terre Sainte ». Le statut de Jérusalem constitue un problème majeur du conflit israélo-palestinien pour la population turque. La reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël par les États-Unis en décembre 2017 a cristallisé les tensions entre l'État hébreu et la Turquie. Selon un sondage réalisé par Gallup International Institute, la Turquie se classerait parmi les pays dont les populations sont le plus largement opposées à la déclaration de Donald Trump.

Le peuple turc a exprimé haut et fort son soutien à la cause palestinienne, principalement par une présence accrue dans les rues. En effet, de nombreuses manifestations très fréquentées sont organisées dès qu'un événement important se produit en Palestine. Par exemple, de grands rassemblements ont eu lieu au printemps 2002 dans le cadre de la seconde

intifada, en 2009 lors de l'opération « plomb durci », et bien sûr à la suite de l'affaire Mavi Marmara.

En effet, des réunions annuelles se tiennent en Turquie depuis 1980 à l'occasion de la Journée mondiale Al-Qods. Cette initiative lancée en Iran par l'ayatollah Khomeiny faisait suite à la décision israélienne de faire de Jérusalem sa capitale officielle et a été largement suivie en Turquie. Depuis l'annonce de Donald Trump le 6 décembre 2017, les rassemblements de soutien aux Palestiniens se sont en effet multipliés dans le pays.

Ils rassemblent de larges pans de la société, et peuvent notamment compter sur la présence de nombreuses femmes et enfants. En outre, de nombreux citoyens turcs étaient présents lors des manifestations organisées à Al Aqsa. C'est avant tout le milieu associatif qui contribue à la mobilisation de la population turque. C'est un moyen important pour la société civile d'être informée sur la question palestinienne et de faire entendre sa voix.

Consensus politique

Ce consensus est également observable au niveau politique. La question palestinienne ne constitue pas un clivage entre les partis. Alors qu'ils affichent depuis longtemps une certaine neutralité, les principaux partis politiques turcs manifestent leur soutien à la cause palestinienne et dénoncent l'attitude d'Israël.

Historiquement, ce sont surtout les mouvements islamiques qui ont d'abord cherché à promouvoir une politique propalestinienne, accompagnée d'une rhétorique antisioniste. Cette dernière a commencé surtout dans les années 1970, notamment sous l'influence de Necmettin Erbakan et dans le contexte de l'émergence de l'islam politique en Turquie. Cette rhétorique s'est poursuivie à travers les formations politiques qui ont succédé à son parti, le MNP (Millî Nizam Partisi – Parti de l'ordre national). On la retrouve bien sûr aujourd'hui dans les partis issus de cette tradition politique, à savoir l'AKP et le Saadet Partisi (Parti de la Félicité).

La cause palestinienne, par exemple, a toujours bénéficié du fort soutien des mouvements révolutionnaires d'extrême gauche, imprégnés par le tiers-

mondisme et hostiles à Israël. Tous les partis politiques ont rejoint les aspirations de politique étrangère largement partagées par l'opinion publique. Ce revirement politique se matérialise par une politique de plus en plus ouvertement propalestinienne, ainsi que par une détérioration croissante des relations turco-israéliennes.

Erdoğan et les responsables de l'AKP ont immédiatement exprimé leur désapprobation et leur indignation face à la situation. Depuis, le président turc a multiplié les déclarations hostiles à Israël et aux États-Unis, et s'est imposé comme un acteur clé de la question palestinienne, applaudi dans le monde musulman pour sa fermeté face à Donald Trump et Benjamin Netanyahu.

Hamas

En 2010, des militants turcs de l'IHH (pro-Hamas) ont tenté de violer le blocus de Gaza imposé par Israël. L'ONG turque IHH était soutenue par le cheikh fondamentaliste Youssef al-Qaradawi, dont le partenaire est Tariq Ramadan, petit-fils du fondateur des Frères musulmans Hassan el Banna.

Milli Gorus (MG) ou « National Vision » coopère avec al-Qaradawi et avec Ramadan, par le biais du Conseil européen de la Fatwa et de la Recherche (ECFR) dirigé par al-Qaradawi. Erdoğan, qui fustige fréquemment Israël, a activement supporté les groupes palestiniens les plus radicaux, en particulier le Hamas, une branche des Frères musulmans qu'abrite Ankara.

Après que le président turc a juré de « libérer » Jérusalem de ses « envahisseurs », les autorités de défense israéliennes ont élevé son pays à un rang proche de l'Iran dans ses plans de sécurité nationale. Le président turc reçoit souvent le chef du Hamas Ismail Haniyeh à Istanbul en présence du chef des renseignements turcs (MIT) Hakan Fidan et de l'adjoint de Hanyeh, Saleh al-Arouri.

Arouri partage désormais son temps entre la Turquie et le Liban. Le Hamas a longtemps été autorisé à maintenir un vaste réseau d'agents de haut rang et un personnel « administratif » de soixante personnes à Istanbul après avoir comploté, orchestré et financé des attaques en Cisjordanie et à

Jérusalem au moyen de ses cellules dormantes. En juillet 2020, le gouvernement turc a fourni à une douzaine de hauts responsables du Hamas basés à Istanbul des passeports turcs, leur accordant la liberté de voyager, probablement également dans des pays où le Hamas est interdit comme groupe terroriste.

La plupart des nouveaux « citoyens turcs » sont des cadres du Hamas condamnés pour meurtre, libérés et expulsés d'Israël en vertu de l'accord Shalit de 2011, par lequel 1027 prisonniers, pour la plupart des Palestiniens, ont été libérés en échange d'un soldat israélien. Parmi ceux qui auraient reçu les précieux passeports figure Zacharia Najib, qui a supervisé un complot visant à assassiner le maire de Jérusalem et d'autres personnalités publiques israéliennes. On trouve aussi les bien connus Jihad Ya'amor et Hisham Hijaz, ainsi qu'Abdel Rahman Ghanimat, qui dirigeait le commando du Hamas, groupe responsable d'une série d'attentats suicides, dont une attaque en 1997 contre le Café Apropo à Tel-Aviv qui a tué trois jeunes femmes. Kamal Awad, un financier du Hamas récemment sanctionné par le Trésor américain, a également récemment déménagé à Istanbul.

Dans une interview de PBS à Charlie Rose (11 mai 2011), Erdoğan a déclaré : « *Laissez-moi vous donner un message très clair. Je ne vois pas le Hamas comme une organisation terroriste. Le Hamas est un parti politique. Et c'est une organisation. C'est un mouvement de résistance qui tente de protéger son pays sous occupation. Nous ne devons donc pas confondre les organisations terroristes avec une telle organisation* ».

De même, le chef du Hamas, Khaled Meshaal, a fait l'éloge d'Erdoğan après sa réélection à la tête de l'AKP, lors du 4e Congrès ordinaire de son parti en septembre 2012. Meshaal s'est adressé à une audience de 40 000 personnes en disant que « *le soutien de la Turquie au peuple syrien et palestinien est inoubliable. Mon frère Erdoğan, Dieu merci, Dieu vous a tant donné. Et vous le méritez. Vous êtes également un leader du monde musulman* ».

Les partisans d'Erdoğan et de l'AKP se sont non seulement ralliés aux Frères musulmans et au Hamas à travers le monde, mais les groupes d'affaires turcs et les grands investisseurs ont commencé à leur fournir un soutien financier continu. Les hommes d'affaires turcs ayant des liens étroits avec Erdoğan ont inclus MUSIAD (Association des industriels et des

hommes d’affaires indépendants) et des organisations caritatives turques telles que l’IHH.

Le 22 août 2020, le président turc Recep Tayyip Erdogan a accueilli le chef du bureau politique du groupe islamiste Hamas au pouvoir dans la bande de Gaza, Ismail Haniyeh, accompagné d’une délégation palestinienne au palais Vahdettin à Istanbul. La réunion a eu lieu en présence du chef du service de renseignement turc, Hakan Fidan. Selon un communiqué publié par le Hamas qui a salué la réception, le chef adjoint du Hamas Saleh al-Arouri et des représentants du groupe en Turquie et à l’étranger, Jihad Yaghmor et Maher Salah ont également assisté à la réunion.

Haut-Karabakh

Pendant que l'Azerbaïdjan savoure sa récente victoire militaire contre l'Arménie en récupérant une partie de la zone occupée par l'armée arménienne depuis 1992, la Turquie propose à deux milices djihadistes syriennes la possibilité de se réinstaller au Karabakh.

Cette proposition concerne les familles d'origine turkmène, car la Turquie considère les terres du Haut-Karabakh comme leurs territoires ancestraux. Il faut rappeler que plus de 4 000 mercenaires djihadistes ont été envoyés par la Turquie pour participer aux combats en Azerbaïdjan après avoir été recrutés dans le nord de la Syrie dans des zones sous contrôle turc et avoir reçu un entraînement sur le terrain en Turquie.

Une telle politique de nettoyage ethnique et de manipulation démographique est caractéristique de la Turquie. Il suffit de donner un exemple du génocide successif des Arméniens, des Grecs d'Asie mineure et des chrétiens d'Orient sans oublier l'installation de 200 000 colons turcs dans le nord de Chypre occupée depuis 1974.

Aujourd'hui, la Turquie applique la même méthode d'occupation de l'espace, en y installant des colons de la brigade Sultan Murad créée en 2013. Elle est issue d'un groupe rebelle turkmène disparu depuis, Jabhat Ahfad al-Sultan.

Ce groupe rebelle recrute parmi les Turkmènes du nord de la Syrie, surtout dans la province d'Alep, très présents dans la région côtière de cette province. Ils sont affidés à la Turquie qui les a armés et soutenus depuis le début de la crise syrienne.

La brigade Suleiman Shah est également une milice syrienne turkmène qui arbore le nom du premier sultan ottoman au XIV^{e} siècle.

Ces deux milices faisant partie de l’ANS (Armée Nationale Syrienne, opposée à Assad) ont été en première ligne des offensives contre les Kurdes à Afrine, en janvier 2018, puis contre le nord-est de la Syrie, en octobre 2019. Aussi, à la fin 2019, ces miliciens ont été recrutés par Ankara et envoyés en Libye pour y combattre, sous l’égide de la Turquie, l’armée du maréchal Haftar, progressivement refoulée de l’ouest du pays.

Chapitre 8

La Conquête de l’Asie Centrale

Le mouvement Gülen

Introduction

L'été 2008, Fethullah Gülen a été élu « premier intellectuel du monde » dans un sondage organisé conjointement par le magazine *British Prospect* et la publication américaine *Foreign Policy.* Un demi-million de votes ont été enregistrés pour un candidat jusque-là inconnu de la rédaction du magazine britannique.

Les votes pour Gülen se sont multipliés à la suite de la publicité pour le sondage dans le journal turc *Zaman* et dans les autres sites internet du mouvement Gülen. Cela témoigne de la légendaire « efficacité et discipline », mais aussi de la « capacité organisationnelle » des Fethullahci.

Gülen vit dans un exil quelque peu érémitique en Pennsylvanie depuis 1998, apparemment en raison de problèmes de santé, mais aussi en raison de craintes pour sa sécurité s'il retourne en Turquie. Il a été accusé en 1999 d'avoir « *établi une organisation illégale afin de changer la structure laïque de l'État et d'établir un État fondé sur des règles religieuses* ».

L'affaire judiciaire contre Gülen à la fin des années 90 était basée sur un film dans lequel il semblait exhorter ses partisans à prendre furtivement le contrôle de l'État. Cela correspond à la mission qui a été confiée à la « génération dorée » de Gülen – réislamiser la société par le bas.

Bien qu'il ait été acquitté en 2006, le jugement a fait l'objet d'un appel et ce n'est qu'en juin 2008 que l'acquittement a finalement été confirmé. Selon le « néoconservateur » américain Michael Rubin, si Gülen retournait en Turquie « *Istanbul pourrait très bien ressembler à Téhéran en 1979* ».

Les autorités russes, craignant toutes résurgences de revivalisme islamique ou panturc à l'intérieur de leurs frontières, ont fermé depuis l'an 2000 les écoles et institutions du mouvement Gülen. Dans le cadre d'une campagne plus large contre les activités et les influences du mouvement, les Russes ont interdit la publication des travaux du théologien soufi Said Nursi, duquel Gülen puise une grande partie de son inspiration.

L'agence de renseignement russe, le FSB, a pris à plusieurs reprises des mesures contre le mouvement Gülen pour avoir agi en tant qu'organisation de façade pour la CIA. En décembre 2002, le journal turc *Hurriyet* rapportait : « Les services secrets russes prétendent que la confrérie religieuse turque travaille pour la CIA. Le FSB, l'organisation de renseignement russe anciennement appelée KGB, a affirmé que la confrérie religieuse « Nurcus » en Turquie s'était livrée à de l'espionnage au nom de la CIA par l'intermédiaire d'entreprises et de fondations. Le chef du FSB, Nikolay Patrushev, a mentionné les noms de ces entreprises et fondations, déclarant : « *La confrérie se livre à des activités anti-russes via deux sociétés, Serhad et Eflak, ainsi que des fondations telles que Toros, Tolerans et Ufuk* ».

Patrushev a accusé la confrérie de mener une propagande panturque, d'essayer de convertir les jeunes Russes à l'islam en semant des graines d'inimitié et de s'engager dans certaines activités de lobbyisme. Ces entreprises et fondations ont fait leur apparition sur le site Internet de Fethullah Gülen.

L'idéologue islamiste

Fethullah Gülen est né le 27 avril 1941 près d'Erzurum, dans l'est de la Turquie. Son père était imam. Il a reçu une éducation islamique dans une madrasa. Gülen a mémorisé le Coran à l'âge de 10 ans. En 1966 il a été nommé imam principal de la ville d'Izmir (Smyrne) et y est resté cinq ans. Pendant son séjour à Izmir, il a prononcé des discours islamiques dans plusieurs villes de la région égéenne à l'ouest de la Turquie.

Les Maisons de la Lumière (Isik Evleri) ont été fondées à Izmir par Gülen lui-même grâce à des fonds collectés auprès de la communauté fréquentant la mosquée où il prêchait. Les étudiants étaient autorisés à rester dans ces maisons à condition de respecter un certain nombre de règles écrites déterminées par Gülen. En 1970, le nombre de ces maisons était déjà passé à 12.

Il a été arrêté en 1971 par la junte militaire et a passé sept mois en prison, accusé d'activités réactionnaires. Les années suivantes il a travaillé comme imam dans plusieurs villes. En 1979, il commença à écrire des éditoriaux pour le magazine mensuel *Sizinti* (Fontaine), publié par ses adeptes. Pour Gülen, l'imposition par la Turquie kémaliste d'une laïcité dogmatique a éloigné la société turque de l'élite au pouvoir. Gülen préfère s'inspirer du modèle ottoman des relations État-société. Bien que les dirigeants de l'empire aient été guidés par leur foi, le système de gouvernement ottoman n'était pas totalement théocratique.

Les lois publiques ont été formulées sur la base des besoins de l'État plutôt que conformément à la loi islamique (charia). Pour Gülen, l'État a la responsabilité d'assurer la sécurité et la stabilité internes et externes de ses citoyens. Le centrisme d'État de Gülen l'a même conduit à sympathiser avec le coup d'État militaire de 1980, considérant qu'il était approprié que l'État se protège lui-même et ses citoyens contre le chaos qui menaçait d'engloutir la société turque.

Gülen estime qu'il n'y a pas de contradiction nécessaire entre l'islam et la modernité. En effet, les traditions soufies plus adaptables et moins doctrinales que l'islam turc ont permis à la Turquie, avec sa démocratisation, son économie de marché libre et son système politique laïque, d'incorporer des aspects de la modernité à peine trouvés ailleurs dans le monde musulman.

L'une des clés de sa réflexion est que l'Islam devrait embrasser positivement la science, la raison, la démocratisation et la tolérance. Il ne doit pas se protéger d'autres croyances, d'autres idées ou du progrès scientifique et technologique. Gülen pense que la pauvreté économique et morale relative (vis-à-vis de l'Occident) d'une grande partie du monde musulman s'explique par son attachement à des interprétations erronées et dogmatiques de l'islam, et non à l'islam en soi. Il pense que la Turquie peut

conduire le monde musulman vers cette réalisation, mais malgré son universalisme proclamé, il est resté nationaliste turc.

Les Fethullahci

À la suite de la nomination de Gülen comme prédicateur à Izmir en 1966, un réseau d'étudiants, d'enseignants, de professionnels et d'hommes d'affaires a commencé à se rassembler autour de lui et à se fondre en un « mouvement social » spontané inspiré par l'exemple de Gülen. Sa première réalisation pour une propagation plus large de sa philosophie s'est faite sous la forme d'écoles d'été, puis il a progressé jusqu'à la création de centres d'enseignement (dershane), souvent des dortoirs, pour préparer les étudiants religieux à l'admission à l'université.

Les *dershanes* sont également une source de premier choix pour recruter. Au fur et à mesure de sa montée en puissance, Gülen a attiré l'attention de l'establishment de l'État laïc de Turquie. Il a purgé une peine de sept mois de prison au début des années 1970 pour avoir propagé la religion, et a de nouveau attiré l'attention à la fois dans les années 1980 et, comme déjà noté, à la fin des années 1990.

Le réseau ne s'est pas ouvertement développé en tant que mouvement éducatif, social et religieux majeur jusqu'au début des années 80, lorsque, à la suite du coup d'État militaire de 1980, l'espace pour l'activité religieuse s'est élargi dans le cadre d'une politique inspirée par la prétendue « Synthèse turco-islamique ». Elle prônait une fusion entre l'identité nationale turque et la foi islamique, dans l'espoir qu'une religiosité (gérée par l'État) offrirait un antidote politiquement moins menaçant au gauchisme qui avait contribué au chaos social de la décennie précédente.

Les masses rurales et pieuses d'Anatolie sont restées largement insensibles à l'« ingénierie culturelle » du kémalisme. La « démocratisation » plus large et l'ouverture de la vie sociale, économique et politique en Turquie après 1983 ont renforcé cette confrontation « centre-périphérie » de la politique et de la société turque.

Le pluralisme accru de la Turquie a permis à son arrière-pays provincial plus pieux et conservateur de défier le centre kémaliste, laïc, « occidentaliste » et urbain. Cette rupture idéologique a été renforcée par l'ascension d'une classe d'affaire et professionnelle anatolienne plus traditionnelle et pieuse. Le mouvement Gülen a également profité de cette libéralisation post-1980, qui a créé un espace pour ses activités médiatiques, éducatives et financières libre du contrôle de l'establishment étatique laïque et qui s'est accompagné et a contribué à une « islamisation » plus générale de la vie publique turque.

La nouvelle classe turque d'hommes d'affaires, de professionnels, d'enseignants et d'intellectuels formait le noyau des Fethullahci. Ce profil de la classe moyenne ne coïncidait pas tout à fait avec la classe ouvrière nouvellement urbanisée où les ruraux pauvres constituaient l'épine dorsale du soutien électoral de Necmettin Erbakan et par la suite de Recep Tayyip Erdogan.

Les adeptes de Gülen vont d'individus extrêmement pieux – souvent des enseignants et des prédicateurs – à des sympathisants plus occasionnels et plus pragmatiques, tels que des hommes d'affaires, des politiciens, des journalistes. Les militants pieux du mouvement sont enclins à une référence constante et non critique aux écrits de Gülen. Ces « vrais croyants » peuvent donner l'impression de « vénération du culte » et peuvent, peut-être, être comparés aux premières communautés chrétiennes, certainement dans leur motivation, mais peut-être aussi dans leur spontanéité.

Le mouvement est faiblement structuré et décentralisé, et chacune de ses entreprises est financée individuellement et gérée sur une base volontaire par des sympathisants du réseau. Le mouvement se compose de nombreuses associations d'hommes d'affaires, de trusts pour l'éducation, chacun agissant de manière indépendante.

Il n'existe pas non plus d'adhésion formelle en tant que telle et les Fethullahci répugnent souvent à se déclarer ouvertement comme tels. En effet, la distinction entre les membres, les adeptes, les sympathisants et les collaborateurs est floue, et le mouvement hésite à révéler son ampleur – qu'il ne connaît peut-être pas avec précision. En conséquence, les estimations des « membres » du mouvement varient considérablement. Une

source a suggéré un chiffre compris entre 200 000 et quatre millions de Turcs.

Le business

Bénéficiant initialement de la protection du Premier ministre Turgut Özal, considéré comme sympathisant, le mouvement a ouvert environ 200 écoles en Turquie depuis 1983. Des universités comme Fatih à Istanbul, des hôpitaux, des associations caritatives, une chaîne de télévision (*Samanyolu TV*) avec sa filiale auprès de la communauté turque en Allemagne, une station de radio (*Burc FM*), un quotidien à grand tirage (*Zaman*) – qui, en plus de sa version anglaise, se retrouve aussi dans des pays tels que l'Azerbaïdjan, le Kirghizistan, le Turkménistan et le Bachkortostan dans la Fédération de Russie. Plusieurs autres périodiques font partie de la galaxie médiatique et éducative de la communauté Gülen.

L'engagement des gülenistes dans la finance a commencé avec la Bank Asya le 24 octobre 1996 à Istanbul. Bank Asya avait des filiales, y compris des sociétés de retraite et d'assurance : Asya Pension Inc., Asya Investment Inc., Tuna Investment Inc., Isik Insurance Inc., Nil Real Estate and Management Inc., Asya Fin Insurance Inc., Asya Card Technology Inc.

TUSKON

La Confédération turque des hommes d'affaires et industriels (TUSKON), une organisation d'employeurs, a été créée en 2005 par sept fédérations d'entreprises, comprenant principalement des petites et moyennes entreprises. TUSKON s'est engagé à faire pression sur tous les décideurs aux niveaux local, régional, national et mondial. Elle prétend être la plus grande organisation commerciale avec 34 300 membres représentant 1000 entreprises et avec une présence dans les 81 provinces de Turquie. Bank Asya était membre de TUSKON. La Confédération a été fermée à la suite

de la tentative de coup d'État de juillet 2016. Son président, Rizanur Meral, s'est enfui à l'étranger en juillet 2016.

La TUSKON a révélé qu'elle avait financé des dizaines de voyages de parlementaires européens en Turquie. Le politicien britannique Sir Graham Watson, président de l'Alliance des libéraux et démocrates pour l'Europe (ADLE), avait également participé à des voyages financés par les gülenistes. Watson a déclaré à la presse qu'« *ils ciblaient particulièrement les députés belges qui s'opposaient à l'adhésion de la Turquie à l'UE. Il a ajouté qu'ils avaient "obtenu les faveurs" du PPE de centre-droit, qui est le plus grand groupe au Parlement européen* ». La TUSKON a été enregistrée en Belgique le 8 décembre 2015 en tant qu'organisation à but non lucratif sous le nom de TUSKON EU. Le 25 avril 2016, elle a déménagé à proximité d'un certain nombre d'institutions de l'UE.

Les écoles

Les écoles Gülen respectent partout les programmes locaux, en Turquie (avant juillet 2016) comme à l'étranger. Elles sont extrêmement populaires en raison de la solide réputation qu'elles ont acquise pour la qualité de leur enseignement technique et scientifique, pour leur enseignement de l'anglais et les normes de comportement élevées qu'elles fixent. Les droits d'inscription et les droits d'admission sont généralement élevés, même s'il existe des programmes pour aider les enfants doués pauvres.

Environ la moitié des écoles de Gülen sont situées à l'étranger, et parmi celles-ci, la majorité se trouve dans les nations d'Asie centrale d'origine turque et en Azerbaïdjan, où il existe également une demi-douzaine d'universités parrainées par Gülen et de nombreuses autres institutions et activités éducatives, sociales et économiques.

En fait, le mouvement se concentre sur les communautés turques, y compris celles de la fédération de Russie telles que le Daghestan, la Karatchaï-Tcherkesse, le Tatarstan et le Bachkortostan, et d'autres anciens États soviétiques contenant des minorités turques ou anciennement musulmanes ottomanes comme l'Ukraine, la Géorgie, la Moldavie, et dans les Balkans.

On comprend aisément pourquoi le mouvement a ciblé l'Asie centrale turque et l'Azerbaïdjan pour l'essentiel de ses activités. Ils partagent une racine linguistique et ethnique avec la Turquie et un « islam populaire » qui, comme en Turquie, incorpore de nombreuses sectes soufies et a absorbé les traditions, croyances et rituels préislamiques. En outre, l'ère soviétique a laissé un héritage d'éducation laïque et un engagement pour la science et la modernité qui correspondent largement aux aspirations du mouvement Gülen.

Les activités du mouvement dans le monde turc au sens large s'expliquent en outre par son engagement envers la vision du monde turco-islamique de Gülen. Les adeptes de la communauté Gülen aspirent à reconnecter les Asiatiques centraux à leurs origines turques en diffusant la culture et la moralité turques musulmanes dans cette région.

Même en Irak, les élèves des écoles Gülen sont généralement d'origine turkmène, bien que les Turkmènes d'Irak soient majoritairement chiites plutôt que sunnites. Fait intéressant, Gülen a affirmé que son mouvement s'était vu refuser l'autorisation d'ouvrir une école dans une région azérie (turque) d'Iran en raison de la suspicion de Téhéran pour ses aspirations panturques.

L'écrasante majorité des enseignants et des administrateurs des institutions du mouvement à l'étranger sont des Turcs de Turquie plutôt que des locaux, bien que cela pourrait changer à mesure que le mouvement engendre des fidèles indigènes formés par le système Gülen.

Aujourd'hui, les écoles de Gülen et autres établissements d'enseignement sont mondialement éloignés et peuvent être trouvés dans des endroits aussi divers que l'Arménie, les États-Unis, l'Australie, la Chine, le Cambodge, l'Afrique subsaharienne, l'Inde, le Pakistan et les pays occidentaux où se trouvent des minorités turques, notamment l'Allemagne.

La fréquentation des écoles de Gülen est principalement, mais pas exclusivement, destinée aux populations musulmanes locales. Fait intéressant cependant, même dans des pays résolument non turcs tels que l'Inde et dans les États africains, des portraits d'Atatürk sont exposés, le turc est enseigné et l'hymne national turc chanté. Encore une fois, la turquicité des écoles de Gülen semble plus évidente que leur islamisme.

Cet accent mis sur la langue et la culture turques a même convaincu certains des représentants généralement suspects de la classe politique laïque de Turquie. Certaines écoles de Gülen n'ont même pas une majorité de musulmans et peuvent être situées dans des zones de conflits interreligieux. Ainsi, aux Philippines, dans une région où la division confessionnelle entre musulmans et chrétiens est d'environ moitié-moitié, une école de Gülen emploie de nombreux enseignants philippins (dont certains sont chrétiens) et admet de nombreux étudiants chrétiens.

L'Allemagne et le Royaume-Uni sont d'autres pays où le mouvement Gülen est actif depuis les années 90. Il existe 24 écoles et plusieurs fondations pour soutenir ces écoles en Allemagne. La première organisation Gülen au Royaume-Uni a été l'Axis Educational Trust, qui gère un certain nombre de centres de préparation et une école. Les centres de scolarité Axis sont une chaîne d'écoles préparatoires comptant environ mille étudiants dans quinze endroits différents.

La Lighthouse Educational Society est une autre institution liée aux gülenistes dans le sud de Londres avec quatre succursales dans les régions de Welling, Croydon, Harrow et Tooting. La fondation pour l'éducation Amity est basée dans l'est de Londres, tandis que l'école primaire et secondaire Wisdom est située à Tottenham, au nord de Londres, où résident de nombreux Turcs. Ces prétendus centres d'éducation sont soutenus par des fondations affiliées à Gülen au Royaume-Uni.

La JWF

La *Fondation des journalistes et écrivains* (JWF) a été créée à Istanbul en 1994 en tant qu'organisation non gouvernementale. Fethullah Gülen en était le membre fondateur et a toujours été président d'honneur. La JWF menait ses activités à travers cinq plates-formes : la plate-forme Abant, la plate-forme de dialogue interculturel, la plate-forme Medialog, la plate-forme des femmes et la plate-forme Dialogue Eurasia. La JWF a obtenu le statut consultatif général auprès du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) en 2012.

Un article du journal *Times* publié le 1er août 2016 a révélé que la JWF avait versé 115 994 £ à Sir Edward Garnier, un député conservateur, pour qu'il co-recherche et prépare un document intitulé « Un rapport sur l'état de droit et le respect de Droits de l'homme en Turquie ».

Le rapport rédigé par Sir Edward a été promu par une société de relations publiques basée à Londres Hawthorn. Des copies du rapport ont été envoyées à des personnalités éminentes de la politique britannique, notamment le Premier ministre de l'époque, David Cameron, et son secrétaire aux Affaires étrangères de l'époque, Philip Hammond. Sir Edward n'a pas révélé que le rapport avait été commandé par une organisation liée à Fethullah Gülen.

Lobbyisme

L'*Atlantic Institute* est une autre organisation à but non lucratif liée à Gülen située dans le sud-est des États-Unis. Son siège social est à Atlanta, mais possède des succursales en Floride, en Alabama, au Tennessee et en Caroline du Sud. L'Institut Atlantique finance des voyages en Turquie.

Le *Forum Rumi* a été fondé en 1999. Le président d'honneur en est Fethullah Gülen et le siège social est situé à Washington, DC, avec des succursales locales dans le Maryland, le Kentucky, le Delaware, la Caroline du Nord et la Virginie. Il organise des voyages internationaux entièrement financés pour les étudiants et les universitaires.

Le *Pacifica Institute*, une autre organisation de l'*Alliance for Shared Values*, a financé treize voyages de parlementaires en Turquie en 2011. De même, un article de l'*USA Today* a révélé qu'en août 2013, le représentant Mike Honda avait fait un voyage de huit jours en Turquie parrainé par le Pacifica Institute.

Le siège du *Dialogue Institute of the Southwest* se trouve au Texas et compte 13 sections à travers les États-Unis. Il organise des « voyages d'échanges culturels » financés. Le voyage comprend huit jours de visites et de visites avec des familles d'accueil, des arrêts à Istanbul et Izmir, ainsi que dans la capitale turque Ankara, Antalya et Sanliurfa.

La *fondation Niagara* a son siège à Chicago et Fethullah Gülen en est le président d'honneur depuis 2004.

L'*Atlantic Institute* est une autre organisation à but non lucratif liée à Gülen située dans le sud-est des États-Unis. Son siège social est à Atlanta, mais il possède des succursales en Floride, en Alabama, au Tennessee et en Caroline du Sud. L'Institut Atlantique finance des voyages en Turquie.

Le *Peace Islands Institute* a son siège à New York et compte cinq sections aux États-Unis. Fethullah Gülen en est le président d'honneur. En 2010, l'Institut a envoyé une lettre d'invitation pour un voyage sponsorisé en Turquie aux maires du New Jersey au nom d'Interfaith Dialog Center, rebaptisé Peace Island Institute.

Le *Centre Turquoise* a été créé en 2008 grâce aux dons des adeptes de Gülen. L'argent sert à payer des bourses d'étudiants, à fournir un capital de départ pour une nouvelle école, à envoyer un groupe d'Américains influents faire un voyage de deux semaines en Turquie ou à parrainer une conférence universitaire consacrée à Fethullah Gülen.

L'*Institut du Dialogue Interreligieux* est situé dans le Centre Turquoise. Il a été fondé par Fethullah Gülen lui-même selon des documents judiciaires. Il parraine des conférences sur les relations interconfessionnelles et finance le Gülen Institute de l'université de Houston.

La *Raindrop Turkish House* a été fondée par des Turcs-Américains à Houston, au Texas, en 2000. Elle sert de plaque tournante aux activités culturelles gülenistes aux États-Unis. Elle opère dans six États : Texas, Arkansas, Kansas, Mississippi, Nouveau-Mexique et Oklahoma. Il parraine des voyages en Turquie.

Asie centrale

En Asie centrale postsoviétique, la principale région d'activités éducatives de Gülen à l'étranger, les candidats retenus pour s'inscrire aux écoles privées sont généralement des enfants de familles aisées ou de fonctionnaires. Cela doit être interprété dans le contexte d'une

infrastructure éducative, sociale et économique effondrée dans une grande partie de la région. Les dépenses de l'État pour l'éducation ont chuté dans toute la région, entraînant des fermetures d'écoles, une pénurie d'enseignants, une dégradation des infrastructures et une corruption généralisée entourant les admissions et les résultats des examens dans les écoles et les collèges.

Au cours des années 90, le président ouzbek Islam Karimov a réprimé les activités du mouvement dans son pays, et interdit la distribution du journal *Zaman*. Le mouvement y a une présence minimale aujourd'hui. Il n'est pas clair de savoir s'il s'agissait d'une réaction à la présence dans son pays d'un groupe religieux qu'il ne contrôlait pas, ou si cela indiquait des représailles contre le fait que l'État turc héberge des dirigeants de l'opposition ouzbèke.

Les élites d'Asie centrale du réseau Gülen pourraient à terme adopter l'idéologie de leurs homologues turcs, favorisant ainsi l'émergence d'un monde panturc lié par des identités qui se chevauchent et fusionnent. Cela pourrait à son tour faciliter le développement des interactions économiques, et même encourager des relations plus étroites d'État à État.

En 2005, le personnel enseignant turc de l'école de théologie islamique d'une université du Turkménistan a été limogé par le président autocratique du pays, Saparmourat Niazov. Il semblait que le régime turkmène devenait de plus en plus mécontent de l'idéologie panturque et islamique du réseau Gülen dans le pays.

Au-delà de l'ancienne Asie centrale soviétique, le régime taliban a mis fin aux activités du mouvement Gülen en Afghanistan à la fin des années 90 en raison de sa désapprobation à la fois de sa pratique de l'islam et de l'ingérence étrangère dans le pays.

Les opérations de la CIA

L’Asie centrale, avec ses vastes richesses énergétiques, présente un intérêt majeur pour les sociétés pétrolières et gazières américaines. La région présente également un intérêt stratégique clé dans le « Grand Jeu » alors que la Russie, la Chine et les États-Unis se disputent la baisse des approvisionnements énergétiques. Compte tenu de l’histoire et de la méfiance à l’égard de l’Occident, les États-Unis ont réalisé qu’ils ne pouvaient pas obtenir un contrôle direct et qu’ils auraient donc besoin d’utiliser un intermédiaire pour prendre rapidement et efficacement le contrôle.

La Turquie partage le même héritage que toute la population d’Asie centrale, la même langue (turque), la même religion (l’islam sunnite) et, bien sûr, l’emplacement stratégique et la proximité. Cela a inauguré plus d’une décennie d’opérations illégales et secrètes en Asie centrale par un petit réseau néoconservateur des États-Unis avec l’intention de promouvoir l’industrie pétrolière et le complexe militaro-industriel, en utilisant des agents turcs. Le gouvernement américain a utilisé la Turquie comme intermédiaire pour prendre le contrôle de l’Asie centrale via le nationalisme et la religion panturcs.

Dans le cadre d’une demande de « carte verte » devant un tribunal du district de l’est de Philadelphie impliquant le leader islamique turc, Fethullah Gülen, les procureurs américains ont dénoncé une opération illégale et secrète de la CIA impliquant l’islamisation intentionnelle de l’Asie centrale.

Cette opération se poursuit depuis la chute de l’Union soviétique dans une nouvelle guerre froide en cours pour contrôler les vastes ressources énergétiques de la région – l’Ouzbékistan, l’Azerbaïdjan, le Kazakhstan et le Turkménistan – estimées à trois milliards de dollars. Vingt-six personnes

ont écrit des lettres de recommandation soutenant la demande de Gülen pour une carte verte – notamment l'ancien agent de la CIA George Fidas, l'ancien ambassadeur de Turquie Morton Abramowitz, et l'ancien directeur adjoint de la CIA Graham Fuller.

Le principal journal turc *Hurriyet* a rapporté : « Les ressources financières de Gülen ont été détaillées dans l'argumentation du procureur public, qui affirmaient que le gouvernement turc et la Central Intelligence Agency, ou CIA, étaient derrière le mouvement Gülen. Il a déclaré que certains hommes d'affaires d'Ankara ont donné 10 à 70 % de leurs revenus annuels au mouvement et que cela correspondait à 20 000 à 300 000 dollars par an et par personne. Il a ajouté qu'un homme d'affaires à Istanbul a fait don de 4 à 5 millions de dollars chaque année et que les jeunes diplômés des écoles de Gülen ont fait chacun un don de 2 000 à 5 000 dollars par an ».

Parmi les raisons invoquées par les avocats du département d'État américain pour expliquer pourquoi la demande de résidence permanente de Gülen a été refusée, il y a la suspicion de financement de son mouvement par la CIA. […] « *En raison de la grande quantité d'argent que le mouvement de Gülen utilise pour financer ses projets, il y a des allégations selon lesquelles il a des accords secrets avec les gouvernements turcs. On soupçonne que la CIA participe au financement de ces projets* »,

« *Parmi les documents présentés par les procureurs de l'État, il y a des allégations sur la structure financière du mouvement Gülen et il a été souligné que la puissance économique du mouvement atteignait 25 milliards de dollars. Écoles, journaux, universités, syndicats, chaînes de télévision… Les relations entre celles-ci sont débattues. Il n'y a pas de transparence dans leur travail* », ont affirmé les avocats.

Selon Sibel Edmonds, ancienne traductrice du FBI, ces opérations clandestines illégales des Turcs et de certains Américains remontent à 1996 et impliquent des activités terroristes, des stupéfiants, la contrebande d'armes et le blanchiment d'argent, convergeant autour des mêmes opérations et impliquant les mêmes acteurs.

Marc Grossman, ancien n° 3 du Département d'État américain et ancien ambassadeur en Turquie, est l'une des principales personnalités nommées par Sibel Edmonds. Grossman recevait 1,2 million de dollars par an d'Ihlas

Holding, un conglomérat turc lié à Gülen. Selon Edmonds, les gains de Grossman sont le résultat des services rendus pendant qu'il était en fonction. Le prédécesseur de Grossman en tant qu'ambassadeur en Turquie était Morton Abramowitz – en fait, Grossman a travaillé sous Abramowitz à Ankara pendant plusieurs années.

Abramowitz a écrit une lettre en faveur de Gülen pour sa demande d'immigration. Il a longtemps préconisé l'utilisation de combattants islamiques au service des intérêts américains, y compris les moudjahidine afghans contre les Soviétiques et l'Armée de libération du Kosovo pendant la guerre dans les Balkans, agissant en tant que conseiller des Albanais du Kosovo.

Un autre acteur est Enver Yusuf Turani – autoproclamé Premier ministre du Turkestan oriental, un « pays » reconnu par un seul pays, les États-Unis. Le Turkestan oriental, alias Xinjiang, fait officiellement partie de la Chine et abrite le peuple ouïghour et le « Mouvement islamique du Turkestan oriental », une organisation terroriste selon l'ONU. Enver Yusuf Turani, le soi-disant Premier ministre du gouvernement du Turkestan oriental est en exil, citoyen américain depuis 1998.

Enver Yusuf est en étroite collaboration avec Fethullah Gülen. Leurs activités pour le gouvernement en exil sont basées sur un rapport intitulé « projet Xinjiang » rédigé par Graham Fuller en 1998 pour la Rand Corporation et révisé en 2003 sous le titre « le Problème Xinjiang ». Le rapport souligne l'importance de la région autonome du Xinjiang pour encercler la Chine et fournit une stratégie pour cela.

Graham Fuller

En 1999, Graham Fuller, ancien directeur adjoint du Conseil national du renseignement de la CIA, puis haut responsable du Pentagone et de la société néoconservatrice RAND liée à la CIA/Pentagone, a préconisé l'utilisation des forces islamistes pour promouvoir les intérêts américains en Asie centrale. Il a déclaré que « la *politique consistant à guider l'évolution de l'Islam et à les aider contre nos adversaires a merveilleusement bien fonctionné en Afghanistan contre les Russes. Les mêmes doctrines peuvent encore être utilisées pour déstabiliser ce qui reste de la puissance russe, et surtout pour contrer l'influence chinoise en Asie centrale* ».

Le 1er décembre 2016, les procureurs turcs ont émis un mandat d'arrêt contre Graham E. Fuller, ancien chef des opérations de la CIA au Moyen-Orient et en Asie de l'Est en l'accusant d'être impliqué dans la tentative de coup d'État raté de juillet 2016 contre le gouvernement du président Erdoğan.

En juillet 2016, moins d'une semaine après qu'Erdoğan ait accusé le vaste réseau turc de Gülen d'être derrière le coup d'État, Fuller a écrit pour le *Huffington Post* un éloge complet de Gülen : « *Le mouvement Gülen n'est pas un culte ; c'est l'un des visages les plus encourageants de l'islam aujourd'hui. Je pense qu'il est peu probable que Gülen ait été le cerveau derrière la tentative du coup d'État infructueuse contre Erdoğan la semaine dernière… C'est dans le domaine public que j'ai écrit une lettre en tant que citoyen dans le cadre de la demande de carte verte américaine de Gülen en 2006 indiquant que je ne croyais pas que Gülen constituait une menace pour la sécurité des États-Unis…* ».

Dans le chaos postsoviétique des années 90 en Asie centrale, la CIA a utilisé Gülen et son image d'islam modéré pour construire l'un de leurs plus vastes réseaux de subversion atteignant toute la région dite turque de

l’ancienne Asie centrale soviétique, y compris l’Ouzbékistan, le Kirghizistan et même la région autonome ouïgoure du Xinjiang en République populaire de Chine, où des Ouïghours ont été recrutés via la Turquie pour joindre Daech et le Front Al Nosra en Syrie ces dernières années.

En 2011, Osman Nuri Gündeş, ancien chef du service de renseignement extérieur du MIT et conseiller en chef du renseignement (au milieu des années 90) de la Première ministre Tansu Çiller, a publié un livre qui n’a été publié qu’en turc. Dans ce livre, Gündeş, alors âgé de 85 ans et retraité, a révélé que, pendant les années 90, les écoles de Gülen qui fleurissaient alors à travers toute l’Eurasie servaient de base à des centaines d’agents de la CIA sous couvert de « *professeurs d’anglais de langue maternelle* ». Selon Gündeş, le mouvement Gülen « *a hébergé 130 agents de la CIA* » rien que dans ses écoles au Kirghizistan et en Ouzbékistan.

Fuller lui-même admet que l’organisation Gülen comptait quelque deux millions de membres en Turquie à la veille du coup d’État de juillet 2016. Ils avaient systématiquement infiltré et largement contrôlé la police nationale, le système judiciaire, l’éducation nationale et l’armée. De plus, l’associé de Fuller à la CIA, Henri Barkey, également sous mandat d’arrêt, a admis à la suite du coup d’État manqué qu’il se trouvait dans la région d’Istanbul la nuit du coup d’État.

Le visionnaire

Graham Fuller était chef de la station de la CIA à Kaboul jusqu’en 1978. En 1982, la CIA l’a nommé officier national du renseignement pour le Proche-Orient et l’Asie du Sud et il a été affecté au siège de la CIA (Langley). C’était la période de l’opération Cyclone de la CIA, la vaste guerre secrète de la CIA en Afghanistan utilisant des moudjahidine du monde arabe contre les soldats soviétiques qui occupaient l’Afghanistan. Fuller a quitté la CIA au milieu des années 90 pour un poste au sein de la société RAND (liée au Pentagone) où il est resté jusqu’en 2000.

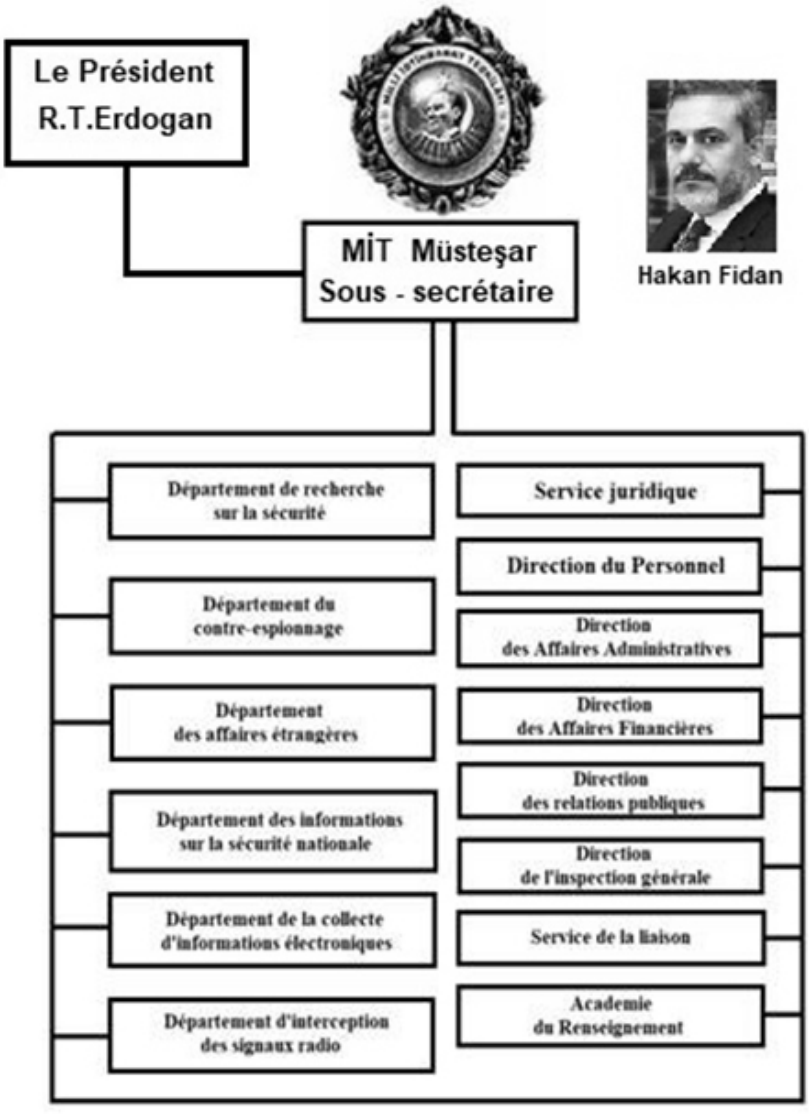
Pendant son séjour à la RAND, il a coécrit un livre très révélateur avec Paul B. Henze intitulé « *La nouvelle géopolitique de la Turquie : des Balkans à la Chine occidentale* ». Le livre décrit précisément le réseau géopolitique que Gülen a été accusé de créer avec la CIA après l'effondrement de l'Union soviétique en 1991. En 2007 Fuller a écrit un livre intitulé *The New Turkish Republic.* Au centre du livre se trouvait l'éloge de Gülen et de son mouvement islamique « modéré ».

ANNEXES

Glossaire

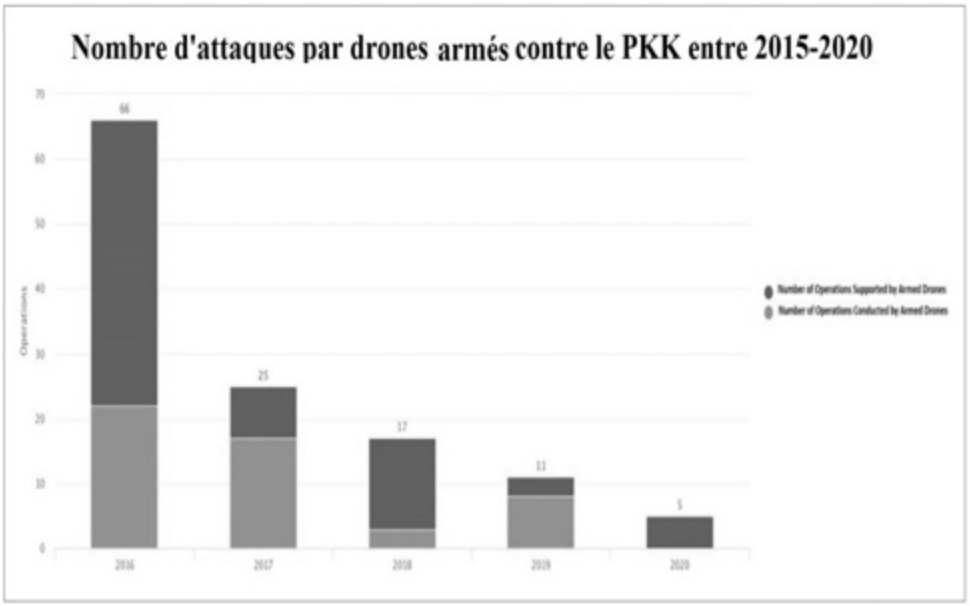
AKP :	Parti de la justice et du développement
ANA P :	Parti de la Mère Patrie
ASALA :	Armée secrète arménienne pour la libération de l'Arménie
FETO :	Organisation terroriste Fethullah
FSA :	Armée Libre Syrienne
DTP :	Parti de la société démocratique
HIZMET :	Mouvement religieux Fethullah Gülen
KDP :	Parti démocratique du Kurdistan
KRG :	Gouvernement régional kurde (Irak)
MAH :	Organisation des affaires nationales
MEI :	Organisation des services de sécurité nationale
MIT :	Service national de renseignement
MITEM :	Centre de formation du Service national du renseignement
PKK :	Parti des travailleurs du Kurdistan
PUK :	Union patriotique du Kurdistan
TSK :	Forces armées turques

L’organigramme du MIT

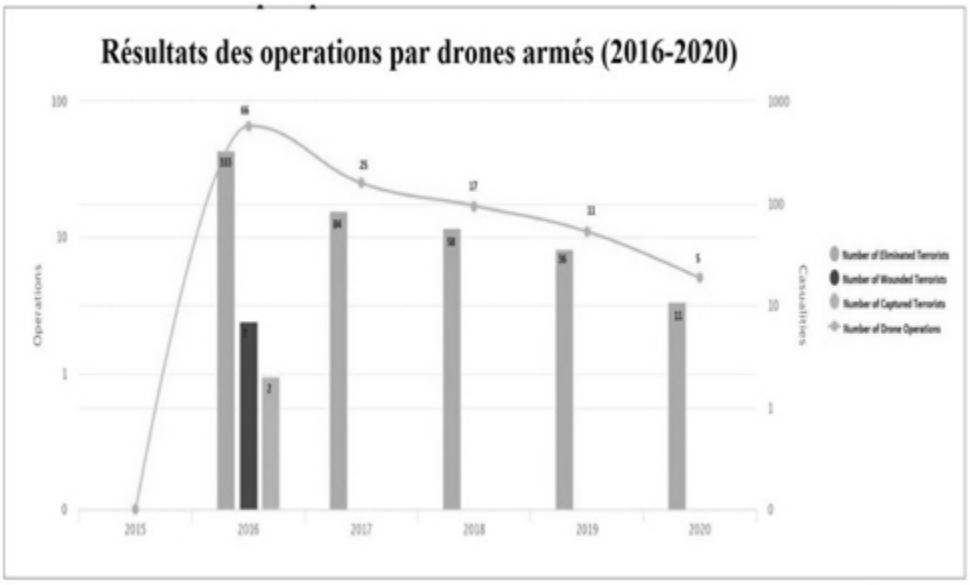


Les Directeurs du MIT

Avni Kantan	July 14, 1965
Mehmet Fuat Doğu	March 2, 1966
Nurettin Ersin	August 2, 1971
Bülent Türker	July 26, 1973
Bahattin Özülker	February 28, 1974
Bülent Türker	September 26, 1974
Hamza Gürgüç	November 25, 1974
Adnan Ersöz	July 13, 1978
Bülent Türker	November 19, 1979
Burhanettin Bigali	September 7, 1981
Hayri Ündül	September 5, 1986
Teoman Koman	August 29, 1988
Sönmez Köksal	November 9, 1992
Şenkal Atasagun	February 11, 1998
Emre Taner	June 15, 2005
Hakan Fidan	May 26, 2010



Source: SETA Terrorism Analysis Platform [TAP].



Source: SETA Terrorism Analysis Platform (TAP).

Document Secret de l’état-major turc

Avril 2016
ÉTAT MAJOR DE L’ARMÉE TURQUE

DIRECTION
DE LA PLANIFICATION ET DES PRINCIPES

SOUS DIRECTION
GRÈCE, CHYPRE, AFFAIRES MARITIMES ET AVIATION

DÉPARTEMENT : GRÈCE

DIRECTIVES

- Suivre des relations entre la Turquie et la Grèce
- Suivre l’évolution des questions relatives aux relations Turquie-Grèce, faire des évaluations stratégiques et se forger une opinion.
- Évaluer les relations Turquie-Grèce et créer un aspect militaire des politiques à suivre.
- Suivre le dialogue militaire entre la Turquie et la Grèce (planifier, coordonner et exécuter)
- Suivre l’immigration illégale et suivre les questions concernant le champ d’application de FRONTEX en Grèce et en Turquie,

évaluer et se forger une opinion.

- Suivre, évaluer et formuler des opinions au sein de l'ONU, de l'OTAN, de l'UE, de l'OSCE, de la Coopération économique de la mer Noire (BSEC) et d'autres organisations internationales susceptibles d'affecter les relations turco-grecques.
- Suivre des Réunions de haut niveau sur les relations politiques et la coopération Turquie-Grèce, évaluer et forger des opinions.
- Conduire des études stratégiques sur les relations turco-grecques en coordination avec les organisations scientifiques.
- Suivre les développements concernant les îles de la mer Égée.
- Suivre les développements concernant les minorités grecques en Thrace occidentale et dans les îles du Dodécanèse.
- Suivre des développements en Grèce concernant la vie politique intérieure, la vie économique et sociale de la Grèce, évaluer et se forger des opinions.
- Suivre la politique étrangère de la Grèce, politique de défense, mondiale et régionale, ses relations avec les puissances et les pays de la région devant les institutions et organisations internationales, évaluer et se forger une opinion.
- Suivre des développements concernant les forces armées grecques et leurs exercices, assurer le suivi, faire des évaluations stratégiques et contribuer à la préparation du TÜMAS (Livre Blanc sur la Défense Nationale Turque)
- Évaluer les problèmes entre la Turquie et la Grèce et créer un aspect militaire des politiques à suivre.
- Suivre l'évolution des grands problèmes maritimes et aériens entre la Grèce et la Turquie, évaluer et se forger une opinion.

Source : Nordicmonitor.com

Question au gouvernement fédéral allemand de la part des députés du parti *Die Linke*

Sevim Dağdelen, Heike Hänsel, Andrej Hunko, Eva-Maria Schreiber

La pression de persécution exercée sur les membres de l'opposition en Turquie et à l'étranger par le régime d'Erdogan est élevée. Les conseils aux voyageurs du ministère fédéral des Affaires étrangères indiquent actuellement que les ressortissants allemands en Turquie continueront à être arrêtés arbitrairement, à interdire de sortie ou à entrer en Turquie.

Les arrestations, les poursuites ou une interdiction de sortie sont souvent liées à des déclarations critiques du gouvernement sur les réseaux sociaux, et de plus en plus aussi à des accusations d'insulte au président. Même si quelqu'un a pu voyager en Turquie sans aucun problème dans le passé, il ne peut être exclu qu'il puisse faire l'objet d'une arrestation/poursuite s'il retourne en Allemagne.

Les services secrets turcs auraient récemment tenté de forcer un ressortissant autrichien à coopérer. Afin d'être libérée, la personne a accepté l'activité d'espionnage. Selon le ministre de l'Intérieur de l'Autriche, il ne s'agissait pas d'un cas isolé. Un agent des services secrets turcs se serait rendu au Bureau autrichien pour la protection de la Constitution, qui aurait reçu l'ordre en août 2020 de mener une attaque contre le politicien vert Berivan Aslan.

D'autres attaques sont prévues. Les citoyens allemands en Turquie courent le risque de devenir les otages de la politique du président Recep Tayyip Erdoğan. « Les mesures ci-dessus concernent particulièrement, mais pas exclusivement, les ressortissants allemands ayant une vie privée proche et

des liens personnels avec la Turquie ainsi qu'avec des personnes [qui ont] à la fois la nationalité allemande et turque et qui sont ou étaient actives dans des associations kurdes en Allemagne.

Fin 2019, 58 ressortissants allemands au total étaient détenus en Turquie pour diverses allégations, 13 d'entre eux parce qu'ils sont soupçonnés d'être membres d'un groupe terroriste. Parmi eux, quatre personnes ont la double nationalité. Dix des 13 détenus ont été arrêtés depuis l'échec du coup d'État militaire de l'été 2016, cinq d'entre eux depuis août de cette année.

En outre, au début de décembre 2019, le gouvernement fédéral avait connaissance d'un total de 71 cas de citoyens allemands qui ne sont pas autorisés à quitter la Turquie en raison d'interdictions de sortie. Le nombre de refus d'entrée était de 16 cas. Les journalistes et sont particulièrement touchés

En 2017, il y a eu toute une série d'arrestations de citoyens allemands pour des « raisons politiques ». Outre Deniz Yücel, le journaliste allemand Mesale Tolu, le militant allemand des droits de l'homme Peter Steudtner et, en 2018, l'assistant social de Cologne Adil Demirci ont été temporairement détenus par les Turcs. Le chanteur de Cologne Hozan Cane est détenu pendant deux ans. Elle a été arrêtée à Edirne peu avant les élections présidentielles et législatives de juin 2018. En novembre de la même année, elle a été condamnée à six ans et trois mois de prison, bien qu'il n'y ait aucune preuve claire d'appartenance présumée au PKK. Les dirigeants turcs ne prennent pas seulement des mesures contre les citoyens allemands en Turquie.

Du point de vue du gouvernement fédéral, il y a une intensification des tentatives de l'État turc d'exercer une influence sur la diaspora turque et les Allemands d'origine turque en Allemagne. Ces efforts sont déployés à la fois par les missions diplomatiques turques en Allemagne et par des organisations telles que l'Union des démocrates internationaux ou l'« Union islamique turque de l'Institut pour la religion » (DITIB).

Selon l'Office fédéral pour la protection de la Constitution (BfV), les organisations gouvernementales ayant divers degrés de liens structurels

avec Ankara soutiennent les activités du Millî İstihbarat Teşkilâtı (MIT) en tentant d'influencer « les communautés d'origine turque en Allemagne »

À l'approche des élections locales de 2020 en Rhénanie du Nord-Westphalie (NRW), il y avait des candidats qui ont une proximité douteuse avec le président turc Recep Tayyip Erdoğan et son AKP, le mouvement islamiste Millî Görüş ou à l'extrême droite des « loups gris ». Depuis des années, les services secrets turcs du MIT tentent de mettre sous pression les ressortissants allemands en Allemagne en intimidant leurs proches vivant en Turquie.

Erdoğan et le gouvernement AKP continuent également d'utiliser l'agence internationale d'enquête INTERPOL pour traquer les opposants politiques et les critiques, tels que l'écrivain Dogan Akhanli. L'Office fédéral de la police criminelle (BKA) a reçu plus de 1300 perquisitions de la part des autorités turques depuis la tentative de coup d'État en 2016 jusqu'à la fin de 2019, dont plus de 1000 étaient pour arrestation et près de 100 pour déterminer la résidence.

Réponse du gouvernement allemand

En Allemagne, le BfV (DGSI allemande) suit toutes les indications d'activités illégales du service de renseignement turc en dans le cadre légal et les traite conformément à ses pouvoirs légaux. Les autorités de police des États fédéraux sont responsables des mesures visant à protéger les ressortissants allemands vivant en Allemagne contre les tentatives d'espionnage, d'intimidation et de recrutement du MIT. À cet égard, le gouvernement fédéral ne peut faire aucune déclaration quant à savoir si et quelles mesures ont été prises dans les différents États fédéraux.

Si le BKA (police criminelle fédérale) reçoit des informations sur d'éventuels voyages (de l'Allemagne vers la Turquie) par des personnes qui critiquent le gouvernement turc, il informe les forces de police responsables des états fédéraux d'une éventuelle sensibilisation aux personnes concernées.

Si le BKA reçoit des informations sur une menace existante ou fondamentale pour les institutions et intérêts allemands en Turquie, le BKA en informera le ministère des Affaires étrangères selon le cas. Les missions allemandes à l'étranger fournissent un soutien consulaire aux ressortissants allemands en Turquie.

L'État turc continue de s'efforcer d'influencer les communautés d'origine turque en Allemagne et d'influencer la volonté politique et le processus de prise de décision dans la société allemande dans son ensemble. En janvier 2020, DITIB a lancé un programme de formation en allemand pour les représentants religieux islamiques en Allemagne.

Le président Erdogan, qui a ses racines idéologiques et politiques dans le Mouvement Millî Görüş, a été initialement considéré par les sous-organisations du MG, comme la « Communauté islamique Millî Görüş e.V. » en tant que « traître » et en tant que quelqu'un qui a « enlevé la chemise du Millî Görüş ». Entre-temps, cette attitude a changé depuis longtemps, à la suite des succès politiques d'Erdogan et de l'AKP.

Alors que les années précédentes, l'annonce des contacts de certains fonctionnaires du Mouvement MG à Erdogan ou au gouvernement turc a suscité des critiques et conduit à des discussions au sein de l'organisation, elle est devenue de plus en plus ouverte depuis que le président actuel du MG, Kemal Ergün, a pris ses fonctions en 2011.

Depuis une relation de plus en plus ouverte entre la direction du MG et l'AKP a été observée. Depuis la tentative de coup d'État réprimée en Turquie le 15 juillet 2016, de plus en plus de rapports dans les médias font état de liens entre le MG et plusieurs agences gouvernementales turques et institutions proches du gouvernement. Des exemples individuels de couverture médiatique sont également connus du BfV. Des informations détaillées sur les antécédents ou les discussions spécifiques, la coopération ou tout autre contenu des connexions et contacts entre le MG et les agences gouvernementales turques ne sont pas disponibles.

Entre la communauté islamique « Millî Görüş » et « l'Union turco-islamique de l'Institut pour la religion (DITIB) » il y a des connexions et des caractéristiques. Dans le passé, des représentants des deux organisations ont participé aux mêmes événements. La participation officielle de

fonctionnaires proches des Frères musulmans à un événement organisé par l'autorité religieuse turque Diyanet dans les locaux du DITIB peut être vue comme une indication de la bonne relation entre les Frères musulmans et Diyanet et donc le gouvernement turc. On sait également que DITIB et MG ont participé à l'organisation et à la mise en œuvre d'événements conjoints.

À la connaissance du gouvernement fédéral (au 7 octobre 2020), 64 ressortissants allemands sont actuellement détenus en Turquie. Le gouvernement fédéral n'est pas informé de l'allégation respective dans tous les cas.

Tous les cas d'interdiction de sortie contre des ressortissants allemands en Turquie et les allégations sous-jacentes ne sont pas portés à l'attention du gouvernement fédéral. À cet égard, le gouvernement fédéral peut ne pas avoir une vue d'ensemble complète du nombre de citoyens allemands qui ne sont actuellement pas en mesure de quitter la Turquie en raison des interdictions de sortie.

À la connaissance du gouvernement fédéral (au 7 octobre 2020), 66 ressortissants allemands ne sont actuellement pas en mesure de quitter la Turquie en raison d'interdictions de sortie. Tous les cas d'interdiction d'entrée à l'encontre de citoyens allemands en Turquie ne sont pas portés à l'attention du gouvernement fédéral. À cet égard, le gouvernement fédéral peut ne pas avoir une vue d'ensemble complète.

Le gouvernement fédéral avait connaissance de 123 cas en 2017, 80 cas en 2018, 18 cas en 2019 et trois cas en 2020 (au 6 octobre 2020) de refus d'entrée. Aucun chiffre n'est disponible pour la période antérieure à 2017. Le ministère turc de la Justice ne publie pas de statistiques annuelles sur l'ouverture de poursuites pénales sur la question, ventilées par nationalité de l'accusé.

Erdogan avec Yussuf Al-Qaradâwî

Erdogan fait la « rabia » signe de ralliement des Frères musulmans

Photo de surveillance : Yasin el Kadi et Usame Kutub en Turquie (Usame Kutub est le neveu de Sayyid Qutb, leader historique de Frères musulmans en Egypte, exécuté en 1966 par le régime de Gamal Abdel Nasser)

Réunion entre Erdogan, Yasin El Qadi et Hakan Fidan
(14 Avril 2012, Haliç Centre des congrès, Istanbul)

Arrestation des agents du MIT (qui accompagnaient des camions chargés de munitions) par des gendarmes turcs

Camion du MIT chargé de munitions pour les milices syriennes arrêté par la gendarmerie turque

Cumhuriyet

DÜNYA GÜNDEMİNE SARSACAK GÖRÜNTÜLER İLK KEZ YAYINLANIYOR

İçişleri Bakanı Ala, 'İçindekileri biliyor musunuz' demişti. Artık biliyoruz:

İşte Erdoğan'ın yok dediği silahlar

CAN DÜNDAR

MİT TIRLARI AĞZINA KADAR SİLAH DOLU

La première page du journal turc Cumhuriyet sur l'affaire des camions du MIT
Son éditeur en chef Can Dundar vit aujourd'hui en exil en Allemagne

Bulent Yildirim, president du IHH avec Ali Akbar Mir Vekili, général de la Force Al Quds en Turquie

Bulent Yildirim, president du IHH avec Ismail Haniyeh, chef du bureau politique du Hamas

Le président Erdogan avec Ismail Haniyeh, chef du bureau politique du Hamas

Alaattin Cakici (à droite), parrain légendaire de la mafia turque en juin 2020 après sa sortie de prison avec le chef d'extrême droite Devlet Bahceli au siège du MHP.

Yavuz Ataç, un ancien cadre du MIT chargé des opérations externes de l'organisation, a admis que le MIT avait utilisé Alaattin Cakici pour certaines opérations secrètes (photo en 2011).

Abdullah Catli, figure historique des Loups gris, trafiquant de drogue et d'armes notoire et agent opérationnel du MIT.

Mehmet Ali Agca (à gauche), le nationaliste turc qui a tenté d'assassiner le pape Jean-Paul II en 1981 avec le chef de la mafia Alaattin Cakici en juin 2020.

Ahmet Cetin pendant une manifestation non autorisée des Loups gris à Lyon. Il a été condamné à 4 mois de prison avec sursis par le tribunal de Bourg-en-Bresse (5/11/2020).

Ahmet Cetin rend hommage à Abdullah Catli, figure historique des Loups gris, trafiquant notoire de drogue et d'armes et agent opérationnel du MIT.

Des tags insultants découverts sur le mémorial du génocide arménien de Décines. (1/11/2020)

Le double discours du président de Millî Görüş France

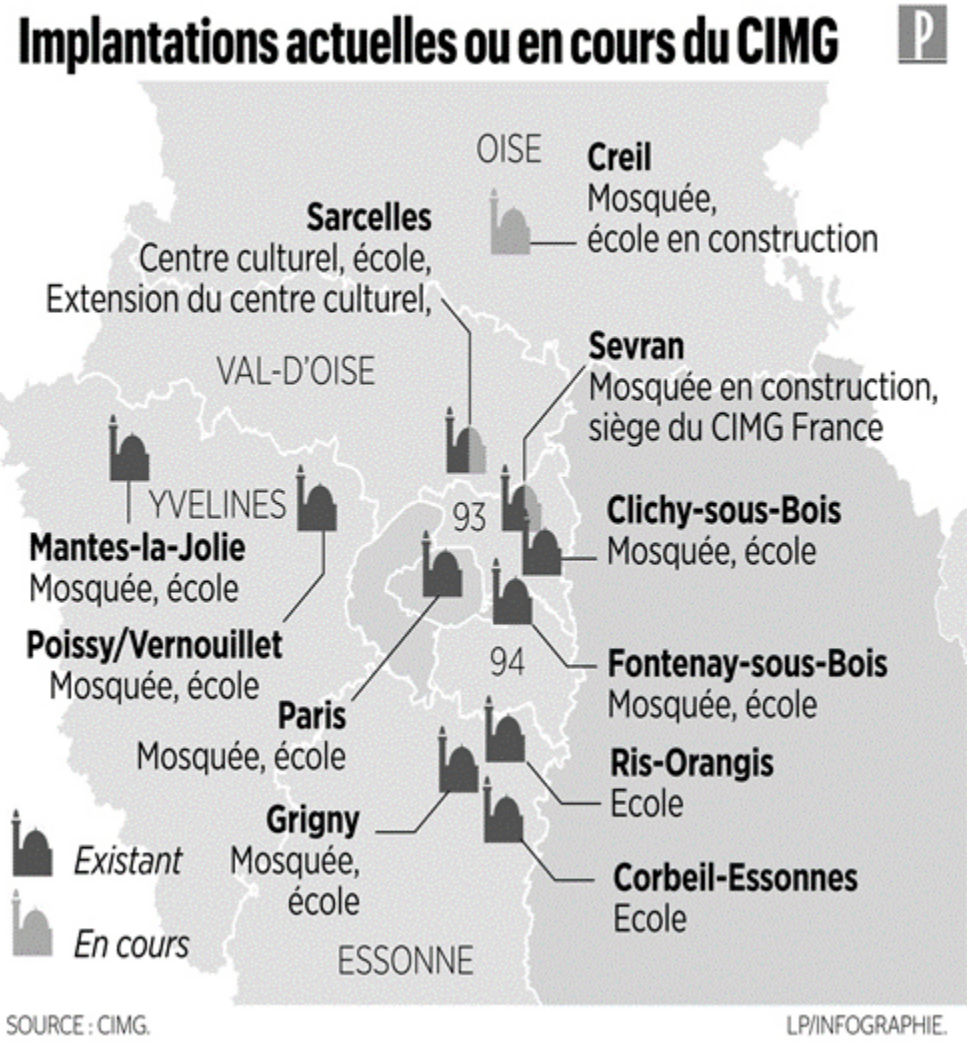
« *En tant que MG France, nous insistons depuis des années sur le fait que nous sommes une organisation religieuse au sein de l'Europe. En dehors de cette zone, nous ne recevons point d'instructions de la part d'institutions officielles de quelconques pays. Nous ne sommes sous l'influence d'aucun État. En France, notre organisation fait face à une calomnie assez étrange, comme quoi nous serions l'extension, le porte-parole, l'institution ou le représentant du gouvernement et des partis politiques de la Turquie. Nous ne sommes soumis à la direction d'aucun État* ».

Fatih Sarikir
Président de Millî Görüş France
25/11/2020, Magazine Perspektif

« Journée de la Fraternité et de la Solidarité » organisée par MG
(Hasselt, Belgique 2/2014)

L’éducation de nos enfants est l’avenir de nous tous. En soutenant notre campagne, vous pourrez contribuer à la construction de centres d’éducation dans plusieurs pays en Europe. Nos enfants et nos jeunes

pourront acquérir des connaissances en apprenant les langues, la culture et la religion. Construisons ensemble notre avenir !



Millî Görüş France et Frères musulmans

L'alliance « sacrée »

CIMG Sarcelles
17 juin 2019 ·

Salat Janaza dans toutes les mosquées de Milli Gorus Europe ce vendredi pour Le martyr Mohammed Morsi , le seul Président Égyptien légitime.

Nous apprenons avec beaucoup de tristesse que le seul Président Égyptien légitime, Mohamed Morsi, écarté du pouvoir en 2013 par un coup d'Etat est décédé aujourd'hui.

Morsi lui aura marqué l'Histoire comme un grand homme.
Qu'Allah fasse miséricorde à Mohamed Morsi et accepte son martyr.

Kemal Ergün
İGMG Genel Başkan, Président Milli Gorus Europe.

#muhammedmursi
#mohammedmorsi
#égypte

Prière funéraire dans toutes nos mosquées et nos communautés le 21 juin 2019 à l'ocassion de la mort de Muhammed Morsi

FACE À
L'ISLAMOPHOBIE ET
L'EXCLUSION
ENTRÉE
GRATUITE
GRAND PALAIS GLUCK
23, ALLÉE GLUCK
68200 MULHOUSE
Alc
AVEC MARWAN MUHAMMAD
DIRECTEUR DU COLLECTIF CONTRE L'ISLAMOPHOBIE
EN FRANCE
LUNDI 17 AVRIL 2017
DE 15H00 À 17H00
CONTACT@ACADEMIELANGUE
JRES.COM
CCIF
CIMG
MOSQUÉE
KOBA

Conférences organisées par le Millî Görüs et le CCIF, dissous par le gouvernement Castex pour « propagande islamiste » (12/2020)

Aydın Günel (*gauche*) et Erhan Pekçetin (*droite*)
Cadres supérieurs du MIT, capturés par le PKK le 4/8/2017

Le nouveau consulat turc à Strasbourg
Une partie des bâtiments abrite le centre de coordination du MIT en Europe

Bibliographie choisie

- M. Iliadis, *Services secrets turcs et MIT*, éditions Labyrinth, Athènes 1998
- Ahmet Davutoglu, *La profondeur stratégique et le rôle international de la Turquie*, Éditions Piotita, Athènes 2010
- Tucay Ozkan, *Bir Gizli Servisin Tarihi Milli Istihbarat Teskilati*, Istanbul, 1996
- Beylerian, Arthur (éd.), *Les grandes puissances, l'Empire ottoman et les Arméniens dans les archives françaises (1914-1918) : recueil de documents* (Paris : Université de Paris I, Panthéon-Sorbonne 1983)
- Yeghiayan, Vartkes (éd.) *Dossiers du ministère britannique des Affaires étrangères sur les criminels de guerre turcs* (Pasadena, CA/AAIC, 1991)
- Denker, Arif Cemil, *I.Dunya Savasi'nda Teskilat-i Mahsusa* (Istanbul, Arba, 1997)
- Dundar, Fuat, *Ittihat ve Terakki'nin etnisite arastirmalari* (Toplumsal Tarih XVI n ° 91/2001)
- *Le facteur unioniste. Le rôle du comité de l'Union et du progrès dans le mouvement national turc* (1905–1926) (Leiden : Brill, 1984), 201 p.
- « *Mémoires des jeunes turcs comme source historique* », Middle Eastern Studies 22/4 (1986), pp. 561–70
- *La population de l'Anatolie ottomane à la fin de l'Empire*, Bibliotheca Orientalis 15/5–6 (1988), pp. 748–50.
- « *L'influence du Parti radical français sur la pensée politique des jeunes turcs* », in Bacqué-Grammont, Jean-Jacques (dir.),
- *De la Révolution française à la Turquie d'Atatürk* (Istanbul : Isis, 1990)

- *Opposition politique au début de la République turque. Le Parti républicain progressiste* (1924–1925) (Leiden : Brill, 1991), 177 p.
- « *La dernière phase de l'histoire du comité d'union et de progrès (1923-1924*) », dans : Actes de la première rencontre internationale sur l'Empire Ottoman et la Turquie moderne (Istanbul : Isis, 1991), pp. 369 –77. «
- *L'Empire ottoman et la République turque : une tentative de nouvelle périodisation*, Welt des Islams 32/2 (1992), pp. 237–53.
- Landau, Jacob, *La politique de Panislam. Idéologie et organisation*, Middle Eastern Studies 27/4 (1992), pp. 699–700.
- "T*he Young Turks - Children of the borderlands*?" International Journal of Turkish Studies 9 / 1–2 (2003), pp. 275–86

Sommaire

Page titre

Copyrights

Dédicace

Préface d’Éric Denécé

Avant-propos : L’instrumentalisation de l’immigration clandestine

Introduction : Turquie 2020 : Un « homme malade » aux ambitions planétaires

Chapitre 1 : Les services de renseignement turcs

– Teskilati-i Mahsusa (1914-1918)

– MAH (1926-1965)

– MIT (1965-1992)

– MIT (1992-2010)

Chapitre 2 : Drogues, mafia et Loups gris

– Le pactole des drogues

– Veysel Filiz

– Arpaslan Türkes

– Le MHP

Chapitre 3 : Le MIT de Hakan Fidan

– La transition

– Hakan Fidan

– La nouvelle structure

– MIT vs Gülen

– La chasse aux gülenistes

Chapitre 4 : Le MIT et les pasdarans

– Relations difficiles

– Les business des pasdarans

– Selam Tawhid

– Reza Zarrab

– Halk Bank

Chapitre 5 : Opérations en France

– Main basse sur l'islam

– Parti Égalité et Justice

– « Soft Power » à la turque

– Kurdes

– Les Turcs de la DGSE

Chapitre 6 : Opérations à l'étranger

– Europe

– États-Unis

– Moyen-Orient

– Inde

– Libye

– Maghreb

– Grèce

– Opérations « homo »

Chapitre 7 : Le terrorisme islamiste

– Qatar

– ONG au service du MIT

– Les camions du MIT

– Les milices anti-Assad

– Daech Oil

– Abu Mansour

– Nuri Gökhan Bozkır

– Sadik Ustun et Kemal Eskintan

– L'enlèvement des cadres du MIT

– SADAT : Blackwater à la turque

– Istanbul, la cité du Hamas

– Haut-Karabakh

Chapitre 8 : La conquête de l'Asie centrale

– Le mouvement Gülen

– Opérations de la CIA

– Graham Fuller

ANNEXES

Glossaire

Organigramme du MIT

Les directeurs du MIT

Tableaux des attaques contre le PKK

Document « secret » de l’état-major turc sur les opérations de renseignement contre la Grèce (pays membre de l’UE)

Question au gouvernement fédéral allemand

Photographies

Bibliographie choisie

This file was downloaded from Z-Library project

Your gateway to knowledge and culture. Accessible for everyone.

z-library.sk z-lib.gs z-lib.fm go-to-library.sk

Official Telegram channel

Z-Access

https://wikipedia.org/wiki/Z-Library